



Leederen.

Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
Boston Library Consortium Member Libraries

<http://www.archive.org/details/causesclbres13gayo>

C A U S E S
C É L E B R E S

E T

INTÉRESSANTES.

TOME TREIZIÈME.

C A U S E S

E N E R G Y

I N T E R E S T S

W E B B

W E B B

W E B B

W E B B

W E B B

W E B B

W E B B

CAUSES CÉLÈBRES

ET

INTÉRESSANTES,

AVEC

LES JUGEMENTS

QUI LES ONT DÉCIDÉES;

RECUEILLIES

Par Mr. GAYOT DE PITAVAL,

Avocat au Parlement de Paris.

TOME TREIZIÈME.

Nouvelle Édition, corrigée & augmentée.



A AMSTERDAM, & se vend A LIEGE,
Chez { J. F. BASSOMPIERRE, Libraire.
VANDEN BERGHEN, Lib. à Bruxelles.

M. DCC. LXXV.

CHURCH

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the



AVERTISSEMENT.

J'AI parlé dans mon Avertissement de toutes les Causes de ce Volume. J'ajouterai, qu'à l'égard de Dom Carlos, qui fut jugé par les Inquisiteurs, quoiqu'aucun Historien n'ait dit qu'il fut interrogé, & qu'on ait fait entendre des témoins, on doit supposer que ces formalités ont été remplies. L'Inquisition n'en connoît point d'autres que celles-là; c'est là où elle borne toute sa procédure. Je dirai encore, que je n'ai donné Dom Carlos & le Czarewitz, que pour délasser les gens du monde de la lecture des Causes précédentes.

Quant au Majorat de Rye, dont le nom d'abord pourroit les rebutter, j'ai cru que pour leur ôter toutes les épines qu'ils pourroient rencontrer, je devois leur expliquer ici les mots consacrés.

Le mot de *Substitution*, en géné-

ij *AVERTISSEMENT.*

ral, a deux significations, qu'il faut distinguer : l'une comprend les dispositions des Testateurs, qui, ayant institué un héritier, & craignant qu'il ne puisse, ou ne veuille l'être, en nomme un autre, qui à son défaut soit leur héritier ; c'est ce qu'on appelle Substitution vulgaire. L'autre comprend les dispositions des Testateurs, ou des Donateurs, qui veulent faire passer leurs biens, en tout ou en partie, d'un successeur à un autre ; de sorte que le premier appelé ayant succédé, transmette après lui ces biens au second ; & que, s'il y en a plusieurs appelés, les biens passent de l'un à l'autre successivement de degré en degré : c'est ce qu'on appelle Substitution fidéicommissaire, ou simplement fidéicommis.

Greve de Substitution, c'est-à-dire, charge de Substitution.

La Substitution compendieuse comprend toutes sortes de Substitutions.

AVERTISSEMENT. iij

Quoique dans la Cause on ait défini le Majorat, j'en donnerai encore ici une définition.

Majorat est une disposition, par laquelle une personne, dans la vue de conserver le nom, les armes, & la splendeur de sa Maison, laisse ses biens, ou une partie, à une famille, pour y être déferés par ordre successif perpétuellement, en entier, à l'ainé le plus proche. Ce nom a été donné à ces sortes de fidéicommiss & substitutions perpétuelles, parce qu'elles assurent les biens du Testateur à ceux de la famille qui sont & seront successivement *Natu majores*, les aînés.

La nature, les regles du Majorat sont expliquées dans la Cause.

L'Académie Françoise, dans la premiere composition de son Dictionnaire, oublia le mot d'*Académie* : de même on a oublié ici dans la généalogie le nom de l'un des prétendants à la substitution; il faut donc ajouter au-dessous de Doro-

iv *AVERTISSEMENT.*

thée de Poitiers, mariée à Jacques de St. Maurice, Comte de Beaujean, le nom de son fils.

Jean-Paul-Philippe de Saint-Maurice, Comte de Beaujean, prétendant être le sixième substitué.

C'est par erreur qu'on a dit dans la généalogie, que son pere prétendoit à la substitution, puisque son fils n'avoit cette prétention que comme un mâle descendant par femme de Louise de Rye, c'est-à-dire, par Dorothee de Poitiers sa mere.

En faveur de ceux à qui la Langue Latine n'est pas bien familiere, j'en traduis les passages dans notre Langue.



CAUSES CÉLÈBRES

ET

INTÉRESSANTES;

Avec les Jugemens qui les ont décidées.

*LA MARQUISE DE SASSY, accusée
du meurtre de son Mari, & d'une sup-
position de part.*

IL y a plusieurs degrés d'absolu-
tion des accusés. Les uns triom-
phent pleinement, & obtien-
nent des dépens, des domma-
ges & intérêts. Aux autres on
n'adjudge que les dépens pour tous dom-
mages & intérêts : leur victoire n'est pas
complète. Il y en a, enfin, qui sont mis
hors de Cour & de Procès sans aucun au-
tre avantage. On en renvoie sur un plus

Tome XIII.

A

amplement informé pendant un certain temps. D'autres ont le glaive de la Justice suspendu sur leur tête pendant toute leur vie; on peut informer durant tout ce temps-là, & s'il survient une preuve qui fasse, avec celles qui sont au Procès, un corps de lumieres qui frappent, ils sont condamnés. On voit bien que ceux qui sont renvoyés sur un plus amplement informé, ne sont pas censés absous; c'est une absolution, ou une condamnation renvoyée, en attendant que la vérité éclate. Ceux qui sont déchargés purement & simplement sans aucune réparation, sont ceux pour lesquels les preuves n'ont pas un degré nécessaire pour les convaincre. Le Juge, comme homme, les condamne au fond du cœur; mais il ne peut pas les condamner comme Juge.

Sans prévenir mon Lecteur sur le sort qu'ont eu les accusations intentées à la Marquise de Saffy, je lui laisse la liberté de juger, avant que d'annoncer son jugement: il pesera le mérite des preuves, & pourra ensuite juger le jugement des Juges. La Dame Gaudon, veuve du Sieur Trouffebois, Marquis de Ris, Capitaine des Chevaux-Légers, qui fut tué à la bataille de St. François, connut le Marquis de Saffy, Colonel d'un Régiment d'Infanterie: elle étoit dans l'automne de son âge, & le Marquis étoit dans le printemps du sien. L'amour qu'elle lui inspira, rapproche ces deux saisons; il surmonte bien de

plus grandes disproportions. On a dit au Procès, qu'elle ne lui fut point avare de ses faveurs; elles attachent quelquefois les hommes plus fortement, quelquefois elles les guérissent. Ce qui fait juger qu'elle a eu cette foiblesse, c'est qu'elle a dit dans son Interrogatoire, que le Marquis de Saffy a dit, que, s'il pouvoit avoir un enfant mâle d'elle, il l'épouserait; & qu'elle a même tenté de le tromper, en lui montrant, au retour de son voyage, un enfant qu'elle dit être de lui. Cet événement est avant son mariage : elle a depuis défavoué tous ces faits dans d'autres Interrogatoires; mais quoi qu'il en soit, ce langage prouve toujours, que, si elle n'a pas fait cette supposition, elle n'avoit pas été fort réservée au Marquis de Saffy.

Mais il ne s'ensuivroit pas que le portrait que son adversaire fait d'elle, comme d'une coquette qui ne garde pas de ménagement, fût sincère. Une intrigue n'en suppose pas plusieurs; quand elle est même une véritable affaire de cœur, elle en exclut toute autre. On n'a rapporté, ni avant son mariage, ni même depuis son mariage, aucune Histoire qui pût trouver place dans une Chronique scandaleuse.

Le Marquis de Saffy, étant épris d'une passion très-vive, se détermina au mariage.

La sœur du Marquis de Saffy, qui avoit épousé M. de Villiers, Conseiller au Parlement, s'y opposa. Le Procès dura deux ans, parce qu'il fut enfin porté à la Pri-

matie de Lyon, & qu'il y eut plusieurs incidents. Le Marquis de Saffy, dont la passion ne s'usa point pendant ce temps-là, ayant obtenu un dernier Jugement en sa faveur, épousa enfin Madame de Ris, le neuvieme Janvier 1702.

Le cœur des époux fut très-ulcéré contre leur sœur; & la sœur, qui avoit acheté leur inimitié, en conçut une pareille en usant de retour, suivant la maxime des Italiens, qui disent : Tu me hais, parce que je t'ai fait du mal; je dois donc te haïr, quoique tu ne m'en aies point fait, puisque tu me regardes comme ton ennemi. Madame de Saffy élevoit un petit enfant, qu'on appelloit *Mignon* : elle avoit pour lui autant de tendresse, que s'il eût été à elle; elle l'avoit pris en Bourbonnois, dans la Paroisse de St. Irmond, l'ayant trouvé qui étoit allaité par une chevre empruntée, parce que la mere, malade, ne pouvoit le nourrir, & que la pauvreté du pere ne lui permettoit pas d'avoir une autre nourrice.

L'éducation de Mignon, qu'on a dépeint comme un bel enfant, qui avoit des graces naissantes qui frappaient ceux qui le voyoient, a été le fondement de l'accusation de supposition de part contre la Marquise de Saffy.

Le mariage du Marquis de Saffy fut assez concordant. Madame de Villiers ne pouvoit lui pardonner de s'être marié, & M. de Saffy ne pouvoit pardonner à sa sœur

de s'y être opposée. Il avoit vendu son Régiment : comme il étoit vif, & qu'il ne pouvoit pas demeurer sans occupation, il roula dans sa tête différents projets pour s'ouvrir une voie de rentrer dans le service. Il alla à Barcelonne, il eut l'honneur d'accompagner le Roi d'Espagne à Naples; de Naples il vint à Rome avec M. de Louville, que le Roi d'Espagne y envoyoit, pour faire un compliment au Pape; de Rome il revint à Paris, après avoir employé quatre mois dans ses différents voyages. Il demeura le temps qui étoit nécessaire pour former son équipage. Il partit pour l'Armée d'Italie, & servit en qualité d'Aide-de-camp du Maréchal de Marfin, pendant la campagne de 1702. Ce fut dans cette année-là qu'on donna la bataille de Luzara. Les armes du Roi furent victorieuses. M. de Saffy eut le bonheur d'y signaler son zele; mais la Dame de Saffy y perdit le Marquis de Ris, son fils unique, Capitaine de Dragons, qui fut tué en s'y distinguant.

Le Marquis de Saffy donne lieu à la réflexion qu'on a faite, que l'amour des occupations vives & tumultueuses, suppose une personne qui ne peut supporter un entretien avec soi-même.

La campagne finie, le Roi d'Espagne prit la route de Madrid. M. de Saffy offrit à cette Cour de lever un Régiment à ses dépens; mais il ne put en obtenir l'agrément, parce que le Roi d'Espagne n'en

accordoit à aucun François. Alors, persuadé qu'il n'y avoit rien à espérer pour lui dans cette Cour, il revint sur ses pas, & tourna ses vues vers Venise. Ce fut là qu'il prit à son service un Grec, appelé Alexandre, qu'il nomma depuis le Chevalier de Rose, dont on a fait son assassin. Enfin, M. de Saffy n'ayant pu convenir avec cette République des conditions qu'il proposoit pour la servir, il renvoya son Valet-de-chambre, & celui du Marquis de Ris, à Paris. Il ne tarda pas à les suivre lui-même, & arriva au mois de Mars 1703 à Paris, où le Grec se rendit quelque temps après lui. Il fit encore d'autres voyages, que son Défenseur n'a rapportés que pour faire voir que l'esprit de voyager lui étoit naturel, & que son dernier voyage, dont on a fait un crime à la Dame de Saffy, ne lui a point été inspiré.

Voici l'Histoire de ce dernier voyage.

Il se mit dans la tête, qu'il étoit soupçonné à la Cour d'un crime d'État, & qu'il étoit menacé d'être arrêté : pour se dérober à cette destinée qu'il appréhendoit, sur ce qu'il prétendoit qu'on avoit empoisonné tous ses différents voyages, sans qu'on ait su bien précisément les particularités du crime qu'il s'étoit imaginé qu'on lui imputoit, sur la fin de Décembre 1704, il chargea sa femme d'acheter secrètement, pour lui & pour le Grec, plusieurs choses qu'il croyoit nécessaires.

La Gasteau , femme-de-chambre de la Marquise , a déposé , que , dans ce temps-là , baignant le lit de sa Maîtresse , elle entendit une conversation qu'elle avoit avec une Demoiselle nommée Chamboneau , où elle lui proposoit de se défaire de son mari par l'entremise du Grec. Depuis , elle déposa à la confrontation , qu'elle ne sait pas si la Marquise vouloit se défaire de son mari , en lui inspirant de voyager , ou par la voie d'un assassinat.

La Gasteau rapporta cette conversation à Paillet , son mari , qui l'alla redire au Pere Gerotée , Carme , qui , suivant les apparences , par un esprit de charité , en vint faire part au Marquis de Sassy , comme d'un complot que l'on avoit fait de l'assassiner pendant le voyage. Il ne lui nomma personne. Le Marquis de Sassy ne parut pas faire grand cas de cet avis. Après avoir dit publiquement devant ses domestiques qu'il ne parloit point , il envoya le Grec retenir deux places au carrosse de Bruxelles ; ce qu'il fit effectivement , sous le nom d'Alexandre Rose. Le lendemain 27 , ils partent tous deux par le carrosse , & viennent coucher à Senlis , premier gîte sur la route. Le Marquis de Sassy congédie le Grec , & lui permet , par un congé écrit , de se retirer où bon lui semblera. Le Grec continue sa route vers Bruxelles , & M. de Sassy quitte le carrosse , prend la poste à Senlis , & se rend seul à Rouen. Quand il y fut arrivé , il écrivit au pere Gerotée , à

la Marquise, & au Sieur de Folleville, son ami : il revint à Paris, où il se cacha chez lui ; il rapporta à sa femme les discours énigmatiques du Carme, la crainte où il étoit que ses ennemis ne lui eussent rendu de mauvais offices à la Cour, qu'elle n'eût mal interprété ses différents voyages, & qu'elle ne le fît arrêter. Plus le Moine avoit affecté de mêler de mysteres & d'embarras dans ses entretiens, plus Monsieur de Sassy croyoit comprendre que la Cour y étoit mêlée, & que ce Moine craignoit de se commettre. Ce fut ce qui obligea M. de Sassy à feindre son voyage de Bruxelles, à le rompre à Senlis, à congédier le Grec comme un homme à l'avenir inutile à toute autre chose qu'à le faire connoître ; & ce fut ce qui l'engagea à prendre une route de traverse pour aller en Normandie.

Cette agitation le ramena se cacher encore à Paris quelques jours, persuadé que par ses marches & contre-marches, il seroit plus aisé de faire perdre sa piste à ceux qui pouvoient le chercher. Ce trouble lui continua à Paris ; rien n'y fut capable de le rassurer. Sa justification ne devoit pas l'embarrasser, jamais son zele pour le Roi ne s'étoit démenti un moment. Depuis qu'il avoit vendu son Régiment, après la paix de Ryswick, & avant la déclaration de la dernière Guerre, il n'avoit rien oublié pour entrer dans le Service ; d'abord par la voie d'Espagne, ensuite par le Gouvernement d'Aire, qu'il avoit voulu acheter ;

& de tous les voyages qu'il avoit faits, il n'y en avoit aucun qui ne fût chez des Nations amies de cette Couronne : mais tous ces témoignages ne dissipoient point dans son imagination les horreurs de la prison, dont il se croyoit menacé : il la craignoit plus que la mort ; il sentoît, & il se disoit bien que cette crainte étoit injuste ; mais, toute injuste qu'elle étoit, elle triomphoit de sa raison, & ne le laissoit pas maître de lui. Ce n'est point ici un discours supposé ; ce fait est prouvé par une Lettre que le Marquis de Saffy a écrite, du 13 Janvier 1704. Pour moi, je regarde cette crainte imaginaire du Marquis de Saffy, comme une petiteffe de son esprit, & de la disposition à la démence où il tomba dans la suite.

Il continua sa route du côté de Vire en Normandie. Il écrivit dans son voyage au Sieur de la Croix, & dans l'enveloppe il renferma une Lettre à sa femme. On lui manda de Vire qu'il y avoit passé.

Pendant que la Marquise de Saffy est en peine de savoir le lieu où étoit son mari, & qu'elle tâchoit de s'en informer, le Carme communique à M. de Villiers ce qu'on lui avoit dit. On donna des Mémoires à la Cour, on y mêla les intérêts du Roi & de l'État.

L'importance de la matiere parut exiger des ordres prompts & séveres ; il en fut expédié un pour arrêter Madame de Saffy, & l'enfermer à la Bastille. Elle y fut conduite le 19 Mai 1704, & en même temps

le scellé fut apposé sur ses papiers & sur ses effets, & tous ses domestiques enlevés deux jours après.

Un coup si imprévu étonna la Dame de Saffy, mais il ne l'accabla point : elle se reposa sur la justice du Roi. Le Comte de Ransijac, son beau-frere, se rendit en poste à Paris : il avoit été Exempt des Gardes-du-corps ; & , sur sa Requête, il obtint que ceux qui avoient donné des Mémoires contre la Marquise, se déclarassent ses Parties.

M. de Villiers rendit alors une Plainte dans les formes devant le Commissaire Renard. Il exposa “ que Messire Nicolas Vau-
,, quelin, Chevalier, Seigneur de Saffy,
,, son beau-frere, avoit disparu environ les
,, Fêtes des Rois 1705. Qu’il étoit parti
,, sur un petit cheval, accompagné d’un
,, Particulier, Grec de nation, son Valet-
,, de-chambre, sans que depuis ce temps
,, on eût eu aucunes nouvelles de lui ; que
,, cependant le cheval, sur lequel il étoit
,, monté, avoit été vu en cette ville de
,, Paris ; que l’on avoit rapporté des che-
,, mises sales du Sieur de Saffy, & les ra-
,, soirs avec lesquels il se faisoit lui-même
,, la barbe ; que ses habits avoient été ex-
,, posés en vente à des Frippiers ; que le
,, Grec étoit revenu en cette ville de Pa-
,, ris , sans qu’il rapportât aucunes nou-
,, velles de son Maître, ni qu’il dît dans
,, quel endroit il l’avoit quitté ; que de-
,, puis quelque temps il s’étoit répandu

„ un bruit dans le Public, qu'il y avoit
 „ eu un complot de faire périr le Sieur
 „ de Saffy; que pour cela on avoit pra-
 „ tiqué des moyens très-suspects, accom-
 „ pagnés de circonstances d'une conspi-
 „ ration contre la personne du Sieur de
 „ Saffy. Le Plaignant avoit appris mê-
 „ me, par le bruit commun, qu'il y avoit
 „ dans la maison de Saffy, un petit gar-
 „ çon âgé d'environ quatre ou cinq ans,
 „ que l'on suppose être fils du Sieur de
 „ Saffy, quoiqu'il n'ait pas eu d'enfants :
 „ dans cet état, le Plaignant ne peut se
 „ dispenser de rendre la présente Plainte,
 „ dont il requiert Acte, & qu'il soit in-
 „ formé des faits qui y sont contenus, cir-
 „ constances & dépendances, pour avoir
 „ l'éclaircissement nécessaire touchant le
 „ départ du Sieur de Saffy; les voies dont
 „ on s'est servi pour l'obliger de sortir de
 „ Paris; les moyens que les coupables ont
 „ pris pour faire réussir cette conspiration,
 „ & savoir ceux qui en sont les auteurs,
 „ requérant la jonction du Procureur du
 „ Roi. „

M. de Villiers, qui cachoit sa marche,
 attaque ensuite directement la Marquise de
 Saffy. Sur l'information qui fut faite, elle
 & la Demoiselle de Chamboneau furent dé-
 crétees de prise-de-corps. L'Abbé de Pon-
 senac & l'Abbé Vignaire furent décrétés
 d'ajournement personnel, gens liés avec
 la Marquise de Saffy; elle fut transférée
 de la Bastille au Châtelet, & d'abord en-

fermée dans un cachot : elle subit un long Interrogatoire devant le Lieutenant-Criminel : elle a prétendu qu'elle fut si troublée, qu'elle a cru être en droit de désavouer plusieurs faits qu'elle avoit avoués dans ses réponses. En effet, il auroit fallu qu'elle eût eu la tête bien ferme, si elle se fût possédée dans une si triste conjoncture ; dans ces instants fatals, nos idées se présentent à nous enveloppées de nuages, & dans une si grande confusion, que nous ne pouvons rien démêler. Une ame du premier ordre est supérieure à elle-même, & a seule alors le privilege de faire un usage libre de ses fonctions. Le scellé apposé par ordre du Roi, ayant été levé, fut réapposé sur les papiers & cassettes de la Marquise de Saffy, à la Requête de M. Villiers ; inventaire fut fait de ses papiers & de sa vaisselle d'argent.

L'Abbé de Ponsenac, & l'Abbé de Vignaire, qui avoient été revendiqués par M. l'Official, après que le Procès eut été par lui instruit dans toutes les formes, conjointement avec le Lieutenant-Criminel, furent absous par Jugement rendu en l'Officialité le 13 Janvier 1705. A l'égard de la Demoiselle Chamboneau, elle s'est représentée, & après avoir subi Interrogatoire, on rendit une Sentence qui la mit hors de prison sous caution, sans que M. de Villiers s'y opposât : enfin, l'instruction fut pleinement achevée avec toutes les Parties qui pouvoient être intéressées dans ce

Procès, même avec le Mercier, qui est le pere de l'enfant que l'on prétendoit supposé par la Dame de Saffy, & l'enfant lui fut représenté & confronté.

Maître Doucet, Avocat de M. de Villiers, mit tout en usage pour prouver les deux crimes capitaux dont la Dame de Saffy étoit accusée; le complot fait pour le perdre, ou pour se défaire de lui; & la supposition d'enfant.

Moyens
de M. de
Villiers,
accusa-
teur.

Je remarque d'abord, que l'Accusation du premier crime n'est pas bien nette. M. de Villiers a-t-il voulu dire que c'étoit un complot fait pour attenter à la vie du Marquis de Saffy, ou pour se débarrasser de sa présence, comme d'un surveillant incommodé, d'un espion fâcheux, en l'éloignant, & l'engageant à voyager? Il y a une grande distance entre ces deux desseins : le premier est un crime atroce, le second ne mérite tout au plus que le nom de crime : voilà d'abord une distinction importante qu'on auroit dû faire. Mais on voit que M. de Villiers voulut en première Instance faire une confusion à dessein, pour faire entrevoir que ce projet, pour se défaire du Marquis de Saffy, avoit pour objet de le faire assassiner; il tâcha même de prouver que le Grec devoit être le ministre de cet attentat. Dans la suite, comme on apprit que le Marquis de Saffy étoit plein de vie, M. de Villiers a dit clairement, qu'il n'avoit voulu accuser la Marquise de Saffy, que du dessein de se débar-

raffer de son mari. Il a prétendu que l'exécution de ce dessein avoit beaucoup de noirceur, parce que le Marquis pouvoit périr dans ses voyages : dans cette seconde idée, le Grec n'y entroit pour rien.

Dans son premier Mémoire au Châtellet, M^{re}. Doucet, son Avocat, s'efforça de prouver, que la Marquise de Saffy avoit fait un complot pour perdre son mari ; il la peignit avec les couleurs les plus noires, afin qu'on la crût capable d'un si grand crime, & qu'après la peinture qu'il en faisoit, on conclût que ce complot étoit dans son caractère : mais, dans le Mémoire étendu qu'il donna, comme toute sa preuve ne roule que sur la déposition de la Gasteau, femme-de-chambre de la Dame de Saffy, & sur trois témoins qui ont oui dire à la Gasteau cette déposition, il est important de la rapporter. Elle dit donc “ qu'une
„ quinzaine de jours avant les Fêtes de
„ Noël, la Dame de Saffy, gardant la
„ chambre pour une indisposition, la Demoiselle Chamboneau vint l'après-dîné ;
„ que comme la déposante baïssoit le lit
„ de la Dame de Saffy qui vouloit se coucher, elle entendit qu'elle s'entretenoit
„ de Monsieur de Saffy avec la Demoiselle Chamboneau ; mais que, comme
„ elles ne parloient pas toujours d'un ton
„ égal, & que tantôt elles baïssoient, tantôt elles haïssoient leurs voix, elle ne
„ put parfaitement entendre ce qu'elles se
„ disoient ; que, cependant, la Dame de

„ Saffy ne se souvenant pas que cette fille
 „ étoit là, qui bassinoit son lit, elle dit à
 „ la Demoiselle Chamboneau : Il ne veut
 „ plus faire de voyage. A quoi cette De-
 „ moiselle repartit : Est-ce que vous ne
 „ pouvez le faire partir par le moyen du
 „ Grec ? Que la Dame de Saffy répondit :
 „ Je n'ose lui dire cela. La Demoiselle
 „ Chamboneau repliqua : Que lui donne-
 „ riez-vous bien ? Je lui donnerois bien
 „ deux cents louis, & qu'il ne revînt ja-
 „ mais, dit la Dame de Saffy. La Demoi-
 „ selle Chamboneau répondit : Hé bien,
 „ j'en fais mon affaire. *Elle ajouta*, que la
 „ Dame de Saffy ne parut point s'être ap-
 „ perçue qu'elle eût été entendue, &
 „ qu'elle se coucha sans inquiétude. En-
 „ fin, elle dit que cette conversation lui
 „ paroissant un complot pour se défaire
 „ du Sieur de Saffy, lui fit tout craindre
 „ pour sa personne ; ce qui l'obligea d'en
 „ faire confidence à la Gouvernante de
 „ l'enfant que l'on élève dans la maison ;
 „ qu'ensuite toutes deux le dirent à Pail-
 „ let, mari de la Gasteau ; que celui-ci se
 „ chargea d'en avertir quelque Religieux
 „ Carme qui connoissoit le Sieur de Saffy.
 „ Le reste de la déposition est l'histoire
 „ de tout ce qui s'est passé depuis cette
 „ importante conférence entre la Gasteau,
 „ son mari, & la Gouvernante de l'enfant.
 „ La Gasteau, au récolement & à la con-
 „ frontation, a dit qu'elle ne fait point si la
 „ Dame de Saffy a voulu se défaire de son

mari en prenant des mesures pour attenter à sa vie, ou si c'est pour l'éloigner d'elle en l'engageant à voyager ; de sorte que, dans ce dernier point de vue, l'entreprise de la Marquise de Saffy ne paroissant point extrêmement noire, n'est constatée que par une déposition unique : *Testis unus, testis nullus*. Cette déposition, pour avoir passé dans trois oreilles, & s'être ainsi multipliée, est toujours unique ; elle ne change point de nature. On a rassemblé plusieurs autres conjectures, qui se sont toutes évanouies par le retour du Marquis de Saffy : ainsi, comme je ne me propose que d'instruire mes Lecteurs, & d'éviter de les ennuyer, je ne ferai point ici un amas de toutes ces conjectures qui ont grossi l'ouvrage de Mre. Doucet, & qu'il a dû mettre en œuvre pour soutenir la Cause qu'il avoit entreprise. Ce qui n'étoit pas ennuyeux alors, le seroit à présent extrêmement, & ne tourneroit point à l'instruction de mon Lecteur ; ainsi je passe à l'accusation de supposition de l'enfant. Voici comme on a raconté l'histoire de ce crime.

La Dame de Saffy, ayant engagé depuis plusieurs années le Sieur de Saffy dans un commerce qui n'étoit pas innocent, lui avoit fait promettre qu'il l'épouserait, en cas qu'elle eût de lui un enfant, parce qu'il avoit une forte passion d'avoir des enfants.

Comme l'âge de la Dame de Saffy ne lui permettoit guères d'en espérer par les
voies

voies naturelles, elle résolut d'en avoir par un autre moyen. Pendant l'absence du Sr. de Saffy, elle prit un enfant nouveau-né, d'un Payfan du village de St. Irmond, en Bourbonnois; & lorsque le Sieur de Saffy fut revenu, elle le lui présenta comme en étant accouchée, & elle le lui nomma Emmanuel.

Le Sieur de Saffy, n'ayant aucun doute là-dessus, reçut & traita cet enfant comme s'en croyant le pere : il l'a fait nourrir & élever dans sa maison comme son fils, & n'a jamais douté qu'il ne le fût.

L'Interrogatoire de la Dame de Saffy fournit des preuves très-claires.

La Dame de Saffy y reconnoît expressément, qu'au retour d'un voyage que le Sieur de Saffy avoit fait, elle lui avoit présenté l'enfant dont il s'agit, comme en étant accouchée pendant son absence; & elle déclare que ce qui l'avoit porté à faire cette supposition, c'est que le Sieur de Saffy lui avoit promis de l'épouser, en cas qu'il pût avoir d'elle un enfant mâle.

Enquise quel est l'enfant qu'elle avoit chez elle, lorsqu'elle a été arrêtée, a dit, que c'est un enfant qu'elle a pris par charité : qu'à la vérité elle fit entendre quelque temps après qu'elle l'eut pris, au Sieur de Saffy, qui venoit la voir à Moulins, & qui alloit à Lyon faire juger le Procès dont elle a parlé, qu'elle étoit accouchée de cet enfant.

Dit de soi, que toutes les fois que le Sieur
Tome XIII. B

de Sassy la voyoit avant le mariage, il lui disoit, que, si elle pouvoit avoir un enfant, & principalement un garçon, il l'épouserait.

Et dans un autre Article. Ayant fait réflexion à ce que lui avoit dit le Sieur de Sassy, si elle avoit un garçon; elle lui fit entendre qu'il étoit de lui.

On voit encore par le même Interrogatoire, que le Sieur de Sassy s'est cru de bonne-foi le pere de l'enfant; qu'il n'a jamais été détrompé là-dessus; & qu'il étoit toujours dans la même erreur lorsqu'il a disparu.

Il ne faut, pour en être persuadé, que rapporter les réponses de la Dame de Sassy sans autre raisonnement.

Enquise pourquoi elle n'a jamais dit au Sieur de Sassy, que l'enfant ne fût pas de leurs œuvres?

A dit, que, si elle avoit fait un pareil aveu au Sieur de Sassy, il l'auroit quittée un quart-d'heure après; & que la passion qu'il paroïssoit avoir pour en avoir, étoit extrême.

Dit de soi, que si l'on veut lui permettre d'aller trouver le Sieur de Sassy son époux, & qu'on lui garde le secret au sujet de l'enfant en question, elle est certaine qu'elle le ramenera.

Et sur un autre Article. *Enquise quel sujet de crainte elle avoit de la visite des Peres Carmes?*

A dit qu'elle appréhendoit deux choses, les croyant de la famille de M. de Villiers.

La premiere, qu'ils ne vinssent, de la part de M. de Villiers, faire des plaintes contre elle au sujet d'un procès : & la seconde, qu'on ne se servît du ministère de ces Religieux pour découvrir au Sieur de Sassy l'histoire de Mignon.

Par le même Interrogatoire, elle parle d'un Testament du Sieur de Sassy, dans lequel l'enfant dont il s'agit est traité comme son fils. Car le Sieur de Sassy, prévoyant que l'on pouvoit contester l'état de l'enfant, parce qu'il étoit né avant le mariage, & qu'il n'avoit pas été mis sous le poële, il marquoit que sa volonté étoit, que, soit qu'il fût reconnu légitime ou non, on lui donnât une certaine somme. Voilà donc encore un titre préparé pour favoriser la supposition.

En conservant à cet Interrogatoire toute la force qu'il doit avoir, on voit comment une femme habile sait profiter du penchant naturel que les hommes ont d'avoir des enfants; penchant qui est l'ouvrage du desir qu'ils ont de se perpétuer; penchant que la vanité fortifie extrêmement dans le cœur des Gens de condition qui portent un nom distingué.

On rapporte encore plusieurs Lettres, que la Dame de Sassy écrivoit à son mari, où l'on voit que cet enfant, son idole, est l'objet de son affection & celui de son époux : elle l'appelle Marquis Mignon, elle lui trouve un petit air mutin qui retrace son origine, & enseigne d'abord le

pere à qui il appartient, qui n'est autre que le Marquis de Saffy.

M^{re}. de Sacy, Avocat au Conseil, défendit Madame de Saffy : il n'en étoit point parent, comme on le jugera par les différentes Lettres de leur nom. Ainsi le même son des deux noms ne conclut rien. Il mit en œuvre cette éloquence qui lui avoit donné l'entrée dans l'Académie Française. Voici quel fut son Exorde.

Défen-
ses de
Madame
de Saffy,
accusée.

Tout est extraordinaire dans ce Procès ; les crimes, les Parties, la procédure qui a été tenue pour préparer & pour instruire l'accusation. On poursuit la vengeance de deux crimes. L'une, c'est l'assassinat d'un homme que personne n'a vu mort, ni même entendu dire qu'il le fût ; d'un homme qui a été vu plein de vie, & qui a écrit de divers endroits différentes Lettres depuis qu'on le suppose tué. Au défaut d'assassinat on substitue un dessein ; on soutient que du moins il y a eu un complot ; & on propose ce complot, sans qu'il y ait ni vestige de convention faite avec celui qui devoit l'exécuter, ni le plus léger indice de prix, ou à lui promis, ou par lui reçu pour son forfait. L'autre crime, c'est la supposition d'un enfant, dont le véritable état est pleinement assuré par les Registres publics, qui prouvent qu'il est fils d'un Payfan, & de sa femme, & que cette même personne que l'on accuse de l'avoir supposé pour le sien, l'a retiré des mains du pere & de la mere pour l'élever par charité ; d'un

enfant, dont l'état, loin d'avoir été interverti ou falsifié par des Actes frauduleux & simulés, faits par celle qu'on charge de la supposition, a été, au contraire, solennellement confirmé par elle-même lorsqu'elle s'est mariée. Il y avoit alors plus de huit mois qu'il étoit publiquement dans sa maison, sans avoir fait, ni dans son Contrat, ni dans l'Acte de célébration de son mariage, ni dans aucun Acte postérieur, nulle mention de cet enfant.

L'Accusateur est le beau-frere; l'Accusée est la femme de celui que l'on suppose assassiné, ou du moins sur la vie de qui on prétend qu'il y a eu attentat, & à qui on soutient qu'il a été supposé un fils. L'Accusateur veut venger un homme vivant, qui ne se plaint pas; dont la sœur, que cet Accusateur a épousée, a toujours été la persécutrice; dont ils sont l'un & l'autre ennemis déclarés; avec qui ils n'entretenoient ni liaisons, ni commerce, que par des Sergents, & par des Procès qu'ils ont actuellement ensemble aux Requêtes du Palais. L'Accusée est une femme, qui, avant & depuis son mariage, a toujours été l'objet de toute la tendresse de son mari, & en même temps de toute la fureur implacable de l'unique sœur qu'il avoit; une femme qui n'a jamais eu de dispute avec lui, que pour l'obliger d'avouer qu'elle l'aimoit encore plus qu'elle n'en étoit aimée; au bonheur de laquelle son mari rapportoit sans cesse toutes ses vues; & qui

se faisoit elle-même tout son bonheur de lui plaire. L'Accusateur ne peut que gagner à la mort de celui qu'il dit avoir été assassiné. L'Accusée, dans tous les sens, ne sauroit qu'y perdre.

La Procédure, tenue pour préparer & pour instruire cette Accusation, est encore plus surprenante que tout le reste. Le projet en est conçu dans un Cloître. Dans ce lieu, où la Religion ouvre un asyle aux pécheurs & aux coupables, on trace le plan de la perte d'une femme innocente. Un Moine malin le rectifie, & un jeune Magistrat y met la dernière main. Aveuglé par son intérêt, trop prévenu de son crédit, trop peu de l'équité qui regne aujourd'hui en France, moins attentif à ce que deviendrait cette affaire, qu'à ce qui lui en reviendrait, il exécute avec hardiesse un projet conçu avec malignité; il abuse de ce qu'il y a de plus sacré; il ose associer à sa querelle la majesté royale par des Mémoires secrets; il dénonce comme criminelle d'État une femme dont les pères, le mari, & le fils, ont perdu la vie en combattant pour le Roi, & qui seroit prête encore de sacrifier la sienne pour son service. Elle est conduite à la Bastille; ses papiers, ses effets, ses domestiques, enlevés. Sa Majesté éclaircie sur ses intérêts, l'Accusateur est obligé de s'expliquer en Justice sur les siens. Il rend une Plainte: il fait entendre le Moine, le Garçon-Tailleur, instigateurs de cette Accusation; la

nommée Gasteau, qui est femme-de-chambre de Madame de Sassy, & qui a épousé cet Ouvrier; & un laquais est le quatrième témoin. Sur les dépositions il obtient décret de prise-de-corps; il fortifie sa première information d'une seconde, composée de cinq malheureux domestiques, que l'on tenoit enfermés dans des chambres particulières, sans leur avoir permis de voir le jour, jusqu'au moment où ils furent confrontés à leur Maîtresse, contre laquelle, par menaces & par promesses, on les avoit forcés de déposer. Enfin, sous prétexte de chercher des pièces servant à conviction, l'Accusateur fait apposer un scellé sur tous les papiers, effets, bijoux, & vaisselle d'argent d'une malheureuse prisonnière, le fait lever, y cherche tout ce qui peut convenir à ses intérêts, & nourrir son avidité; & tout cela avec si peu de précaution, qu'il ne veut pas que le Procureur de l'Accusée y soit présent, quoiqu'elle eût été interrogée, récolée & confrontée, & qu'il fût lui-même assisté du sien.

Voilà ce qui réduit cette affaire dans un cas dont il n'y a jamais eu d'exemple, par rapport au genre de crimes, à la qualité des Parties, à l'espèce de la Procédure. On conçoit dès là quelle attention elle mérite, & quel intérêt le Public y doit prendre.

Voilà l'Exorde de M^{re}. de Sacy dans toute son étendue. Je n'ai pas cru que j'en dussé rien retrancher, parce que cet Avocat y rappelle, avec beaucoup d'art, tout

ce qui est favorable à sa Cause, sans y rien oublier, de sorte que tout son Plaidoyer y est renfermé. En cela consiste le talent de l'Orateur, de présenter son affaire sous une face si avantageuse, qu'on est d'abord persuadé en sa faveur. Quand on lit ensuite ses moyens avec de pareilles dispositions, ils font dans l'ame une impression si profonde, que rien ne peut les effacer; M. de Villiers s'étant proposé pour but de persuader que la Dame de Sassy avoit attenté à la vie de son mari.

Maître de Sacy établit cinq propositions.

La premiere, c'est que certainement M. de Sassy n'a point été tué.

La deuxieme, que, supposé qu'il vive, comme on ne peut en douter, M. de Villiers, son beau-frere, ne peut jamais être écouté dans l'Accusation qu'il forme contre Madame de Sassy, d'avoir comploté pour faire assassiner son mari.

La troisieme, qu'une Partie qui seroit recevable à l'accuser d'un tel complot, s'y trouveroit certainement très-mal fondée; puisque, loin qu'il y en ait aucune preuve, il ne s'y en trouve pas seulement le plus léger vestige.

La quatrieme, que M. de Sassy vivant, il ne peut jamais être permis à M. de Villiers d'accuser Madame de Sassy d'avoir supposé un enfant à son mari.

La cinquieme & derniere, que, dans les circonstances de cette affaire, une Partie

légitime ne pourroit éviter la condamnation des Accusateurs qui succombent.

Premièrement, entre les neuf témoins qui ont été entendus, il n'y en a aucun qui dise qu'il fait que M. de Saffy a été tué; il n'y en a pas même un seul qui dépose qu'il l'ait entendu dire.

Cependant, quand les témoins auroient dit que M. de Saffy a été tué, ou qu'ils l'ont entendu dire, s'il n'étoit évident qu'il y a eu un homme assassiné, les allégations des témoins, bien moins leurs ouï-dire, ne pourroient faire aucune impression; parce qu'avant que de les croire sur ce qu'ils disent qu'un tel a été tué, il faut qu'il soit constant qu'il y ait eu un homme assassiné dans le lieu qu'ils désignent: c'est ce que les Jurisconsultes appellent *le corps du délit*. C'est ce qu'ils veulent faire entendre, lorsqu'ils disent que le fondement indispensable de toute accusation légitime, c'est que le corps du délit soit constant. Ainsi, dans la poursuite d'une affaire criminelle, deux choses sont nécessaires à examiner. L'une, s'il y a eu un crime commis; l'autre, si ceux qui en sont accusés s'en trouvent véritablement les auteurs. Delà il s'ensuit, que, dans un assassinat, il faut prouver deux choses; l'une, qu'il y a eu un homme tué; l'autre, que cet homme est un tel, & que ce sont les accusés qui l'ont assassiné.

Ici les témoins ne disent point qu'ils aient vu un homme tué; ils disent encore

moins que cet homme tué soit M. de Saffy ; ils ne disent pas même avoir entendu dire qu'il fût mort. Il est donc vrai qu'il n'y a pas la plus légère impression qui puisse déterminer les Juges à douter que M. de Saffy soit tué. Car s'il est permis quelquefois, sur beaucoup de circonstances rassemblées, de présumer que tels ou tels sont les auteurs d'un crime, il n'a jamais été permis de présumer qu'il y ait eu un crime commis, & de faire de ce crime simplement présumé, & dont l'existence n'est nullement certaine, la matière d'une Accusation capitale. En un mot, pour faire le Procès à quelqu'un sous prétexte qu'il est un incendiaire, il faut qu'il y ait un incendie publiquement connu. Pour faire le Procès à quelqu'un comme meurtrier, il faut qu'il y ait un meurtre ; il faut que le meurtre soit existant & avéré, & qu'il ne s'agisse plus que de déterminer quel est le meurtrier.

La Dame de Saffy prouve ensuite, que son mari est vivant. Cette preuve est d'autant plus solide, qu'après avoir rapporté des Lettres de plusieurs particuliers qui l'ont vu durant son voyage, elle produit une Lettre que le Sieur de Saffy lui écrit de l'Isle de *Gersay*, du 30 Mars 1705, où sa frayeur d'être arrêté par des ordres de la Cour, l'avoit enfin fait retirer, croyant que l'Isle de *Gersay* étoit un lieu neutre.

Deuxièmement, on démontre qu'il est généralement reconnu de tous ceux qui

ont la plus légère teinture de la Jurisprudence Françoisé; qu'en France les actions criminelles ne sont point, comme dans le Droit Romain, populaires & publiques; c'est-à-dire, qu'elles n'appartiennent point au premier d'entre les Citoyens qui veut s'en saisir, & les poursuivre. Les actions criminelles, non plus que les civiles, ne peuvent, selon nos mœurs, s'exercer que par ceux que les crimes intéressent. Ainsi, de même que, pour intenter une action civile, il faut être maître de l'intérêt qui se trouve l'objet de cette action; de même, pour intenter une action criminelle, il faut être celui qui souffre du dommage du crime dont on se plaint. Toute la différence qui se trouve entre ces deux sortes d'actions, c'est que l'action civile s'exerce dans toute son étendue par la personne qui est faisie du droit: mais, au contraire, l'action criminelle ne peut s'intenter par celui qui a reçu l'injure ou le préjudice, que jusqu'à concurrence du dommage qu'il a souffert ou pu souffrir; mais la partie de l'action criminelle qui regarde le crime, ne peut être exercée par cette même personne. Nos Loix en saisissent le Magistrat public, à qui seul elles donnent pouvoir de poursuivre la vengeance du crime, & demander que la peine qui y est attachée, soit imposée au criminel. C'est pour cela que l'on appelle, dans les matieres criminelles, Partie civile, celui qui se plaint; parce qu'en concluant sur sa Plainte, il ne peut jamais

demandeur qu'une réparation civile, c'est-à-dire, pécuniaire, qui se règle sur l'estimation de l'injure & du dommage qu'on lui a fait souffrir. C'est encore par cette raison, que celui qui se plaint ne concluant qu'à ses dommages & intérêts civils, qui est tout ce qui peut le regarder dans le crime, ne manque jamais de demander la jonction de M. le Procureur du Roi, afin que, par cette jonction, la Partie civile & la Partie publique se trouvant réunies, les Juges soient en même temps en état de prononcer sur la réparation & sur la punition du crime.

Il n'y aura personne qui ne tire de lui-même la conséquence naturelle qui résulte de ce principe. Si M. de Saffy est vivant, certainement l'action en réparation & en dommages & intérêts, pour les crimes qui peuvent avoir été commis contre sa personne, ne peut être intentée que par lui, comme lui seul en matière civile pourroit exercer les actions naissantes des contrats passés à son profit. M. de Villiers, son beau-frère, n'est donc pas plus recevable à poursuivre l'action criminelle qui résulte du chimérique complot, qu'il prétend avoir été formé contre la vie de M. de Saffy, qu'il le seroit à demander en son nom, qu'un débiteur de M. de Saffy fût condamné à lui payer le contenu dans une Promesse passée en faveur de M. de Saffy.

Delà il s'ensuit clairement, que M. de Villiers ne pouvant être regardé comme

l'héritier de M. de Saffy, vivant, & n'ayant aucun Acte qui lui ait transmis ses droits, il ne peut jamais être écouté, quand il intente une action criminelle qui ne peut appartenir qu'à M. de Saffy seulement.

On ne peut pas opposer à Madame de Saffy, que, selon les maximes & les Ordonnances, il est libre à chacun de se rendre dénonciateur d'un crime, & d'exciter par cette dénonciation le ministère public, à qui la vengeance des crimes a été confiée. Car quelle application pourroit-on faire de cette règle à la Cause? Si la dénonciation est autorisée parmi nous, ce n'est que dans les crimes qui intéressent le Public, & dont la poursuite est négligée par ceux qui en sont chargés. Pourroit-on soutenir sérieusement, que ce complot imaginaire, que l'on prétend avoir été formé par une femme contre la vie de son mari, soit de ce nombre? Quoi! lorsqu'il plaira à quelqu'un de choisir le temps de l'absence d'un mari pour accuser sa femme d'avoir conspiré contre lui, faudra-t-il aussitôt sur cette dénonciation, faite souvent par l'ennemi secret de tous les deux, armer le ministère public contre le repos de leur mariage; & , sous prétexte de venger le mari, qui ne se croit point offensé, l'exposer à perdre honteusement tout ce qui fait le bonheur de sa vie? Si cela est souffert, que deviendra la prévoyance des Loix, toujours si attentives à imposer silence à tous ceux qui voudroient trou-

bler la concorde d'un mariage heureux , si l'on écoute tous ceux qui l'entreprennent , lorsque , pour y réussir , ils n'ont d'autre prétexte qu'une injure faite par la femme au mari qui ne se plaint pas ?

En vain M. de Villiers prétendra que Madame de Saffy elle-même ne peut plus être écoutée dans ses fins de non-recevoir , parce qu'elle a procédé sur la poursuite par lui faite , sans les avoir opposées : d'où il conclura , qu'après l'avoir une fois reconnu pour Partie légitime , elle ne peut plus cesser de le reconnoître.

Il doit paroître nouveau , qu'un Accusateur prétende , par des fins de non-recevoir , ravir à un Accusé des défenses. Madame de Saffy est persuadée , que , lorsque les Accusés sont enfermés , que , lorsqu'on leur refuse la liberté de prendre conseil , du moins dans certains crimes , & jusqu'à un certain temps , la Justice n'a pour objet que d'affurer la vérité , & non pas d'opprimer plus sûrement l'innocence. C'est pourtant ce qui arriveroit manifestement , si on ôtoit à un Accusé une juste défense , que les Loix lui administrent ; & cela , pour n'avoir pas allégué cette défense dans un temps où il l'ignoroit , & où la captivité dans laquelle on le détenoit , ne lui permettoit pas de consulter ceux qui pouvoient l'en instruire. Ce seroit rendre la Justice barbare , & lui faire punir , au-lieu du crime & de la négligence , une ignorance involontaire & forcée.

Troisièmement, il n'y a pas le plus léger vestige du complot dont on accuse la Dame de Saffy.

Un seul témoin, qui est la Gasteau, dépose qu'elle a tenu un discours; cela prouveroit qu'elle a eu une pensée, une intention de se défaire du Marquis de Saffy.

Dans le Droit, c'est un premier principe incontestable, que les pensées, les projets, les intentions mêmes, si quelque acte ou quelque exécution ne les suit, ne sont point du ressort de la Justice humaine. Comme les pensées & les volontés sans suite n'intéressent point la Société, la Société ne les punit point. Contente qu'aucune action ne trouble son repos, elle ne fouille point dans les cœurs, & les laisse juger à Dieu, qui en est le scrutateur.

Un second principe, c'est que si, selon nos Loix, on punit le simple marché fait pour tuer ou battre quelqu'un, c'est qu'une telle convention est une véritable action, & de la nature de celles qui, indépendamment de leur consommation, troublent le repos de la Société. Le Pacte, que les Jurisconsultes ont appelé *Pacte de tuer* (a), est un Acte complet dès que l'un a stipulé que l'on tueroit moyennant une somme, & que l'autre a promis de le faire. Les Législateurs ont cru sagement, qu'on ne pouvoit trop détourner les hommes d'entrer dans de si cruelles conventions; &, prévoyant combien il seroit dangereux,

(a) *Pactum de occidendo.*

pour la sûreté publique, d'attendre à les punir quand elles seroient exécutées, ils ont voulu qu'elles fussent punissables aussitôt qu'elles étoient faites. C'est la disposition de l'Ordonnance faite aux États de Blois. Elle punit de mort *ceux qui se louent pour tuer, outrager, & excéder quelqu'un ; ensemble ceux qui les auront loués ou induits.* Art. 195.

Ainsi, la valeur de l'information se réduit à la déposition unique d'un témoin, qui dépose que Madame de Saffy a eu la pensée de se défaire de son mari ; encore a-t-il dit, qu'il ne sait pas, si par cette expression de se défaire qu'il a entendue, elle a voulu qu'on attentât à sa vie, ou qu'on l'éloignât par un voyage. Une preuve si frivole méritoit-elle que M. de Villiers intentât une semblable Accusation, & qu'on chargeât la Dame de Saffy d'un complot aussi noir ? Voilà un nouveau genre de crime encore plus inoui, si on le peut dire, que celui dont parloit l'Orateur Romain, & pour lequel les Loix ne se sont point avisées d'établir de peine. (a)

Mais cette déposition, si sur le fait de cet imaginaire complot elle étoit plus grave, ne pourroit être d'aucun poids, parce qu'elle est unique. Aucun autre que la Gasteau n'a entendu les discours dont elle parle ; & c'est la première de toutes les règles,

(a) *Novum crimen, & inauditum, Cesar, Quintus Ligarius fuit in Africâ. Pro Ligario.*

gles, qu'un témoin unique, de quelque caractère qu'il soit, ne prouve rien (a).

Quatrièmement, l'Accusation de supposition de part est encore moins soutenable; elle ne peut être écoutée dans la bouche de Mr. de Villiers.

La preuve de cette proposition se tire d'un principe dicté par l'équité naturelle & par l'intérêt public, autorisé par les Loix & confirmé par la Jurisprudence des Arrêts. Ce principe, c'est qu'il ne doit être permis à personne d'accuser une femme de supposer un enfant à son mari, tant que son mari vivant ne se plaint point.

L'équité naturelle nous apprend, que personne ne doit porter sa curiosité sur les affaires, & étendre ses droits jusques dans la maison d'autrui. Chacun doit être content de régler & de conserver ses propres intérêts; sans se mêler de défendre & de maintenir les intérêts d'un autre, qui ne l'en prie pas. La supposition d'un enfant, par une femme dont le mari est vivant, n'est l'affaire que de ce mari, qui, par cette supposition, est chargé de l'éducation & de l'entretien de cet enfant. C'est lui seul que l'injure de cette supposition intéresse. C'est une affaire qui regarde l'état de sa famille, & l'intérieur de sa maison. Aucun particulier n'a droit de lui en demander compte, quand il est content.

(a) *Et nunc omnino sancimus, ut unius omnino testis responsio non audiat, etiamsi præclaræ Curiae honore præfulgeat. L. 9. §. 1. Cod. de testibus.*

L'intérêt public ne veut pas qu'il soit permis à personne de troubler la paix des mariages tranquilles & unis. Par cette raison, quelque preuve qu'un particulier puisse avoir, qu'une femme n'est pas fidelle à son mari, si le mari ne se plaint pas, ce particulier ne peut, ni la dénoncer, ni la poursuivre en Justice; & le ministère public est lui-même assujetti au silence.

Que s'il est vrai, comme on ne peut en disconvenir, que l'intérêt public ferme la bouche même au vengeur des Loix, qui n'a pas la liberté de poursuivre la punition d'un adultere; si le mari ne s'en plaint pas, comment concevra-t-on que ce même intérêt public puisse souffrir qu'une femme soit accusée d'avoir supposé un enfant à son mari, lorsque lui-même il se tait? Est-ce donc que l'adultere est une voie moins propre à donner au mari des enfants qui ne sont point à lui, que n'est la voie de lui supposer comme né de sa femme un enfant, qui véritablement n'est point né d'elle? Mais les charmes d'un funeste amour rendent tout aisé, tout agréable, pour une femme, qui, par un commerce illégitime, donne à son mari des enfants qui ne sont pas de lui. Au contraire, tout est difficile, tout est embarrassant pour une femme, qui en suppose un seul qui n'est pas né d'elle. Est-ce que les inconvénients de l'adultere sont moins à craindre que ceux de la supposition d'un enfant? Mais on sait que les

Législateurs se sont crus en droit de trouver, dans l'adultère d'une femme, une présomption naturelle de tous les autres crimes. Il s'en faut bien qu'on ait jamais pensé de même d'une femme, qui a supposé un enfant comme né d'elle, quoiqu'il dût la vie à une autre femme. Que si l'intérêt public, de peur de diviser deux époux qui vivent bien ensemble, rejette l'accusation d'adultère, quand elle est faite par tout autre que par le mari, quoique ce soit la voie de lui supposer des enfants la plus aisée, la plus naturelle, la plus fréquente, & la plus dangereuse; ce même intérêt public souffrira-t-il qu'un particulier jette la discorde dans un mariage uni, en accusant la femme de supposer un enfant à son mari qui garde le silence?

*Adulte-
ra, ergo
venefica.*

Comme les Loix ont été tracées sur l'équité naturelle & par rapport à l'intérêt public, on comprend bien qu'elles n'ont pas reçu, à cette espece d'accusation, ceux à qui la droite raison & la sûreté commune ne permettent pas de l'intenter. Aussi voit-on que parmi les Romains, où ce crime étoit capital, & où les actions criminelles appartenient au premier Citoyen qui vouloit s'en saisir, & poursuivre le criminel, il y avoit une exception particuliere pour ce crime. Les Loix, par une disposition expresse, ne permettoient qu'au pere, ou à la mere, s'ils vivoient; ou s'ils ne vivoient pas, à ceux qui étoient naturellement intéressés dans la suppo-

sition de l'enfant, d'en former l'Accusation. La décision en est expresse dans le Digeste. (a) Voici les termes de la Loi. *Le pere, ou la mere, peuvent seuls intenter l'accusation de supposition d'enfant, ou les personnes qui se trouvent intéressées dans cette supposition; mais on ne peut, comme dans toute autre accusation publique, y admettre quiconque voudra se rendre Accusateur.*

D'ailleurs, (b) la Loi, quand elle parle de ceux qui ont intérêt, elle entend un intérêt ouvert, acquis, actuel, incontestable.

Mr. de Villiers n'en a certainement aucun de cette espece. Mr. de Saffy vivant, sa succession ne peut être l'objet d'aucune juste précaution; & Mr. de Villiers d'ailleurs ne peut jamais y avoir aucun intérêt. Si Mr. de Saffy étoit mort, ou qu'il y eût une succession que l'on fît prétendre à cet enfant, ce seroit le cas où ceux qui se trouveroient héritiers légitimes seroient reçus à intenter l'accusation de supposition d'enfant, pour exclusion de la succession celui par lequel on la leur feroit disputer. Ce cas n'est point; Mr. de Villiers est donc sans droit.

Cette regle, que l'équité naturelle, l'intérêt public, & la Loi, ont de concert

(a) *De partu supposito soli accusant parentes aut hi ad quos ea res pertineat; non quilibet ex populo ut publicam Accusationem intendant. L. 30. ff. de Lege Corneliâ de falsis.*

(b) Voyez la note qui est dans le I. Tome des Causes célèbres, pag. 253.

établie, la Jurisprudence des Arrêts l'a exprellément confirmée. Entre un grand nombre d'exemples qu'on pourroit citer, il fuffira d'en rapporter deux qui font précis pour cette Cause.

Le premier est intervenu sur l'Appel d'une Sentence du Sénéchal de Poitiers. Gabriel Girard avoit vécu avec Jeanne Beguier, sa femme, pendant douze ans, sans avoir eu d'enfants. Au mois de Janvier 1638, on baptise publiquement, sous leur nom, une fille, dont ils prétendoient qu'une Jeanne Beguier étoit accouchée. Peu de jours après, Marie Beguier en est avertie; elle présente Requête au Lieutenant-Criminel de Poitiers. Elle s'y plaint que cet accouchement est feint & simulé, & accuse Jeanne Beguier, sa sœur, d'avoir supposé l'enfant qu'elle a fait baptiser sous le nom de Gabriel Girard, & d'elle. On informe, & sur l'information intervient Sentence, qui porte que Jeanne Beguier se trouvant nouvellement accouchée, seroit vue & visitée par Médecins & Matrones, pour reconnoître la vérité de cet accouchement. En exécution de cette Sentence, le Juge se transporte chez Girard. Celui-ci s'oppose, & interjette Appel. Marie Beguier demande que, nonobstant cet Appel, il soit passé outre : mais Girard, ayant déclaré que, s'il étoit passé outre, il prendroit le Juge à partie, le Sénéchal de Poitiers renvoya les Parties à se pourvoir à la Cour. Deux

Avocats célèbres plaiderent la Cause ; Mrs. Pucelle , pour Girard , Appellant ; Mrs. Gaultier , pour Marie Beguier , Intimée , & pour sa mere qui adhéra à sa Plainte & à sa Procédure. La Cause fut de part & d'autre traitée comme on le pouvoit attendre de deux hommes de réputation. Et enfin , après une ample discussion , & que Mr. l'Avocat-Général Talon , l'un des plus savants Magistrats qu'il y ait eu depuis long-temps , eut conclu à déclarer Marie Beguier & sa mere non-recevables en leur action de supposition de part , la question fut jugée par Arrêt du Parlement le 18 Juin 1638. Par cet Arrêt , l'Appellation , & ce dont étoit appel , furent mis au néant , le principal fut évoqué ; & , y faisant droit , le Parlement déclara , tant la mere Intervenante , que la fille Intimée , non-recevables en leur action de supposition de part , les condamna aux dommages , intérêts , & aux dépens.

Cet Arrêt précis , qui est rapporté par Mrs. Pierre Bardet , prouve invinciblement que la disposition de la Loi Romaine , comme fondée sur l'équité naturelle , & sur l'intérêt public , est reçue & autorisée en France. On voit même qu'il est clairement décidé par cet Arrêt , que l'accusation d'avoir supposé un enfant n'est pas écoutée , non pas seulement dans la bouche d'un simple allié , non pas dans celle de la propre sœur , mais dans la bou-

che même de l'aïeule, lorsque le pere & la mere sont vivants, & quelque graves d'ailleurs que puissent être les circonstances.

Mre. de Sacy cite ensuite l'Affaire de St. Geran, dans laquelle il prétend que Madame de Ventadour, & Madame du Lude, parentes collatérales, ne furent pas reçues Parties intervenantes pendant la vie de Mr. de Saint-Geran, (a) dans l'Accusation de supposition de part qu'on avoit intentée à Mr. & à Madame de Saint-Geran.

La Marquise de Saffly soutient ensuite, qu'on ne peut point lui alléguer pour fin de non-recevoir, qu'elle a souffert une partie de la premiere instruction.

Dans le Droit, c'est un principe certain, que (b) *l'ignorance de droit ne peut jamais nuire*, qu'à ceux qui sont à portée de prendre conseil, ou qui sont réputés eux-mêmes parfaitement instruits. Une femme certainement n'a point connoissance des Loix par elle-même; elle n'est point en état de s'instruire, quand on la tient enfermée dans un cachot, & qu'on lui refuse conseil. On ne peut donc tirer contre elle aucune conséquence de l'ignorance où elle étoit du Droit, ni l'ex-

(a) Voyez le I. Tome des Causes célèbres.

(b) *Sed juris ignorantiam non prodesse Labeo ita accipiendum existimat, si Jurisconsulti copiam habuerit vel suâ prudentiâ instructus. Ut cui facile sit scire ei detrimento sit juris ignorantia. L. 9. §. 3. ff. de juris & facti ignorantia.*

clure d'alléguer une défense , pour ne l'avoir pas proposée dans un temps où elle ne savoit pas qu'elle en avoit la faculté.

Si les Loix en dispoisoient autrement contre des malheureux accusés , on ose le dire, elles feroient inhumaines & injustes. Quelle plus grande inhumanité, que de mettre une personne qui ne sait point les Loix, hors d'état de les connoître ; & lorsqu'en étant instruite, elle en veut réclamer le secours, lui imposer silence, sous prétexte qu'elle devoit les implorer dans le temps qu'on la réduisoit à l'impossibilité de savoir qu'elle en eût le droit ! N'est-il pas évident , qu'en ce cas la précaution prise par la Justice deviendrait une affreuse violence ? Car elle feroit souffrir un accusé précisément de ce qu'il auroit su tard , ce qu'elle l'auroit empêché de savoir plutôt. Ainsi la prison , qui n'est faite que pour assurer la justice à la personne d'un accusé, serviroit à le dépouiller des défenses que les Loix elles-mêmes ont établies en sa faveur. Si ces Loix sont justes, pourquoi lui en refuser le secours ? & si on ne veut pas qu'il puisse les savoir dès qu'il est arrêté, pourquoi lui en imputer l'ignorance ? Quelqu'un se trouveroit-il assez féroce , pour avancer cette Jurisprudence barbare, qu'il ne faut écouter les Loix , que lorsqu'elles précipitent la condamnation d'un accusé ; mais qu'on ne peut trop les faire taire, ou trop les éluder, lorsqu'elles favorisent son absolu-

tion? Quelle injustice d'ailleurs, si, dans les Tribunaux où l'équilibre parfait doit être gardé entre les deux Parties, on permettoit d'un côté à l'Accusateur de puiser dans toutes sortes de conseils les moyens les plus sûrs pour ôter un Citoyen à la République, à laquelle il est toujours précieux jusqu'à ce qu'il soit condamné; pendant que de l'autre, pour perdre plus sûrement un Citoyen, on lui retrancheroit jusqu'aux moyens de réclamer les Loix faites en sa faveur!

Cinquièmement, la Marquise de Saffy, indépendamment de la fin de non-recevoir, justifiera son innocence accusée d'une supposition de part.

S'il est nécessaire de définir ce crime, la supposition d'enfant ne peut l'être autrement, qu'une action par laquelle une personne ôte à un enfant sa véritable naissance, pour lui en donner une fausse; ou, si l'on veut, par laquelle on enlève un enfant à celui dont il est né, pour l'attribuer à celui qui n'en est pas le pere. Ce qui fait croire que cette définition est juste, c'est qu'il n'est pas possible d'imaginer un cas où il y ait supposition d'enfant, & auquel en même temps cette définition ne convienne.

Selon cette idée, il faut avouer qu'en France, où l'état des personnes s'établit par des Registres publics, dans lesquels on inscrit les mariages & les baptêmes, & encore par des contrats dont les minutes de-

Titre des
faits qui
gissent en
preuve.

meurent chez les Notaires qui les ont reçus, lorsqu'on accuse quelqu'un de supposition d'enfant, on l'accuse nécessairement d'avoir altéré les Actes qui établissent la vraie naissance de cet enfant, ou d'en avoir fabriqué qui lui en donnent une fausse : car si l'état des personnes ne peut plus s'établir que par Actes, particulièrement depuis l'Ordonnance de 1667, qui le décide très-expressément, il faudra nécessairement demeurer d'accord, que celui qui n'a point changé les Actes véritables de l'état d'un enfant, qui n'en a point fabriqué pour lui en donner un faux, ne peut être capable d'avoir supposé cet enfant pour un autre. Il ne s'agit pas d'avoir un enfant chez soi, de l'élever avec soin & avec tendresse, de laisser croire à ceux qui le voient, qu'on en est la mere, si les Actes du véritable état de cet enfant sont entiers ; si l'on n'en a point fabriqué de contraires, pour en combattre la vérité, on ne tombe point dans le crime de supposition de *part* ou *d'enfant*. Comme le plaisir que l'on prend à nourrir un enfant chez soi, le soin avec lequel on l'éleve, les caresses qu'on lui fait, les noms tendres qu'on lui donne, ne peuvent suffire pour rendre cet enfant fils de la personne qui le traite de la sorte, tant que cette filiation ne sera soutenue d'aucun Acte public ; & qu'au contraire les Actes publics qui prouvent qu'il est fils d'un autre, subsisteront : aussi ces soins & cette

tendresse ne peuvent être imputés à crime de supposition d'enfant, à la personne à qui on les reproche.

C'est par cette raison, que l'espèce des Loix faites à ce sujet, ainsi que les Arrêts intervenus en conséquence, est dans le cas d'une femme, qui, à la suite d'un accouchement feint, se déclare dans les Actes publics la mere d'un enfant né certainement d'un autre. C'est le cas qu'on imputoit à Jeanne Beguier, qui, sans être véritablement accouchée, ainsi qu'on le prétendoit, avoit fait baptiser sous le nom de Gabriel Girard son mari, & d'elle, l'enfant qu'elle avoit emprunté d'une autre femme. Enfin, c'est parce qu'on ne pouvoit pas commettre cette sorte de crime, sans altérer les Actes publics, ou les charger d'une fausseté, que l'on a rangé cette Accusation sous le Titre de la Loi *Cornelia de falsis*. Ementica professio.

Si ces principes sont vrais, comme on ne peut en douter, peut-on être animé d'une trop vive indignation contre la calomnie dont la Dame de Saffy est chargée; puisqu'elle n'a rien fait qui puisse y servir, non pas de fondement, mais même de prétexte le plus léger?

L'enfant que l'on prétend avoir été supposé par elle, étoit chez elle plus de huit mois avant qu'elle épousât Mr. de Saffy. C'est un fait qui n'est point contesté, & qui résulte même de la déposition de plusieurs témoins. Mr. de Saffy, avant de se

marier, a vu cet enfant en Bourbonnois; il l'a vu depuis chez Madame de Saffy, où elle l'avoit amené. Il est donc certain qu'elle ne peut être accusée, ni soupçonnée de lui avoir fait croire que cet enfant étoit né d'eux pendant leur mariage.

De là se tire cette première conséquence invincible, que jamais cet enfant n'a pu être l'occasion légitime d'une Accusation *en supposition de part*. L'objet des Loix, quand elles se sont élevées contre ce genre de crime, a été d'empêcher qu'on ne fît préjudice *aux ordres de l'Etat, & aux familles*, (a) en y introduisant des personnes qui n'en sont point, & qui n'ont aucun droit d'y entrer. Or un enfant qu'une femme auroit supposé né d'elle avant son mariage, ne peut s'attribuer les droits d'aucun ordre, ni entrer dans une famille. Un tel enfant, quand même il seroit supposé, ne pourroit donc avoir part à la prévoyance des Loix, ni par conséquent armer leur vengeance.

Il est vrai que, lorsqu'un enfant né, ou supposé né avant le mariage, baptisé sous le nom de deux personnes qui se marient, est par eux avoué & reconnu en se mariant, il devient aussi légitime que ceux qui naissent dans la suite. Mais pour faire cette sorte de légitimation, que l'on appelle par mariage subséquent, il faut que

(a) *Publicè enim interest partus non subjici, ut ordinum dignitas familiarumque salva sit. Leg. 1. §. 13. ff. de inspiciendo ventre, custodiendoque partu.*

cet enfant, soit qu'il leur doive véritablement sa naissance, soit qu'ils le supposent, se trouve inscrit sur les Registres baptis-taires sous leurs noms, & que l'un & l'autre dans les Actes publics l'avouent & le reconnoissent pour leur fils. Sans cela les Loix ne se donnent pas le soin de percer les ténèbres où il est né : ils l'abandonnent à sa honte & à sa misère, & n'écoutent plus, ni sa voix, ni celle de son pere & de sa mere, qui lui ont refusé leur suffrage, dans un temps où l'on auroit été disposé à les croire. Elles ne font plus d'attention à lui, que pour le faire nourrir. Ainsi, pour soutenir avec quelque apparence que la Dame de Saffy a voulu donner à l'enfant, dont il s'agit, l'état d'un enfant né de Mr. de Saffy & d'elle, avant leur mariage, il faut nécessairement prouver trois choses contre elle.

L'une, qu'avant son mariage elle a simulé une grossesse, & un accouchement.

L'autre, qu'elle a fait baptiser sous son nom, & sous celui de Mr. de Saffy, un enfant qu'elle a supposé né d'eux.

La troisieme, qu'en épousant Mr. de Saffy, elle lui a fait reconnoître cet enfant comme né d'eux avant leur mariage. Sans cela il est évident qu'on ne peut la charger d'aucune supposition d'enfant : puisque, quelqu'autre chose qu'elle ait pu faire en faveur de celui-ci, ou qu'elle ait pu dire au Sieur de Saffy, il n'y a aucun enfant qui puisse se prétendre son fils légitime.

Mr. de Sacy prouve ensuite, qu'aucun de ces faits n'est établi dans les Informations.

Madame de Saffy n'a feint, ni d'être grosse, ni d'être accouchée avant son mariage; non-seulement elle n'a fait baptiser avant ce temps aucun enfant sous son nom, & sous celui de Mr. de Saffy; mais elle n'a même, en se mariant, ni depuis, fait aucune déclaration, d'où l'on puisse inférer qu'elle a reconnu, & qu'elle a fait reconnoître cet enfant à Mr. de Saffy, pour être né d'eux. L'Acte de célébration de son mariage, le Contrat qui en a été passé entre elle & Mr. de Saffy, sont au Procès. C'étoit là le siege principal nécessaire, l'unique même, où il falloit placer cette supposition, sur-tout pour une personne qui avoit manqué à prendre les autres précautions qui la devoient préparer. On ne trouve cependant, ni dans l'un, ni dans l'autre de ces Actes, ni dans aucun autre depuis, rien d'où l'on puisse induire, que la Dame de Saffy ait seulement songé à faire reconnoître cet enfant pour être à elle, & à Mr. de Saffy.

Elle ne s'en tient pas là, puisqu'on prouve des faits contraires à ceux qu'on a allégués. La véritable naissance de l'enfant dont il s'agit a été publiquement connue, & n'a point été altérée par Madame de Saffy. Cet enfant a été baptisé dans la paroisse de St. Irmont, où il est né, & sous le nom d'Antoine Mercier son

pere. Le Registre des Baptêmes de cette Paroisse est en bon état, & le baptistaire de cet enfant s'y trouve compris en la forme ordinaire. Lorsque la Dame de Saffy a retiré cet enfant des mains du pere & de la mere, elle ne s'est point cachée. Deux faits principaux établissent cette vérité : le Curé de la Paroisse de St. Irmon, par l'entremise de qui Madame de Saffy prit & reçut cet enfant publiquement, a mis à côté de l'article où le baptême de cet enfant est enregistré, que *Madame de Saffy, alors Madame de Rys, avoit par charité retiré cet enfant pour l'élever chez elle.*

Le second fait, c'est que Mercier, pere de l'enfant, l'a reconnu pour son fils, & est demeuré d'accord dans ses interrogatoires, de toutes les circonstances de l'histoire de cet enfant, à peu près de la même maniere que la Dame de Saffy les raconte. Ainsi, telle est la bizarrerie de ce Procès, que dans les autres de la même espece, l'embarras n'est que de démêler le véritable état d'un enfant, à travers les obscurités & les faussetés dont on s'est efforcé de l'environner; pendant que, dans le Procès dont il s'agit, l'embarras est de trouver sur quoi peut tomber la supposition d'un enfant, dont le véritable état n'a jamais été incertain, altéré, ni contesté.

De toutes les preuves de supposition, les seules qui restent à Mr. de Villiers, se tirent de ce que cet enfant étoit élevé dans

la maison avec des soins très-tendres, qu'il étoit comblé de caresses, qu'enfin on lui prodiguoit les noms les plus doux & les plus flatteurs. Mais si tout cela pouvoit être de quelque poids, par rapport à un enfant qui auroit paru dans la maison, à la suite d'une grossesse feinte, & d'un accouchement simulé de la Dame de Saffly; à la suite d'un baptistaire qu'elle auroit fait faire de cet enfant sous le nom de Mr. de Saffly, & d'elle, ou d'une reconnoissance qu'ils en auroient faite en se mariant; il ne se trouve plus d'aucune considération, quand il n'est lié à rien qui précède; quand, au contraire, tout ce qui s'est passé auparavant dément la fausse interprétation que l'on veut donner à ces caresses. Ainsi tous ces soins n'ont d'autre principe, que des mouvements de charité, de générosité, &, si l'on veut, d'une affection naturelle, qui ne manque guères de s'y joindre, sur-tout quand l'enfant est heureusement né, & que ceux qui le font élever n'en ont point. Faire donc le procès à quelqu'un pour avoir suivi l'attrait de pareils sentiments, c'est faire le procès à la charité, à la compassion, à la générosité, à l'amitié, à l'humanité même, en un mot à toutes les vertus chrétiennes & morales ensemble.

Il n'y a que trop de dureté parmi les humains : la plupart méprisent les malheureux; quelques-uns croient faire beaucoup s'ils les plaignent, peu s'empressent à les
soula-

soulager. Que fera-ce, si on fait un crime de les aimer? Si on est l'objet de la rigueur des Loix, pour avoir retiré dans sa propre maison le fils d'un pauvre; si s'être fait, de son éducation, non pas un simple devoir de religion, mais un plaisir; si l'avoir aimé avec autant de tendresse que son propre fils; si s'être permis de le lui témoigner, & de le combler de caresses, devient criminel dans une femme qui n'a point d'enfants, quelle sera la consolation de ceux qui ont perdu les leurs? Que deviendra le précepte de l'Evangile? Que deviendront les Loix de l'Humanité? A quels nouveaux malheurs les hommes vont-ils être exposés, s'ils n'osent aimer quelqu'un, ou lui faire du bien, sans l'aveu d'un collatéral, qui dévore déjà en espérance leur succession; s'ils ne peuvent inquiéter son avidité, sans être coupables, & s'ils doivent lui rendre compte, non-seulement de l'usage de leurs biens, mais même des sentiments de leur cœur?

Un Interrogatoire prêté par Madame de Saffy, sera sans doute la dernière ressource de Mr. de Villiers; il prétendra, qu'en différents endroits de cet Interrogatoire, elle reconnoît qu'elle avoit fait entendre à Mr. de Saffy, quelque temps après qu'elle eut pris cet enfant, & lorsqu'il vint la voir en Bourbonnois, faisant route à Lyon pour y poursuivre le Jugement du Procès de mariage, qu'elle étoit accouchée de cet enfant; que Mr. de Saffy a cru que cet en-

fant étoit de lui ; & que , si elle ne l'a jamais éclairci , c'est qu'il l'auroit quittée un quart-d'heure après , tant la passion qu'il avoit pour avoir des enfants étoit violente.

Il y a trois réflexions à faire sur cet Interrogatoire , & qui détruisent parfaitement tout ce qu'on pourroit en conclure.

L'une , c'est qu'elle n'a parlé de la sorte , que dans son premier Interrogatoire. Elle a déjà remarqué au commencement , que , la première fois qu'elle fut interrogée , ce fut dans des circonstances , où la personne la plus ferme & la plus courageuse n'auroit pas conservé la liberté de son esprit & de sa raison. Elle avoit été transférée le jour précédent , à onze heures du soir , de la Bastille aux cachots du Châtelet ; elle en avoit été tirée dès les sept heures du matin ; elle avoit appris dans l'entretemps qu'elle étoit accusée de deux crimes capitaux , & qu'à la nouvelle de sa disgrâce Madame la Comtesse de Ransijac , sa sœur unique , & à qui elle étoit liée par tous les sentiments de la plus vive tendresse , étoit morte de douleur. Ceux qui sont sensibles à l'infamie , & à la perte des personnes qu'ils aiment tendrement , peuvent seuls concevoir quelle raison on peut attendre d'une femme que l'on prend dans ces premiers moments , & à qui , pour lui remettre l'esprit , on fait subir un Interrogatoire qui dure sans interruption depuis sept heures du matin jusqu'à deux heures après minuit.

Aussi , dans les Interrogatoires suivans , Madame de Saffy , qui avoit eu le temps de revenir à soi , & de reprendre ses esprits égarés , désavoua formellement ces sortes de discours , qui ne venoient que du trouble d'une imagination , dont les idées n'étoient pas assez nettes pour être vraies.

L'autre réflexion , c'est que , si ces déclarations de Madame de Saffy n'avoient pas été retractées , & se trouvoient dans des circonstances où elles pussent avoir plus de poids , il n'en résulteroit encore rien de concluant pour la supposition d'enfant dont elle est accusée. C'est un premier principe en matiere criminelle , & qui est connu de tout le monde , que l'aveu d'un accusé ne peut jamais suffire contre lui , bien moins encore prouver qu'il est coupable d'un crime dont l'existence n'est point établie. Ainsi , par exemple , un accusé reconnoîtroit inutilement , qu'un certain jour il a tué un homme dans un tel lieu , ou qu'il a brûlé une telle grange dans un tel Village ; s'il n'y a rien d'ailleurs dans tout le Procès qui prouve que l'incendie ait été faite , ou le meurtre commis , sa reconnoissance ne le convaincra point d'être l'auteur d'un crime , dont l'existence n'est point d'ailleurs constante.

C'est le cas où se trouve Madame de Saffy. La supposition d'enfant dont elle est accusée , est un crime dont l'existence n'est établie sur aucune sorte de preuve , non pas même sur la plus légère présomp-

tion : au contraire, tout ce qui est au Procès prouve, à n'en pouvoir douter, que l'état de l'enfant qui fait le sujet de la supposition, n'a jamais été, ni certain, ni altéré. Il faut donc convenir, que le corps du délit dont elle est accusée n'existe point, puisque l'accusation est d'avoir altéré & changé le véritable état d'un enfant, dont le véritable état ne se trouve avoir été, ni altéré, ni changé. Il est vrai que, quelque reconnoissance que Madame de Saffy eût pu faire par son Interrogatoire, elle ne pourroit se faire déclarer coupable d'un crime, que l'on prouve clairement n'avoir point été commis.

La dernière réflexion, & sur laquelle on ne peut trop s'arrêter, c'est que le crime de supposition d'enfant est rangé dans la classe des crimes de fausseté publique. Il faut donc, pour en pouvoir être justement accusé, avoir dans les Actes publics, faits pour établir l'état des enfants, commis quelque fausseté, dont l'effet soit d'ôter à un enfant l'état qu'il a, pour lui en donner un qu'il n'a pas. C'est ce qui a déjà été plus d'une fois expliqué.

Cela supposé, quand on pourroit, pour quelques moments, & contre toutes les règles de la Justice, donner aux réponses de Madame de Saffy, dans son premier Interrogatoire, tout le poids qu'elles ne doivent point avoir ; il faudroit encore convenir, qu'il ne pourroit en résulter rien qui ressemblât à cette sorte de fausseté publique,

que la Loi traite de crime, & de crime capital. Personne ne s'est encore avisé de penser, que des crimes capitaux pussent être commis par des entretiens secrets; où un mari trompé par la passion qu'il a d'avoir des enfants, laisseroit voir à sa femme qu'il soupçonne qu'un enfant qu'elle a retiré publiquement dans sa maison, comme l'enfant d'un pauvre, pour l'élever par charité, peut bien être un enfant qu'elle ait eu de lui avant que de l'épouser; & où une femme, qui ne voit rien à gagner pour la paix domestique à détromper son mari, contente de n'avoir rien fait pour falsifier l'état de cet enfant, ne veut rien dire pour le désabuser. Les personnes délicates pourront penser qu'une telle conduite n'est pas assez sincère, & que ce n'est pas assez de ne point induire quelqu'un en erreur; qu'il faut encore ne l'y pas laisser, quand il y tombe de lui-même: les personnes indulgentes traiteront ce qui s'est passé à ce sujet de reticence officieuse, où c'est servir quelqu'un, que de ne le pas guérir d'une illusion agréable qu'il s'est forgée lui-même, & qui fait son bonheur; mais les plus scrupuleux ne se résoudront jamais à mettre une telle reticence au nombre des crimes, & des crimes capitaux.

Madame de Saffy se répand ensuite en plaintes contre son Accusateur, qu'elle dépeint plus intéressé qu'animé du zèle de venger la mort de son beau-frère. Elle lui reproche de s'être donné la liberté de li-

ré, non-seulement les Lettres que Mr. & Madame de Saffy s'étoient écrites avant leur mariage, quoique son Accusation ne tombe que sur des temps postérieurs, mais encore des Lettres étrangères écrites à Mr. de Saffy, & qui n'ont nul rapport à Madame sa femme. Comme si ce n'étoit pas violer les droits de la Société, que de révéler au Public les confidences, les plaisanteries que l'on y fait, les bagatelles que l'on y dit (a); comme si, en user de la sorte, ce n'étoit pas ravir aux hommes le plus doux plaisir de la vie, c'est-à-dire, celui d'entretenir un ami absent, de verser dans son sein ses plus secretes pensées, qui, bien qu'elles ne soient pas criminelles, ne doivent point être publiques.

Or, comme Madame de Saffy ne cherche point à toucher le cœur de ses Juges par des plaintes, mais à convaincre leur esprit par de solides raisons, elle croit se pouvoir reposer sur leur pénétration de toutes ces Réflexions, & de plusieurs autres semblables, qui se tirent naturellement du Procès. Elle se contente d'avoir montré, comme elle ose s'en flatter, qu'il n'y a nulle preuve, non pas qu'elle ait commis un assassinat, ou qu'elle ait formé un complot d'assassiner Mr. de Saffy, & qu'elle lui ait supposé un enfant; mais encore qu'il

(a) *Quid est aliud quam tollere à vitâ vitæ societatem, tollere amicorum colloquia; quam multa joca solent esse in epistolis, quæ prolata si sint, inepta esse videantur; quam multa seria neque tamen nullo modo divulganda. Cic. Philip. 2.*

n'y a pas la plus légère preuve qu'il ait été assassiné, que l'on ait formé un complot d'assassinat contre sa personne, ou qu'il lui ait été supposé un fils : en sorte que le corps du délit, premier fondement nécessaire de toute Accusation légitime, manque. Elle se contente d'avoir démontré que, si l'existence de ces deux derniers crimes étoit prouvée, Mr. de Villiers ne seroit point recevable à intenter l'Accusation de complot, ou de supposition d'enfant contre Madame de Sassy ; & que s'il y étoit recevable, il y seroit mal fondé.

Après cela, que reste-t-il à Madame de Sassy, qu'à espérer que la Justice appesantira sur le Calomniateur le bras qu'il avoit armé contre l'Innocence, que la lumière & la sagesse des Juges leur feront comprendre combien il importe qu'ils rassurent le Public alarmé & étonné par une telle Procédure, & qui croit voir en péril le repos de toutes les familles, si une vexation si odieuse n'est sévèrement punie : enfin, qu'après avoir été si long-temps le malheureux jouet de la malice & de la calomnie, & le triste objet de la compassion des gens de bien, elle sera encore un exemple fameux dans la postérité, capable de faire trembler à l'avenir ceux qui pourroient concevoir d'aussi lâches desseins, & faire comprendre combien, dans un siècle aussi juste, on en a eu d'horreur.

Mr. Doucet, Défenseur de Mr. de Villiers, répondit au Mémoire de Mrs. de

Réponse
de Mr. de
Villiers.

Sacy. Il dit que cet Avocat avoit fait un beau Roman ; mais s'il a , poursuivit-il , l'agrément de ses fictions , il en a aussi le défaut , qui est que la vérité y est par-tout dissimulée. On n'a rapporté de l'Histoire que ce qui pouvoit servir à l'éloge de celle qui en est l'Héroïne : comme on l'a composée pour le Public , qui ne cherche que ce qui plaît , on s'est peu mis en peine de ce qu'en penseroient les Juges , qui ne cherchent qu'à s'instruire.

Mais n'a-t-on point un peu péché contre les regles de ces sortes d'ouvrages , en prenant un sujet trop récent & trop connu. Le Public veut bien être trompé dans les choses qui ne lui sont pas présentes ; mais il se révolte lorsqu'on lui en impose sur des faits dont il a la mémoire & les yeux encore frappés.

Tel est le portrait que l'on fait de la Dame de Saffy , comme d'une femme toute appliquée à ses devoirs , occupée uniquement des soins de plaire à son mari , pleine de religion & de charité. Le Public croirait-il que c'est d'elle dont on a voulu parler ?

A l'égard de la première Proposition , où l'on prétend prouver que Mr. de Saffy n'a pas été tué , on répond que cette Proposition est vaine & inutile , parce que la Plainte n'est point d'un assassinat commis en la personne du Sieur de Saffy , mais d'un complot pour le faire périr. En prouvant le complot , le fait de la Plainte est prouvé : & cela suffit , quelque preuve qu'il

puisse y avoir d'ailleurs de la vie du Sieur de Saffy ; parce que le complot, accompagné de mesures prises pour l'exécution, est un crime, quoiqu'il n'ait pas eu toutes les suites qu'il devoit avoir.

On répond à la seconde Proposition, où l'on soutient que Mr. de Villiers n'est pas recevable à se plaindre du complot, parce que, n'étant point héritier du Sieur de Saffy que l'on dit être vivant, il n'a, ni intérêt, ni qualité, dans la vengeance de ce crime.

On ajoute que ce crime n'est pas tel qu'il intéresse le Public, en sorte que la Partie publique puisse en recevoir une dénonciation.

Mr. de Villiers soutient au contraire, qu'étant du chef de Madame sa femme & des sieurs ses enfants le plus proche parent & l'héritier présomptif du Sieur de Saffy, il a eu qualité & intérêt pour se plaindre du complot fait contre sa personne, par deux raisons également décisives.

La première, que, lorsqu'il a rendu sa Plainte, on ignoroit absolument le sort du Sieur de Saffy ; car les Lettres qu'on avoit reçues de lui peu de jours après son départ, ne faisoient pas voir ce qu'il étoit devenu : au contraire, à en juger par celles qu'avoit écrit le Pere Anaclet, Gardien des Capucins de Vire, les apparences étoient qu'il étoit péri.

Or ose-t-on soutenir que, quand il y a

eu un complot fait contre quelqu'un ; & que cet homme disparoît, de maniere qu'on ignore ce qu'il est devenu ; osera-t-on soutenir, dis-je, que ses proches ne sont pas recevables à s'en plaindre, sous prétexte que, ne paroissant point de mort, il n'y a point de corps de délit qui soit certain ? La seule Proposition révolte l'imagination, comme étant contraire aux Loix, au bon sens, & à l'intérêt public.

Mr. de Villiers, ayant été une fois saisi du droit de se plaindre du complot fait contre la personne du Sieur de Saffy, & son Accusation se trouvant juste dans son principe, il est Partie capable, & même Partie nécessaire, pour la soutenir, quand même le Sieur de Saffy se représenteroit ; parce qu'une Accusation étant une fois portée en Justice, c'est une nécessité d'y prononcer avec celui qui l'a faite ; & comme on ne peut le déclarer Calomniateur si sa Plainte a été juste, on ne peut absoudre l'Accusé s'il est coupable.

La seconde raison est, que le Sieur de Saffy ne paroît point, & qu'il n'est pas même en état de paroître. Or, pendant qu'il ne peut se plaindre par lui-même, n'est-il pas juste que ceux qui ont le plus d'intérêt à sa personne, se puissent plaindre pour lui ?

Le cas auquel on n'est pas recevable à se plaindre pour un autre, est quand l'offensé est en état de le faire ; parce qu'en ce cas, son silence fait présumer qu'il veut

remettre l'offense qu'on lui a faite : mais cette présomption cesse, lorsqu'il est dans un état qui ne lui permet pas d'agir. C'est le cas où les crimes particuliers deviennent des crimes publics, comme commis contre des gens que la Loi prend plus particulièrement sous sa protection.

A l'égard de la troisième Proposition, qui a pour objet la vérité du complot, quelque effort que fasse le Défenseur de Mr. de Villiers, il ne sauroit fortifier la preuve de ce complot, qui se réduit, comme on a dit, à l'unique déposition de la Gasteau, & qui n'est pas multipliée, parce qu'elle a été confiée à trois ou quatre témoins qui ont grossi l'Information : en remontant à l'origine, ce n'est toujours qu'une seule déposition, qui, ayant même été interprétée dans le recollement, se réduit presque à rien. Ainsi il est superflu de rapporter tout ce que dit là-dessus Mr. Doucet.

Quant à la quatrième Proposition, où l'on veut établir que Mr. de Villiers n'est pas recevable dans l'Accusation de supposition d'enfant, on se fonde sur l'équité naturelle, qui ne veut pas que personne porte sa curiosité sur les affaires étrangères, & étende ses droits dans la maison d'autrui : sur l'intérêt public, qui ne permet à qui que ce soit de troubler la paix des mariages tranquilles & unis ; ce qui interdit, dit-on, à tout autre qu'à un mari d'accuser une femme d'adultère : sur la disposition

des Loix, qui ne reçoivent que le pere ou la mere, ceux qui ont un intérêt présent, pour Accusateurs d'une supposition d'enfant : &, enfin, sur la Jurisprudence des Arrêts. On en cite deux, l'un du 18 Juin 1638, au profit de Gabriel Girard & de sa femme, & l'autre du 18 Août 1657, au profit des Sieur & Dame de St. Geran.

Mr. de Villiers soutient au contraire, que l'équité naturelle, l'intérêt public, la disposition de la Loi, &, plus que tout cela encore, les circonstances du fait, soutiennent l'Accusation qu'il a formée.

Qu'y a-t-il de plus conforme à l'équité que de ne pas souffrir que l'on donne aux particuliers, & principalement à des personnes de condition, des étrangers, des enfants de la lie du peuple, pour héritiers présomptifs ? Ce n'est point étendre ses droits dans la maison d'autrui, que de s'opposer à de pareilles entreprises ; c'est défendre sa propre maison, & en défendre l'honneur, encore plus précieux que le bien.

L'intérêt public ne s'oppose-t-il pas encore à ce que l'ordre des familles soit troublé, & la gloire des Maisons illustres souillée ? *Publicè interest partus non subjici, ut ordinum dignitas familiarumque salva sit.* Cela ne va point à troubler la paix des mariages unis & tranquilles. Ces sortes d'Accusations ne tombent jamais sur des personnes d'une conduite réglée. Les autres ne méritent pas cette paix qu'ils troublent

eux-mêmes, par un crime que jette toujours le trouble & le désordre dans les familles.

On a fait voir, que la disposition de la Loi admettoit expressément les proches à se plaindre dans ce cas ; parce que, suivant les termes & l'esprit de la Loi, ils jouissent du droit de ceux qu'elle appelle *parentes* ; & qu'en ce cas ils sont reçus comme y ayant intérêt : *aut hi ad quos res pertineat*.

En vain la Dame de Saffy répond, que la Loi demande que l'on ait un intérêt présent pour être en droit d'agir, & que tel est le sens que donne Mre. Cujas à ces mots, *aut hi ad quos res pertineat*.

1. La Loi ne parle point d'intérêt présent ; elle demande seulement en général, que l'on soit intéressé dans la supposition. Mre. Cujas ne parle point autrement, quoiqu'on ose supposer le contraire : *Competit tantum iis quorum interest*. Tous les Docteurs s'expliquent de même. Et Mr. de Villiers ne croit pas qu'on puisse en citer un, qui, parlant de ceux qui ne peuvent intenter l'Accusation de supposition de part, ait dit qu'il n'y a que ceux qui ont un intérêt présent.

2. Ne peut-on pas dire, qu'un proche parent, tel qu'est un frere, une sœur, a un intérêt présent d'empêcher une supposition, non-seulement en ce qu'on le prive des espérances qui lui viennent de la Loi, mais en ce qu'on lui donne dès à présent un parent, un héritier présomptif ?

Cet intérêt est tellement présent, & même tellement pressant, qu'en voulant remettre l'Accusation jusqu'au temps qu'il se présentera quelque succession à partager, ce seroit rendre inutile cette Accusation; soit parce que les preuves en périssent, soit parce qu'un enfant ayant une fois acquis la possession de son état, on ne seroit plus en droit de le lui contester.

M^{re}. Doucet prétend ensuite, que les Arrêts qu'on a cités n'ont rien de commun avec l'espece du Procès. Deux circonstances en établissent la différence.

La première est, que dans le temps que Mr. de Villiers a rendu sa Plainte, on ne savoit ce qu'étoit devenu le Sieur de Saffy, & toutes les apparences étoient qu'il n'étoit plus. Il est certain que, pendant ce temps, Mr. de Villiers, comme plus proche parent, & comme héritier présomptif, a pu veiller à la conservation des droits du Sieur de Saffy, & empêcher qu'un étranger ne s'établît dans sa maison, & qu'il ne s'y acquît, par la possession, la qualité de son fils. Sa Plainte ayant été juste, la Justice a été saisie de la connoissance du Crime, & par conséquent elle ne le peut plus dissimuler, & elle doit nécessairement en prononcer la condamnation.

L'existence du Sieur de Saffy, quelque certaine qu'elle puisse être, ne peut en dispenser; car, outre qu'il ne paroît pas pour s'y opposer, c'est que sa présence même n'éteindroit pas le Crime.

La deuxieme circonstance est, qu'il ne s'agit pas ici de savoir, si l'on sera admis à la preuve d'une supposition de part. La supposition est certaine & avérée; il ne s'agit que de savoir si elle sera condamnée: cela peut-il faire quelque doute?

Dans la cinquieme proposition, on soutient qu'il n'y a point eu de supposition; il n'y a de vrai dans les principes avancés par la Dame de Saffy, que la seule définition de la supposition de part; de quelque maniere qu'on l'entreprenne & qu'on l'exécute, le crime est consommé. Il n'est point nécessaire pour cela qu'il paroisse des Extraits baptistaires, ou d'autres Actes de cette nature; car le crime ne consiste point, comme on l'imagine ridiculement, en ce qu'il y a des Actes publics altérés, sous prétexte que la Loi le met au rang des articles de faux. La supposition est une fausseté par elle-même, quelque voie qu'on emploie pour la faire réussir.

Ces principes étant incontestables, il ne s'agit que de savoir, si la Dame de Saffy a effectivement changé l'état d'un enfant; si elle lui a ôté son pere véritable pour lui en donner un faux; si en un mot elle l'a supposé au Sieur de Saffy, comme l'ayant eu de lui.

Or il y a des preuves si claires & si certaines de ce fait dans les Informations, dans l'Interrogatoire de la Dame de Saffy, & dans des Lettres écrites & reçues par elle, qu'il ne peut y avoir aucun doute.

Entre ces preuves se trouve même un Acte authentique, & qui seul, dans la suite, auroit pu former un titre à l'enfant dont il s'agit. C'est le Testament du Sieur de Saffy, où il le reconnoît pour son fils.

Il faut donc effacer toutes ces vaines idées de Charité, de Religion, d'Inclination naturelle, qu'on attribue à la Dame de Saffy, comme les seuls motifs qui l'ont portée à prendre l'enfant dont il s'agit, & à le traiter comme elle a fait.

Vainement dit-on que la Dame de Saffy s'est troublée dans son Interrogatoire qui renferme la preuve de son crime.

On convient que si ses réponses avoient été concertées avec son conseil, elles auroient pu être différentes de celles qu'elle a faites, mais elles n'auroient pas été conformes à la vérité.

D'ailleurs, les déclarations qu'elle a faites sur le fait de la supposition, ne peuvent venir d'aucun trouble d'esprit; la force de la vérité seule les lui a arrachées.

C'est un paradoxe, que l'aveu d'un Accusé ne puisse servir à sa conviction. Il est vrai qu'un homme qui s'accuseroit lui-même, ne seroit pas condamné sur sa seule déclaration; mais lorsque, sur une Plainte, des Informations, & un Décret, il est interrogé, ses reconnoissances font preuve entiere contre lui.

L'Apostille qui s'est trouvée à côté de l'Acte baptismal de cet enfant, & que l'on allegue pour la Justification de la Dame
de

de Saffy, sert au contraire à sa conviction : cette Apostille n'est, ni datée, ni signée de qui que ce soit. Preuve qu'elle a été insérée depuis l'Accusation intentée, c'est qu'elle ne se trouve point sur le double du Registre qui est au Greffe des Insinuations Ecclésiastiques.

On avoue avec Madame de Saffy que la sûreté publique se trouve intéressée dans cette Affaire, mais c'est pour demander vengeance des crimes dont elle est accusée & convaincue. En effet, que devient le repos & l'état des familles, si l'on regarde, comme un jeu, le complot d'une femme pour se défaire de son mari, dont la présence la gêne dans ses plaisirs, & une supposition d'enfant aussi hardie que celle dont elle est convaincue ?

L'existence de Mr. de Saffy étant certaine, par les Lettres qu'il écrivit de l'Isle de Gerfay où il étoit retenu, par la Procuration qu'il envoya au Procureur de la Dame de Saffy, & par les plaintes amères qu'il fit sur l'Accusation de Mr. de Villiers ; l'Affaire parut sous une face si défavorable à l'Accusateur, que, par Sentence intervenue au Châtelet, son Accusation n'eut pas un sort heureux. Voici le Dispositif de ce Jugement.

Nous disons par délibération de Conseil, oui sur ce le Procureur du Roi, que la Dame Marguerite Gaudon, la Demoiselle de Chamboneau, & Jean-Jacques Bayle de Ponsenac, & Roch Vignaire, sont dé-

Senten-
ce du
Châtelet.

chargés des plaintes , demande , & accusation contre eux faites à la requête du Sieur Poitevin de Villiers , pour raison de l'Accusation du complot pour se défaire du Sieur de Sassy ; & le Sieur Poitevin de Villiers condamné en leurs dommages & intérêts , liquidés à deux mille livres envers la Dame de Sassy , en cinq cents livres envers la Chamboneau , en cinq cents livres envers Bayle de Ponsenac , en cent livres envers Roch Vignaire , & aux dépens du Procès ; les écrous faits de la personne de la Dame de Sassy , & de la Chamboneau , sur le Registre de la Géole des prisons du grand Châtelet rayés & biffés , & adjugeant le profit des défauts & contumace bien & valablement obtenus contre le Grec , autrement dit le Chevalier Rose : Que sur les Plaintes & Accusation faites contre lui à la Requête du Sieur Poitevin , les Parties sont mises hors de Cour , dépens à cet égard compensés ; & entant que touche la Plainte & Accusation faite par le Sieur Poitevin contre la Dame de Sassy pour raison de la supposition de l'enfant en question ; Lettres à la Dame de Sassy , de la Déclaration par elle faite lors de son Interrogatoire , que l'enfant n'est point d'elle ni du Sieur de Sassy , & qu'il appartient à Antoine Mercier , Laboureur de la Paroisse de St. Irmond & Georgette Veret , ses pere & mere ; & Lettres pareillement à Antoine Mercier , de la Déclaration qu'il a faite lors de son Interrogatoire , que cet

enfant est issu de son mariage avec Georgette Veret ; & en conséquence les Parties sont mises hors de Cour ; & néanmoins le Sieur de Villiers condamné aux dommages & intérêts envers Mercier , liquidés à trois cents livres , & aux dépens envers Mercier & la Dame de Sassy. Jugé au Châtelet de Paris le Samedi 20 jour de Mars 1706.

Mr. de Villiers, qui se préparoit à se rendre Appellant de la Sentence, se flatta qu'il pourroit gagner Mr. de Sassy. Il envoya dans cette vue le Sieur de la Lande dans l'Isle de Gersay. Voici ce que Mr. Colliers, Gouverneur de cette Isle, manda à Madame de Sassy le 2 Février 1706.

Mr. de la Lande est ici , & a cru y trouver le Valet de Mr. de Sassy, accusé d'avoir assassiné son Maître : mais, trouvant que c'étoit Mr. de Sassy lui-même, ils s'embrasserent d'abord, & furent pendant quelque temps fort bons amis ; mais, à présent, Mr. de Sassy ne veut avoir aucune société ni communication avec lui, ayant reconnu que le principal dessein du voyage du Sieur de la Lande étoit de tâcher de le mettre mal avec vous.

Ils ont tous deux l'Isle pour prison, ayant donné caution de n'en sortir point que jusqu'à ce que Sa Majesté l'ordonne : si bien que si vous avez envie que votre mari en sorte, il faut que vous fassiez solliciter cela à notre Cour, comme Mr. de la Lande fait lui-même actuellement.

*Lettre
du Gouverneur
de l'Isle
de Gersay.*

Dès que Madame de Saffy fut en liberté, elle donna ses premiers soins au retour de son mari; il fallut, pour le retirer de l'Isle de Gerfay, obtenir des permissions & des passeports de la Cour, solliciter & fléchir celle d'Angleterre : mais ce qui étoit le plus difficile, il fallut persuader le Sieur de Saffy qu'il pouvoit en sûreté repasser en France.

Quand elle vit que tout se dispoisoit heureusement pour le succès de ce dessein, elle donna ordre à la signification de son Appel; dont elle se promettoit bien de solliciter le Jugement accompagnée de son mari.

Le même jour Mr. de Villiers fit signifier qu'il étoit aussi Appellant.

La Dame de Saffy apprend enfin que le retour de son mari est résolu; il revient, elle part pour lui aller au-devant; mais en arrivant à St. Malo où il étoit débarqué, elle fut que Mr. de Villiers y avoit envoyé un Exprès, qui avoit requis qu'il subît un Interrogatoire. Le Lieutenant-Général de St. Malo s'étoit présenté en épée pour l'interroger au moment qu'il débarqueroit. Les vaines frayeurs inspirées au Sieur de Saffy d'un Procès criminel qu'il pouvoit craindre du côté de la Cour, se réveillèrent à l'aspect du Lieutenant-Général de St. Malo, dans une tête déjà ébranlée par une violente maladie dont il sortoit à peine; son esprit en fut si trouble, qu'il y parut dans son Interrogatoire.

Ce fut l'état où Mr. de Saffy étoit quand Madame de Saffy arriva : sa présence, la joie qu'il en ressentit, les consolations qu'il en reçut, parurent un peu le calmer. Après avoir interjetté Appel de cette Procédure faite comme par un Juge incompetent, elle amena son mari à Paris avec elle, persuadée qu'en peu de temps le repos & le régime acheveroient de le remettre ; mais la démence de Mr. de Saffy se fortifiant, Mr. de Villiers travailla à le faire interdire. Mr. le Lieutenant-Civil lui fit subir un Interrogatoire pour s'éclaircir de son état, & en connoissance de cause il prononça son interdiction. On lui nomma pour Curateur Mr. Couffinet, Maître des Comptes, son parent, qui l'enleva à Madame de Saffy, & le fit remettre entre les mains des Freres de l'Hôpital de Charenton. Le Curateur fit saisir les biens de Mr. & de Madame, & demanda à Madame qu'elle rendît compte ; mais elle soutint que Mr. Couffinet ne pouvoit demander aucun compte en Justice, qu'il n'avoit point de qualité, & qu'en lui en supposant une, le principe qu'il avançoit, que tout Mandataire étoit comptable, étoit trop vague. Voici comme elle parla.

Un Mineur, fils de famille, vivant sous puissance de son pere, reçoit en vertu de sa Procuration les revenus de son pere. Il mange & dissipe. C'est un Mandataire ; quel compte lui feroit-on rendre de son mandat ? A-t-on vu au Palais des actions entre

Procurator qui n'engage point le Mandataire à rendre compte

en Jus-
tice.

un mari & une femme, pour faire rendre compte en forme à la femme, sur la requête du mari qui s'est confié à elle, & qui lui a donné son pouvoir pendant son absence? L'effet des Procurations, dans ce cas, est uniquement d'*habiliter* celui qu'on en charge pour administrer, mais non pas d'acquérir une action entre personnes entre lesquelles le Droit n'en accorde point, quand tout roule sur la confiance; ces sortes de pouvoirs n'engagent pas ceux qui s'en servent à prendre les précautions ordinaires d'un Comptable, ou d'un Procureur étranger; ils ne les engagent point à des récépissés ni à des quittances de ce qu'ils envoient, ou de ce qu'ils paient, soit au Mandant lui-même, soit à quelqu'autre par son ordre.

Le Procès fut porté aux Requêtes du Palais. Par Sentence contradictoire qui intervint, on fit main levée à la Dame de Saffy de ses propres biens, que l'on tenoit saisis; on régla la Provision qui devoit lui être payée, si mieux n'aimoit Mr. de Villiers remettre la Dame de Saffy en possession de ses biens; ce qu'il étoit tenu d'opter dans trois jours. Un Appel, sous le nom du Curateur qu'il avoit fait nommer, lui parut plus convenable que cette option. Mais revenons à l'Affaire capitale.

Moyens
d'appel
de M. de
Villiers.

Mr. de Villiers reprit en Cause d'Appel les deux Accusations qu'il avoit formées contre la Dame de Saffy : *il demanda Acte de ce qu'il n'a point prétendu accuser la*

Dame de Sassy, d'avoir fait un complot contre la personne & la vie du Sieur de Sassy son mari, seulement d'en avoir fait un pour l'engager à voyager & à sortir de France. Il fit un Factum d'une grande étendue, où il mit de nouveau en œuvre tout ce qu'il avoit dit, & que je ne répéterai point de peur d'user de redites ; mais il prévint bien qu'on n'auroit point d'égard à ses Accusations : il soutint, qu'en supposant les crimes de la Dame de Sassy moins graves, ce sont ses termes, & en prétendant que l'existence & le retour du Sieur de Sassy produiroient un hors de Cour sur l'Accusation du complot, il ne devoit point être condamné à des dommages & intérêts.

C'est un principe incontestable, que la décharge d'un Accusé n'emporte pas nécessairement une condamnation de dommages & intérêts contre l'Accusateur.

Les dommages & intérêts étant la peine de la calomnie, lorsque l'Accusation a eu un juste motif, un fondement raisonnable, la Loi ne veut pas qu'on traite l'Accusateur comme Calomniateur, quoique l'Accusé soit renvoyé. *Non enim si reus absolutus est ex eo solo accusator, qui potest justam habuisse veniendi ad crimen, Calumniator credendus est.* L. 3. Cod. de Calumniat. ou comme dit la Loi première §. 3. ff. ad Senatusconsult. Turpill. *Non utique, qui non probat quod intendit, calumniari videtur. Nam ejus rei inquisitio incipit consilio quærere, quâ mente duc-*

tus ad accusationem processit, & si quidem justum ejus errorem repererit, absolvit eum.
 Les Ordonnances sont conformes à ces dispositions.

Il y a l'Ordonnance de Philippe IV. de 1303. *Denunciator vel Instruitor resarciat denunciato damna; & expensas, nisi de dicto delicto denunciatus fuerit diffamatus, vel ad minus, per unum idoneum testem convictus, vel aliàs probabilis suspicio contra eum ad cognitionem causæ ad judicium.*

Celle de 1539, art. 8, & celle de 1670, tit. 7, art. 3, n'assujettissent encore les Accusateurs aux dommages & intérêts, que lorsque leurs *Plaintes* sont jugées *calomnieuses*. Ce sont les termes de l'Ordonnance de 1670.

Il cita ensuite l'Arrêt célèbre du 17 Janvier 1600, qui a été rendu sur les Conclusions de Mr. l'Avocat-Général Servien en présence d'Henri IV. & du Duc de Savoie. Cet Arrêt n'a adjugé aucuns dommages ni dépens contre l'Accusateur, quoique l'Accusé fût renvoyé hors de Cour, à cause des indices violents qui chargeoient l'Accusé. Il cita aussi l'Arrêt du 17 Juin 1693, qui justifie le Mémoire du Sieur Langlade, qui ne condamna point le Comte de Montgomery à aucuns dommages & intérêts; mais on ne dit pas que le Sieur de Montgomery fut condamné à tous les dépens.

Mr. de Villiers prétend que dans le cas des Accusations que l'on a citées, l'inno-

cence des Accusés étoit certaine, & que si Madame de Saffy étoit renvoyée, ce ne seroit que parce que les preuves ne seroient point parfaites, quoiqu'elle fût présumée criminelle; on oppose que le Procès conclu est distribué aux Enquêtes, & civilisé par conséquent.

Mr. de Villiers répond, que la conséquence n'est pas juste; quoique le Procès soit distribué aux Enquêtes, l'Accusé peut être condamné à certaines peines, telles que sont une admonition, une amende, une aumône, certaines réparations, & des dommages & intérêts. Ce sont des peines qu'on prononce aux Enquêtes. D'ailleurs, sur un Procès conclu aux Enquêtes, on peut prononcer une peine afflictive, si le crime le mérite, & s'il est suffisamment prouvé, parce qu'alors on renvoie l'Accusé à la Tournelle; ce qui arrive assez souvent. Mr. de Villiers a donc pu conclure à ce que la Dame de Saffy fût atteinte & convaincue des crimes dont il l'a accusée. Il dit même, qu'à l'égard de la seconde Accusation, Mr. le Procureur-Général, dans ses conclusions, a dit que pour les cas résultants du Procès concernant la supposition d'enfant, il y avoit lieu de blâmer la Dame de Saffy. J'ajouterai, que, si Mr. le Procureur-Général acquiesçoit à une Sentence d'absolution dans une affaire portée aux Enquêtes, le dernier Conseiller peut faire ses fonctions, & se rendre Appellant à *minimâ*.

Mr. de Villiers a une fin de non-recevoir plus juste à opposer contre l'Appel qu'elle a interjetté de la Sentence au sujet des dommages & intérêts ; cette fin de non-recevoir est un acquiescement pur & simple que la Dame de Saffy a fait à la Sentence.

En vain elle répond, qu'elle n'a fait cet acquiescement, que pour pouvoir sortir de prison ; & qu'avant que de sortir, elle avoit fait ses protestations.

De simples protestations n'annulent point un Acte qu'on fait volontairement ; c'est une mauvaise défaite de dire, qu'en le faisant elle n'a songé qu'à acquérir sa liberté. Un homme qui a acquiescé à une Sentence qui le condamne par corps, n'en seroit pas moins non-recevable dans son Appel, quoiqu'il pût dire qu'il n'a acquiescé que pour n'être pas emprisonné. D'ailleurs, n'y ayant pas de Lettres de rescision obtenues contre l'acquiescement, il doit nécessairement avoir son exécution.

Réponse
de Mad.
de Saffy.

Mr. de Sacy, qui publia un second Factum, prétendit que Madame de Saffy n'avoit pas eu une Réparation suffisante, ni des dommages & intérêts porportionnés. Il commence par détruire la fin de non-recevoir que Mr. de Villiers lui oppose ; il dit que cette prétention de son Adversaire est de la nature de celles qu'il ne faut qu'exposer pour la refuter.

Les Loix ne permettent pas d'imputer à personne ce qu'il n'a point fait libre-

ment, & elles ne présumant rien de la part d'un homme retenu dans les fers, principalement lorsque ce qu'il a fait lui nuirait, & serviroit à celui qui l'y retient.

La Dame de Saffy étoit prisonnière, & Mr. de Villiers l'y retenoit; la Loi ne permet pas de regarder comme volontaires les Actes passés par un prisonnier: elle a passé un Acte où elle explique qu'elle n'a acquiescé à la Sentence, que parce qu'on lui a fait entendre que c'étoit le seul moyen de recouvrer sa liberté; & que les Médecins l'ont assurée qu'elle ne guériroit point d'une maladie dont elle étoit attequée, si elle ne changeoit promptement d'air; elle a protesté contre son acquiescement, qu'elle ne l'a fait que pour conserver sa vie & sa liberté.

On fait bien que les simples protestations ne détruisent pas un Acte; mais on les rapporte, pour prouver que, loin que l'Acte contre lequel elles sont faites fût volontaire, il n'y a pas un seul moment où la volonté n'ait désavoué la main qui le sousscrivoit: ainsi les protestations établissent la nullité de l'acquiescement.

Madame de Sacy accusée injustement, il ne faut pas, dit-il, être fort versé dans la connoissance du Droit, pour savoir que toute offense demande une réparation. Il n'y a personne qui ne trouve cette Loi écrite dans son cœur, & qui ne sente combien il a d'intérêt qu'elle soit sévèrement observée. Elle est l'un des plus forts liens

de la Société; & on ne pourroit l'en bannir, sans y mettre tout en combustion. Delà vient, qu'aussi-bien dans des Tribunaux de Justice, que dans les Tribunaux militaires & de l'honneur, les réparations sont réglées pour les différents genres d'offense, même pour les simples paroles injurieuses. Entre les offenses, l'Accusation de crimes capitaux est sans doute la plus cruelle que l'on puisse faire à quelqu'un. L'emprisonnement ou l'assassinat n'attaque que la vie, & il faut la perdre une fois. Une pareille Accusation attaque l'honneur, qu'il n'importe pas moins de conserver après la mort que pendant la vie. Si donc, pour une parole injurieuse échappée contre l'honneur de quelqu'un, celui qui l'a proférée est sujet à réparation; quoique le plus souvent cette injure n'ait été l'effet que du premier mouvement d'une colere subitement allumée, & ne soit point sortie de la maison & de la compagnie particuliere où elle a été dite; ne sera-t-il dû aucune Réparation pour une Accusation calomnieuse portée dans les Tribunaux, concertée avec réflexion, soutenue avec opiniâtreté, & publiée par toute la France? Les Juges ne s'élèveront-ils que contre les insultes obscures, & se croient-ils dispensés d'ordonner une Réparation de la calomnie, parce qu'on aura osé la porter à leurs oreilles, qu'on aura essayé de les en rendre eux-mêmes en quelque sorte complices?

Dès que l'Accusé est renvoyé absous, on juge nécessairement que l'Accusateur a intenté une Accusation fautive; & que ce soit malignité, ou imprudence, la même raison qui le fait condamner aux dommages & intérêts, l'affujettit à une Réparation. Ces deux choses naissent d'un même principe, & sont inséparables. La fautive Accusation attaque en même temps l'honneur & la fortune de l'Accusé : la Réparation venge son honneur; les dommages & intérêts réparent sa fortune.

Mais si la Sentence dont est Appel doit être réformée, en ce qu'elle n'accorde aucune Réparation à la Dame de Saffy, elle ne doit pas moins l'être, en ce qu'elle fixe à 2000 livres les dommages & intérêts qu'elle lui adjuge.

Ce n'est point une maxime douteuse, qu'il soit dû des dommages & intérêts à un homme injustement accusé; & c'en est une autre également certaine, que ces dommages & intérêts n'aient pas moins pour objet de punir le Calomniateur, que d'indemniser l'Accusé; ils doivent avoir une juste proportion, non pas seulement avec la peine due à la calomnie, mais bien plus encore avec l'indemnité due à l'innocence.

Mre. de Sacy fait voir ensuite, que les dommages & intérêts de Madame de Saffy sont fondés sur tout ce qui peut caractériser la calomnie : la haine, dit-il, l'a suggérée, l'imposture l'a préparée, la malignité

l'a consommée. Il dit que l'opposition que Madame de Villiers a formée au mariage de la Marquise de Ris avec Mr. de Saffy, n'a pu être fondée sur la condition, puisque Madame de Saffy a l'honneur d'appartenir à des personnes encore plus respectables par leur mérite, qu'élevées par leur dignité.

Que si cette opposition de la Dame de Villiers n'a pu être fondée sur la condition, & qu'elle l'ait été seulement sur les mœurs, n'est-il pas visible qu'elle est encore infiniment plus offensante? Quand la Dame de Saffy a paru dans le monde, elle ose dire qu'elle y a été bien reçue; elle étoit jeune, son esprit & ses manieres étoient agréables, & la jeunesse & l'enjouement donnent des graces, qui souvent sont au-dessus de la beauté : mais les agréments ne sont gueres moins d'ennemis & d'envieux, que d'amis. Celles qui sont encore assez heureuses pour l'ignorer, apprendront un jour qu'il n'est pas possible de faire le charme des meilleures compagnies, sans en faire l'entretien; & d'en faire l'entretien, sans ressentir que la malignité étend son empire bien plus loin, que la justice & la vérité : l'expérience ne fait que trop connoître, que l'obscurité, la stupidité, & la laideur, sont pour les femmes de plus sûrs abris contre la médisance, que la vertu. Mais cette douceur qu'on trouve à médire, qui fait le sel de la conversation des gens oisifs & voluptueux,

& les délices des hypocrites, fait l'horreur des Juges intègres & éclairés. Quand leur devoir les engage à faire inquisition des mœurs de quelqu'un, ils ne s'arrêtent pas à des bruits vagues, généraux, & toujours incertains : ils savent que la calomnie s'en nourrit ; ils ne reçoivent que des faits particuliers & prouvés. Persuadés que nul n'est assez heureux pour réunir tous les suffrages ; qu'il n'est pas possible d'en faire un juste calcul ; & que tel est blâmé dans une compagnie, qui est loué dans une autre ; ils laissent au Scrutateur des cœurs à juger les intentions & les consciences, & se bornent à juger les actions dont la preuve leur est rapportée.

Quelles actions de cette espèce oseroit-on reprocher à la Dame de Saffy ? Elle veut bien rendre compte de sa conduite, pourvu qu'on la juge, non sur des discours vagues, que tel, qui a le plus de facilité à les croire, a le plus d'intérêt à les rejeter ; mais par des faits certains & connus, que personne ne peut nier. Que l'on parcoure sa vie, on trouvera que cette femme, dont les amis de Mr. de Villiers entreprennent de faire une peinture si affreuse, a toujours réglé ses sentiments sur ses devoirs. Sujette, elle a été pleine de zèle pour le Roi ; fille, de respect pour son père ; femme, de tendresse pour son mari ; mère, de bonté pour son fils ; parente, d'amitié pour ses parents ; amie, de sincérité & d'attention pour ses amis.

Aussi, quand on est forcé de ramener ces discours malins à des faits précis, on trouve que tous ces reproches se réduisent à dire qu'elle a joué, & qu'elle a été répandue dans le monde.

Mais si jouer, & se répandre dans le monde, étoient des crimes qui avilissent, ou qui diffamassent, à combien de personnes estimables d'ailleurs, & fort aimables, faudroit-il faire le procès? N'est-ce pas un amusement de l'âge, plutôt qu'un vice de la personne? Quel désordre a causé son jeu? Quel Fils de famille y a été dépouillé? Quel Pere s'est ruiné? Quelle Femme s'y est abymée? Où est la seule plainte qui en a été faite, comme il n'arrive que trop de ces jeux poussés à des excès qui troublent le repos de la Société?

Mre. de Sacy justifie ensuite Madame de Sassy, qui a eu ordre de s'éloigner de Paris; il dit que cet ordre fut aussi-tôt révoqué qu'accordé. L'intérêt public demande que la Cour écoute tous les avis qui lui sont donnés, & que, précipitant souvent les précautions qu'elle prend, elle s'expose nécessairement à des surprises, qu'elle ne diffère à réparer, qu'autant de temps qu'il en faut pour instruire sa justice.

Voilà quelle a été cette haine, qui, selon la nature de cette passion, s'est trouvée d'autant plus vive, qu'elle étoit injuste. Il n'est pas étonnant que Mr. de Villiers l'ait épousée, en épousant Madame sa femme: elle mérite bien toutes ses complaisances; &
il

il les a poussées si loin sur ce sujet, que depuis son mariage il n'a jamais eu de commerce, ni de relation, avec le Sieur & la Dame de Saffy, que par le ministère des Sergents. Cette haine, qui ne s'est jamais démentie, a suggéré la calomnie qu'il s'agit de punir, & l'on va voir que l'Imposture l'a préparée. Mre. de Sacy établit ensuite la témérité de l'Accusation où il n'y a point le corps de délit. Le Sieur de Saffy est plein de vie, aucun témoin n'a déposé avoir oui dire seulement qu'il fut tué. Mr. de Villiers n'en pouvoit douter : & il savoit de plus, que, loin de se plaindre de sa femme, le Sieur de Saffy ne se plaignoit que de la cruelle persécution que son beau-frere lui faisoit souffrir.

Il n'y a point de complot formé pour le faire assassiner : un complot est une convention faite entre celui qui loue quelqu'un à prix d'argent pour tuer, & celui qui est loué & qui s'y engage : loin qu'une pareille convention ait existé, il n'y en a pas seulement l'ombre la plus légère : l'unique témoin qui puisse faire imaginer un complot, c'est la Gasteau ; elle ne parle que d'une envie de faire une proposition à une personne : cette proposition a été expliquée à la confrontation. Ce témoin ignore si elle a pour but d'assassiner le Sieur de Saffy, ou de l'engager à faire de nouveaux voyages. Ainsi, en réduisant les choses à leur juste valeur, ce n'est qu'une proposition qu'on a envie de faire : cette

*Pañum
de occi-
dendo.*

proposition n'a point pour objet un assassinat, & encore n'a-t-elle pas été réellement faite. Ajoutons que l'idée de cette proposition n'est établie que par un témoin unique; on appelle cela un fantôme de crime qui s'évanouit.

Le corps de délit est encore moins certain dans la supposition d'enfant, qui est le dernier chef d'Accusation. L'état de l'enfant, que Mr. de Villiers prétend avoir été supposé par la Dame de Saffy, n'a jamais été douteux. Les Actes de son état n'ont été ni supprimés ni altérés; on n'en a fait aucun pour le changer, ni même pour disposer ce changement. Les domestiques qui l'élevoient le connoissoient pour ce qu'il étoit, & l'ont tous déposé. Il avoit été retiré par compassion, nourri par charité, caressé par tendresse & par amusement. La Dame de Saffy l'aimoit; mais elle avoit si peu songé à le supposer pour un enfant né d'elle, que lorsqu'elle le prit, ce ne fut, ni secrètement, ni après avoir feint une grossesse & un accouchement sous les yeux du Sieur de Saffy, ou de quelques domestiques qui eussent dû le lui redire; mais elle le prit publiquement en présence du Sieur de Saffy même, & du Curé de la Paroisse, qui en fit une note sur le Registre à côté du Baptistaire de cet enfant. Si cette note ne se trouve pas dans le double du Registre qui est au Greffe, c'est que la Dame de Saffy a pris l'enfant après que le Registre y a été déposé. Cet

enfant avoit été conduit à la vue de tous ses domestiques, plus de six mois avant le mariage de la Dame de Saffy dans sa maison, non-seulement sans aucune des précautions nécessaires, pour préparer le dessein de le supposer son fils ; mais encore avec toutes les précautions qu'on pouvoit prendre pour mettre un obstacle invincible à cette supposition, au cas que dans la suite on eût voulu la faire.

Lorsqu'elle s'est mariée, il étoit chez elle, & on n'en a fait mention, ni dans le Contrat, ni dans la Célébration, ni dans aucun autre Acte. Depuis qu'elle a été mariée, elle n'a rien jetté dans le public qui pût fonder ou prétexter un jour cette supposition. Où est donc le corps de délit à cet égard ? En quoi peut-on le faire consister ? Peut-on s'étonner assez, qu'on ose bien le mettre dans le badinage où la Dame de Saffy est entrée sur ce sujet avec son mari par leurs Lettres, dans la complaisance qu'elle a eue de souffrir les illusions qu'il prenoit quelquefois plaisir à se faire sur cet enfant ? Depuis quand donc fait-on un crime des discours particuliers qu'un mari & une femme ont ensemble, & qui ne regardent, ni la Religion, ni l'Etat ? Depuis quand leurs Lettres, dont le secret a toujours été inviolable, même à de généreux ennemis, deviennent-elles la matière d'un crime public ? Personne n'ignore cette action à jamais mémorable des Athéniens. Ils intercepterent le paquet de Phi-

lippe Roi de Macédoine, qui leur faisoit la guerre. Ils en lurent les Lettres; mais, en ayant trouvé une qu'il écrivoit à Olimpias sa femme, ils la lui renvoyèrent sans l'ouvrir. Mais, quand on permettroit à Mr. de Villiers de chercher des crimes dans ces Lettres qui sont sacrées, où en trouveroit-il la plus légère apparence?

D'ailleurs, en France, où les Accusations ne sont point populaires, elles ne peuvent point être intentées par le premier qui veut s'en saisir. Les Actions criminelles n'appartiennent qu'à ceux que le crime intéresse.

Comme les Actions Civiles ne peuvent être exercées que par ceux qui ont le droit d'un Contrat, ou d'autres Obligations dont elles naissent, c'est par cette raison que nous appellons Parties Civiles les Accusateurs, & que nous disons qu'ils ne concluent dans le Procès criminel qu'à fins Civiles, c'est-à-dire, qu'à fin de réparation du dommage particulier que le crime leur a causé.

Il résulte de ce fait & de ce principe une fois posé, que le Sieur de Saffy vivant, nul autre que lui ne pouvoit être recevable à se plaindre, & à se rendre Accusateur, & Partie Civile, pour un complot qui eût été réellement fait contre sa vie; que nul autre ne pouvoit avoir le droit de troubler la paix de son mariage, accusant la Dame sa femme de lui avoir supposé un enfant.

Tout ce qui étoit permis selon nos Ordonnances au plus zélé citoyen, c'étoit de se rendre dénonciateur au Magistrat chargé de poursuivre la vengeance des crimes; mais cette dénonciation ne rend point le dénonciateur partie dans le Procès. Mr. de Villiers a voulu l'être, quoique les Loix ne le lui permissent point. Ainsi la poursuite faite non-seulement par nécessité, mais même contre toutes les règles, loin de pouvoir être excusée, ne peut jamais être regardée que comme une résolution mûrement prise de calomnier.

Après cela, Mrs. de Sacy fait voir la malignité de l'Accusation de Mr. de Villiers, qui éclate dans toutes les fausses circonstances de l'histoire de sa plainte, & puis il fait voir son opiniâtreté qui ne lâche point prise.

Après avoir montré que cette Accusation a tous les caractères qui peuvent faire condamner l'Accusateur à des dommages & intérêts lorsqu'il succombe, afin de ne laisser aucune ressource à Mr. de Villiers, il fait voir que, quand il n'auroit pas démontré que l'Accusation intentée par Mr. de Villiers est la plus maligne & la plus affreuse calomnie qui ait paru aux yeux de la Justice, & qu'en s'aveuglant volontairement on pourroit ne la regarder que comme une imprudence, il faudroit en ce cas même convenir que la somme de deux mille livres, adjugée pour dommages & intérêts à la Dame de Sassy, n'a nulle pro-

portion avec le préjudice qu'elle a souffert ; & que celle de cinquante mille livres, qu'elle demande, n'a même rien qui l'égale.

En effet, si, par rapport aux conséquences, il importe au Public que l'on mette une grande différence entre le dommage qui a été causé à quelqu'un malignement, & le dommage qui n'a été causé que par imprudence ; il est visible que cette différence importe peu à celui qui le souffre, puisque, par rapport à lui, le préjudice est égal, soit qu'il ait été fait par imprudence ou par malignité.

Pour éclaircir ces propositions par un exemple sensible, si quelqu'un emporté par sa haine a mis le feu de dessein prémédité à la grange de son ennemi, il sera puni comme incendiaire pour la sûreté publique ; & on le condamnera encore, pour l'indemnité de celui dont la grange a été brûlée, à des dommages & intérêts proportionnés au préjudice que l'incendie lui a causé : mais, s'il a mis le feu à la grange sans dessein & par accident, on ne le poursuit, ni on ne le condamne point comme incendiaire, parce que le crime est dans la volonté ; mais on le condamne à indemniser, parce que le dommage est dans le fait seul, indépendamment de la volonté.

Les Loix ont trouvé cette distinction si équitable, & l'ont portée si loin, qu'elles l'ont étendue, non-seulement aux dommages causés par des esclaves malgré leur Maître, ou à son insu, mais même au pré-

judice que font les chevaux & les bestiaux (a). Il y en a deux Titres exprès dans le Droit. Nos Coutumes sont pleines de dispositions semblables, & delà s'est formée parmi nous cette Jurisprudence qui rend les Maîtres civilement responsables du fait de leurs valets.

Toutes ces dispositions prennent leur fondement dans un grand principe de l'équité naturelle; c'est que chacun doit supporter le mal que son erreur ou son imprudence cause, & non le faire supporter aux autres: c'est un malheur que les hommes soient sujets à être négligents, imprudents, ou indiscrets; mais ce seroit une injustice que la négligence, l'imprudence, ou l'indiscrétion, fussent préjudiciables à d'autres qu'à ceux à qui on peut les reprocher.

C'est par cette raison, que nos Ordonnances n'admettent point la poursuite criminelle, qu'il n'y ait quelqu'un qui puisse répondre de la calomnie au Public, & du dommage particulier à l'Accusé, soit qu'elle soit l'effet de l'imprudence, ou de l'indiscrétion, ou de la malignité.

La seule exception qu'ils aient faite, c'est en faveur de Mr. le Procureur-Général. Ils lui ont permis de se rendre d'office Accusateur, parce qu'ils ont regardé son ministère comme nécessaire, & qu'ils ont présumé que sa poursuite étoit exempte de passion; & par cette raison, dans le cas où

(a) Tit. ff. ad Legem Aquiliam, & Tit. ff. Si quadrupes pauperiem fecisse dicatur.

il succombe en son Accusation, ils l'affranchissent des dommages & intérêts, pourvu cependant qu'il y ait été engagé sur la foi de quelques indices.

Mais ce privilege, qui est donné au Vengeur public, & qui lui seroit refusé, s'il pouvoit s'oublier jusqu'à prêter à ses passions le sacré ministere que les Loix lui confient, confirme manifestement la regle générale. Tout autre Accusateur, soit qu'il se trouve fondé en indices suffisants, ou qu'il ne le soit pas, est sujet aux dommages & intérêts de l'Accusé.

Ainsi, lorsque l'Accusation est maligne, le Public est vengé par une punition convenable, & l'Accusé indemnisé par des dommages & intérêts proportionnés au préjudice qu'il a reçu (a); mais, si elle n'est qu'imprudente, l'Accusateur est exempt de la peine, & l'Accusé n'a que des dommages & intérêts à prétendre.

Après que Mre. de Sacy a étalé ses principes, il fait une peinture de ce qu'a souffert Madame de Saffy.

Quand l'Accusation de Mr. de Villiers n'auroit fait d'autre mal à la Dame de Saffy, que de la réduire à se justifier, il faudroit avouer que cela même est le plus terrible de tous les malheurs; l'esprit humain est si borné, le vraisemblable approche si fort de la vérité, il a été si souvent pris

(a) *Si in evidenti calumniâ eum deprehenderit, legitimam pœnam ei irrogat. L. 1. §. 3. ff. ad Senat. Turpil.*

pour elle, que, quelque vives que soient les lumières des Juges, & quelque pures que soient leurs intentions, il n'y a point d'innocence qui ne doive trembler, lorsqu'elle doit passer par l'examen & par le jugement des hommes.

Ainsi, jusqu'au moment de l'absolution, à quelles horreurs, à quelles alarmes, l'Accusé le moins coupable n'est-il point livré? Y a-t-il un équivalent pour de telles inquiétudes? Est-il un prix à de pareils périls?

Mais, indépendamment de cette observation générale, combien de circonstances particulières ont rendu cette disgrâce extrêmement cruelle?

Une Femme de condition, investie dans sa maison par cinquante Archers, enlevée de chez elle, traînée au milieu de Paris comme criminelle d'Etat, à la vue de tout un grand peuple qui accouroit de toutes parts pour jouir du spectacle, de la honte, & de la douleur où elle étoit; enfermée dans la Bastille, sans pouvoir communiquer ni se consoler avec personne : que l'on se représente, si l'on peut, tout ce qu'a d'affreux une semblable situation, lorsqu'elle dure six semaines, & que la personne qui s'y trouve, n'en connoît point la cause, & n'en peut prévoir les suites.

Ces suites ont été, que, justifiée du crime d'Etat, elle n'est sortie de la Bastille que pour être jetée dans les cachots du Châtelet. On l'y avoit conduite à onze heu-

res du soir ; le lendemain , on ne l'en tira dès les sept heures du matin , que pour lui faire subir un Interrogatoire , qui ne finit qu'à deux heures après minuit , sans aucune interruption. Il n'y aura personne entre les plus sages , & entre les plus fermes , qui ne convienne que la plus pure innocence , & la meilleure tête , ne seroit point à l'épreuve d'une pareille Procédure.

Cet Interrogatoire est suivi d'une Confrontation. Eh ! que devenoit la Dame de Saffy , si , dans une conjoncture si délicate , elle eût manqué de présence d'esprit & de courage !

Cette Procédure , commencée avec tant de dureté , a duré neuf mois entiers , tant Mr. de Villiers savoit à propos faire succéder un incident à un autre , se réservant toujours quelque chose à faire , quand tout paroïssoit fait. Jusques-là qu'il fallut obtenir Sentence qui le condannât à mettre en état la contumace contre le Grec , quoique ce fût le principal Acteur de la Piece tragique qu'il faisoit jouer ; & cette Procédure dureroit encore , si à la fin la pitié & l'indignation n'eussent pris dans l'esprit des Juges la place de la complaisance , & des égards qu'ils avoient eus jusques-là pour la dignité dont Mr. de Villiers est revêtu.

Que l'on joigne à toutes ces circonstances si terribles d'elles mêmes , tout ce que traîne à sa suite un Procès si rigoureusement instruit. Il n'y a nulle occasion dans

la vie où l'on ait tant de besoin de trouver des amis, & il n'y en a gueres où l'on en trouve moins. Dans les autres conjonctures, on se pique d'amitié; l'honneur la redouble, & souvent la vanité y supplée. Dans une Accusation capitale, sur-tout quand elle a commencé par le crime d'Etat, & qu'elle a été continuée par un complot d'assassiner, & par un assassinat que l'on supposoit effectif, tout conspire contre le malheureux. Les uns ne sont pas fâchés de le croire indigne & s'en éloignent: les autres craignent d'intéresser, & leur gloire, & leur fortune, s'ils paroissent trop liés à une personne à qui l'on impute des crimes; & comme ils ne servent qu'en tremblant, ils ne servent aussi qu'avec tiédeur. Si quelques-uns plus courageux & plus sinceres restent fidèlement attachés aux malheureux dont ils connoissent le mérite & l'innocence, que le nombre en est petit! & qu'il est difficile qu'il puisse tenir contre la multitude de ceux qu'entraîne le torrent de la corruption & de la malignité!

Dans un accablement si général, ce seroit du moins quelque sorte de ressource, que d'être en état d'acheter des mercenaires, de qui on tire les secours que la captivité ne souffre pas qu'on se donne à soi-même, & que le malheur où l'on est, & souvent même la situation des amis, ne permet pas d'attendre d'eux; mais la rigueur d'un scellé qui ôtoit à la Dame de Sassy l'usage de ses biens, pendant que l'Ac-

cusation ne lui laissoit nul crédit, lui enleva jusqu'à cette dernière ressource. Il a donc fallu que, plongée dans ce gouffre de malheurs, elle ait tout tiré de sa patience, de son innocence, & de la bonté de quelques amis généreux, qui ne se sont point démentis.

Qui pourroit d'ailleurs nombrer toutes les autres pertes qu'une si dure & si longue captivité ne manque point de causer ? La Dame de Saffy ne se rétablira jamais des infirmités qu'elle y a contractées, & dont elle a pensé mourir ; la fortune se dérange, les Procès les plus justes se perdent, & les meilleurs effets périssent ; les biens qu'un peu d'attention auroit entretenus, tombent en décadence ; enfin, les meubles, faute de soin, ou se gâtent, ou se dissipent.

Car, dans ces malheureuses conjonctures, où une maison est comme abandonnée aux plus audacieux & aux plus avides, & où le parent & l'ami le plus fidèle, partagé entre une infinité de devoirs plus pressants, peut à peine veiller à la conservation de ce qu'il y a de plus apparent, à qui s'en prendre de tout ce qui se trouve détruit, détourné, perdu ; & quelle preuve en avoir ?

On ajoutera, que les faux fraix auxquels les affaires de cette nature engagent, sont immenses : mais, ce qu'il y a de plus important, c'est que le Jugement d'absolution le plus solennel ne répare jamais plei-

nement le préjudice qu'une accusation calomnieuse fait à la réputation de l'accusé. Combien de gens, qui se croient délicats, sont assez injustes pour regarder comme une tache le besoin que l'on a eu de justification? A combien d'injures nouvelles, pendant le cours du Procès, l'Accusé se trouve-t-il exposé de la part de l'Accusateur, qui a recours à tout pour soutenir sa première calomnie? La Dame de Sassy n'est-elle pas traitée, en plusieurs endroits des écritures de Mr. de Villiers, de femme *décriée*, de femme *perdue d'honneur*? En quel Pays du Monde souffre-t-on qu'une Femme de condition, & dont la réputation n'a jamais été flétrie, soit traitée de la sorte; avec quelle malignité n'a-t-on pas imprimé, dans un factum de Mr. de Villiers, des morceaux de Lettres du Sieur de Sassy à la Dame sa femme, pour faire croire qu'il avoit honte de sa passion pour elle, qu'il la méprisoit à l'excès, & qu'il la traitoit comme la dernière des créatures; pendant que l'on supprime les endroits de ces mêmes Lettres, qui prouvent que ces discours ne sont qu'un emportement de jalousie chimérique, & toujours impétueuse; pendant qu'on dissimule tous les pardons qu'il lui en demande dans d'autres Lettres, plus remplies encore de témoignages de l'estime la plus respectueuse, que de ceux de la plus tendre passion?

Mr. de Villiers, qui avoit fait mettre le scellé, & qui eut la facilité, lorsqu'on

le leva, de fouiller par-tout, croyant d'y trouver des Pieces de conviction, n'a eu garde de produire des Lettres que le Sieur de Saffy a écrites à son épouse depuis leur mariage, parce qu'on voit par-tout dans ses Lettres les expressions d'une confiance fondée sur une connoissance parfaite : mais, sans pousser plus loin ces réflexions & ces raisonnements, l'Arrêt qui vient d'être rendu par le Parlement dans l'affaire de Mr. de Vervins est si célèbre, qu'il peut servir de regle à tous les Procès de cette espece qui se présenteront jamais.

Il n'y a personne à Paris qui ne sache, qu'il y a environ quatre ans, que Mr. de Vervins sortant de la communauté de Madame de Miramion, où il venoit voir Madame la Marquise de Plancy, alors Made-moifelle de Merodes sa sœur, fut attaqué par Mr. l'Abbé de Grand-Pré son cousin germain, & blessé de vingt coups d'épée. Cet Abbé prit la fuite. Mr. de Vervins fit informer, & traita cette action d'assassinat. Le Procès fut instruit par contumace, & les amis de l'Abbé de Grand-Pré prétendirent que l'affaire n'étoit qu'un combat, où cet Abbé avoit voulu engager Mr. de Vervins. Quoi qu'il en soit, un de ceux qui avoient assisté à cette action, a été pendu ; & Mr. l'Abbé de Grand-Pré, la principale Partie, est mort pendant la contumace.

Dans ce Procès, & voici ce qui commence à avoir rapport à l'affaire de Ma-

dame de Saffy, Mr. le Comte de Joyeuse, frere de Mr. l'Abbé de Grand-Pré, a été impliqué, sur la foi d'indices qui paroissent étoient spécieux. La Dame de Saffy ne prétend point rapporter ici en détail toutes les preuves qui sembloient être contre lui. Ce n'est point de quoi il s'agit. Il suffit de savoir, que les plus importantes étoient, qu'avant la querelle faite à Mr. de Vervins par l'Abbé de Grand-Pré, il y avoit eu des discours tenus, soit par l'Abbé, soit par les gens du Comte, & en sa présence, qui paroissent présager à Mr. de Vervins une Aventure funeste, s'il gagnoit le Procès qu'il avoit contre eux; qu'avant le Jugement du Procès, l'Abbé avoit fait une donation entre vifs de tous ses biens au Comte; que Mr. de Vervins n'avoit été attaqué qu'après le Procès perdu; que, dans ce Procès, Mr. le Comte de Joyeuse avoit le plus grand, & presque l'unique intérêt. Qu'aussi-tôt après l'action, un des principaux Acteurs en avoit été porter la nouvelle chez Mr. le Comte de Joyeuse, où il avoit été bien reçu, & en avoit été congédié avec de l'argent; que Mr. l'Abbé de Grand-Pré avoit été joindre Mr. son frere dans l'endroit où il étoit, & qu'après une longue conférence ils s'étoient séparés; & que l'Abbé avoit emporté tout l'argent que son frere avoit pu lui donner, & s'étoit retiré dans les Pays étrangers.

Sur les charges qu'il y eut contre le Comte, il avoit été décrété; &, plein de con-

fiance en son innocence, il s'étoit volontairement mis dans la prison. Elle lui fut ouverte peu après son Interrogatoire : & , ayant été pleinement justifié ; même par le Testament de mort d'un des assassins, il a été, par Arrêt de la Cour de l'année 1707 , renvoyé absous ; & de Vervins a été condamné envers lui en dix mille livres de dommages & intérêts.

Si l'on compare ces deux Accusations, ces deux Jugemens d'Absolution, & la différence infinie qu'il y a entre les dix mille livres de dommages & intérêts adjugées à Mr. le Comte de Joyeuse, & les deux mille livres qui ont été seulement adjugées à la Dame de Saffy, on comprendra aisément combien elle a sujet de se plaindre.

Dans l'Affaire de Mr. de Vervins (& qu'il soit permis de le dire sans faire de la peine à personne) tout paroissoit autoriser sa poursuite, tout sembloit au moins excuser son erreur. Que ce fut assassinat ; comme il l'a soutenu, ou simple combat, dans lequel Mr. l'Abbé de Grand-Pré le voulut engager, comme ses parents l'ont toujours prétendu, on ne peut nier que le corps du délit ne fût constant. Vingt coups d'épée reçus par Mr. de Vervins, & le nommé Vauclet pendu pour avoir eu part à cette action, ne permettent pas d'en douter. On ne peut disconvenir que le ressentiment d'un homme aussi maltraité que l'avoit été Mr. de Vervins, ne fût juste, quand il demandoit que les Loix voulussent bien s'armer

mer en sa faveur. Si la douleur qu'il a eue d'un si cruel traitement, & la passion d'en faire punir les auteurs, l'a aveuglé jusqu'à ce point de confondre un innocent parmi des coupables, il faut avouer que son ressentiment seul ne l'avoit point trompé. Tout sembloit lui indiquer Mr. le Comte de Joyeuse, pendant que son sang & la réputation de ses vertus seules le défendoient.

Il avoit un Procès d'une très-grande importance contre Mr. de Vervins ; par sa mort il terminoit le Procès, & recueilloit sa succession. Il tiroit donc le principal profit du crime. Il étoit frere de celui qui l'avoit commis, & ils se trouvoient unis, non-seulement par une amitié très-intime, mais encore par un intérêt commun contre Mr. de Vervins. Ainsi un homme blessé pouvoit croire la Conspiration naturelle entre eux. Enfin, Mr. le Comte de Joyeuse avoit été présent à des discours, qui sembloient pronostiquer à Mr. de Vervins ce qui lui est arrivé. Il avoit eu commerce depuis l'action avec son frere, & avec l'un de ceux qui y avoient eu la principale part : il les avoit tous deux assistés d'argent.

Quoique toutes ces circonstances pussent être innocentes, & qu'elles le fussent en effet, comme Mr. de Joyeuse l'a invinciblement prouvé, & que l'événement l'a bien confirmé, il faut avouer cependant, qu'elles étoient malheureuses, & que si jamais il y en a eu qui dussent disculper un Accusateur, & le mettre hors

de tout soupçon de calomnie , c'étoient celles-là.

D'ailleurs , la Procédure faite contre Mr. de Joyeuse avoit été toute unie , sans affectation , sans rigueur extraordinaire : il n'y avoit eu , ni Bastille , ni cachots , ni domestiques enfermés , intimidés , ou séduits , pour déposer contre lui , ni scellé mis sur ses effets , ni inquisition aussi injurieuse que pernicieuse de tous ses papiers. Il s'étoit lui-même volontairement mis en prison ; il avoit été interrogé , & aussi-tôt élargi ; & , jusqu'à la fin du Procès , il avoit été en pleine liberté de le solliciter & de le poursuivre. Enfin (ce qui est un fait sur lequel la Dame de Saffy ne peut trop appuyer) Monsieur de Vervins n'avoit point affecté , pour rendre méprisable ou odieuse la personne qu'il ne pouvoit rendre coupable , d'en ternir la réputation par une infinité de calomnies étrangères au Procès.

Dans de telles circonstances , où l'on peut très véritablement dire que le Comte de Joyeuse n'avoit souffert d'autre préjudice , que d'avoir eu à se justifier d'une Accusation capitale , le Marquis de Vervins , blessé de vingt coups d'épée , si peu suspect de la moindre intention de calomnier , si excusable dans une imprudence , que tant d'indices fautifs véritablement , mais vraisemblables , sembloient rendre nécessaire ; défendu par des Factums , dont l'éloquence est d'autant plus dangereuse ,

que les plus habiles ne la peuvent appercevoir ; a été cependant condamné à dix mille livres de dommages & intérêts envers le Comte de Joyeuse.

La sagesse & l'expérience des Juges , consommés dans le ministère de la Justice , leur a fait judicieusement penser ; que , si c'étoit un malheur à un homme blessé , de se méprendre dans le choix de ceux qu'il en accusoit , fondé sur des indices très-spécieux , ce malheur devoit être aux risques de celui qui se trompoit , & non de celui qu'il avoit injustement , quoiqu'imprudemment , accusé.

Qu'attendre donc de leur sévérité dans la présente Cause , où le dessein de calomnier est manifeste , & où les maux , que la Dame de Saffy a soufferts de la Calomnie , sont infinis ?

Nul corps de délit constant qui ait pu engager à en poursuivre la vengeance. Loin qu'il n'y eût qu'à découvrir & à punir les auteurs du crime , le crime n'a jamais été que dans l'imagination d'un Accusateur inspiré par sa haine & par son avidité. Le Marquis de Saffy , dont Mr. de Villiers vouloit venger la mort , étoit vivant ; & , tant qu'il vivoit nul autre que lui ne pouvoit poursuivre l'Accusation d'un complot réellement fait contre sa personne , s'il y en eût eu un de réel ; bien moins d'une Accusation de supposition de part , qui allant à troubler la paix d'un mariage tranquille , n'est en aucun cas per-

mise par les Loix, si ce n'est aux peres & aux meres seuls tant qu'ils sont vivants.

Ainsi Mr. de Vervins poursuivoit la vengeance d'un crime effectif commis en sa personne, & dont il ressentoit de cruels effets; & Mr. de Villiers se plaignoit de crimes chimériques, qu'il supposoit commis en la personne d'un beau-frere qui ne se plaignoit point, ou ne se plaignoit que de lui, & dont il étoit l'ennemi déclaré.

Dans un crime où le corps du délit existe, il y a certainement de vrais coupables; &, sur le choix qui est à faire, quand il s'agit de les poursuivre, le ressentiment, quoique juste, peut aisément aveugler, sur-tout quand il se trouve joint à des indices équivoques, & que l'on venge sa propre querelle. Dans un crime purement imaginaire, & que l'Accusateur suppose commis dans la personne d'un autre, nuls mouvements de colere ne l'entraînent, nuls faux indices ne le surprennent, nuls devoirs même de bienveillance ne l'engagent à cette poursuite. Le premier de tous les devoirs, avant que d'accuser quelqu'un d'être l'auteur d'un crime, c'est d'être physiquement assuré qu'il y a un crime commis; autrement une Accusation si précipitée, qu'elle tombe sur un délit dont le corps n'est point constant, ne peut être regardée, que comme une calomnie toute volontaire, suggérée par la haine, & dont rien ne peut disculper l'Accusateur.

Quelle différence d'ailleurs ne remarque-t-on pas entre la simplicité de la Procédure de Mr. de Vervins, & l'affectation, les longueurs, la dureté de celle de Mr. de Villiers? Entre dix mois de Bastille & de cachot où Madame de Saffy a été traînée avec tout le scandale imaginable, & deux jours de prison volontaire? Entre le calme qui a régné dans la maison du Comte de Joyeuse pendant le temps qu'a duré son Accusation, & les désordres qui se sont commis dans celle de Madame de Saffy, où tous ses effets ont été exposés à l'avidité, ses affaires les plus secrètes livrées à la curiosité & à la malignité de son Accusateur? Entre le peu de préjudice que l'Accusation intentée contre le Comte de Joyeuse lui a causé, & les maux infinis que celle formée contre la Dame de Saffy lui a fait souffrir? Le Comte de Joyeuse ne paroît constitué dans aucune perte par l'Accusation qu'il a soutenue; &, à ne compter pour rien le bouleversement des Affaires de Madame de Saffy, & pour renfermer tous ses malheurs en trois paroles, cette Accusation lui coûte tout ce qu'après l'honneur il y avoit pour elle de plus précieux dans le monde; sa santé, la vie de sa sœur unique, & la raison de son mari.

Qu'après cela on compare les deux mille livres de dommages & intérêts adjugées seulement à la Dame de Saffy par la Sentence dont est Appel, avec les dix mille

livres adjugées au Comte de Joyeuse : & pour peu qu'on n'ait pas renoncé à tout sentiment d'humanité & d'équité, on conviendra qu'au-lieu qu'il a été adjugé au Comte de Joyeuse un dédommagement cinq fois plus fort qu'à la Dame de Saffy, elle en doit obtenir un dix fois plus fort que celui qui a été accordé au Comte de Joyeuse.

Mre. de Sacy fait ensuite le parallele de la conduite pleine de tendresse que la Dame de Saffy a eue avec son mari, avec la conduite animée de l'inimitié que le beau-frere & la sœur ont tenue avec lui.

Il finit en disant, qu'il est prouvé que la calomnie horrible dont Mr. de Villiers a chargé la Dame de Saffy, a été suggérée par la haine, préparée par l'imposture, concertée par la malignité, consommée par l'opiniâtreté, & que les suites de cette calomnie ont été aussi terribles que funestes pour la Dame de Saffy. Il y va du repos de tous les gens de bien, qu'une si cruelle & si dangereuse entreprise soit réprimée par un exemple propre à faire trembler ceux qui pourroient l'imiter. Le Public indigné semble l'attendre. Les Juges sont instruits. Leurs lumieres égalent leur justice. La Dame de Saffy est aussi malheureuse qu'innocente : quelle confiance ne doit-elle point avoir ?

Voici comme Mre. de Sacy rapporte l'Arrêt qui intervint.

Par Arrêt du Parlement de l'année 1706, à la Quatrieme des Enquêtes, la Sentence

a été infirmée en ce qui est des dommages & intérêts, qui ont été portés à trois mille livres; confirmée dans le surplus.

rangues.
Tome I,
pag. 705.
Arrêt
définitif.

Il n'est pas difficile de reconnoître l'Auteur des *Traités de l'Amitié & de la Gloire*, dans les *Mémoires* consacrés à la défense de Madame de Sassy; on y trouve des raisons si ingénieuses, & où brille un si beau naturel, qu'on ne peut se lasser de les relire; on raconte très-rarement des endroits de cette force, même dans nos plus beaux *Factums*, & cependant ils sont ici abondants. L'Adversaire de Mre. de Sacy laisse échapper quelques railleries sur le style académique de cet Avocat; il ne veut pas voir que ce style, qui ne paroît point recherché, est fait exprès pour la véritable éloquence; il semble s'en prendre à Mre. de Sacy, parce qu'il n'a pas été doué d'un aussi rare talent. J'ai trouvé dans mon chemin des Jurisconsultes barbares, qui, ne connoissant pas la délicatesse du style, ni la finesse de l'expression, voudroient bannir du Barreau toutes les richesses qu'on rapporte du commerce de Belles-Lettres. Ne faudroit-il pas plutôt les en bannir eux-mêmes? Mais où m'emporte mon indignation contre de tels Avocats!

Pour revenir à l'Affaire de Madame de Sassy, ne semble-t-il pas qu'elle auroit dû obtenir des dommages & intérêts plus considérables, & que Mre. de Sacy a rendu son droit bien sensible? On ne peut pas tirer du parrélele de l'Affaire de Mr. de

Observa-
tion sur
l'Arrêt.

Vervins avec la sienne, des inductions plus pressantes, & sans doute Mr. de Villiers a dû trembler. Ne semble-t-il pas aussi que l'Accusation de supposition de part ne porte sur rien ? Peut-on donner un plus grand ridicule à cette Accusation, & mieux faire voir que le Marquis de Saffy n'a jamais pu croire que Mignon fût son enfant, que de rapporter le langage qu'on prête à Madame de Saffy, en la faisant parler à son mari, où elle rappelle toutes les circonstances de cette Affaire ? *Voilà un enfant dont il a plu à Dieu de me faire heureusement accoucher, c'est celui que vous desirez tant ; c'est lui-même, il est certainement de vous ; vous n'avez pas besoin de vous informer en quel lieu, ni comment j'ai fait mes couches ; je me suis accouchée seule & sans témoins, il n'importe pas même que je ne vous aie point paru grosse ; on fait des enfants sans grossesse ; je fais nourrir cet enfant par une chèvre ; je vais vous mener publiquement le voir dans un Village ; quoique vous le trouviez couvert de haillons, il n'en est pas moins votre fils, & celui qui doit relever toutes les espérances de votre nom. Il n'est pas nécessaire que vous voyez son Acte de baptême ; il n'est pas même baptisé comme votre fils, mais nous l'appellerons Seigneur Lambruche, ou Seigneur Lambruchon, & sur-tout ne soyez ni incrédule ni trop curieux. Quoique nous ne soyons point mariés, il n'est pas besoin de songer à faire, ni déclaration, ni acte de reconnoissance de ce cher fils.*

Il faut supposer, poursuit on, que le Sieur de Saffy, ravi d'aïse & de joie, comme un idiot, s'en seroit tenu à ces merveilleux discours, sans daigner s'enquérir des domestiques & de ses amis qui avoient accompagné la Dame de Saffy, sans s'informer de la Gasteau, Femme-de-chambre, qui du moins auroit eu sa part de quelque confidente, ou pour aider à la supercherie, ou pour supprimer la vérité, & se taire.

Malgré cette figure, où le ridicule est bien mis en œuvre, & cette éloquence triomphante de Mrs. de Sacy lorsqu'il établit les dommages & intérêts de Madame de Saffy, les Juges n'ont pas cru que les Accusations qu'a intentées Mr. de Villiers fussent l'ouvrage de la malignité.

Premièrement, l'absence du Marquis de Saffy, le témoignage de la Gasteau, ont pu le séduire. D'ailleurs, ne démêle-t-on point que la Dame de Saffy a pu prendre quelques mesures pour profiter des terreurs panniennes de son mari, afin de l'éloigner, & de n'en point être éclairée de si près? Si les Juges n'avoient pas eu de pareilles idées, n'auroient-ils pas donné plus d'étendue aux dommages & intérêts qu'ils lui ont accordés à l'égard de la première Accusation?

Secondement, quant à l'autre Accusation, le principe est certain. Mr. de Villiers étoit non-recevable, Mr. de Saffy vivant, à intenter cette Accusation de sup-

position de part. Madame de Saffy ne paroïssoit pas en être coupable, puisqu'elle n'avoit point falsifié d'Acte, & qu'elle n'avoit point pris les mesures que l'on prend ordinairement dans ces sortes de crimes. Mais n'avoit-elle point fait tout ce qu'il falloit pour faire croire à Mr. de Saffy que Mignon étoit son fils; ses Lettres, ses Réponses dans son premier Interrogatoire, & le Testament où Mr. de Saffy reconnoît Mignon pour son fils, tout cela n'est-il pas une preuve de cette vérité? Son Mari, qui croyoit facilement ce qu'il souhaitoit, & qui étoit charmé de se repaître d'une illusion agréable, favorisoit le dessein de Madame de Saffy. Peut-être l'inimitié qu'elle avoit pour Mr. de Villiers, y entra-t-elle pour quelque chose.

On a dit que le Testament avoit été fait dans le temps de la foiblesse d'esprit de Mr. de Saffy, & que les Lettres n'étoient qu'un badinage, dont le mari & la femme s'amusoient, n'ayant rien de meilleur à s'écrire : mais les Lettres supposent du moins que l'erreur leur plaisoit, qu'elle avoit gagné leur cœur, leur esprit; & le Testament montre qu'elle régnoit au fond de l'ame du Marquis. Les imaginations des fous sont comparées aux songes, où l'on se retrace les objets qui sont dans notre cerveau : d'ailleurs, à force de s'entretenir d'une erreur, on parvient à la croire. Combien de Roturiers, à force de se dire Gentilshommes, sont-ils parvenus à croire

qu'ils l'étoient ? Et voilà pourquoi Madame de Sassy n'a point eu de dommages & intérêts à l'égard de cette Accusation. Loin pourtant de punir ce prétendu crime, parce qu'il n'avoit eu proprement aucune exécution, & qu'il paroissoit plutôt une idée qu'une réalité, on a adjugé à la Dame de Sassy tous ses dépens.

Je ne saurois finir cette Cause, sans y faire connoître tous les talents de Mre. de Sacy. Aucun Ecrivain ne pensoit plus délicatement & plus solidement tout ensemble ; ces jeux de pensées qui plaisent tant à l'esprit, personne ne les mettoit mieux en œuvre : pour en donner une juste idée, il suffit de lire ce qu'il dit dans le Parallele qu'il fait de Pline le jeune avec Voiture.

„ Plus, dit-il, j'ai lu Pline le jeune,
 „ plus il m'a paru que trois qualités prin-
 „ cipales, quoiqu'en différents degrés, le
 „ caractérisent. Beaucoup de finesse dans
 „ les pensées, assez d'enjouement dans le
 „ style, infiniment de noblesse dans les sen-
 „ timents. Je fais bien que son esprit n'a
 „ pas été du goût de tout le monde. L'un
 „ de nos Auteurs modernes, qui s'est ac-
 „ quis le plus de réputation dans le même
 „ genre d'écrire, trouve que les expres-
 „ sions de Pline sont trop concertées, &
 „ que sa maniere de penser n'est point as-
 „ sez naturelle. Il se déchaîne contre lui,
 „ le met fort au-dessous de Pline le Na-
 „ turaliste son oncle, & le traite (ou peu
 „ s'en faut) d'écolier.

Eloge de
 Maître
 de Sacy,
 Avocat
 au Con-
 seil.

Préface
 de la Tra-
 duction
 des Let-
 tres de
 Pline le
 jeune.

„ Je suis bien éloigné, dit-il plus bas,
 „ de penser comme bien des gens, que le
 „ savoir de Voiture étoit au-dessous du
 „ médiocre.

„ Il ne seroit pas permis à un homme
 „ qui n'auroit pas eu grande familiarité
 „ avec eux, d'user de leurs biens comme
 „ il en use souvent mieux qu'ils n'ont fait
 „ eux-mêmes. Tant d'heureuses applica-
 „ tions, tant d'agréments répandus dans
 „ ses Ouvrages, me persuadent aisément,
 „ que, s'il n'avoit pas rapporté du Pays
 „ des Belles-Lettres les meilleurs fruits,
 „ il y avoit au moins cueilli les plus belles
 „ fleurs.

„ Que l'on fasse attention sur son style
 „ vif & coupé; sur le peu de paroles où
 „ il enchasse ses idées; sur cet air riant &
 „ badin qu'il donne à tout ce qu'il écrit;
 „ sur la délicatesse avec laquelle il pense;
 „ on fera bien plutôt tenté de croire, qu'il
 „ avoit oublié ce qu'il devoit à Pline, ou
 „ qu'il vouloit le faire oublier aux autres.

„ Je l'avouerais pourtant, il se trouve
 „ de la différence entre eux. L'enjoue-
 „ ment fait le fond des Lettres de Voi-
 „ ture, & l'ornement de celles de Pline. „

„ Le premier est plus hardi, le second
 „ plus retenu, dans ses plaisanteries. Ja-
 „ mais Pline n'eût hazardé la Lettre du
 „ clou à une grande Princesse, ni celle
 „ des chevaux de poste à une Dame qu'il
 „ eût respectée. Celui-là, n'écrit que pour
 „ rire; celui-ci ne rit que pour égayer ce

„ qu'il écrit. Tous deux réjouissent, quand
 „ ils badinent ; mais l'un ne prend point
 „ le sérieux que les lecteurs n'y perdent,
 „ l'autre qu'ils n'y gagnent : enfin, l'ima-
 „ gination peut trouver plus son compte
 „ avec Voiture, le cœur avec Pline.

„ On ne peut jeter les yeux sur ses
 „ Lettres, sans y reconnoître la source de
 „ cette sorte de politesse, qui, par des pa-
 „ roles obligeantes, multiplie le bienfait,
 „ & donne des graces mêmes au refus. Il
 „ a des premiers enrichi le commerce des
 „ hommes de cette agréable flatterie qui
 „ plaît sans nuire, & qui s'éloigne égale-
 „ ment de la bassesse des Courtisans & de
 „ la dureté des Philosophes. „

J'ai été tenté de faire l'Eloge de Mre. de
 Sacy, parce que j'ai toujours eu une vraie
 inclination pour sa maniere d'écrire ; mais
 j'ai cru qu'en rapportant ce Parallele dé-
 licat, on connoîtroit son génie, & que
 par-là je le louerois bien mieux que par
 toutes les expressions que je pourrois em-
 ployer ; mais, plutôt que de le louer moi-
 même, je rapporterai encore deux Elo-
 ges qu'ont fait de lui le Président de Mon-
 tesquieu, lorsqu'il fut reçu à l'Académie
 Françoisë à sa place, & le Sieur Mal-
 let, Directeur de l'Académie, qui lui ré-
 pondit.

„ Messieurs, dit le Président,
 „ En m'accordant la place de Mr. de
 „ Sacy, vous avez moins appris au Public
 „ ce que je suis, que ce que je dois être.

„ Vous n'avez pas voulu me comparer
„ à lui, mais me le donner pour modele.

„ Fait pour la société, il y étoit aimable, il y étoit utile; mettoit la douceur dans les manieres, & la sévérité dans les mœurs.

„ Il joignoit à un beau génie une ame plus belle encore; les qualités de l'esprit n'étoient chez lui que dans le second ordre : elles ornoient le mérite, mais ne le faisoient pas.

„ Il écrivoit pour instruire, & en instruisant il se faisoit toujours aimer; tout respire dans ses Ouvrages la candeur & la probité; le bon naturel s'y fait sentir; le grand homme ne s'y montre jamais qu'avec l'honnête homme.

„ Il suivoit la vertu par un penchant naturel, & il s'y attachoit encore par ses réflexions: il jugeoit qu'ayant écrit sur la Morale, il devoit être plus difficile qu'un autre sur ses devoirs; qu'il n'y avoit point pour lui de dispenses, puisqu'il avoit donné les regles; qu'il seroit ridicule qu'il n'eût pas la force de faire des choses dont il avoit cru tous les hommes capables, qu'il abandonnât ses propres maximes, & que dans chaque action il eût en même temps à rougir de ce qu'il auroit dit.

„ Avec quelle noblesse n'exerçoit-il pas sa profession? Tous ceux qui avoient besoin de lui, devenoient ses amis; il ne trouvoit presque pour récompense,

„ à la fin de chaque jour, que quelques
 „ bonnes actions de plus; toujours moins
 „ riche, & toujours plus défintéressé, il
 „ n'a presque laissé à ses enfans que l'hon-
 „ neur d'avoir eu un si illustre pere. „

Le Sieur Mallet répond, qu'on a applaudi au choix que l'on a fait du Président de Montesquieu pour succéder à Mr. de Sacy.

„ Cet Académicien, poursuit-il, dont
 „ la mémoire nous sera toujours chere,
 „ avoit toutes les qualités que demandoit
 „ cette profession, qui, dans Rome & dans
 „ Athenès, élevoient ceux qui l'exer-
 „ çoient aux premieres charges de la Ré-
 „ publique; une voix touchante, une pro-
 „ nonciation agréable; un geste libre, une
 „ physionomie heureuse, une mémoire
 „ exacte & fidelle. Habile à démêler la vé-
 „ rité des faits, éclairé dans le choix des
 „ moyens, solide dans ses preuves, no-
 „ ble & simple dans ses expressions, il fit
 „ toujours honneur aux Loix, soit en les
 „ soutenant, soit en les interprétant. Il
 „ se faisoit admirer par la beauté de son
 „ esprit, rechercher par la douceur de ses
 „ mœurs, aimer par la bonté de son cœur:
 „ il étoit poli, obligeant, défintéressé, &
 „ les affaires ne lui ôtoient rien de son en-
 „ jouement. Il joignit aux qualités d'ha-
 „ bile Avocat, & aux vertus d'aimable
 „ Citoyen, tous les talents d'un bon Aca-
 „ démicien.

„ Mr. de Sacy, trouvant beaucoup de

„ finesse dans les pensées de Pline le jeune,
„ assez d'agrément dans le style, infini-
„ ment de noblesse dans les sentiments,
„ en fit une étude particulière. Dans la
„ Traduction qu'il a donnée des Ouvra-
„ ges de cet Orateur, il est aisé de remar-
„ quer les nouvelles beautés que ce fidele
„ Interprete a ajoutées aux richesses de
„ l'Original; mais, ce qui fait le plus d'hon-
„ neur à son esprit & à son cœur, c'est son
„ *Traité de l'Amitié.*

„ Persuadé, que presque tous les hom-
„ mes s'en piquent sans la connoître & sans
„ en remplir les devoirs, il travailla à don-
„ ner des regles & des principes à cette dis-
„ position naturelle qui les porte à s'aimer
„ les uns les autres : il n'oublia rien pour
„ leur apprendre qu'il n'y a de véritable
„ amitié, que celle qui n'a pour fin que
„ l'amitié même, & pour convenance que
„ la vertu. Il examina, avec une attention
„ réfléchie, l'objet & la nature de l'amitié,
„ les qualités propres à la former, les pré-
„ cautions que nous devons prendre avant
„ de nous y engager, & les devoirs qu'elle
„ nous impose.

„ Mais, si la vertu lui parut la source la
„ plus pure de l'amitié, il la regarda aussi
„ comme le seul chemin qui peut conduire
„ à la Gloire; il essaya même de nous en
„ tracer quelques préceptes. Pouvoit-il plus
„ dignement remplir les vues de notre il-
„ lustre Fondateur? Car, si la seule ambi-
„ tion convenable aux grands hommes est
„ de

„ de faire des actions dignes d'être écrites,
 „ la nôtre est d'écrire des choses dignes d'être
 „ lues. „

Les Ouvrages que nous avons de Mr. de Sacy, sont un Recueil de Factums & de Harangues, une Traduction des Lettres de Pline le jeune, & du Panégyrique de Trajan du même Auteur, & deux Traités, l'un de la Gloire, & l'autre de l'Amitié, qui sont également l'éloge de son esprit & de son cœur. Cette expression usée peut ici être mise en œuvre, parce qu'il est souverainement rare de trouver des gens pour qui elle soit aussi propre que pour Mr. de Sacy. Il étoit lié d'une parfaite amitié avec la Marquise de Lambert, qui avoit un naturel excellent, orné de connoissances qu'elle avoit acquises dans le commerce des gens d'un goût exquis.





HISTOIRE

DE

JEAN MAILLARD,

Ou Mari qui , après quarante ans d'absence , vient accuser sa Femme d'adultere & de bigamie.

NULLE situation plus triste , que celle d'un homme qu'on accuse de n'être pas lui-même , que l'on traite d'Imposteur , qui est obligé de vérifier par des preuves , dont la plupart sont équivoques , qu'il est bien le personnage pour lequel il se donne. Il lit sur le front de ceux auxquels il est exposé , que les uns le regardent comme un Fourbe , les autres le soupçonnent de l'être ; ceux-ci pensent qu'il n'impose point ; ceux-là , indéterminés & incertains , ne savent quel jugement porter : rien n'est plus humiliant pour l'humanité que ces diverses opinions. Quoi ! un homme aura joui de son état , il aura été vu & connu d'une infinité de personnes qui se seront retracé mille & mille fois son idée , ses qualités , ses attributs , les traits distinctifs de son individu ; & , sur ces portraits , le temps aura passé une éponge , qui les aura presque effacés , qui aura même altéré l'Original : &

on n'aura point de regles certaines, à laquelle on puisse reconnoître cet homme, après plusieurs nombres d'années! Le voilà donc éclipsé, anéanti, ou peu s'en faut, parce que tous ses enseignements ne font plus leur impression. Que ce Pyrrhonisme fait bien sentir la misere de la conduite humaine!

Dans cette profonde obscurité les Juges, qui sont les Sages de la Terre, sont plongés dans de grands embarras; toute leur pénétration ne leur est souvent d'aucun usage; vainement invoquent-ils tous les secours qui peuvent les aider à connoître la vérité: obligés de se déterminer, ils s'abandonnent à la foi des conjectures & des vraisemblances. Si cette situation est triste pour la personne dont on révoque en doute l'existence, je la trouve fâcheuse pour les Juges qui doivent décider la question. Tel a été le sort de Jean Maillard, dont je donne la Cause au Public; Cause qui a exercé la sagacité des Juges les plus éclairés, du célèbre Jérôme Bignon, qui porta la parole en huit Audiences, & des plus fameux Avocats de ce temps-là, dont les uns s'efforçant de développer la vérité, & les autres de l'obscurcir, à peine se présentait-elle aux yeux des Juges, qu'elle se déroboit à leurs lumieres.

Jean Maillard est né le 14 Août 1607 du mariage d'Agnus Maillard & de Magdelaine Chauffetier, Artisan de Thoul. Dans cette Ville, il apprit à lire & à écrire sous

divers Maîtres. Des personnes destinées, ce semble, à mener une vie obscure, quand il plaît à la fortune, ou, pour parler plus chrétiennement, à la Providence, deviennent très-célebres sur le théâtre du monde par leurs Aventures. Etant fort jeune, son pere le mena à Dourlach en Allemagne, où il servit Frédéric, Charles, & Christophe de Bade, fils du Marquis de Dourlach. Il leur apprit la Langue Françoisë; &, après huit années de service, ils lui firent apprendre le métier de Tailleur d'habits.

On verra qu'il a fait plusieurs professions, sous lesquelles il s'est multiplié dans le monde; on voit de ces hommes rares dans les emplois mécaniques, dont on admire l'universalité des talents.

En 1621, il vint à Paris avec les trois Princes de Bade; il logea quelque temps avec eux au Fauxbourg Saint-Germain; ensuite il s'engagea dans la profession des armes sous le Comte de Saligny, Capitaine au Régiment des Gardes.

On voit là-dedans une inconstance d'esprit, & peut-être un amour pour le libertinage. Il fut au siege & à la prise de Montauban. Il revient à Paris, il fait commerce de vin en détail, & le 14 Août 1625, âgé de vingt-cinq ans, il épouse dans l'Eglise de St. Eustache Marie de la Tour, fille de Jacques de la Tour, Archer du Guet, & de Françoisë Petiteau sa femme.

Le Contrat de mariage est passé parde-

vant deux Notaires du Châtelet le 14 Août 1625.

Monsieur Bignon a dit dans un Plaidoyer qu'il prononça contre elle, que cette femme étoit d'une beauté rare : sa beauté, malgré sa condition, pouvoit la faire aspirer à un parti avantageux ; mais, sa vertu n'étant pas égale à ses charmes, elle borna son ambition. Elle avoit eu une intrigue avec un Abbé, qui l'avoit tirée de la maison paternelle : leur commerce mystérieux fut bientôt trahi par la grosseur de la Belle. L'enfant fut baptisé sous le nom de l'Abbé.

Mémoire secret trouvé sous le sceau, contenant la Vie de Marie de la Tour, cité par Mr. Bignon.

L'honneur est une Isle escarpée, & sans bords ; On n'y peut plus rentrer, quand on en est dehors.

Ce premier enfant eut deux freres de la même façon, baptisés aussi sous le même nom : il n'est pas étrange que cette beauté déshonorée fixât son vol à un Artisan : soit que Jean Maillard, instruit de la chronique galante, fût peu touché d'être possesseur d'une beauté qui avoit été profanée, ou soit qu'elle ait pris un mari qui n'étoit pas fait pour ses charmes, ils vécurent dans une grande mésintelligence.

La Tour pere avoit promis, dans le Contrat de mariage, de donner pour la dot de sa fille la somme de neuf cents livres, dont trois cents livres devoient être employées en bijoux : pour se dispenser d'exécuter sa promesse, sur le fondement du mariage discordant de sa fille, il l'engagea à

former une demande en séparation d'habitation. Le mari le poursuivit pour lui faire payer la constitution dotale ; le beau-pere fut condamné à l'acquitter, & Marie de la Tour, qui s'étoit retirée chez lui, fut condamnée à retourner chez son mari, enjoint à lui de la traiter maritalement. Dans l'idée qu'ont les Artisans, caresser sa femme & la battre de temps en temps, c'est la traiter maritalement ; ils s'imaginent que cette cérémonie est nécessaire pour le bien du ménage, & pour faire conserver la raison à sa femme, & empêcher qu'elle ne déserte de chez elle entièrement.

La saine morale du mariage, qui enseigne aux mariés à bien vivre ensemble, ne se pratique point dans sa pureté parmi le petit peuple.

Jean Maillard, qui ne pouvoit point faire vivre sa femme à sa mode, & qui ne sympathisoit point avec elle, renouvelant de temps en temps leurs querelles, crut qu'il devoit chercher ailleurs la paix qui l'avoit abandonné. Il résolut, après quatre années de mariage, de quitter sa femme, & de la livrer à sa propre conduite. On n'a pas dit que les intrigues de sa femme soient entrées dans les motifs de cette résolution ; peut-être qu'il étoit peu délicat, & qu'il auroit pris pour devise, *Moins d'honneur & plus de repos*. Environ l'année 1630, il s'en va en Allemagne avec le Baron de Plettemberg, en qualité de Valet-de-chambre. Il demeura à son service jusqu'en 1638,

travaillant toujours de son métier de Tailleur. Il avoit peut-être la passion de voyager, & de se divertir par la diversité des objets qui se présentent à nous, quand on court le Monde.

En ce temps-là, trois Lorrains, très-habiles en l'art de fondre des cloches, passèrent chez le Baron de Plettemberg. Maillard fit connoissance avec eux, & comme ils étoient tous du même Pays, cette connoissance fut bientôt cimentée d'une parfaite amitié. Le dessein de ces trois Artisans étoit d'aller dans les Villes & dans les Bourgs d'Allemagne, pour chercher de l'ouvrage. Ils étoient dépourvus d'un secours nécessaire : ils ne savoient pas la Langue du Pays, mais ils trouvoient cet avantage en la personne de Jean Maillard. Il savoit le François & l'Allemand. Ils lui proposèrent s'il vouloit les suivre, non-seulement qu'ils lui montreroient leur art, mais encore qu'ils l'affocioient à leur gain. Cette proposition parut avantageuse à Maillard, il l'accepta : ce fut par ce moyen qu'il apprit l'art de fondre des cloches, & que de Tailleur il devint Fondeur.

Cet homme, devenu un ouvrier excellent dans cet art, travailla avec succès en plusieurs Bourgs & Villes d'Allemagne, où l'on est fort curieux de bonnes sonneries. Exceller dans un art mécanique fort borné, ne suppose pas un esprit distingué ; &, comme c'est l'ordinaire des Artisans de prendre des Certificats de leurs ouvrages,

qui leur servent de recommandation, Jean Maillard rapporta plusieurs Certificats qui le nommoient par son propre nom.

Jean Maillard, déjà d'un âge mûr, & qui n'étoit pas fort ambitieux, suivant le sort des esprits médiocres, pour vivre plus en repos, fait un Contrat avec les Religieux de l'Abbaye de Reinfelstein de l'Ordre des Bernardins, située au Pays de Hesse. Il s'engage de finir ses jours dans cette Abbaye en qualité de Religieux-lai : il y avoit fait trois cloches ; il avoit même la liberté d'en faire par-tout ailleurs.

Mais, pendant que ce Religieux-lai fond des cloches en Allemagne, sa femme, née pour le mariage, & pour lui faire honneur par ses charmes, songe à se remarier à Paris, &, parce qu'elle ne peut se dire veuve de Jean Maillard, qu'en rapportant un Certificat de son décès, elle en prend un du Comte de Lignon, Capitaine d'une Compagnie de Chevaux-Légers, qui porte que le nommé *Jean Maillard, dit Mangin, âgé de trente ans ou environ, ayant les cheveux blonds frisés, se disant natif de la ville de Toul, & marié à Paris, est mort du flux de sang en Italie, dans le Quartier de Salusse le 10 de Mars 1630.*

Elle avoit jetté de longue main les fondements de son mariage ; elle avoit eu un commerce de galanterie avec le Sieur de la Boissière, Homme de condition ; on en ignore les commencements ; on sait seule-

ment qu'il fut révélé par la naissance d'un enfant qui fut baptisé le 23 Septembre 1623. Le Sieur de Beurain, frere du Sieur de la Boiffiere, fut parrain de l'enfant; il lui donna, sur les fonts de baptême le nom de Pierre Forain; mais le même jour il fit une reconnoissance toute contraire, qui porte que, quoique cet enfant soit baptisé sous le nom de Pierre Forain, pour certaines considérations importantes, néanmoins la vérité est telle, que cet enfant est & appartient au Sieur Pierre Thibault, Sieur de la Boiffiere, son véritable pere, qui le reconnoît pour son fils. Cette reconnoissance est écrite de sa main, & signée sous seing privé, & reconnue depuis pardevant Notaires, le dernier jour de Septembre 1658.

Qu'on suive les hommes, même les plus raisonnables, on les surprendra dans des actions où ils se contredisent formellement: ceux mêmes qui sont esclaves de leur honneur, se déshonorent sans peine. Le Sieur de Beurain ne se contenta pas d'approuver le commerce illicite que son frere avoit avec une femme dont la conduite n'étoit pas à l'abri de tout reproche; mais il rend à l'enfant, le fruit du mystere, l'office respectable de parrain; on inscrit sa qualité dans des Registres authentiques, qui apprennent qu'il est le confident du crime; cette complaisance le conduit à souffrir le mariage dont il a approuvé le commencement: lié par tant de démarches, il se

révolte ensuite contre ce même mariage, guidé par sa cupidité; quelle Loi l'intérêt ne nous fait-elle pas violer? Ce premier enfant, par un enchaînement naturel d'une mauvaise habitude, fut suivi d'un second, baptisé à St. Eustache le 5 Janvier 1633, que Mr. Bignon nous apprend avoir été tenu sur les fonts de baptême par un Grand-Archidiacre d'un Chapitre. On ne peut attribuer cette action qu'à une grande charité; mais n'est elle pas indécente dans un tel Ecclésiastique? Nous voyons plusieurs sollicitateurs du mariage que contracta le Sieur de la Boissière avec Marie de la Tour; sa beauté, leur amour mutuel, & leurs deux enfants. Il seroit difficile de décider lesquels furent les plus éloquents, & si la beauté, qui fut muette, ne fut pas aussi forte que ceux qui parlerent. La fécondité n'est gueres l'apanage des coquettes; c'est pourquoi on la prend ordinairement pour la preuve de la fidélité; preuve à la vérité équivoque.

Le Sieur de la Boissière céda à tant d'efforts, & passa un Contrat de mariage, dans lequel il y a deux clauses remarquables.

La première, que les futurs conjoints reconnoissent avoir deux enfants, Claude & Pierre, issus d'eux, sur les promesses mutuelles de mariage qu'ils s'étoient faites réciproquement, après que Dame Marie de la Tour se trouva libre de disposer de sa personne par la mort du Sieur Maillard.

L'autre contient la dot en ces termes:

En faveur duquel mariage la future épouse a promis porter avec le Sieur futur époux, la veille de leurs épousailles, la somme de trente mille livres tournois en deniers comptants : de laquelle somme il entrera dans la communauté la somme de douze mille livres, & les dix-huit mille livres restantes seront réputées, & demeureront propres à la future épouse, & aux enfants nés du mariage; pour tenir la cotte & ligne, de laquelle le futur époux sera tenu de faire emploi en acquisition de rentes ou héritages qui sortiront pareille nature de propre pour elle & ses fils; & avenant que la future épouse prédécédât son futur époux, & que ses enfants vinssent à mourir, la future épouse a donné, & donne, à son futur époux la somme de trente mille livres, comme à elle appartenante de son pur & loyal acquêt, pour en jouir lui & les siens, ou ayants cause, comme de chose à eux appartenante, en telle maniere & façon qu'il leur plaira, sans que les héritiers collatéraux, ou ayants cause, de la future épouse y puissent rien prétendre; & en cas que le futur époux vînt à prédécéder, la future épouse & leurs enfants pareillement, ou qu'il y eût dissolution du présent mariage, la future épouse s'est réservée l'usufruit de ladite somme de trente mille livres sa vie durant, pour en jouir & disposer ainsi qu'il lui plaira; & après sa mort, délaisse le principal aux héritiers des propres de futur époux, décédé sans en-

fants du futur mariage, ou autre qui pourroit avenir.

Le 28 Avril 1646, ils s'épousèrent en face d'Eglise avec toutes les solemnités ordinaires. Le chef-d'œuvre d'une coquette, qui a des vues solides, est de conduire son Amant au port du mariage. Deux enfants en furent issus, qui moururent avec le second; il ne resta que Pierre Thibaud, Sieur de Villiers, qui avoit été baptisé sous le nom de Pierre Forain. Quoique la célébration porte qu'il y a eu dispense des trois bancs, elle ne s'est point trouvée.

Mr. Bignon rapporte que ce mariage fut approuvé par la mere du Sieur de la Boissiere : il cite un Mémoire écrit, signé de la main de ce particulier, où il raconte comment cette approbation se fit : elle le manda, sa femme, & ses deux enfants pour se rendre chez elle, par le ministère du Sieur Grenet, Curé de St. Benoît, son Directeur. Elle étoit dans son lit malade; elle regarda cette famille attentivement, & avec une grande complaisance. Le Curé, étant auprès de son lit, en présence de la Dame de Rantilly, & de la Dame de Beaurain sa bru, & tenant un Crucifix à la main, elle dit : J'approuve, mon fils, votre mariage, que vous avez fait il y a quelques années sans mon consentement : je le bénis; je reconnois vos enfants pour mes héritiers, & leur donne ma sainte bénédiction; & se tournant vers eux, elle leur dit : Mes en-

fants, je vous verrai en Paradis. L'émotion des entrailles maternelles, dans un pareil spectacle, affecte vivement celles qui font cet office.

Après une possession paisible de ce mariage pendant vingt-cinq années, le Sieur de la Boissière décede. Pierre Thibaud son fils lui succede dans tous ses biens, sans aucune contestation de la famille.

Mais la cupidité ouvrit les yeux aux héritiers collatéraux; on fait qu'elle donne une pénétration merveilleuse. Ils se ressouvinrent que Marie de la Tour avoit été autrefois mariée avec Jean Maillard; un bruit sourd se répandoit que ce premier mari n'étoit point mort; la malignité fortifie ces murmures, & l'intérêt en fait profiter.

Les collatéraux se servirent de Nicolas Maillard, frere de Jean, pour aller déterminer la vérité dans sa source. Il alla en Allemagne, & persuada si bien son frere qu'il lui fit abandonner son Cloître, & l'engagea de revenir en France, dans l'espérance de recueillir une communauté opulente, qu'il feignoit que Marie de la Tour morte avoit laissée après son décès.

Maillard étant de retour en France, on lui découvre la vérité sans aucun nuage; & les collatéraux l'engagent à faire une Plainte par-devant le Lieutenant-Criminel du Châtelet de Paris, en crime d'adultere contre Marie de la Tour. Cette Plainte est suivie d'une Information, & l'Informa-

tion d'un Décret de prise de corps contre Marie de la Tour, demeurant alors dans la Ville de Gien.

Elle est amenée prisonniere de la Ville de Gien dans la Conciergerie du Châtelet de Paris; &, après son Interrogatoire, Jean Maillard lui ayant été confronté, elle déclara qu'elle ne le connoissoit point.

Appel au Parlement de cette Procédure criminelle.

Arrêt contradictoire du 30 Août 1670, à l'Audience de la Tournelle, qui casse toute la Procédure du Lieutenant-Criminel du Châtelet, & renvoie les Parties aux Requêtes du Palais pour procéder à fin civile. Le même Arrêt ordonne que la garnison mise à Machecreux, Terre du Sieur de la Boissiere, sera levée, & que tous les papiers seront rendus à Marie de la Tour.

Dès qu'un Accusé, par la civilisation de la Procédure, est à l'abri de la peine, & qu'il n'a plus le glaive de la Justice suspendu sur sa tête, il est plus en état de mesurer ses forces avec celles de son adversaire. Marie de la Tour mit tout en usage pour faire passer Jean Maillard pour un Imposteur.

On fait aux Requêtes du Palais plusieurs Procédures; on renouvelle l'inscription en faux, faite à la Tournelle, contre le Certificat du décès de Jean Maillard; on fait des enquêtes à Toul, à Chaumont, & à Paris: on conteste la va-

lidité de quelques-unes de ces enquêtes; on demande l'Audience sur le principal. Messieurs de la premiere Chambre des Requêtes du Palais ordonnent que les Parties viendront à la huitaine, & cependant que l'enquête faite à Chaumont sera mise dans un sac à part, pour, en jugeant, y avoir tel égard que de raison.

Puisque nous voilà engagés dans la Procédure, il faut traverser en courant ce Pays Barbare.

Les collatéraux & Jean Maillard appellent de ce Jugement. L'Appel alloit à la Grand'Chambre; mais Marie de la Tour demande le renvoi de la Grand'Chambre dans une Chambre des Enquêtes, à cause de la parenté des Parties. On convient de la troisieme; ou la Cause retenue, la Chambre ordonne que les instructions seront continuées aux Requêtes du Palais, & fait défense de procéder au Jugement définitif, jusqu'à ce que les Appellations aient été jugées en la Cour.

Alors, Maillard & les héritiers du Sieur de la Boiffiere enterjettent Appel comme d'Abus de la célébration du mariage du Sieur de la Boiffiere, & demandent l'évocation du principal.

Au Requêtes du Palais, Maillard subit Interrogatoire sur plusieurs faits, à la requête de Pierre Thibaud, Sieur de la Boiffiere; il tombe malade après avoir déclaré à son Confesseur, & à tous les assistants, qu'il étoit le véritable Jean Maillard, mari de

Marie de la Tour ; il meurt le 16 Décembre 1671 , âgé de soixante & dix ans & quelques mois , dans l'attente d'un Jugement qui devoit lever le voile , dont le temps & l'intérêt de Marie de la Tour avoient obscurci son état.

Jacqueline Maillard , sœur du défunt , reprit l'Instance. La Cause fut commencée le 27 Avril 1627 , & continuée pendant plus de quarante Audiences. Quatre Avocats plaiderent pour quatre sortes de Parties ; Mrs. Robert le jeune , pour Jacqueline Maillard , sœur de Jean Maillard ; Mrs. Sachot , pour Mrs. de Beaurain & la Dame de Rantilly , frere & sœur du défunt Sieur de la Boissière , tous Appellants comme d'Abus de la Célébration de son Mariage ; Mrs. Pageau , pour Marie de la Tour , Dame de la Boissière , Mrs. le Vayet , qui fut depuis Maître des Requêtes , pour le Sieur de Villiers ; Intimés.

Dans ce Procès immense , on a cru qu'il falloit s'attacher à la méthode qu'ont embrassée les Auteurs du Journal du Palais. Au-lieu de rapporter tous les Mémoires des Avocats séparément , on traitera les cinq Questions de Droit l'une après l'autre , en rassemblant tous les moyens qu'ils ont employés. L'Ouvrage a déjà été fait par ces Journalistes : on l'abrégera , en n'omettant rien d'essentiel ; mais , ce qu'ils n'ont pas fait , on y mêlera les traits , & les nouvelles découvertes qu'a fait M. Signon.

Les Appellants comme d'Abus soutenoient

noient dans le fait, que ce prétendu Jean Maillard, décédé, étoit le mari de l'Intimée. Ils le prouvoient. Premièrement, par la déclaration & les Interrogatoires de Maillard. Secondement, par la conformité de ses signatures avec celle de son Contrat de Mariage, & de la Transaction faite avec son beau-pere. Troisièmement, par trois sortes de témoins; la première, composée de parents, la seconde, d'étrangers; & entre ces parents & ces étrangers, quelques-uns des plus précis dépofoient de ce qu'ils disoient avoir vu dans l'impuberté.

Voilà quant aux preuves de fait. Je m'abstiendrai d'entrer dans le détail qui ne seroit pas instructif.

P R E M I E R E Q U E S T I O N .

Si le témoignage des Experts & Maîtres-Ecrivains, qui déposent de la conformité des écritures, est une preuve suffisante pour la reconnoissance d'un homme?

La Cour avoit nommé quatre Experts sur la conformité ou dissemblance des signatures anciennes de Jean Maillard, d'avec les modernes. Les quatre Experts convinrent qu'elles avoient toutes été faites par une même personne; que les dernières n'étoient distinguées des premières, que parce que la main qui les avoit faites, étoit appesantie par l'âge.

Les Appellants comme d'Abus, disoient qu'il suffisoit qu'on y remarquât le même

air d'écriture de Jean Maillard, qui étoit plus sujette à être altérée que son visage : ainsi, quand la seule pesanteur & le seul tremblement de la main causeroient quelques différences dans les traits, on devoit toujours conclure que les écritures anciennes & modernes partoient de la même main.

Il est certain que, dans l'ordre de la Justice, il n'y a gueres de preuve plus convaincante que celle-là, & à quoi on puisse mieux connoître que c'est un même homme.

Delà vient que ceux qui se sont supposés pour d'autres qu'ils n'étoient, n'ont gueres osé s'exposer à cette épreuve; ou ils disoient qu'ils ne savoient pas signer, ou ils s'excusoient sur le changement de la main.

Ainsi tout homme qui signe dans un Acte authentique, donne au Public un gage perpétuel pour sa reconnoissance. On ne peut pas confronter un homme avec lui-même, mais on peut confronter les deux signatures l'une avec l'autre : ce sont les deux images de lui-même, & qui prouvent son existence par un témoignage immuable, que l'on ne peut reprocher.

Or Jean Maillard, étant jeune, a signé dans son Contrat de Mariage, il a signé dans deux Quittances : ces signatures ne sont pas suspectes; &, pour faire voir qu'elles sont de lui, ce Vieillard a depuis signé de sa main tremblante, à la face de la Justice, & a signé du même air qu'il avoit fait en sa jeunesse.

Vainement prétend-on qu'il a appris à contrefaire l'écriture de Jean Maillard : un Artisan du commun, un Fondeur de cloches, qui ne fait presque pas écrire, seroit-il assez habile pour imiter la signature d'un autre? Il faudroit dire aussi qu'il a appris à son visage à lui ressembler : l'écueil du faussaire est l'air de l'écriture ; car qui ne fait que les traits de l'écriture aussi-bien que ceux du visage, ont un certain air qui leur est propre & particulier, que la vue saisit d'abord? Ici c'est cet air qui frappe dans les écritures anciennes & modernes.

Ceux qui veulent faire fabriquer de fausses signatures, empruntent pour cela la main subtile d'excellents Maîtres : il faut une grande habitude à contrefaire & à imiter : il faut beaucoup d'art ; beaucoup de cette malheureuse expérience, qui peut quelquefois imposer. Cependant on veut qu'un Artisan grossier, dont la main est appesantie par des ouvrages massifs & de peine, ait été tout d'un coup capable de ce raffinement.

Les faussaires, qui imitent la signature d'autrui, la composent dans le secret de leur cabinet ; ils en étudient, ils en peignent tous les traits à loisir ; ils n'en hasardent même jamais qu'une seule dans le Public : une seconde pourroit découvrir leur imposture par la dissemblance, assez ordinaire à ceux qui ne font qu'imiter.

Mais ce Vieillard signe hardiment en public, devant les Magistrats, à la vue

de ses Parties, & en toutes rencontres. Est-ce là le caractère & la conduite d'un Impositeur?

On a allégué, qu'il étoit exercé depuis long-temps à cette étude ; mais sur quel modele? Il ne se trouve que les signatures des Actes dont on a parlé, qui sont sur des Minutes gardées soigneusement chez des Notaires? Cet homme qui étoit en Allemagne, les pouvoit-il voir, & les voir assez long-temps pour s'étudier à les contrefaire? Comment ce Vieillard, à soixante & dix ans, auroit-il pu commencer d'apprendre à contrefaire la signature d'un autre? A cet âge, bien-loin de pouvoir rien apprendre, on n'est plus capable que d'oublier ; l'imagination se refroidit, les sens s'obscurcissent, la main s'engourdit ; & l'on veut qu'en cet état il ait appris l'ouvrage le plus subtil de l'imagination & de la main!

Mais ce qui ne souffre pas de réplique, est qu'il se trouve des signatures que Jean Maillard a faites en Allemagne, particulièrement celle qui fut apposée sur le Traité qu'il fit en 1650, avec les Moines de l'Abbaye de Reinfelstein pour sa nourriture. Il n'y a rien de moins suspect : la qualité de l'Acte très-authentique ; le temps, le lieu où il a été fait, l'Abbé & les autres personnes qui l'ont signé, en rendent la foi incontestable : cependant c'est la même signature que celle d'aujourd'hui.

Quand on veut combattre la preuve qui

résulte de la ressemblance des écritures, parce que les faussaires nous représentent ces ressemblances, on répond que les ignorants s'y méprennent, mais que les habiles Experts en discernent la fausseté.

Quand il se présentera, dit la Loi, une question de faux, que le Juge examine diligemment la vérité par arguments, par témoins, par comparaison d'écritures, & qu'il la cherche par tous les vestiges qu'on en peut découvrir. Ubi falsi examen inciderit, tunc acerrima fiat indagatio argumentis, testibus, scripturarum collatione, aliisque vestigiis veritatis. L. 22. Cod. ad Legem Corneliam de fals. Or si la Loi nous prescrit de chercher la vérité dans la comparaison des écritures, c'est un témoignage que, si nous y trouvons une parfaite ressemblance, nous y trouvons la vérité, & une reconnoissance telle que demande la Loi pour asseoir son Jugement : car la Loi ne nous indiqueroit pas la comparaison des écritures, s'il étoit moralement impossible d'y rencontrer la vérité.

On oppose que, de la comparaison de deux écritures il n'en peut naître qu'une vraisemblance, une opinion, & non pas une certitude; de sorte que la vraisemblance étant opposée à la certitude, & l'opinion à la science, la conséquence n'est pas absolument vraie. Ainsi on ne peut pas dire : il est vraisemblable que ces écritures sont ou ne sont pas d'une même

main : Donc elles sont ou elles ne sont pas d'une même main.

On répond , que , quand des Experts assurent que des écritures sont semblables, ils ne se fondent pas sur une vraisemblance, mais sur la vérité même : ils assurent que c'est la même écriture, quand les Pièces de comparaison sont conformes; & ils ne disent point qu'il est vraisemblable que celui qui a fait une signature a fait l'autre, ce seroit juger des choses en Philosophe Pyrrhonien, qui n'oseroit assurer en plein midi qu'il est jour. Car, s'il n'y a aucune différence essentielle entre deux écritures, on peut dire affirmativement: Voilà la même écriture, c'est la même main, c'est la même personne qui l'a écrite.

En second lieu, c'est se jouer de ces termes, *ressemblance* & *vraisemblance*; puisque, quand nous disons que deux choses sont semblables, nous n'avons point d'autre expression pour marquer qu'une chose & une autre, différentes individuellement, sont semblables dans leur espèce, & sont les effets pareils d'une semblable cause. Ce furent là toutes les raisons des Appellants.

Les Intimés firent d'abord de ces réponses, qui n'entrent point dans l'ame, & qui s'arrêtent sur la superficie; ils dirent que la ressemblance de l'écriture est infiniment plus trompeuse que celle du visage.

Aussi combien de faussaires ont abusé

les Juges, les Particuliers, & les Experts même, par la conformité des écritures ? Raveneau, favant Expert, témoigne, pages 30. 31. 32. *qu'il a vu des personnes publiques demeurer d'accord d'avoir fait des signatures contrefaites, comme on le reconnut depuis. Cependant, ajoute-t-il, une écriture ou une signature, qui sera reconnue & avouée par un particulier avoir été par lui faite, est une preuve sans comparaison plus certaine, que si tous les Experts du monde disoient le contraire, par les regles de leur art, qui ne se rencontrent pas toujours certaines.*

L'écriture & la signature du faux Sébastien, qui parut à Venise en 1598, furent trouvées conformes à celles que le Roi Sébastien de Portugal avoit faites en 1578, lorsqu'il passa en Afrique contre les Maures. Ces faits son rapportés dans *l'Histoire Septénaire, Liv. 4, pag. 241*, & dans le *Mercure François, Tome I. pag. 277.*

En l'Année 1608, un nommé François Fava, Médecin, reçut la somme de dix mille ducats à Venise, sur de fausses Lettres de Change d'un Alexandre Bossa, Banquier à Naples, neveu & correspondant de celui à qui elles étoient adressées : & ce qu'il y a de plus remarquable, en quinze jours ce faussaire avoit si bien appris à imiter l'écriture & la signature de ce Banquier, qu'il trompa aisément celui qui par toutes sortes de raisons le devoit parfaitement connoître.

Une Inconnue, dit le *Mercur* *François*, *Tom. 13. pag. 208*, supposée Henriette de Bourbon, Reine de la Grande-Bretagne, sœur du feu Roi Louis XIII. fugitive d'Angleterre, disoit-elle, pour éviter la persécution faite aux Catholiques; s'étant réfugiée dans le Couvent des Religieuses de Sainte Claire de Limoges, condamnée au fouet pour son imposture, par Sentence du Lieutenant-Général de la Sénéchaussée du lieu, n'ayant jamais su écrire, avoit seulement appris à signer *Henriette de Bourbon*. En cela, semblable à tous les autres Imposteurs, dont l'un des premiers soins est de s'étudier à l'imitation des écritures.

Enfin, nous avons un exemple célèbre, & plus ancien que tous les précédents. Nous voyons, dans *l'Histoire Secrete* de Procope, une chose surprenante d'un nommé Priscus, de la Ville d'Emese. Il avoit contrefait avec tant d'art l'écriture de tout ce qu'il y avoit de personnes de qualité dans la Ville, & celle même des plus célèbres Notaires, que personne n'y reconnut rien, jusqu'à ce qu'il l'avoua lui-même. L'Historien remarque, que la foi qu'on ajoutoit aux Contrats de ce faussaire, fut le sujet d'une Constitution, par laquelle Justinien ordonna que dorénavant on ne prescriroit plus contre l'Eglise Romaine, par un moindre espace de temps que cent années. C'est sur ces principes que dans les questions d'Etat, où il s'agit du bien

& de l'honneur, comme dans les matieres criminelles où il s'agit de la vie, la preuve, par comparaison d'écritures, n'est pas une preuve, & jamais elle n'y a été reçue par aucune Loi ancienne ni nouvelle. Car la Loi *Ubi Cod. ad L. Corneliam de Falsis*, dit bien qu'il faut chercher la vérité par tous les moyens qu'on peut, par arguments, par témoins, par comparaison d'écritures; mais elle ne dit pas que la preuve par comparaison d'écritures soit absolument une preuve. Elle dit qu'il faut chercher la vérité, mais elle ne dit pas affirmativement que la vérité se découvre par la comparaison des écritures.

Dans ces matieres, on ne doit reconnoître que trois sortes de preuves : les titres, les témoins, & les indices. Les titres ne doivent pas être des écritures dont on tire des conséquences par induction; il faut que ce soient des Actes qui prouvent directement & formellement, & qui fassent foi par leur autorité propre. Les témoins doivent déposer du fait comme d'une chose qu'ils ont connue immédiatement, & qui est tombée sous leurs sens. Les indices doivent être manifestes, & plus clairs que le jour.

Or la comparaison d'écritures n'est pas une preuve littérale, car elle ne contient point le fait : elle ne prouve pas immédiatement, elle ne fait pas foi par sa propre autorité, on n'en tire rien que par induction. Loin de prouver, elle doit être prou-

vée : elle a besoin du raisonnement des Experts.

Ce n'est pas non plus une preuve par témoins, parce que les Experts n'ont pas vu le fait immédiatement, & par eux-mêmes : leur connoissance de la prétendue conformité n'a pas été produite par le ministère des sens, qui sont les causes d'une connoissance physique, mais par des raisonnements & par des conjectures qui ne peuvent établir que l'opinion.

En dernier lieu, ce n'est pas une preuve par indices, puisque les indices qui en peuvent naître, ne sont pas indubitables, & clairs comme le jour. Si c'étoit un indice, ce n'en seroit qu'un seul, puisque la comparaison d'une infinité de pieces ne fait qu'une seule ressemblance. Or il est certain que les indices, comme les témoins, doivent être plusieurs en nombre, principalement dans les choses importantes ; & c'est en tout cas que nous disons, qu'un seul témoin, & nul témoin, sont la même chose : ainsi, d'un seul indice, & de nul indice, on tire la même conséquence.

Que la preuve par comparaison d'écritures ne soit tout au plus qu'un indice, nous l'apprenons de sa définition même. Balde *ad Leg. comparationis, num. 34*, dit que la comparaison d'écritures n'est autre chose qu'un argument pris de la ressemblance, & de la vraisemblance : *Scriptura ex qua fit comparatio, nihil aliud est nisi argumentum à simili, & verisimili*. Cette définition

est très-juste, & pour le faire voir, posons deux écritures les plus semblables du monde, & raisonnons dessus sans préoccupation : nous ne devons rien dire autre chose, sinon, *Voilà deux écritures pareilles, donc il est vraisemblable qu'elles sont d'une même main.* Cependant il est certain qu'il n'y a pas de plus foible argument que celui de la vraisemblance, puisqu'on n'a jamais appris à conclure ainsi : Cela est vraisemblable, donc cela est. Ce faux raisonnement peut encore paroître plus en son jour par une comparaison fort naturelle.

Comme nous voyons souvent que la nature se joue dans ses ouvrages, de même il arrive souvent que les productions de l'art sont bisarres ; mais il est bien plus rare de voir deux enfants de divers peres qui se ressemblent, que non pas de voir deux écritures de différentes mains qui soient semblables. La ressemblance de deux personnes qui ne sont pas nées de mêmes parents, ne peut être qu'une chose fortuite ; au-lieu que la ressemblance de deux écritures peut être non-seulement fortuite, mais étudiée. Néanmoins, quoiqu'il soit infiniment plus difficile de voir des personnes qui se ressemblent sans être même parents, que de voir deux écritures pareilles sans être de même main ; en Justice ce ne seroit pas un bon argument que de conclure de la ressemblance de deux personnes qui sont freres, & que par conséquent ils ont part tous les deux à une même

succession. A plus forte raison, de la ressemblance des écritures, qui est un argument plus foible, nous ne pouvons pas conclure la reconnoissance certaine d'un homme. Nous ne pouvons pas dire absolument, que c'est un tel, & non pas un autre; que c'est le véritable Maillard, & non pas un faussaire & un Imposteur.

C'est en ce cas que le Juge ne peut trop se précautionner contre les apparences trompeuses. Il n'est pas nécessaire pour cela qu'il soit un Pyrrhonien qui doute de tout; mais il faut que, comme le sage, il ne donne pas trop de créance à tout ce qui est de soi-même fort incertain. La prudence ordinaire le veut ainsi : particulièrement, quand on voit d'un côté un Certificat de décès, une absence de quarante années, un enfant, & une veuve en possession de leur état; & de l'autre, qu'on n'aperçoit qu'un fantôme suscité par l'avarice. Quelque subtils que soient les raisonnements qu'on vient de mettre en œuvre, il est toujours vrai de dire, que l'on peut assurer que Jean Maillard prouve par son écriture, qu'il est le véritable. Cette écriture; si l'on veut, n'est que vraisemblable; mais, dans l'obscurité où nous marchons, la vérité se déroband à nous, cette vraisemblance en doit être envisagée comme un argument invincible dans les questions d'Etat.

S E C O N D E Q U E S T I O N .

Si la ressemblance établie par témoins est une preuve certaine pour la reconnoissance d'un homme , & si des témoins fort vieux , qui font cette reconnoissance , peuvent déposer de ce qu'ils ont vu étant impuberes ?

Les Appellants disoient, que la preuve testimoniale est la plus concluante & la plus nécessaire dans les questions d'Etat, lorsqu'il s'agit de prouver le crime qui demande une peine capitale. Plusieurs des témoins, dit-on, lors de leurs dépositions en faveur de Maillard, étoient fort vieux, & étoient impuberes lorsqu'ils ont vu les objets qu'ils déposoient; les uns n'avoient que dix à onze ans, les autres ne passaient point quatorze années; donc on ne doit pas les écouter. Mais on n'a pas fait attention, que la Loi défend aux impuberes de témoigner, à cause de la foiblesse de leur raison, non à cause de la foiblesse de leurs sens; au contraire, la nature est toute nouvelle en ces jeunes gens; leur vue est une glace touté récente que le temps n'a point ternie; leur ouïe n'est point distraite par de profondes réflexions, ni affoiblie par des accidents fortuits qui l'affectent; leur mémoire est une table d'attente, capable de toutes sortes d'impressions; elle s'y grave si fortement, que, dans le naufrage des especes qui échappent à la mémoire à cause de la vieillesse, les idées de

la jeunesse se conservent toujours : on voit donc qu'on interdit le témoignage, parce qu'à cet âge-là ils ne connoissent pas la conséquence d'une déposition ; ils ignorent la force des termes qui vont à charge ou à décharge, & que d'ailleurs l'ignorance pourroit être un piège pour la subornation.

Ainsi, des majeurs peuvent bien, dans leurs dépositions, mettre en usage les connoissances qu'ils ont acquises avant leur puberté : ils en pouvoient abuser avant leur raison ; mais, dès qu'ils en sont guidés, on ne doit plus craindre cet inconvénient : elle leur enseignera à mettre à profit ce dépôt utilement pour la vérité.

Plus de quarante témoins, plusieurs aussi vieux ou plus vieux que Jean Maillard, disent tous unanimement, que c'est lui-même, & qu'ils le reconnoissent avec certitude.

Les uns l'ont reconnu pendant qu'il étoit à Toul, lors de son dernier retour d'Allemagne : ils ont conversé familièrement avec lui ; ils ont été ses camarades, ses voisins, ses amis, & ils l'ont parfaitement reconnu.

Les autres l'ont vu & fréquenté à Paris pendant qu'il y demouroit avec Marie de la Tour, & ils l'ont reconnu de même.

Plusieurs ont aussi marqué des maisons où ils l'avoient trouvé, & ont apporté des enseignements certains qui leur ont rappelé toutes leurs idées, & tous en ont parlé avec une certitude invariable.

Il y en a même qui, l'ayant vu autrefois, avoient dit dans leurs premières dépositions, qu'ils le reconnoïtroient s'ils le voyoient. Il leur a été représenté; ils l'ont parfaitement reconnu dans une seconde déposition.

Enfin, plusieurs ont déposé qu'ils le connoïssent à deux marques infaillibles: l'une est l'air de la personne dont ils avoient conservé l'idée; l'autre, la parfaite ressemblance avec sa mere & sa sœur.

L'air de la personne est ce je ne fais quoi que chacun conçoit fort bien, & que personne ne sauroit expliquer; c'est certain caractère particulier que la nature a imprimé sur chacun des hommes, qui rejaillit des traits du visage, des yeux & de la taille, du poil, de la contenance, & de toute la personne, qui la marque si bien, & la fait si bien reconnoître, que l'on ne sauroit s'y méprendre.

Il y a même des gens qui ont un air plus aisé à saisir les uns que les autres; il y en a qui ont un visage commun qui ne s'imprime pas bien; il y en a d'autres qui ont un air & des traits si particuliers, que l'empreinte s'en conserve toujours; on les reconnoît infailliblement en quelque temps qu'on les revoie.

C'est ainsi que parlent les témoins de Jean Maillard. Ils ont dit qu'il étoit extrêmement reconnoissable à tous ceux qui l'avoient vu autrefois, & l'avoient fréquenté un peu familièrement: les uns ont parlé de

ses yeux, les autres de son nez, les autres de ses oreilles, les autres de son menton, les autres de sa voix, & tous de ses traits & de son air, dont ils ont dit que l'idée ne pouvoit jamais s'effacer.

Les principaux traits étoient extraordinaires, sur-tout le nez & les oreilles. Il avoit le nez assez gros vers l'extrémité, aquilin, & recourbé par le milieu, il avoit aussi les oreilles d'une figure toute particulière; elles étoient toutes plates sans être rebordées, & l'extrémité d'en bas, qui à tous les autres hommes est un cartilage charnu & pendant, où l'on attache les pendants d'oreilles, étoit entièrement collée & attachée à la peau où finissent les joues: c'est pourquoi il y a des témoins qui disent, qu'ils l'ont reconnu à ses oreilles, cela étant fort singulier & fort remarquable; & ils n'ont trouvé de changement qu'à la couleur de ses cheveux, qui de blonds qu'ils étoient autrefois, étoient devenus blancs.

Ce changement ne déguise presque point une personne, à cause du grand rapport qui est entre le blond & le blanc. Quand les témoins parlent de la sorte, ils ne disent pas que celui qu'ils voient ressemble à Jean Maillard, mais ils disent que c'est lui-même. Pourquoi tiennent-ils ce langage? C'est qu'ils voient la parfaite conformité qui est entre Jean Maillard & son portrait qu'ils ont dans leur ame! Quand nous voyons le tableau d'une personne, si la ressem-

reſſemblance eſt parfaite, nous diſons : C'eſt lui, il ne lui manque que la parole. Pourquoi portons-nous ce jugement ? C'eſt à cauſe de la reſſemblance parfaite qui eſt entre le tableau & le portrait qui eſt au-dedans de nous. Si le Peintre n'a pas bien faiſi cette reſſemblance, nous diſons : Il a quelques-uns de ſes traits, mais ce n'eſt pas lui. Nous conſultons le portrait intérieur, & nous le comparons.

Ainſi, quand nous rencontrons nos amis, nos parents, après une longue abſence, nous les reconnoiſſons parfaitement; nous ne les prenons pas ſeulement pour des gens qui reſſemblent à ceux dont nous ſommes aſſurés que ce ſont eux; autant que nous ſommes aſſurés que nous ſommes nous-mêmes; cependant cette aſſurance n'eſt fondée que ſur l'idée intérieure que nous avons conſervée de leur viſage & de leur air, & ſur la parfaite conformité qu'elle ſe trouve avoir avec celui qui ſe préſente.

En eſſet, cette parfaite idée eſt une règle certaine que la nature a établie pour diſtinguer les objets : elle eſt invariable dans les animaux, qui reconnoiſſent leurs petits parmi une infinité d'autres ſemblables, ſans ſe méprendre : elle eſt infaillible dans les hommes, qui ſe reconnoiſſent les uns les autres, & ſe reconnoiſſent avec certitude.

Mais comment ſe reconnoiître après quarante ans ? Les témoins peuvent-ils faire foi après un ſi long temps ? N'eſt-ce pas

pour cela que les crimes se prescrivent par vingt ans, & les condamnations par trente ans?

La réponse est aisée. Les personnes qui ont cet air reconnoissable dont les témoins ont parlé, ne changent jamais assez pour n'être pas reconnues. Il y a tel Vieillard à qui l'on dit : Vous êtes bien changé, j'aurois eu peine à vous reconnoître d'abord, néanmoins je vous remets bien. Il y en a d'autres à qui l'on dit : Vous n'êtes point changé, vous voilà vous-même, comme si vous n'aviez que vingt-cinq ou trente ans. C'est toujours le même visage, quoique vieux : ce sont les mêmes traits, quoiqu'ils ne soient pas si frais, c'est le même air, qui ne s'éteint jamais, parce que c'est toujours la même personne ; & après quelque temps que ce soit, on reconnoît parfaitement les Vieillards aussi bien que les autres. Il n'y a personne qui n'en ait fait l'expérience.

Qu'un homme retourne en sa Province, d'où il étoit sorti étant jeune pour s'établir ailleurs, toutes ses anciennes connoissances se renouvellent, tous ses vieux amis lui disent : Il me semble que je vous vois encore que vous n'aviez que quinze ans. On se reconnoît avec autant de certitude, que si l'on s'étoit toujours vu. On ne peut donc pas dire : *Comment se reconnoître après quarante ans ?*

Au surplus, ce n'est point à cause de la difficulté de la reconnoissance qu'un

crime se prescrit par vingt ans ; c'est parce que le temps, qui a servi de peine, a purgé le crime, & par conséquent prescrit l'action.

D'ailleurs, il y a bien de la différence entre un témoin qui n'a vu peut-être qu'une fois un homme, lorsqu'il a commis une telle action, & dans la mémoire de qui cette légère image peut s'effacer par le temps ; & entre un parent, un ami familier, qui ne peuvent jamais perdre la connoissance de leur parent ou de leur ami qu'ils ont vu dix mille fois.

C'est ainsi que dans toutes sortes de dépositions & de confrontations, les témoins font foi entière, quand ils disent qu'ils connoissent une personne, & qu'ils reconnoissent celle qui leur est présentée : *C'est la personne dont j'ai entendu parler, je la reconnois.* Il n'est pas nécessaire de dire : Je la reconnois, parce qu'elle a les yeux, le nez, les traits, de telle ou telle façon : Ces termes, *Je la reconnois*, veulent dire : J'en suis certain ; & bien souvent on seroit fort empêché de marquer particulièrement à quoi on reconnoît une personne : *Je la reconnois, parce que je la reconnois, & que je vois.* Il n'en faut point d'autre raison, & c'est même la meilleure. Car ceux qui disent : Je vous connois à des yeux de telle couleur, à un nez tourné de telle façon, & à quelqu'autre marque particuliere, semblent douter un peu, & chercher des preuves pour dissiper leur doute ; mais celui qui dit qu'il reconnoît une

personne; parce qu'il la connoît fort bien, ne cherche point, ne doute point : il ne lui faut point de renseignement : il sait qu'il connoît parfaitement Jean Maillard, il le voit présentement : il affirme par serment avec une certitude entière, que c'est lui-même.

On objectera, que la ressemblance est un signe quelquefois équivoque, qu'il peut être l'effet d'une rencontre fortuite, & qu'il y a bien des gens qui ont abusé de pareil ressemblance.

On répond, que la ressemblance sera toujours, dans la pensée des personnes de bon sens, un argument bien fort, particulièrement lorsqu'il est joint à tant d'autres preuves convaincantes qu'ont les Appelants.

Aussi le signe de reconnoissance que la nature forme entre ceux qui sont d'un même sang, est presque toujours invariable parmi les animaux, & le seroit sans doute parmi les hommes, si nulle cause étrangère n'en empêchoit l'impression. Cette image de la mere sur le visage des enfants, est une preuve muette qui doit frapper l'esprit; parce qu'elle est conforme aux loix de la Nature; c'est son cours ordinaire, que des freres & des sœurs se ressemblent : *qualem decet esse sororem.*

S'il arrive que cette ressemblance se rencontre aussi entre des personnes étrangères, elle est toujours très-imparfaite; ce n'est que le rapport de quelques-uns des

traits; mais il n'y a jamais de conformité si entière des personnes : & au reste cela est si rare, que l'on ne peut non plus y faire de considération, que sur des miracles.

Il y a eu des Imposteurs, dit-on, qui ont surpris le monde par la ressemblance : donc, la ressemblance ne prouve rien du tout; donc, il faut exclure ce grand argument. Jean Maillard ressemble parfaitement à sa mere & à sa sœur. Cela n'est rien, parce que les faux Alexandres, les faux Nérons, les faux Démétrius ressembloient aux véritables.

Si Jean Maillard ne ressembloit à aucun de sa famille, les Intimés ne manqueroient pas d'en faire une forte preuve. Cependant, quand il se présente avec le visage de sa mere & de sa sœur, c'est un faux Alexandre, c'est un faux Néron, c'est un Imposteur. Comment donc falloit-il qu'il fût, pour être le véritable Maillard? Faut-il qu'il ressemble, ou qu'il ne ressemble pas? S'il ne ressemble pas, quelle apparence que ce soit lui! S'il ressemble, cela n'empêche pas que ce ne soit un Imposteur.

S'il a paru quelquefois des gens qui se sont ainsi supposés pour d'autres, sous prétexte du rapport des visages, cela n'est gueres arrivé que pour des intérêts d'Etat, pour lesquels on fait mouvoir de grands ressorts & de grandes machines, que les particuliers ne pénètrent point, & dont les exemples ne peuvent gueres être tirés à conséquence.

Quand la même chose arrive dans les familles de particuliers, ce sont des prodiges ; il ne s'en voit pas un en tout un siècle ; & on ne doit pas présumer , que tout homme qui revient après une longue absence , est un faux Martin Guerre.

Mais, sans nous amuser à démêler les especes particulieres de quelques Imposteurs convaincus , sans examiner s'ils ressembloient ou ne ressembloient pas, sans pénétrer dans les circonstances qui les ont fait découvrir ; ne suffit-il pas de dire, que s'ils avoient entrepris de tromper le Public par la seule apparence d'une ressemblance, il faut conclure de là, que la ressemblance est un des plus puissants arguments pour prouver l'existence d'une personne, puisque les Imposteurs s'en sont servis, comme étant une des plus fortes marques de la vérité, & que c'est par-là qu'ils ont imposé au Public ?

Il y a des signes qui sont propres & naturels, à la vérité, & qui ne cessent pas d'en être les signes, quoique le mensonge s'en soit quelquefois revêtu pour se déguiser. Les Anges de ténèbres sont capables de se transformer en Anges de lumière ; cependant il ne s'ensuit pas que la lumière ne soit point une marque pour reconnoître les bons Génies ; au contraire, c'en est le caractère le plus visible, puisque les mauvais l'empruntent afin de se faire passer pour bons.

La conformité des signatures est une

preuve de leur vérité, autrement on ne pourroit vérifier l'écriture d'une personne, quand on aura la témérité de la nier. Or la conformité des visages est bien un argument d'une autre force que celle des écritures : elle n'est point exposée à l'art d'un faussaire, ni aux soupçons d'avoir été étudiée. Le sage Ouvrier, qui met ce caractère sur le visage de ceux qui sont du même sang, & qui l'a mis sur celui de Jean Maillard, n'est point aux gages du Sieur de Beauvain, ni de la Dame de Rantilly ; c'est une preuve que l'on ne peut, ni supposer, ni changer, ni démentir ; & puisque ce Vieillard a l'air, les traits, & le visage de Jean Maillard, qu'il en a la taille, qu'il en a toute la voix, qu'il est l'image naïve de sa mere & de sa sœur, dont la dernière est encore une preuve vivante, & qui sert, pour ainsi dire, de piece de comparaison pour vérifier cette conformité, que peut-on conclure autre chose, sinon que c'est lui-même ?

Marie de la Tour, qui connoît bien la force de cette vérité convaincante, a voulu faire dire à quelques témoins de son Enquête, que Jean Maillard avoit quelques traits différents, qu'il n'avoit pas le nez comme celui-ci ; mais elle n'a pas pu empêcher que ces mêmes témoins n'en aient fait le portrait au naturel. Jean Maillard, disent-ils, étoit grand de taille, il avoit les cheveux blonds & frisés, il avoit un nez un peu gros par le bout, & recourbé

vers le milieu : on l'appelloit, à cause de cela, nez de perroquet. Voilà ce que disent les témoins de Marie de la Tour : Voilà aussi le portrait véritable de Jean Maillard.

Pour les Intimés, on soutenoit au contraire qu'il n'y a point de preuve plus incertaine que celle des témoins. Nos Loix l'évitent autant qu'elles peuvent, à cause de la corruption & de l'erreur qui en sont presque inséparables.

Quand la corruption ne seroit pas à craindre, les témoins peuvent être surpris ; le crime d'une seule personne en peut engager plusieurs dans l'erreur. Qu'un homme publie une nouvelle avec hardiesse, le peuple la recevra avec avidité, il s'étudiera à l'augmenter, s'échauffera à la soutenir.

Tacite remarque, que le faux Drusus avoit une infinité de Grecs pour témoins : *Alliciebantur ignari famâ nominis, & prompti ad nova mira, fingeant simul credantque.*

Le faux Frédéric Duc de Suabe, que l'Empereur Rodolphe fit brûler vif à Wetzlar, eut pour témoins les habitants des Villes du Rhin, qui prirent les armes pour sa défense.

Le faux Woldemar, Marquis de Brandebourg, qui fut aussi brûlé, & reconnu pour un simple Meunier, eut pour témoins le Duc de Saxe, les Princes d'Anhalt, Charles de Luxembourg Roi de Bohême, & un si grand nombre de ses Sujets préten-

us, que pendant neuf ans il fit la guerre à Louis de Baviere Empereur.

Perkin Wabeck, fils d'un Juif converti, habitant de Tournai, fut reconnu pour le Duc d'Yorck par sept mille Anglois de la Province de Cornouaille, qui le reçurent pour Roi sous le nom de Richard IV.; par Charles VIII. Roi de France, qui l'appella & le traita royalement dans sa Cour; par Maximilien d'Autriche, Empereur; & par Jacques IV. Roi d'Ecosse, qui lui fit épouser Catherine, fille du Comte de Gordon de Huntley, sa propre parente. Voilà d'illustres témoins, & en cela l'Imposteur eut un avantage que la vérité n'aura jamais.

Mariana dit que l'âge & la ressemblance de celui qui se disoit Alphonse Roi d'Aragon, en persuadoient plusieurs : *Quia vulgus fingendi avidum, hoc ipsa in majus augebat*; parce que le peuple avide de fiction prenoit soin d'embellir & de répandre celle-là.

Le faux Martin Guerre avoit trente ou quarante témoins, entre lesquels étoient les quatre sœurs du véritable.

Tous ces témoins avouerent véritablement leur erreur, lorsque Martin Guerre leur fut confronté.

Le faux Michaud avoit vingt-quatre témoins de la Ville de Thoul, entr'autres la belle-mere & une cousine du véritable, que la suite convainquit d'avoir déposé fausement pour lui : aussi le Parlement de Metz

décreta d'ajournement personnel contre quelques-uns, par Arrêt du 12 Janvier 1667.

Le faux Selerin Poivet en avoit pareillement vingt-quatre, qui tous déposoient formellement de la ressemblance, des marques naturelles, & des particularités de sa vie, & le reconnoissoient pour le véritable : cependant ils étoient abusés ou faussaires, puisque la Cour le condamna aux Galeres par Arrêt du 14 Juillet 1671.

Le faux Vere en avoit deux, qui en valoient une infinité d'autres : l'un étoit la mere, & l'autre le frere du véritable : celle-là le maria en qualité de fils ; celui-ci le reconnut pour son aîné, & renonça pour lui aux deux tiers d'un bien qui devoit lui appartenir tout entier : cependant l'un & l'autre, qui doivent être si clairvoyants en cette rencontre, avoient été surpris & trompés par un Imposteur ; sur quoi il y eut Sentence du Lieutenant-Criminel de Saumur le 12 Mars 1657, & Arrêt de la Cour le 21 Juin 1659, qui reconnut le faux Vere pour Imposteur. Delà vint que le Parlement de Toulouse, dans l'Affaire de Martin Guerre, rejeta presque les informations faites à la requête des Parties, & ordonna que d'office d'autres témoins seroient ouïs.

Ces principes ainsi établis, les Intimés soutiennent que l'existence de Jean Mail-lard ne peut pas être prouvée par témoins.

Cette proposition est fondée sur la longue absence. Jean Maillard n'a point été vu à Paris depuis l'année 1629, ni à Toul depuis l'année 1615.

L'absence de Paris est constante. A l'égard de celle de Toul, les témoins de l'Impositeur ne sont pas d'accord entre eux : ils marquent tous des années différentes depuis 1615 jusqu'en 1620. Dans cette diversité de faits, on ne peut mieux faire que de choisir le temps où les deux différents partis se rencontrent ; c'est l'année 1615.

Delà il suit que les témoins de Toul ne doivent point être reçus s'ils étoient impuberes lorsqu'ils ont vu Jean Maillard, quand il s'en alla en Allemagne : à cet âge-là ils n'ont pas été capables de s'en faire une assez forte idée pour la conserver malgré le temps qui a travaillé continuellement à l'effacer, particulièrement ceux à qui Maillard étoit indifférent, & qui n'étoient pas toujours avec lui.

Voilà un principe d'incertitude, qui rend ces dépositions inutiles. Voici une raison de Droit pour les faire rejeter.

On ne reçoit point le témoignage des impuberes ; les témoins de Toul, qui ne sont pas âgés de soixante & dix ans, étoient impuberes en 1615. Ils ne faut point considérer le temps où il déposent, mais celui où ils ont vu Jean Maillard ; car ce n'est que sur les especes de ce temps-là qu'ils parlent. Ils ont pu acquérir avec

l'âge plus de solidité dans le raisonnement, & plus de fermeté dans l'esprit, mais non pas plus de certitude dans les idées qu'ils n'ont conçues que par le Ministère des sens.

Si les idées ont été fausses, il n'y a point de réflexion qui ait été capable de les corriger; elles n'étoient pas l'ouvrage de l'esprit où elles avoient été reçues, mais de l'objet qui les avoit produites. Il n'y avoit donc qu'une nouvelle présence de ce même objet qui les pût rendre plus parfaites; & par conséquent il est vrai de dire que ceux qui n'ont vu Jean Maillard que quand ils étoient impuberes, n'ayant pas eu alors la capacité d'en déposer, ils ne l'ont pas acquise par la suite. En un mot, des Vieillards ne peuvent pas affirmer ce que des enfants ont vu.

Mais, de quelque âge qu'on puisse avoir des témoins, avec quelle certitude reconnoîtront-ils celui qu'ils n'ont vu qu'à quinze, qu'à ving-cinq, qu'à trente ans, & qu'ils voient présentement âgé de soixante & dix? Y a-t-il quelque chose de ressemblant entre la jeunesse & la caducité? Y a-t-il quelqu'un qui, dans des extrémités si éloignées, conserve le même air, la même voix, les mêmes traits, la même humeur? L'Imposteur a dit plusieurs fois dans ses Interrogatoires qu'il avoit tout oublié, il se sent donc tout changé en lui-même; il ne sauroit plus se retrouver par la vue de la réflexion qui est la plus pure; &

l'on dira que des gens qui ne l'ont peut-être jamais regardé avec attention, le retrouvent sans peine par la voie des sens qui est la plus foible, lorsqu'ils ne voient de lui que cet extérieur qui change en mille manieres, qui est exposé aux chagrins, aux maladies, aux temps, & aux accidents, qui défigurent l'homme de moment en moment jusqu'à sa destruction entiere.

On remarque dans le Procès de Martin Guerre, que cet Imposteur fut assez hardi pour déclarer, qu'il s'en rapportoit au serment de la femme qui le poursuivoit en Justice : Qu'au contraire, cette femme fut circonspecte & timide à cause de l'incertitude de la ressemblance, quoique d'ailleurs elle fût bien persuadée que ce n'étoit point le véritable Martin Guerre.

Après tout, la reconnoissance qu'ont fait les témoins sur la ressemblance, n'est qu'une opinion ; & cette opinion est d'autant plus foible, que l'Imposteur n'avoit aucunes marques naturelles qui pussent ajouter quelque certitude à ce signe toujours douteux.

Pour faire voir que la ressemblance est un signe trompeur, il n'en faut point d'autre preuve, que les termes mêmes des Appellants, lorsqu'ils disent qu'elle est un je ne sais quoi qu'on ne peut exprimer ; comme si l'état des personnes, la fortune des familles, & le repos public devoient dépendre de ce qui ne se peut pas exprimer. Un je ne sais quoi donnera un mari

à une femme, un enfant à un pere, un héritier à une famille : quelle en seroit la conséquence?

Les Appellants ont néanmoins eu raison de définir ainsi la ressemblance, puisqu'elle se coule avec la vie, & n'est gueres la même qu'un instant. C'est un je ne sais quoi dont on perd la véritable idée, qui se perd lui-même, & se change dans les différents états de la vie naturelle, outre les accidents étrangers qui surviennent. C'est pour cela qu'Homere, représentant Ulysse dans sa famille, au retour d'une absence de vingt ans, croit qu'il est impossible de le faire reconnoître sans miracle à sa femme même : il feint que la Déesse Minerve lui a rendu les traits & la beauté de sa jeunesse. C'est une Fable, mais c'est une vérité morale sous le voile de la fiction.

Voici un autre exemple marqué dans l'Ecriture Sainte. Joseph, âgé de dix-huit ans, fut vendu en Egypte par dix de ses freres. Vingt ans après il les vit, & les reconnut, parce qu'ils paroissoient devant lui comme freres, & qu'ils parloient l'Hébreu, qui étoit particulier à sa famille. Mais ces freres, qui ne devoient pas l'oublier, puisqu'ils avoient toujours devant les yeux l'image de leur cruauté, ne le reconnurent pas, quoiqu'ils conférasent & mangeassent souvent avec lui. Ils voyoient sur son visage les marques de son éclatante beauté; ils entendoient le son de sa voix, ils étoient agités de l'instinct & de la force

du sang, qui devoit s'émouvoir de la présence de leur frere : toutefois Joseph, reconnoissant ses freres, ne fut point connu d'eux. *Et tamen fratres ipse cognoscens non est cognitus ab eis. Genes. XLII.* Ce sont les paroles de l'Ecriture Sainte. Dirait-on, que dans la Province des Auzes, où les femmes étoient communes, l'enfant qui commençoit à marcher, trouvoit son pere dans la presse, par l'instinct du sang, suivant Hérodote, Liv. 4? Et ne regardera-t-on pas cela comme une fable? Ainsi, comment veut-on que les témoins qui s'étoient autrefois formé une idée de Maillard sur ce qu'il étoit alors, puissent le reconnoître aujourd'hui? Cette idée avoit été reçue dans l'esprit de personnes jeunes, grossieres, mal-nées & mal-élevées, peu appliquées & sans intérêt, & produite par un objet peu digne d'attention, c'est-à-dire, par un enfant qui n'étoit remarquable, ni par sa naissance, ni par ses biens; qui, absent ou présent, vivant ou mort, leur devoit être indifférent. Cette image fut de peu de durée; &, n'étant plus soutenue de la présence de celui qui l'avoit produite, elle s'évanouit insensiblement.

Depuis le retour de Jean Maillard dans la Ville de Toul, le même peuple a dit que c'étoit lui-même, mais il n'y a rien de si crédule, ni de si aisé à surprendre, que le peuple, par une fausse opinion. Il ne faut qu'un homme qui commence à dire

une chose, pour être suivi des autres, dit Mr. l'Avocat-Général Bignon dans la Cause du Gueux de Vernon. Il se fait le plaisir d'être l'auteur, &, pour ainsi dire, le pere de ceux qu'il appuie. La persuasion s'en communique par une contagion secrete; les especes se multiplient & se grossissent tellement, que, d'un doute particulier, il s'en forme une opinion universelle: c'est un écho qui rend les sons & les multiplie à l'infini.

C'est cette prévention populaire, qui a fait autrefois l'apothéose de Romulus; qui a persuadé aux uns qu'on l'avoit vu disparaître, & aux autres qu'on l'avoit vu monter au Ciel. C'est une prévention qui donne cours à ces nouvelles supposées qui n'ont ni auteur, ni fondement; qui fait les terreurs paniques des armées; qui donne créance aux faux miracles; qui a couronné ces faux Imposteurs, qui ont voulu usurper des noms illustres; sous l'apparence de quelques traits de ressemblance. Prévention que l'on peut appeller la Messagere de l'Imposture & de la Superstition, & qui a été si bien exprimée par un Sophiste, dans le récit de la mort de Peregrinus. Car, ayant lui-même inventé par plaisir quelques contes au sujet de cette mort, en d'autres qu'il avoit vu un vautour s'élever au milieu de son bucher, il entendit aussi-tôt débiter parmi le peuple cette supposition, & vit des personnes d'assez bonne foi pour assurer qu'ils avoient vu le vautour.

Au fait particulier, on doit raisonnablement présumer que les Maillards, qui regardoient l'Imposteur comme un homme capable de les enrichir des dépouilles d'une grande Communauté, l'ont instruit de toutes les particularités de leur famille. Que le peuple à la vue du prétendu Jean Maillard ayant dit sur la foi d'autrui que c'est lui-même, ce bruit répandu a semblé une vérité, laquelle étant soutenue par des parents, n'a donné aucun scrupule pour faire reconnoître l'Imposteur par ces témoins assez âgés pour avoir vu le véritable Jean Maillard dans sa jeunesse.

On oppose, que les témoins l'ont reconnu à la voix, les autres aux cheveux, & sa famille aux oreilles; de sorte que tout concourt à sa reconnoissance. On répond, que, si la ressemblance extérieure est trompeuse, celle de la voix le doit être bien davantage. La voix n'est qu'un peu d'air agité par le poumon: elle dépend des organes qui sont, tantôt plus foibles, tantôt plus forts; elle change continuellement avec l'homme: elle est plus aigue dans l'enfance, plus grosse dans la jeunesse, plus ferme dans la virilité, plus petite & plus usée dans la vieillesse: elle suit la disposition des lieux, la révolution continuelle du tempérament, & la nature des passions.

Les autres marques naturelles, même les plus singulieres, sont un signe si peu certain, qu'elles se sont rencontrées dans tous les autres Imposteurs.

La *Chronologie Septénaire* dit que le véritable & le faux Sébastien avoient la main & la cuisse droite plus longues que les gauches, le visage & les mains marquées de rousseurs, une cicatrice sur le sourcil droit, & une autre à la tête; une dent de manque à la mâchoire inférieure du côté droit, & un gros poireau au petit doigt du pied droit.

Le véritable & le faux Martin Guerre avoient une cicatrice au front, un ongle du premier doigt enfoncé, trois poireaux sur la main droite, un autre au petit doigt, & une goutte de sang à l'œil gauche. Ces faits sont rapportés par Messieurs Coras & Pasquier.

Le véritable & le faux Vere avoient une brûlure au front.

Le véritable & le faux Adaoust avoient à la bouche la cicatrice d'un coup.

Le véritable & le faux Michaud avoient une marque au côté, & un poireau sur le nez au-dessous de l'œil.

Le véritable & le faux Poivet étoient marqués de petite vérole, & avoient une cicatrice de peste.

Enfin, on n'a jamais vu d'Imposteurs qui n'eussent les marques extérieures de ceux qu'ils vouloient représenter : mais ce n'est point de ces signes équivoques qu'on doit faire dépendre la reconnoissance ; c'est des particularités de la vie d'un homme, de la connoissance qu'il a des secrets d'une famille, & de tout ce qui ne lui peut être suggéré.

Mais, quand un homme est dans l'ignorance, comme ce prétendu Maillard, qui ne se souvient pas seulement du temps qu'il a été marié, & qui s'est trompé au lieu même de la demeure du véritable Jean Maillard dans cette Ville de Paris, il faut conclure nécessairement que c'est un Imposteur. L'éloquence met tout en usage pour persuader que la ressemblance est trompeuse, & pour inspirer de la défiance de cette preuve si frappante. „ Mais on ne „ prend pas garde, que, quand on prou- „ veroit que de ces exactes ressemblances il „ y en peut avoir une propre à induire „ en erreur, sera-ce précisément celle dont „ il s'agit? Sera-ce celle de cet homme, „ dont l'écriture est la même que celle „ de celui pour qui il se donne? Tant de „ rencontres si rares & si fortuites, seroit-il „ possible qu'elles pussent jamais accompa- „ gner le mensonge „ ?

T R O I S I E M E Q U E S T I O N.

Si l'on peut opposer à Jean Maillard son absence pendant quarante trois années, comme une fin de non-recevoir contre son Appel comme d'Abus, interjetté de la célébration du mariage de sa femme avec un autre mari?

Pour les Appellants, on disoit que Jean Maillard avoit été absent de sa femme pendant quarante-trois années; mais que, dans la vie civile, il y a deux choses qui ne sont

point sujettes à la prescription ; la vérité de la personne , & l'état du mariage.

La vérité de la personne ne se prescrit point , parce que la personne ne peut jamais cesser d'être ce qu'elle est. Un homme peut changer de condition , & le temps lui peut acquérir ou faire perdre des qualités extérieures ; mais il est lui-même jusqu'à la mort ce qu'il étoit dès le premier moment de sa vie , fût-elle aussi longue que celle des premiers Patriarches.

Quant à l'état du mariage , il ne se prescrit pas non plus. Le mariage est un Sacrement , dont le lien est spirituel & indissoluble ; c'est la parole divine qui l'a ainsi déclaré : *Que l'homme ne puisse séparer ce que Dieu a conjoint ; que la femme demeure liée à son mari tant que son mari est en vie , & qu'elle n'en puisse être affranchie que par la mort.*

Il y a , dit-on , quarante ans & plus , que Jean Maillard est absent de Marie de la Tour.

Mais , avant ces quarante années , ils étoient liés par un Sacrement ; ce Sacrement subsiste aussi entier qu'il l'étoit avant les quarante années. Que le mari ait été absent ou présent , il n'importe : Marie de la Tour a toujours été la femme légitime de Jean Maillard ; elle l'a été jusqu'à sa mort.

Si l'on pouvoit douter de l'existence de Jean Maillard , on auroit raison de confirmer le second mariage de sa femme ;

parce qu'après quarante années, c'est une présomption, qui, jointe à l'incertitude des preuves, ne permettroit pas de troubler des personnes en possession de leur état. Mais, supposé que ce soit le véritable Maillard, comme on n'en peut pas douter, peut-on dire que l'on a prescrit contre lui son état? Cette proposition est inouïe.

Il ne s'ensuit pas que, de la prescription ordinaire contre les actions, & quelquefois contre la condition des personnes, le mariage, & les actions qui lui sont propres, puissent être prescrites.

Les Loix ne décident pas en général, que l'état des personnes est toujours sujet à la prescription : elles disent bien, qu'il y a des conditions de personnes qui se peuvent prescrire : elles n'usent pas du terme *Status*, mais du terme *Conditio*, qui signifie plutôt la qualité que l'état de la personne. C'est ce que porte la Loi 3. *Cod. de præscr. 30. vel 40. annor.* Aussi les Interpretes rapportent-ils pour exemple la condition de ceux qui étoient attachés au service immuable des Cohortes, au travail de la Marine, ou des Mines, dont régulièrement on ne se pouvoit pas détacher, à cause de l'intérêt public, mais dont on pouvoit s'affranchir par le temps.

A l'égard de l'état, comme étoit celui de la personne, ou de l'ingénuité, il ne se pouvoit prescrire, & même toutes sortes de conditions n'étoient pas sujettes à la prescription. Ainsi dans la Loi 5. *Cod.*

de præscrip. 30. vel 40. annorum, il est dit que la prescription de quarante ans ne peut être opposée par ceux qu'ils appelloient *Curiales*, qui étoient attachés au service d'une Ville, par la condition de leur naissance.

De cette maxime, que l'état des personnes n'est point prescriptible, il suit que tous les droits de ce même état sont imprescriptibles. *L. ult. Cod. de longi temporis præscriptione quæ pro libertate & adversus libertatem apponitur. Solà temporis longinquitate, etiamsi sexaginta annorum curricula excefferit, libertatis jura minimè mutilari oportere, congruit æquitati.* Ces termes *libertatis jura*, comprennent les actions & les droits qu'on a pour réclamer sa liberté; tout cela est hors des atteintes de la prescription.

Dès qu'une chose est imprescriptible, il s'ensuit nécessairement que l'action pour la réclamer est aussi imprescriptible.

Il n'en est pas ainsi de l'action des choses prescriptibles; elle se prescrit par trente ou quarante ans. De ce nombre sont les actions personnelles hypothécaires. A l'égard des choses imprescriptibles, comme elles ne se peuvent acquérir ni perdre par la prescription, il seroit inutile de leur fixer un temps pour en intenter l'action. Autrement, si l'on pouvoit séparer l'action de la chose même pour rendre la première périssable, & l'autre imprescriptible, il s'ensuivroit qu'il n'y auroit rien

qui ne fût sujet à la prescription. Car, par exemple, un injuste possesseur de Dîmes Ecclésiastiques, lesquelles de soi sont imprescriptibles, auroit recours à cette évafion, que la dîme ne se peut prescrire, mais que l'action pour la demander est périssable. On raisonneroit ainsi dans les usurpations du Domaine inaliénable de la Couronne, dans les Fiefs pour les devoirs féodaux, & généralement dans toutes les choses imprescriptibles; ce qui est une absurdité manifeste.

Or l'état de la personne, & celui du mariage, sont du nombre des choses imprescriptibles, parce que l'état de la personne n'est pas une condition extérieure susceptible de changement; c'est un état naturel, indépendant du caprice de la Loi Civile, comme est la Loi de la prescription.

Ainsi, qu'un François, après quelque temps que ce soit, revienne en sa Patrie, on ne lui pourroit pas opposer sa longue demeure dans un Pays étranger; cette mere commune est toujours prête à recevoir ses enfants.

Mais, dit-on, comment Maillard se fera-t-il reconnoître pour François? Il n'est François, que parce qu'il est d'une telle & telle famille Françoisë. Feroit-on une séparation de son origine & de son état? Sera-t-il reçu à faire preuve de sa naissance pour recouvrer les droits de sa Patrie? Et en fera-t-il exclus pour repren-

dre ceux de sa famille? Cette proposition se détruit d'elle-même.

En tout cas, continue-t-on, si Maillard doit être reconnu par sa famille, sa femme n'est point obligée à le reconnoître après une absence de plus de quarante années.

A cela la réponse est aisée : ou le mariage subsiste, ou il ne subsiste plus : s'il ne subsiste plus, le temps est donc capable de le dissoudre, & la Parole divine ne sera pas infallible. Si au contraire il subsiste, Marie de la Tour peut-elle n'être pas la femme de Jean Maillard? Et si elle est toujours sa femme, n'est-elle pas obligée en tout temps de le reconnoître pour mari?

Saint Paul s'est expliqué sans restriction sur le lien du mariage : *La femme est liée à la foi du mari tant qu'il vit.* Ce sont ses paroles. Il ne limite point le temps, il ne le réduit point à la possession de la présence. Ainsi, quelque longue que soit l'absence d'un mari, la femme est toujours liée. Ce n'est pas la présence personnelle du mari qui la lie, elle est attachée à la Loi du mariage, & la Loi est toujours présente.

*Mulier
alligata
est quanto
tempore
vivit.*

On dira peut-être, que le mariage subsiste, mais que l'action du mari, pour redemander sa femme, est éteinte.

Si cela étoit, que deviendrait le mariage? Que serviroit-il qu'il subsistât, si l'action du mari étoit prescrite?

Par la Loi 5. *Cod. de præscriptionibus*

30. *vel* 40. *annor.* le Tribut n'étoit point sujet à la prescription de quarante ans, & par conséquent on étoit toujours en droit de le demander. Il en est de même des Dîmes, du Cens, du Domaine de la Couronne, de la Foi & Hommage, & des autres choses imprescriptibles. De sorte que, lorsqu'on demeure d'accord qu'on ne peut pas prescrire contre le mariage, on convient en même temps par une conséquence nécessaire, que ses actions & ses effets ne peuvent se prescrire.

Après cela, il est inutile de savoir, si, selon les anciennes Loix des Romains, les maris pouvoient reprendre leurs femmes, quand ils revenoient de la captivité. En ce temps-là, le divorce ou la captivité avoient autant de force que la mort même pour dissoudre le mariage : & la raison de cette Jurisprudence étoit fondée sur ce principe, que la captivité est aussi-bien du Droit des Gens que le mariage : de sorte que, comme, par la captivité, on cessoit d'être à soi, on ne pouvoit plus appartenir à la société conjugale.

Mais la Loi Romaine s'est corrigée sur celle de l'Evangile : *Hodie quantiscumque annis maritus in expeditione manserit, mulier sustinere debet, licet neque litteras, neque responsum ab eo acceperit*, dit Justinien *Cod. de repudiis*. Or dans quel temps est-ce qu'on présume la mort d'un homme absent ? Tous les Docteurs conviennent, que ce n'est qu'après cent ans.

Dans le Chapitre *In præfentiâ de sponsalibus*, on demande que doivent faire de jeunes femmes qui n'ont point de nouvelles de leurs maris absents, & qui ne peuvent avoir de certitude, ni de leur vie, ni de leur mort?

Le Pape Clément III. leur répond, qu'elles doivent attendre jusqu'à ce qu'elles aient des nouvelles certaines.

Le Chapitre *Dominus* du Pape Lucius III. écrit aux Chrétiens détenus captifs par les Sarrafins, porte qu'aucun d'entre eux ne passe à de secondes nœces, qu'il ne soit assuré de la mort de sa femme; & que, si quelqu'un s'est remarié sur une fausse nouvelle, *relictis adulterinis complexibus, ad priorem conjugem revertatur*; après avoir quitté les embrassements adulteres d'une seconde femme, il retourne à la première.

Naturellement le temps ne nous devoit pas faire perdre ce qui nous appartient. C'est la Loi qui nous en dépouille. C'est la Loi qui exclut le véritable propriétaire & le créancier légitime après trente ou quarante ans; mais c'est aussi la même Loi qui leur conserve leur bien, & qui les admet pendant que le temps n'est pas expiré. Ainsi, en matière de fin de non-recevoir, il n'y a point de raison de bienséance & d'équité qui puisse former une exclusion.

Il eût été à souhaiter, ou que Jean Mailard n'eût jamais quitté Marie de la Tour, ou que l'ayant quittée, il fût revenu plutôt la trouver. Mais un homme que la dé-

bauche de sa femme avoit éloigné de son Pays, avoit ce motif-là même de sa longue absence.

Quoi qu'il en soit, s'il a suivi à la lettre le Conseil de l'Evangile, *Quicumque dimiserit uxorem, exceptâ causâ fornicationis*, le Sieur de la Boissière devoit se souvenir des paroles qui suivent, & *qui dimissam duxerit mœchatur*. Ce furent là toutes les raisons des Appellants.

Pour les Intimés, on soutient, au contraire, qu'il n'y a rien de plus fort dans les questions d'Etat, que la fin de non-recevoir; c'est un moyen infaillible pour décider tout ce qui s'y trouve de plus difficile. On ne craint point de commettre une injustice, parce qu'il n'y a presque point de fin de non-recevoir qui ne soit l'ouvrage de celui à qui elle est opposée; en un mot, on tranche sans hésiter, & l'on se débarrasse de toutes sortes de doutes, par des regles que l'Autorité publique a établies pour conserver le repos des familles.

Ce n'est pas le prétendu Maillard qu'il faut principalement considérer, sur-tout après s'être enseveli dans une obscurité affectée. La véritable question tombe sur la qualité de veuve qui appartient à la Dame de la Boissière. Or peut-on douter qu'elle ne soit une véritable veuve, & que son fils ne soit légitime, si elle a été mariée de bonne foi? Mais peut-on douter de sa bonne-foi, si cette femme a été innocente? Et peut-on douter de son innocence, après

l'Arrêt de la Tournelle, qui prononce son absolution? C'est la première fin de non-recevoir. Voici la seconde.

Jean Maillard s'est absenté à la fin de l'année 1629, & depuis on n'a eu de ses nouvelles, que par le Certificat de son décès. Ainsi, pendant plus de quarante années, la Dame de la Boissière a été en possession de la qualité qu'on lui conteste.

Le titre du Code *De longi temporis præscriptione quæ pro libert.* établit la prescription de vingt ans en faveur de la liberté; & c'est d'un usage constant parmi nous, que les dispositions du Droit Romain, qui regardent la liberté, s'appliquent à l'état de la Cause. Si l'on avoit besoin d'une autre prescription encore plus indubitable, on pourroit avoir recours à celle de quarante ans dont parle la Loi *Omnes Cod. de præscriptionib. 30. vel 40. annor.* & qui assure toutes sortes de conditions; *Quilibet super suâ conditione, in quâ per idem tempus absque ullâ judiciali controversiâ positus est, sit liber, & præsentis saluberrimæ legis plenissimâ munitione securus.* Quiconque a été placé dans une condition pendant un espace de temps sans avoir été troublé par quelques Jugemens en Justice, qu'il soit réputé libre. Il faut remarquer que sous ce terme générique *condition*, dont parle la Loi, tous les différents états de la vie civile sont compris, *état & condition* sont synonymes, par conséquent on n'a pas eu raison de les distinguer.

Mais ce qui rend cette prescription très-favorable, c'est qu'elle vient du fait de celui même qui l'a contestée. S'il étoit véritable mari, pourquoi abandonnoit-il sa femme & ses enfants? Pourquoi les oubloit-il volontairement, jusqu'à n'en vouloir point savoir de nouvelles? Pourquoi demeurait-il dans le silence, pendant que sa femme étoit en possession d'un nouveau mari? Ce qu'il pouvoit empêcher, non-seulement par son retour, mais par une simple Lettre.

Le Parlement de Toulouse ne trouva point de plus grande difficulté dans le Jugement du Procès du faux Martin Guerre, que de déterminer s'il devoit absoudre ou condamner le véritable, pour avoir demeuré douze ans éloigné de sa femme: c'est la Remarque faite par Mr. Coras dans la note 197, de l'Arrêt de Martin Guerre (a).

Pasquier, dans ses *Recherches de la France*, Liv. 6. chap. 35, dit que le véritable Martin Guerre étoit punissable, parce que son absence étoit cause du crime de sa femme.

L'Histoire de la Chine dit que Guejus, présomptif héritier du Royaume, accusé & poursuivi comme rebelle par le Roi son pere, qui avoit été irrité par des calomniateurs, se réfugia dans la Tartarie, où il mourut: Que le Roi, qui le survécut plusieurs années, étant décédé, un hom-

(a) Voyez la Cause de Martin Guerre Tome I. des Causes célèbres.

me, sorti d'entre les Tartares, parut sous le nom du Prince avec un équipage pareil au sien; & que Puyus, le premier Magistrat de la Justice Criminelle du Royaume, le fit prendre & scier par le milieu du corps, après avoir prononcé ce Jugement contre lui. Comment excuser un fils après un si long silence? Croira-t-on que celui-là soit vivant, dont on n'aura oui aucune nouvelle pendant tant d'années? Un Prince, dont le Roi & tout le Royaume ont pleuré la mort? Mais soit qu'on le présume vivant, s'il n'est pas mort en effet, il est néanmoins digne de mort, puisqu'il a été si long-temps à revenir, & qu'il a privé son pere de la juste consolation qu'il lui devoit. C'est pourquoi j'ordonne, dit ce Ministre, qu'il meure; véritable ou faux, il est criminel. *Martini Martinii Tridentini è Societate Jesus Sinicæ Historiæ Decas* I. l. I. & 9.

Maillard, après une absence de quarante années, ne méritroit-il pas la même peine avec plus de justice? Ou, si on veut le dérober au châtiment que mérite son crime, peut-on se défendre de la fin de non-recevoir, qui résulte de sa longue absence en cas que ce soit le véritable Maillard? On oppose, que les droits du mariage ne sont point sujets à la prescription fondée sur la possession & sur l'absence; que celui qui a été mari ne cesse jamais de l'être; & que, pendant qu'il vit, sa femme est liée à la Loi du mariage qui lui est toujours présente.

On répond, que la Dame de la Boiffiere ne dit pas que le prétendu Maillard ait été son véritable mari, & qu'il ait perdu cette qualité par le temps : elle soutient qu'il est un imposteur, ou tout au moins qu'il ne prouve pas bien son existence. Dans cet état, la prescription est un moyen très-légitime, non pas pour éteindre un droit, mais pour faire cesser une prétention qui résiste à toutes les apparences.

Mr. Dargentré, *Consult. 2. num. 19.* dit qu'il y a bien de la différence entre prescrire *une chose*, & prescrire une action. Prescrire *une chose*, c'est *l'acquérir* par le bénéfice du temps; & prescrire une action, c'est seulement se maintenir dans ce qu'on possède, & se défendre contre le trouble qu'on y peut souffrir.

Pour rendre cette différence plus sensible, prenons l'exemple; dont les Appelants se sont servis, des choses saintes, sacrées, domaniales, ou publiques. Si un homme est en possession d'une Place publique, d'un College, d'une Eglise, quelque longue que soit sa possession, elle sera inutile, pourvu que la premiere qualité de cet héritage soit certaine, ou par quelque titre, ou par quelqu'autre démonstration, comme par la construction, par la figure, &c. La raison en est, que ces sortes de choses ne peuvent s'acquérir par prescription.

Mais quand je possède un héritage ou un édifice qui n'a point les marques d'une chose publique, domaniale, sainte, ou sa-

crée, peut-on, après une très-longue possession, m'opposer qu'elle l'est en effet, & que je ne puis pas la posséder? Je soutiendrai contre celui qui voudra m'inquiéter, que c'est une chose de condition commune. Je ferai voir qu'elle ne porte point les marques de celle qu'on lui attribue; & si l'on veut entrer dans la discussion de ce fait, je l'empêcherai par des fins de non-recevoir, à moins qu'il ne s'y trouve une entière évidence; & je ne permettrai point, que contre l'état où la chose a paru dans une longue suite d'années, on lui donne une nouvelle qualité par des raisonnements & par des conjectures. C'est le cas où la prescription servira, non pas à acquérir, mais à conserver. L'application de cette proposition est facile. Le prétendu Maillard dit qu'il est mari, & en cette qualité il veut que la Dame de la Boiffiere soit indispensablement attachée à lui, présent ou absent; parce que, dit-il, la Loi du mariage est toujours présente.

Est-ce ainsi que parle un véritable mari? La Loi du mariage n'est autre chose que le commandement qu'a le mari sur sa femme, & qui ne subsiste que dans la société conjugale.

Mais quand il dit qu'il est mari, il le dit sans apparence. Il n'est point dans cette possession. Il n'a, ni les inclinations, ni la conduite, ni les connoissances, ni les paroles d'un mari. Que veut-il donc faire au milieu d'une infinité de soupçons, pour
ne

ne pas dire de preuves convaincantes, qui sont contre lui? Il fera valoir un léger indice, une prétendue conformité de signatures, ou quelque argument aussi foible; il faudra employer toute la vie à des discussions sans fin & sans mesure, pour tâcher de voir l'entier éclaircissement d'un secret, que peut-être Dieu se réserve à lui-même. C'est là sans doute la plus juste occasion qu'on puisse avoir pour appliquer la fin de non-recevoir, & pour se défendre d'une action, qui, par des incertitudes, veut tirer les Intimés d'un état qu'une très-paisible possession leur assure. „ Il est „ aisé de voir, que, de quelque côté que „ l'on se soit tourné, on vient se briser „ contre cet écueil : le mariage est impres- „ criptible. „

QUATRIEME QUESTION.

Si le Mariage du Sieur de la Boissiere a été contracté de bonne foi?

Pour les Appellants, on disoit que, ni Marie de la Tour, ni le Sieur de la Boissiere, n'ont point contracté de bonne foi leur mariage.

A l'égard de Marie de la Tour, on n'en peut pas douter, par l'existence de Jean Maillard, & par le faux Certificat de son décès.

Son ambition même d'épouser un homme riche & de qualité comme le Sieur de

la Boiffiere, & le mauvais commerce qu'elle a eu avec lui avant leur prétendu mariage, persuadent aisément que, pour l'établissement de sa fortune, & dans le dessein de couvrir sa débauche dans le Public, elle n'a pas fait de difficulté de feindre la mort de son mari.

Le Sieur de la Boiffiere n'est pas de meilleure foi que Marie de la Tour : la forte passion qu'il avoit pour elle, les enfants qu'il en avoit eus, la longue absence du mari de cette femme dans un Pays fort éloigné, & par-dessus cela l'imagination vive d'un homme amoureux qui lui persuade aisément tout ce qui peut le flatter, l'ont enfin déterminé à se précipiter dans un mariage avec une femme qu'il savoit déjà être mariée.

Pour les convaincre tous deux de mauvaise foi, il suffit de rapporter les termes de leur Contrat de Mariage : il énonce, que *Marie de la Tour donne au Sieur de la Boiffiere la somme de trente mille livres qu'elle lui apporte en dot, & qui provenoit de son acquêt, de laquelle elle se réserve l'usufruit, en cas de prédécès du futur époux & de ses enfants, ou qu'il y eût dissolution du présent mariage. Il est dit aussi, qu'après la mort de la future épouse donatrice, elle délaïsse la propriété & le principal de ladite somme de trente mille livres aux héritiers propres du futur époux décédé sans enfants du futur mariage, ou autre qui pourroit avenir.*

Ces termes, *ou qu'il y eût dissolution de mariage*, marquent la prévoyance du retour de Jean Maillard; comme ces mots, *ou autre qui pourroit avenir*, témoignent la défiance des contractants pour leur mariage, puisqu'ils entendoient parler des enfants d'un autre mariage, que le Sieur de la Boissiere pourroit contracter.

Pour les Intimés, on disoit au contraire, que les Sieur & Dame de la Boissiere ont fait tout ce qui leur étoit enjoint par la Loi pour faire paroître leur bonne-foi : ils s'informerent du départ & du décès de Jean Maillard; ils en eurent un Certificat; ils passèrent un Contrat de mariage en présence de plusieurs témoins; ils obtinrent une dispense en bonne forme de la publication des bans. Ils célébrèrent leur mariage dans la Paroisse où ils demeuroient depuis sept années, & le firent approuver par l'Eglise.

Ainsi, quand l'existence de Jean Maillard auroit été un empêchement à ce mariage, il ne pourroit leur être imputé : ils avoient une juste cause de l'ignorer. Ils étoient dans la bonne foi : on n'en peut pas douter, après l'Arrêt de la Tournelle; car s'il y avoit eu de la mauvaise foi, il y auroit eu du crime; & s'il y avoit eu du crime, on n'auroit pas cassé toute la Procédure faite par le Lieutenant-Criminel du Châtelet contre la Dame de la Boissiere, ni, sur l'extraordinaire, mis les Parties hors de Cour & de Procès. A l'égard des clau-

ses du Contrat de Mariage des Sieur & Dame de la Boiffière, elles sont fort innocentes, & dans le style ordinaire.

Premièrement, c'est Marie de la Tour, laquelle stipule ces clauses, & non le Sieur de la Boiffière, à qui par conséquent on n'en peut rien imputer.

En second lieu, la particule *ou*, mise avant ces mots, *qu'il y eût dissolution*, peut être prise pour la particule conjonctive : cela est ordinaire en Droit : *Nonnunquam disjuncta pro conjunctis, conjuncta pro disjunctis accipiuntur*, dit la Loi, *sæpe, Digesto de verborum significatione* : de sorte que la particule *ou*, étant en cet endroit conjonctive, elle ne signifie autre chose, sinon, qu'en cas de prédécès du mari, & qu'il y ait dissolution du présent mariage par ce prédécès. Ce qui ne peut marquer le retour de Jean Maillard.

En troisième lieu, il est impossible d'entendre autrement cette clause, puisqu'il feroit ridicule à Marie de la Tour de stipuler, qu'en cas du retour de Jean Maillard, elle donnoit au Sieur de la Boiffière & à ses héritiers la propriété de trente mille livres qui lui étoient acquêts ; d'autant que comme acquêt, elle ne pouvoit leur donner cette somme au préjudice de sa première communauté, non plus qu'elle ne la pouvoit donner, quand elle auroit été un propre ancien, n'étant pas autorisée pour cela de son mari.

Quant à ces termes, *ou autre qui pour-*

roit arriver, ils sont aussi fort innocents : ils marquent seulement, que le Sieur de la Boissiere pouvoit se remarier après le décès de Marie de la Tour, & avoir des enfans de ce dernier mariage ; auquel cas, la Donatrice entend que ses enfans jouissent de l'effet de sa donation.

Ainsi la bonne-foi de Marie de la Tour, & celle du sieur de la Boissiere, ne peuvent recevoir d'atteinte. On oppose, que tout concubinage étant vicieux, il ne peut compâtrir avec la bonne-foi qui n'est qu'innocence, & qu'on n'a jamais dit qu'il y a un concubinage de bonne-foi ; autrement ce seroit dire qu'il y a de la vertu dans le crime.

On répond, que cette Objection pourroit avoir quelque couleur, si les Sieur & Dame de la Boissiere, qui ont véritablement commencé *ab illicitis*, c'est-à-dire, par une action illicite, n'avoient point rectifié cette conduite par un mariage. Or, c'est dans ce mariage, que toute la bonne-foi des Parties se rencontre : on l'a déjà observé.

D'ailleurs, les Loix Romaines permettoient le concubinage à de certaines conditions, comme on peut voir *ff. de concubinis* : il ne différoit du mariage que par sa durée, & par la condition inégale des contractants. Une concubine étoit comme une seconde femme, dit la *Novelle 18. chap. 5.* & tenoit lieu de belle-mere aux enfans légitimes, comme on le peut voir

au Code *de nuptiis* ; & , par cette raison ils ne pouvoient jamais l'épouser. Elle pouvoit être accusée, & punie , comme adultère , dit la Loi 13. *ff. de adulteriis*. Quand elle n'étoit point dans un engagement indigne qui lui fît perdre le nom de Matrone, tous ses enfans, à la différence de ceux qui étoient incertains ou infames, étoient nommés naturels ou presque justes, ainsi qu'il est rapporté au Code *de naturalibus liberis* , *Novella 8. cap. 5.* car le concubinage étoit distingué de la débauche.

En un mot, les Loix Romaines, toutes pleines qu'elles sont d'honnêteté, ne regardent pas le concubinage comme un état absolument incapable de bonne foi.

Il est vrai que selon la pureté de nos mœurs, le concubinage est un péché; mais aussi, comme la bonne-foi n'est autre chose qu'une juste ignorance du fait & du droit, & quelquefois de l'un & de l'autre, qui produit l'innocence; on peut dire qu'il y a un concubinage de bonne foi, quand les deux Parties vivent ensemble dans la croyance sincere qu'ils sont légitimement mariés, quoique dans la suite leur mariage ne se trouvât pas légitime, par le retour inopiné d'un premier mari qu'on a cru mort.

V. ET VI. QUESTIONS.

Premièrement , Si Marie de la Tour , ou son second mari , ou l'un ou l'autre , étant dans la bonne foi , leur mariage , quoiqu'en figure , peut produire quelque effet en faveur des enfants qui en sont nés ?

Secondement , Si leurs enfants , nés avant leur mariage , peuvent être légitimés par le mariage subséquent , quand il y en a un précédent qui subsiste ?

Pour les Appellants , on disoit que le second mariage de Marie de la Tour ne pouvoit produire aucun effet en faveur de ses enfants nés avant ce mariage ou après.

A l'égard des enfants nés avant , il ne reste présentement que Pierre Forain , qui ne peut être né sur la foi du Certificat du décès de Jean Maillard ; puisque le Certificat , faux dans son énoncé , ne mérite aucune créance. D'ailleurs , la naissance de cet enfant est absolument adultérine , & par conséquent il n'a pu être légitimé par le faux mariage qui a suivi.

C'est-à-dire que l'ignorance de l'empêchement peut bien rendre un mariage excusable , quand il est contracté de bonne foi ; mais il n'excuse jamais la débauche , & ne peut empêcher que les enfants qui en sont issus , ne soient adultérins , quoique le pere ou la mere aient ignoré l'empêchement ; en un mot , les enfants nés depuis le mariage en figure , peuvent bien

être légitimés; ils ont l'apparence favorable du mariage pour eux; mais ceux qui sont nés avant, sont en toutes manières indignes de la légitimation, puisqu'ils n'ont dans leur origine que la honte du concubinage.

En second lieu, l'ignorance de l'empêchement n'est point excusable, si elle n'a été précédée des recherches & des preuves prescrites par la Loi. Car, pour passer valablement à un second mariage, ce n'est pas assez que ceux qui le contractent soient persuadés que le mari, qui étoit un empêchement à leur mariage, est décédé; il faut encore que cette persuasion soit appuyée de preuves suffisantes.

Les preuves qui étoient requises par l'ancien Droit, sont marquées par la Loi onzième § 12. ff. *ad L. Juliam de adulteriis*, où le Jurisconsulte Papinien, interrogé quelle punition méritoit une femme qui s'étoit remariée pendant l'absence de son mari, répond que la Question proposée forme une difficulté de fait & de droit. S'il s'est, dit-il, passé un long temps depuis l'absence du mari, & que pendant ce temps-là sa femme eût vécu avec honneur, sans aucun soupçon d'impudicité; qu'ensuite elle se soit remariée sur le faux bruit du décès de son mari, elle est présumée n'avoir rien fait qui mérite punition, parce qu'il y a toutes les apparences qu'elle a été trompée. Mais, au contraire, si la mort simulée de son mari n'a été qu'un

prétexte pour passer publiquement à de secondes noces, n'étant pas exempte de soupçon de s'être prostituée, il faut qu'elle soit punie d'une peine qui réponde à la grandeur du crime qu'elle a commis. Ce sont les propres termes de la Loi, dont l'application naturelle au mariage de Marie de la Tour fait voir, que ce mariage ne peut produire aucun effet en faveur des enfants nés ou à naître. La Loi ne veut pas que, quand l'habitude vicieuse précède le mariage, on présume la bonne-foi, parce qu'on ne présume jamais pour l'innocence de ceux qui ont été dans le crime; & quand ils alleguent un mariage après la prostitution, on ne regarde ce mariage que comme un voile qu'ils ont cherché pour couvrir leur turpitude.

Par l'Authentique *hodie Cod. de repudiis*, le temps même d'une longue absence ne peut servir d'excuse. En quoi les Empereurs Chrétiens ne se sont pas contentés des précautions de la Sagesse Païenne, qui nous est marquée par la Loi de Papinien: ils en ont ajouté de nouvelles; puisque, par le Droit nouveau de cette Authentique, le long temps ne sert plus de prétexte à la bonne-foi; la continence & la fidélité pendant plusieurs années n'excusent point ceux qui y manquent dans la suite. Comme aussi les bruits supposés de la mort d'un mari sont de fausses raisons & de mauvais prétextes pour se marier: il faut avoir une certitude de la mort du premier mari avant

que d'en prendre un second. Si le premier étoit Soldat, il faut un Certificat du Capitaine comme il est mort ; & ce Certificat doit être authentique, & déposé dans un monument public, pour être garant de la bonne-foi de ceux qui se marient. La Nouvelle 17. Chapitre 11. dont l'Authentique est tirée, veut même que la vérité soit attestée avec serment par le Capitaine, en touchant les saints Evangiles. Cependant il n'y a aucune de ces formalités qui ait été gardée pour Marie de la Tour.

Il faut aussi remarquer, que l'Authentique & les Loix qui excusent l'erreur de ceux qui contractent dans l'ignorance de l'engagement de l'un d'eux, parlent toutes de personnes qui contractent le mariage, & non pas de celles qui vivent dans le concubinage, qui ne peut être de bonne foi.

Une autre Observation nécessaire est, que l'Authentique *hodie*, qui introduit de nouvelles formalités, ne détruit point les anciennes, que nous avons marquées par la disposition de la Loi du Jurisconsulte Papinien. Aussi par la Loi 7. au Code de *reput.* il est dit : *Ideoque observandum est, ut si adulterii suspicio nulla sit, nec conjunctio furtiva detegatur, nullum periculum ab iis, quorum conjugio erant copulatæ, vereatur : cum si conscientia maritalis thori furtim esset violata disciplina, ratio poenam congruam flagitaret.* C'est pourquoy, s'il n'y a point de soupçon d'adul-

tere, si l'on ne découvre point d'union illicite, & s'il n'y a rien à craindre de la part de ceux avec qui on étoit lié par le lien du mariage; la raison veut qu'on punisse l'affront qu'on a fait clandestinement au lit marital.

On peut ajouter, que c'est une Maxime reconnue par tous les Canonistes, qu'il n'y a point de bonne foi quand il y a eu du doute, principalement en matière de mariage; car il n'y a rien que l'on doive moins hasarder sur un doute, que la bigamie & le sacrilege, & d'approcher des Autels au risque de les profaner : c'est être hardi où il faut trembler, & se rendre coupable du crime dont on prend le péril librement. C'est pour cette raison, qu'il n'y a point de bonne foi sans une persuasion toute entière de la mort de celui qui peut être un empêchement au mariage.

Il faut distinguer en cet endroit deux choses, que le Vulgaire confond quelquefois; savoir la légitimation par la bonne-foi, & la légitimation par le mariage subséquent; ces deux sortes de légitimations n'ayant rien de commun, & ne pouvant pas même se rencontrer ni concourir pour produire un même effet.

Pour faire connoître cette différence, établissons les cas de l'une & de l'autre légitimation, & alors il n'y aura personne qui ne s'apperçoive aussi-tôt qu'elles sont bien dissimblables.

La légitimation par la bonne-foi a lieu

en faveur des enfants qui sont nés pendant un mariage contracté de bonne foi par deux personnes, dont l'une est dans un engagement ignoré par les deux conjoints : ou du moins par l'un d'eux : & cette bonne-foi fait que l'empêchement venant à être découvert, & le mariage déclaré nul, les enfants ne sont pas pour cela déclarés illégitimes, & leur état se conserve tout entier.

La légitimation par le mariage subséquent est bien différente ; elle a seulement lieu, quand il naît un enfant de deux personnes libres, *ex soluto & solutâ*, qui ne sont point mariées, & qui n'ont aucun empêchement qui leur soit un obstacle, que le défaut de volonté : alors cet enfant ne naît pas légitime, comme dans le premier cas ; mais il peut bien être légitimé par le mariage subséquent, & il faut pour cela que ce soit un mariage valable, sans examiner s'il y a de la bonne-foi ou non ; parce que c'est la force du mariage seul qui produit cet effet, & non pas la bonne-foi, qui peut bien dans le cas que nous avons marqué faire naître des enfants légitimes, mais qui ne légitime jamais ceux qui par leur naissance sont bâtards, comme sont tous ceux qui naissent hors & avant le mariage. Il faut examiner ces deux sortes de légitimations par leurs principes, & voir si l'un ou l'autre convient au fait particulier de la Cause.

Pour commencer par la premiere, qui est la légitimation par la bonne-foi, & faire voir qu'elle n'a lieu, qu'en faveur des enfans issus pendant le mariage, il en faut chercher les principes dans le Droit Canon, qui a introduit cette sorte de légitimation, & dans les Arrêts qui ont suivi: l'une & l'autre Jurisprudence prescrivent en ce cas quelques conditions.

Il y en a trois, dont le concours est nécessaire.

La premiere, qu'il y ait un mariage qui précède la naissance de l'enfant.

La seconde, que ce mariage soit contracté en face d'Eglise, & avec bonne-foi, du moins de l'un des contractants.

La troisieme, que l'enfant soit né pendant le mariage.

Ces trois conditions sont nettement marquées dans le Chapitre, *ex tenore*, aux Décretales, *qui filii sint legitimi*, qui est le siege de la matiere. L'espece est d'une femme, qui, ayant perdu son mari dont elle avoit eu un fils pendant son mariage, demandoit pour ce fils pupille la succession de son pere; les héritiers la lui contestoient, parce que, lorsque cette femme avoit épousé le défunt, il étoit engagé par mariage à une autre.

La premiere considération qui détermine le Pape, est que le pere de l'enfant avoit épousé sa mere en face d'Eglise, *matrem ipsius in facie Ecclesiæ duxerit in uxorem*. La seconde, que la mere ignoroit que ce-

lui qu'elle avoit épousé dans les formes fût marié à une autre, *ignorans quòd ipse sibi aliam matrimonialiter copulasset*. Ce qui la constituoit en bonne foi. Et la troisieme, que l'enfant étoit né pendant le mariage, *dum ipsa conjux ipsius legitima putaretur dictum R. * suscepit ex eadem, in favorem prolis potiùs declinamus, memoratum R. legitimum reputantes*. Ce mot *reputantes* marque dans ce cas, même à considérer la rigueur du Droit, que l'enfant n'est pas légitime, parce qu'il n'est pas né d'un légitime mariage; néanmoins la bonne-foi qui rend l'union innocente opere cet effet, comme le remarque la Glose.

De ces trois conditions, il n'y en a pas une qui puisse être appliquée au fait particulier. Premièrement, il n'y avoit point de mariage qui pût servir de fondement à la bonne-foi du Sieur de la Boissiere. Secondement, les contractants n'ignoroient pas que Maillard fût vivant, ou du moins ils ne pouvoient être légitimement persuadés de sa mort. Troisièmement, Pierre Forain n'est pas né pendant le prétendu mariage, & par conséquent il n'est pas né dans cette bonne foi qui rend la naissance légitime.

Ces principes sont si évidents, & l'application si aisée, que Pierre Forain lui-même n'oseroit soutenir qu'il soit aux ter-

* Cette R. est la lettre initiale du nom propre de la personne qui est dans l'espece dont parle le Pape.

mes de cette premiere espece de légitimation, qui est la légitimation par la bonne-foi. Mais il prétend qu'il a été légitimé par le mariage subséquent que le Sieur de la Boissiere & Marie de la Tour ont contracté.

Pour savoir s'il a pu être légitimé par ce mariage, il faut examiner quels sont les principes de la légitimation par le mariage subséquent, & faire voir combien ils sont différents de ceux de la légitimation par la bonne-foi; & ensuite montrer, que Pierre Forain peut encore moins tirer avantage de cette seconde espece de légitimation que de la premiere.

Comme cette seconde sorte de légitimation a pris sa source du Droit Civil, c'est là qu'il en faut chercher les principes & l'origine.

Elle a commencé du temps de Constantin. Cet Empereur voyant que le concubinage, qui étoit toléré par les Loix Romaines, régnoit par-tout, il voulut en empêcher le progrès il auroit bien voulu le détruire entièrement; mais comme il auroit été difficile d'obliger ceux qui vivent dans la licence du concubinage, de rompre tout d'un coup avec le plaisir, en quittant leurs concubines, il crut qu'il valoit mieux sanctifier par le mariage ces habitudes vicieuses, que de songer à rompre des nœuds que l'amour & le temps avoient rendus indissolubles. Ainsi, comme il savoit qu'il n'y a point d'impression plus forte que celle que les peres & me-

res reçoivent de la passion qu'ils ont pour leurs enfants, il se servit de cet artifice de la légitimation par le mariage subséquent. Pour cela il fit la Loi, par laquelle il ordonne que tous ceux qui jusqu'alors avoient vécu dans le concubinage, pourront se marier avec leurs concubines, & par ce moyen légitimer leurs enfants.

Comme cette Loi ne fut faite que pour retirer ceux qui vivoient dans le désordre, l'Empereur n'y comprit que les personnes qui jusqu'à son temps avoient vécu dans le concubinage, & en avoient eu des enfants; mais il n'étendit pas cette indulgence à ceux qui y vivoient à l'avenir. C'eût été le moyen de fomentier le vice qu'il vouloit détruire, & de nourrir la corruption par de nouvelles espérances, en donnant le pouvoir à ceux qui auroient vécu dans le concubinage, d'en légitimer les enfants par le mariage qu'ils auroient auparavant méprisé.

Ainsi l'Empereur Zénon, qui rapporte en la Loi *Divi. Cod. de naturalibus liberis*, la Constitution de Constantin, dont il renouvelle la disposition, déclare nettement qu'il n'entend point que le remède & l'indulgence de la Loi soit pour ceux qui, ayant le pouvoir de se marier, & d'avoir des enfants légitimes, auroient préféré la licence du concubinage à la sainteté du mariage. Que ceux, dit cet Empereur, qui, jusqu'au temps de cette Constitution, n'ont point eu d'enfants de leurs concubines, ne croient pas que le bénéfice de la Loi soit
pour

pour eux : ils peuvent, si bon leur semble, en cas qu'ils n'aient point d'enfants, ou de femmes légitimes, épouser leurs concubines, & en avoir des enfants. Mais s'ils préfèrent le concubinage au mariage qu'ils peuvent contracter, qu'ils ne soient pas assez hardis que de demander la légitimation pour eux. *Hi verò qui tempore hujus sacratissimæ jussionis, necdum prolem aliquam ex ingenuarum concubinarum consortio meruerint, minimè hujus legis beneficio perfruantur; cùm liceat easdem mulieres sibi priùs jure matrimonii copulare, non extantibus legitimis liberis, aut uxoribus, & legitimos filios, utpote nuptiis præcedentibus procreare; nec audeant quos ex ingenuâ concubinâ dilato post hanc legem matrimonio nasci voluerint, ut justi, ac legitimi postea videantur, magnopere postulare.*

Si les choses étoient demeurées aux termes de cette Loi, elle auroit pu servir à corriger les mœurs, & à faire quitter le concubinage pour le mariage. Mais l'Empereur Anastase, & après lui Justinien, ayant ordonné pour l'avenir ce que Constantin & Zénon n'avoient introduit que pour le passé; ils ont donné à tous ceux qui avoient eu des enfants pendant leur concubinage, le pouvoir de les légitimer par le mariage subséquent. Alors il arriva tout le contraire de ce que Constantin & Zénon avoient voulu faire. Car, au lieu que ces deux Empereurs n'avoient eu d'autre dessein que de faire quitter le concu-

binage pour le mariage, les Constitutions d'Anastase & de Justinien donnerent occasion à plusieurs, qui auroient auparavant pu prendre les engagements du mariage, à suivre la licence du concubinage, se voyant toujours en état de contracter mariage avec leurs concubines, & d'en légitimer les enfants quand ils voudroient.

Ces dernieres Loix, quoique plus capables de relâcher les mœurs que de les corriger, n'ont pas laissé d'être suivies, & le Droit Canon les a embrassées : de sorte qu'il est très-constant aujourd'hui, que le mariage subséquent légitime les enfants, suivant le Droit Civil & le Droit Canon. Mais l'un & l'autre demandent deux conditions : la premiere, que ce soit un véritable mariage : & la seconde, que les enfants que l'on veut légitimer soient nés de personnes libres, *ex soluto & solutâ*.

On ne peut douter que, par le Droit Civil, le véritable mariage ne fût requis pour produire la légitimation des enfants bâtards ; ce Droit ne connoissoit aucune légitimation par la bonne-foi, non pas même en faveur des enfants nés pendant le mariage, quelque bonne-foi que pût avoir ou le pere ou la mere. Tout ce que la bonne-foi pouvoit chez les Romains, c'étoit de procurer l'impunité, & d'exempter de la punition d'adultere, celui qui avoit épousé une personne mariée qu'il croyoit libre.

C'est aussi un principe certain, qu'il n'y

a que le véritable mariage qui, selon le Droit Canon, puisse légitimer les bâtards. Si quelqu'un en doute, il n'a qu'à lire le Chapitre *Tanta vis* aux Décrétales, *qui filii sint legitimi*, dans lequel le Pape Alexandre III établit la légitimation par le mariage subséquent, & il apprendra des premières paroles de ce grand Pape, que c'est la force du mariage qui produit cet effet, & non pas la fiction & la bonne-foi : *Tanta est vis matrimonii, ut qui antea sunt geniti, post contractum matrimonium legitimi habeantur*. Comment attribuer cette force à un mariage nul ? Comment ce qui ne se peut soutenir soi-même, pourra-t-il communiquer la vertu qu'il n'a pas, & sans être légitime, légitimer les enfants ?

Or cette première condition requise, tant par le Droit Civil que par le Droit Canon, au mariage subséquent, pour produire l'effet de la légitimation, ne se rencontre pas dans le prétendu mariage du feu Sieur de la Boissière & de Marie de la Tour. Car, supposé Maillard vivant, ce mariage sans difficulté étoit nul : ce n'étoit que l'ombre & l'apparence d'un mariage contracté, pour tromper les yeux, & pour cacher le crime de ceux qui le vouloient faire servir de voile à leur mauvaise foi. Quand même, au-lieu de vouloir tromper les autres, ils eussent été trompés eux-mêmes, dans la pensée que Jean Maillard étoit mort, ce mariage ne seroit pas devenu valable pour cela, & il n'auroit

pu avoir cette force de légitimer, qui a paru si grande à son Législateur, qu'il semble qu'elle l'ait obligé de s'écrier, comme par admiration, *Tanta est vis matrimonii!* Mais cette force, qui est si grande, n'a garde d'appartenir à un mariage de nom seulement, ni à de vaines apparences vuides de vertu, & incapables de produire aucun effet : c'est la forme du mariage, suivant ce Canon ; c'est-à-dire, qu'elle n'appartient qu'au mariage seul, & lui est propre.

Si Pierre Forain demande pourquoi le mariage subséquent ne peut point légitimer, quand il est contracté de bonne foi, ceux qui auparavant sont nés bâtards ; puisque le mariage, quoique nul, quand il est contracté de bonne foi, & qu'il précède la naissance des enfants, peut les faire naître légitimes ?

On lui répond qu'il n'est pas vrai que le mariage contracté de bonne foi légitime les enfants qui en sont issus ; car c'est la bonne-foi qui légitime, & non pas le mariage ; le mariage est seulement le fondement de la bonne-foi, comme il a été montré ci-dessus. Il n'en est pas de même dans le cas de la légitimation par le mariage subséquent, puisqu'alors ce n'est pas la bonne foi qui légitime ceux qui sont nés bâtards, mais le mariage seulement ; c'est pourquoi il faut qu'il soit véritable, & qu'il ait de la force : c'est en cela que différent les deux especes de légitimation.

Dans la première, la bonne-foi, pourvu que le mariage en soit le fondement, fait naître les enfants légitimes, quoique le mariage duquel ils sont issus soit nul : mais quand les enfants sont nés bâtards, & hors du mariage, c'est le mariage qui légitime, & non pas la bonne-foi ; c'est pourquoi il faut que le mariage soit légitime & valable, si l'on prétend qu'il produise son effet.

On oppose, pour éluder la force de ce raisonnement, que le mariage putatif, & en figure, a le même effet pour légitimer quand il est contracté de bonne foi, que le mariage véritable.

Mais cette prétention est contraire à la disposition du Droit Civil, & du Droit Canonique, qui n'ont point de textes où la bonne-foi légitime ceux qui sont nés bâtards. Les Empereurs Constantin, Zénon & Justinien, qui ont introduit la légitimation par le mariage subséquent, ont tous parlé d'un véritable mariage : la Loi *Divi. cod. de naturalibus liberis*, l'appelle *justum matrimonium*. Le § 13. aux *Institutes de nuptiis*, parle d'un véritable mariage.

Le Droit Canon, qui ne fait que suivre la disposition du Droit Civil pour la légitimation des enfants par le mariage subséquent, parle aussi du véritable mariage : *Tanta est vis matrimonii, ut qui antea sunt geniti, post contractum matrimonium legitimè habeantur.*

C'est donc un mariage qui a de la force,

tanta est vis matrimonii. C'est un mariage qui fait de véritables nœuds, & non pas des nœuds en peinture. C'est un mariage qui se contracte en effet, & non pas en figure, *post contractum matrimonium.*

La seconde condition du mariage subséquent, pour légitimer des bâtards, est qu'il faut que ce mariage soit, non-seulement véritable au temps qu'il se contracte, mais il faut qu'il l'ait pu être au temps de l'habitude dont l'enfant est issu; c'est-à-dire, qu'il faut que l'enfant soit né de deux personnes libres, qui, dans le temps qu'elles ont eu l'habitude ensemble, auroient pu se marier si elles avoient voulu. La Loi 10. ff. *de naturalibus liberis*, le dit en termes formels.

Quoiqu'il n'y ait rien de plus certain que ces maximes, qui sont nettement établies par les Canons & par les Loix, Pierre Forain ne laisse pas de la vouloir détruire, non par des raisons, car il n'en peut avoir, mais par un grand nombre de citations de Docteurs ultramontains.

Qui ne croiroit que ces Docteurs ont été cités en si grand nombre pour établir quelque proposition sainte, & canonique? Cependant toutes ces citations se réduisent à prouver, que le concubinage, dans lequel le Sieur de la Boissière & Marie de la Tour ont vécu pendant plus de douze années, jusqu'à leur prétendu mariage, étoit un mariage secret. Y eût-il jamais une proposition plus scandaleuse & plus éloignée de

la pureté de nos mœurs ? Le mariage secret, qui étoit toléré du temps de ces Docteurs, qui vivoient avant le Concile de Trente, ne se faisoit-il pas par paroles de présent ? Comment entendra-t-on la clause du Contrat de mariage de Marie de la Tour & du Sieur de la Boissière, pour montrer qu'il y avoit un mariage secret entr'eux ? Cette clause porte en termes précis, que pierre Forain est issu du Sieur de la Boissière & de Marie de la Tour sur les promesses mutuelles de mariage qu'ils s'étoient faites réciproquement. Ce n'étoit donc que des promesses qui regardoient le futur, supposé que l'on en croie le Contrat de mariage. Comment est-ce donc que l'on appelle, du nom de mariage secret, un concubinage sur de simples promesses de s'épouser ? Mais que l'on donne tel nom qu'on voudra à cette habitude, n'importe ; puisque les paroles de présent ne font point un mariage parmi nous, & dans tout le Monde Chrétien, depuis le Concile de Trente.

Cette seule Remarque fait voir combien la citation de tous les Docteurs allégués, est inutile ; parce que tout ce qu'ils ont dit n'a été que pour marquer les arguments qui faisoient présumer de leur temps, & avant le Concile de Trente, le mariage secret, & qui après tout étoit assez difficile à connoître, d'autant qu'il se faisoit par de simples paroles, sans le ministère du Prêtre. Quoi qu'il en soit, on a fait

l'Apologie du concubinage pour défendre la naissance de Pierre Forain : on a dit que, dans le Droit Civil, il y avoit des concubinages de bonne foi : mais comment y auroit-il des concubinages de bonne foi, puisqu'ils sont contraires à la Loi, & que tout ce qui est contre la Loi ne peut être de bonne foi ? S'il falloit même juger du concubinage dans l'espece de la Cause par les Loix Romaines, on y trouveroit la condamnation de la proposition contraire; puisque ces Loix, toutes païennes qu'elles sont, ne souffrent le concubinage qu'entre deux personnes libres : mais il n'y a point de Loi qui dise qu'il puisse y avoir un concubinage de bonne foi avec une femme mariée, & que cette bonne foi puisse servir de quelque chose à la naissance des enfants. Au contraire, par les Loix qui ont été citées ci-dessus, il a été montré que, bien-loin que le concubinage avec une personne mariée puisse être de bonne foi par l'erreur de l'un des conjoints, cette erreur n'empêche pas que ceux qui se marient ne soient coupables d'adultere, quand leur mariage a été précédé de quelque conjonction, furtive & secrete.

Le Canon 4 distinct. 34, n'a pas dû être cité pour montrer que, par la disposition Canonique, le concubinage est permis : car, dans ce Canon, le mot de concubine a une signification bien différente de celle que nous lui donnons. Sur quoi les Correcteurs Romains ont fort bien

remarqué, que le Canon se sert du mot de concubine, pour signifier une femme mariée, mais dont le mariage n'a pas été contracté dans toutes les formes nécessaires pour avoir la qualité de femme. St. Augustin, au Livre *de bono conjugii*, prend le mot de concubine dans ce sens, c'est-à-dire, d'une femme qui n'a pas été épousée, *cum dotalibus instrumentis*. Mais, parmi nous la qualité de concubine, qui signifie une habitude illicite, & hors du mariage, n'a garde d'être autorisée par la Loi Canonique. Ici les Journalistes du Palais, que j'ai suivis dans l'extrait qu'ils ont fait de cette Cause, la font dégénérer dans une Dissertation sèche & ennuyeuse : mes Lecteurs ne me la pardonneront pas, & la mettroient sur mon compte ; j'ai donc cru que je devois leur en faire grace. Ils perdront bien des citations d'Ultramontains dont cet endroit-là est hérissé. Pour qu'ils puissent s'en consoler, je leur rapporterai après leur avoir fait part de l'Arrêt, les principes de cette matiere. Mr. l'Avocat-Général Bignon porta la parole dans cette Cause, pendant huit Audiences, chacune de deux heures. On admira sa mémoire dans le récit des faits presque infinis, sa netteté dans leur déduction, la pénétration de son esprit dans la découverte des circonstances décisives, & par-tout cette douce éloquence qui persuade toujours agréablement, quand elle est jointe à une grande probité comme la sienne.

Il conclut en faveur des Appellants comme d'Abus de la Célébration du Mariage du Sieur de la Boissière ; mais , avec ce tempérament , que la Cour adjugea au Sieur de Villiers une somme très-considérable sur les biens du Sieur de la Boissière. Voici les termes de l'Arrêt.

Arrêt
définitif.

La Cour en la Troisième des Enquêtes reçoit les Parties respectivement Appelantes , & en tant que touche les Appellations interjettées par les Parties de Pageau & le Vayer , met icelles au néant : ordonne que ce dont a été appelé sortira effet. A l'égard des Appellations interjettées par les Parties de Robert & Sachot des Sentences des 23 Octobre 1670 , 23 Avril , 6 Août , 30 Septembre , 1. 3. 13. & 15 Octobre 1671 , lesdites Appellations & ce au néant ; émendant , évoquant le principal pendant aux Requêtes du Palais , & y faisant droit , ensemble sur l'Appel comme d'Abus , & oppositions des Parties de Sachot à l'exécution de l'Ordonnance , qui a permis à la Partie de le Vayer de s'inscrire en faux , & de ce qui s'en est ensuivi , reçoit les Parties de Sachot opposantes : & sans s'arrêter audit faux , & Requêtes des Parties de le Vayer & Pageau , ayant aucunement égard au faux contre le prétendu Certificat du décès de Jean Mailard ; & sans s'arrêter audit Certificat ni à l'énonciation d'icelui , portée par le Contrat du prétendu mariage entre défunt Pierre Thibaud , & la Partie de Pageau du 26

Avril 1646, & par les autres faits en conséquence; dit qu'il a été mal, nullement, & abusivement procédé, & célébré; déclare ledit prétendu mariage non valablement contracté. Fait défense à la Partie de Pageau de prendre la qualité de veuve, & à la Partie de le Vayer de se dire & qualifier fils de défunt Pierre Thibaud de la Boissière, ni d'en porter le nom & les armes; maintient & garde les Parties de Sachot en la possession & jouissance des biens de la succession de défunt Pierre Thibaud, & néanmoins sans restitution de fruits, à la charge de rendre & payer sur lesdits biens à la Partie de Pageau la somme de 30000 livres portée par ledit Contrat de mariage, & Quittance de défunt Pierre Thibaud, sans intérêts. Et en conséquence, faisant droit sur la demande de la Partie de Pageau, portée par l'Exploit du 21 Mars 1671, déclare la révocation de la donation de ladite somme insérée audit Contrat de mariage valable: & ce faisant, ordonne que le cas porté avenant, les Parties de Sachot en demeureront déchues: maintient, & garde pareillement la Partie de Robert en la possession & jouissance des biens de la Succession de défunt Jean Maillard son frère; sans toutefois qu'elle puisse rien prétendre en la somme des 30000 livres, ni autres biens possédés par la Partie de Pageau, nonobstant la communauté stipulée par le Contrat de mariage entre elle & le défunt Jean Maillard; & sur le surplus des

autres Requêtes, fins & conclusions respectives, & appellations de la Partie de Robert de la Sentence du 24 Octobre 1670, & Ordonnances de Committitur de Mr. Pierre Martineau, Conseiller en la Cour, & Commissaire aux Requêtes du Palais du 8 Août 1671, & de ce qui s'en est ensuivi; met les Parties hors de Cour; & néanmoins, pour bonnes considérations, ordonne que sur les biens de la succession de Pierre Thibaud, il sera pris & donne à la Partie de le Vayer la somme de cent mille livres; desquels biens les Parties de Pageau & le Vayer ne pourront être dépossédées, qu'au préalable lesdites sommes adjudgées n'aient été payées. Condamne les Parties de Pageau, le Vayer & Robert, chacune à une amende de 12 livres, tous dépens compensés. Fait en Parlement, le 15 Mars 1674, Mr. le Président de Fourcy prononçant.

Maîtres Abraham & Sachot avoient écrit pour les Appellants comme d'Abus, Mrs. Pageau & le Sieur le Prade pour les Intimés.

Principes pour la légitimation par mariage subséquent.

Afin de rassembler en peu de mots les principes nécessaires de la légitimation par le mariage subséquent, il faut qu'il y ait six conditions. Premièrement, il faut que le mariage soit bon & valable; il ne suffit pas qu'il soit présumé bon, c'est la décision de plusieurs Arrêts.

Secondement, il faut que le mariage ait été contracté en face d'Eglise, parce que, selon le raisonnement de Basile Pons,

c'est le Sacrement qui rend légitimes les enfants qui sont nés avant la célébration.

Troisièmement, il ne doit pas être contracté à l'article de la mort du pere ou de la mere : c'est la Remarque de feu Mr. l'Evêque de Périgueux. (a) Cela est fondé sur deux Edits de nos Rois. Le premier est celui de 1636, qui est de Louis XIII. *Nous voulons*, dit ce Prince Art 6, *que les enfants qui sont nés des femmes que les peres ont entretenues, & qu'ils épousent lorsqu'ils sont à l'extrémité de leur vie, soient incapables de toutes successions, aussi-bien que leur postérité.* Le second est de 1697, de Louis XIV. qui confirme celui de 1639. *Nous voulons*, dit Louis-le-Grand, *que l'Article 6 de l'Ordonnance de 1639, au sujet des mariages que l'on contracte à l'extrémité de la vie, ait lieu, tant à l'égard des femmes qu'à celui des hommes; & que les enfants qui sont nés de leur débauche avant lesdits mariages contractés en cet état, soient, aussi-bien que leur postérité, déclarés incapables de toutes successions.* Cependant, hors de France, comme la Loi ne fait pas cette distinction, on croit que ces mariages, qui se font, ou pendant la vie, ou à la mort, sont suffisants, & capables de légitimer les enfants qui sont nés avant.

Quatrièmement, le mariage (b) subsequent légitime les enfants malgré les pe-

(a) Tome 4, Theol. Moral. pag. 411.

(b) Bardet t. 1, l. 1, c. 82.

res & meres. L'Arrêt du 15 Juin 1632 a jugé que la légitimation d'un enfant par mariage subséquent a lieu de droit, sans qu'il soit besoin de la déclaration du pere. La raison en est que cela est ordonné par la Loi, qui ne demande pas le consentement des peres & meres : parce que la Loi n'a en vue que de faire grace aux enfants, & d'empêcher qu'ils ne portent l'iniquité de leur pere; grace dont les parents ne peuvent & ne doivent pas les empêcher de jouir. Mr. de Sainte-Beuve (a), qui est dans ce sentiment, assure qu'il y a cette différence entre ceux qui deviennent légitimes de grace par un Rescrit du Prince, & ceux qui le deviennent par la force de la Loi, que le consentement des peres & des meres est nécessaire à l'égard des premiers, & non pas à l'égard des derniers. Or la légitimation, qui se fait par un mariage subséquent, est ordonnée par les Loix Canoniques & Civiles. Le Droit Canonique veut que, dans ce cas, les enfants illégitimes soient reconnus pour légitimes & habiles à succéder à leurs peres & meres. Alexandre III. l'a décidé ainsi. (b) Etant consulté sur une espece où

(a) Tom. 1, cas 178.

H. R. C. (b) *Conquestus est nobis H. quod cum quondam mulierem in uxorem acceperit R. patruus mulieris ipsius exheredare conatur, eo quod ante desponsationem matris suæ nata fuerit, licet postea pater mulieris præfatæ matrem ipsius acceperit uxorem; idcirco mandamus, quatenus si ita est, eam legitimam prædiceris, prædicto R. inhibentes ne dictæ mulieri; hac occasione, super hære-*

il s'agissoit d'une fille, à qui son oncle con-
testoit l'héritage de ses pere & mere, parce
qu'étant née avant leur mariage, il pré-
tendoit qu'elle étoit bâtarde, ce Souverain
Pontife adjugea l'héritage à cette fille, &
débouta cet oncle de sa prétention, parce
qu'elle avoit été légitimée par le mariage
subséquent de ses pere & mere. Ce Pape
s'est réglé dans cette décision sur le Droit
Civil (a), dont la disposition s'accorde en-
tièrement avec celle des Canons.

noms des
Consultants.

Cinquièmement, cette légitimation se
pourroit faire, quand même il y auroit
eu un autre mariage entre la naissance de
ces enfants & le mariage qui les rend lé-
gitimes. C'est le sentiment de Covarru-
vias (b), de l'Abbé de Palerme, & de Ca-
nifius; parce que ces personnes étoient li-
bres, & pouvoient se marier dans le temps
qu'elles ont eu ces enfants; le mariage
qui a retardé leur union conjugale pour la
légitimation de leurs enfants, ne peut l'em-
pêcher, dès qu'elles redeviennent libres

*ditate paternâ molestiam inferat, vel gravamen : si au-
tem contra hoc venire præsumpserit, cum severitate Ec-
clesiasticâ procedatis. C. Conquestus qui filii sint legi-
simi.*

(a) *Aliquando autem evenit ut liberi, qui statim, ut
nati sunt, in potestate parentum non sunt, postea redi-
gantur in potestatem patris, qualis est is, qui à muliere
liberâ procreatus, cujus matrimonium minimè Legibus
interdictum fuerat, ex nostra constitutione dotalibus in-
strumentis compositis, in potestate patris efficitur; quod
& aliis liberis qui ex eodem matrimonio postea fuerint
procreati, similiter nostra Constitutio præbuit. Inst. tit.
de nuptiis. § ultimo.*

(b) *In c. Tanta.*

par leur veuvage. Le Sieur de Ferrières (a) qui nous a expliqué le Droit François, embrasse ce sentiment. Un Arrêt (b) du Parlement de Rouen l'a ainsi jugé le 23 Novembre 1582, parce que la Loi, qui donne au mariage subséquent la force de légitimer des enfants naturels, ne marque pas qu'un mariage contracté auparavant, puisse en empêcher l'effet. C'est la note d'un sàvant Jurisconsulte.

Sixièmement il faut que ces enfants illégitimes soient nés *ex soluto & solutâ*, d'un homme libre & d'une femme libre; c'est-à-dire, qu'il n'y ait point eu entre leurs peres & meres aucun empêchement dirimant, ou lorsqu'ils ont été conçus, ou au temps de leur naissance, ou dans l'intervalle, parce qu'un enfant selon la Loi, naît libre; pourvu que les peres & meres aient été libres dans quelqu'un de ces trois temps, il faut accorder la même grace aux enfants pour leur légitimation, & empêcher qu'ils ne soient considérés comme bâtards.

Il faut remarquer que les enfants légitimes d'un pere illégitime, dont le pere épouse la mere, sont capables de succéder à leur grand-pere, parce que leur pere seroit légitime s'il vivoit. Bardet est de ce sentiment.

Suivant tous ces principes, le mariage
du

(a) Sur le Code l. 5, tit. 27.

(b) Beraut sur la Cout. de Norm. tit. des successions; art. 275.

du Sieur de la Boissière, & de Marie de la Tour, n'étant pas bon & valable, n'a pas pu légitimer Pierre Forain Sieur de Villiers. Le second enfant qui est né durant le cours du mariage du Sieur de la Boissière, n'a pas pu aussi être légitimé, parce qu'on ne peut pas dire qu'il y ait eu entièrement de la bonne-foi ni du côté du mari, ni du côté de la femme, à cause de tous les vices du Certificat de la mort de Maillard.

L'Arrêt a décidé nettement que Pierre Forain n'étoit pas légitime ; cependant on lui adjuge cent mille livres. La succession du Sieur de la Boissière étoit considérable. Il semble que la Cour ait voulu présumer que l'erreur du Sieur de la Boissière & de Marie de la Tour ait été excusable, puisqu'à la Tournelle ils ont été mis hors de Cour sur l'extraordinaire, du moins elle a trouvé des circonstances si favorables, que ne pouvant pas se relâcher de la sévérité de la règle, elle a pris, en s'y conformant, des tempéraments en faveur de Marie de la Tour, & pour Pierre Forain. Il y a des fautes qui échappent à l'humanité, qui, étant d'une conséquence dangereuse, ne doivent pas être pardonnées, mais qui ne paroissent pas en elles-mêmes être des effets de la malice : disons même qu'elles peuvent arriver à des personnes prudentes, qui méritent qu'on sèpare l'intérêt public & l'intérêt particulier en faveur des coupables ; qu'en conservant

Observations
sur l'Arrêt.

le premier avec toute la rigueur qu'il exige, on ait pour le second toute l'indulgence possible. Voilà tous les adoucissements que se permettent les grands Magistrats.

Mre. Pageau, qui a parlé pour l'une des Parties dans cette Cause, a mérité que Mr. de Harlay, alors Procureur-Général, parlât de lui en ces termes dans une Mercuriale. „ Quels exemples, dit-il aux Avocats, ne vous a pas donné un de vos „ Confreres, que la mort vous a enlevé „ il y a quelques mois. La bonté de ses „ mœurs, la beauté de son génie, l'agrément de son esprit, sa religion envers „ ses clients, mais encore plus sa justice, „ le faisoient rechercher pour défenseur „ de toutes les Causes importantes, & les „ Juges n'avoient pas moins de plaisir à „ l'entendre, que les Parties avoient de „ confiance en leur droit quand il étoit „ soutenu par un tel Avocat. „

Le Pere Bouhours, dans sa *Maniere de bien penser*, à la fin du quatrieme Dialogue, fait un bel Eloge de M. Pageau.



DOM CARLOS,

Fils de Philippe II. Roi d'Espagne, condamné à mort par son Pere.

J'ENTREPRENDS l'Histoire de la triste destinée de Dom Carlos, elle fut l'ouvrage d'un Jugement rendu par un Prince qui étoit tout à la fois son Pere & son Roi. On a douté si la Religion, la Justice, ou la Politique & la Haine, n'ont point guidé ce Pere, qu'on est porté à croire plutôt inhumain qu'équitable.

Le spectacle d'un Prince héritier présomptif d'un si vaste Empire, frappé d'une mort ordonnée par un Jugement, est si triste & si effrayant, que tous les esprits en sont déconcertés. Quand on voit un Prince destiné pour donner des Loix à des Etats immenses, qui doit par conséquent y être le souverain Dispensateur de la Justice, en être lui-même la victime, ne semble-t-il pas que ce soit un renversement dans la nature? Et quand on le supposeroit coupable, n'est-ce pas pour lui que la clémence doit exercer ses droits, sur-tout dans le cœur d'un Roi qui est son Pere? Il n'est personne qui ne se mette à la place du Monarque, & qui ne dise, j'aurois fait grace à mon fils. Ainsi le pere, en condamnant son fils au dernier supplice, semble être condamné par toute la terre.

L'Abbé
de Saint-
Réal.

Cette Histoire tragique a été mise en œuvre par un Ecrivain estimé qui embellit sa Narration, afin d'en faire un Roman ingénieux qui puisse attacher son Lecteur.

Ce même sujet a été manié par Campistron dans une Tragédie qui a eu un grand succès : il dit qu'il a eu des raisons invincibles pour transporter la Scene à Constantinople, & y faire paroître Colojean Paléologue Empereur de Grece, qui fit éprouver à son fils un sort très-cruel, puisqu'il lui fit crever les yeux avec du vinaigre brûlant, supplice ordinaire des Princes dans cet Empire.

J'ai cru qu'un sujet, qui a été la matière d'un Roman fondé sur l'Histoire, & d'une Tragédie qui ont eu du succès, pourroit être celle d'une Cause célèbre & intéressante.

Je n'ai garde d'employer les ornements de l'imagination du Romaniste, par deux raisons essentielles. Premièrement, ce seroit m'approprier le bien d'autrui. Secondement, je ne donne pas un Roman, mais une Histoire.

Dom Carlos étoit fils de Philippe II. & de Marie de Portugal ; elle étoit fille du Roi Jean III. & de Catherine, quatrième sœur de Charles V. Philippe II. fut marié à Salamanque le 15 Novembre 1543, & l'année suivante elle mourut en couche à Valladolid, laissant pour héritier des Couronnes d'Espagne l'infortuné Dom Carlos. Cette Princesse étoit très-petite, mais très-

belle. Philippe l'avoit préférée à Marguerite de France, fille de François I, laquelle épousa depuis Emmanuel-Philibert Duc de Savoie. Le vrai secret pour gagner ici l'attention des lecteurs, est de faire connoître le pere & le fils, parce qu'alors on ne regardera pas avec indifférence les principaux personnages d'une telle Histoire.

Philippe II. avoit pour passion dominante l'amour de sa grandeur, à laquelle il auroit sacrifié toutes les autres. Sur ce pied-là avoit-on tort de soupçonner que l'amour qu'il témoignoit pour la Religion, étoit une vraie hypocrisie asservie à son ambition?

C'est cette passion dominante qui avoit composé sa politique, qui étoit l'ame de ses actions; politique infiniment mystérieuse, qui avoit des vues profondes; politique accompagnée d'une gravité concertée. Il ne songeoit qu'à inspirer de la crainte, aimant mieux contenir ses sujets par-là, que par l'amour.

On a fait différents portraits de Dom Carlos. Les uns partisans de Philippe II. voulant le justifier, ont dépeint Dom Carlos comme un Prince qui avoit de grands vices, qui étoit d'un naturel mauvais & indomptable. La compassion qu'on a pour les infortunés qui subissent un sort funeste, nous inspire de leur prêter des qualités dignes que nous nous attendrissions pour eux : c'est cette compassion qui a d'abord

adouci les traits du tableau qu'on a fait de Dom Carlos, & qui les a effacés ensuite pour nous le représenter comme un Prince aimable. Si l'on en croit l'Auteur du Roman, c'est l'idée qu'on doit prendre; mais pouvoit-il parler autrement de son Héros?

Campistron, qui a dépeint ce Prince sous le nom d'Andronic, nous en a tracé la même image; mais il étoit soumis à la loi qu'il s'étoit imposée, de faire verser des larmes dans sa Tragédie à ses spectateurs.

Un Historien (a), qui n'est pas du premier ordre, & qui se contrarie souvent dans les jugemens qu'il porte, peint Dom Carlos avec des qualités qui lui donnent un grand relief. Il nous le présente avec un caractère opposé à celui de Philippe II. Le fils épris d'une passion dominante pour la guerre, le pere pacifique; le fils gagnant les cœurs par un air attrayant, le pere inspirant un respect qui tenoit de la terreur par un air sévère, une gravité guindée, un maintien composé : le fils ayant une teinture de diverses Langues, s'accommodant au génie de différents Pays; le pere ne sachant que l'Espagnol, & n'estimant que sa Nation : le fils ayant toutes les graces d'un extérieur prévenant, il avoit le teint admirable, la plus belle tête du monde, les yeux pleins de feu & d'Esprit, & l'air très-animé (b); le pere ayant

(a) Gregorio Leti.

(b) Voyez Brantôme.

une de ces physionomies communes, & un air sombre. Voilà l'idée & les impressions que le pere & le fils firent naître, quand ils parurent en Flandres.

Nous concevrons un jugement avantageux de l'éloquence de Philippe II. si nous en jugeons par ce qu'il répondit à Charles V, lorsque cet Empereur abdiqua la Couronne en sa faveur à Bruxelles. *Votre Majesté Impériale me charge*, lui dit Philippe II. *d'un pesant fardeau : je ne me sens point capable de suivre un si grand exemple, ni de remplir un si grand vuide. Je n'accepterois point cette démission, si je n'étois persuadé qu'elle aidera à prolonger la vie de Votre Majesté Impériale, dont au reste je tâcherai d'imiter les vertus en partie, étant impossible à l'homme le plus accompli de les retracer toutes.*

Il y a des Historiens qui ont dit, que Dom Carlos étoit farouche, bisarre, altier, incapable de céder, d'une ambition démesurée, impatient de régner : il étoit de ces naturels inflexibles, qui romproient plutôt que de plier.

Parmi ces Ecrivains, qui, par des raisons qui les animent, s'écartent de la vérité, quand ils dépeignent Dom Carlos, les uns en bien, les autres en mal, je crois m'approcher de la vérité, en tenant un milieu, & donnant à ce Prince, un mélange de vertus & de vices.

Le parti que je prends est d'autant plus juste, qu'il est vraisemblable que les uns

& les autres ont fait le tableau de ce Prince sur quelque fondement. Ils rapportent des traits de sa vie, pour justifier ce qu'ils avancent. Rien n'est plus propre à induire en erreur, qu'un Jugement du caractère d'un Prince fondé sur une action qu'il aura faite. Ce sont plusieurs actions suivies, uniformes, qui nous le présentent tel qu'il est. C'est une passion dominante qui éclate malgré lui dans des occasions où il est obligé de la celer. Ainsi, suivant cette règle, Dom Carlos avoit de l'ambition, de la fierté, il sentoît toute la grandeur de sa naissance.

Mais je ne vois dans les Historiens aucun trait qui nous exprime de la noirceur dans son ame. Son ambition & son humeur peu souple, la haine qu'il avoit pour les favoris de son pere (a), la rude éducation qu'il lui avoit donnée, suffisoient pour inspirer à ce Prince pour son pere une antipathie invincible malgré les loix de la nature.

On rapporte des traits de l'enfance de ce Prince, qui peuvent aider à faire connoître ses qualités naturelles.

„ Dom Carlos étant à peine entré dans
 „ l'âge de raison, la Reine de Bohême
 „ sa tante, qui demouroit alors en Espagne, fit châtier sévèrement celui de ses
 „ enfants d'honneur qu'il aimoit le plus,

(a) Le Duc d'Albe, & Ruis de Gomez, dont on disoit que l'un étoit le favori du Roi, & l'autre de Philippe II.

„ pour une faute assez légère. Comme il
 „ étoit dès-lors violent dans toutes ses pas- Voyez
 „ sions, il s'en plaignit à elle avec beau- l'Histoire
 „ coup d'aigreur : & cette Princesse l'ayant de Dom
 „ menacé du fouet s'il ne se taisoit, Dom Carlos de
 „ Carlos, à qui on ne pouvoit faire de l'Abbé
 „ plus sensible injure que de le traiter en de Saint-
 „ enfant, fut si outré de cette menace, Réal.
 „ qu'il lui donna un soufflet.

„ Aussi-tôt qu'elle l'eut quitté, il sentit
 „ ce qu'il avoit fait, & il en étoit dans
 „ une inquiétude extrême, lorsque son
 „ Maître-d'hôtel se présenta à lui fondant
 „ en pleurs. Dom Carlos, à qui tous les
 „ objets extraordinaires étoient suspects
 „ dans l'état où il étoit, s'enquit du su-
 „ jet de ses larmes, & il apprit que son
 „ pere avoit su son crime, & l'avoit con-
 „ damné à mourir. Ceux qui étoient pré-
 „ sents, remarquerent qu'il reçut cette
 „ nouvelle avec étonnement, mais pour-
 „ tant sans autre marque de frayeur, que
 „ de demander s'il n'y avoit point de
 „ grace pour lui ? On fut la demander, &
 „ on revint aussi-tôt lui rapporter qu'on
 „ l'avoit obtenue, & qu'il en seroit quitte
 „ pour perdre seulement la main dont il
 „ avoit frappé la Reine. Il fera beau voir,
 „ s'écria-t-il brusquement à cette réponse,
 „ un Roi manchot ? On lui remontra qu'il
 „ étoit trop heureux qu'on se contentât
 „ de cette peine : mais une personne de
 „ la compagnie lui ayant représenté en
 „ particulier, que s'il se soumettoit à quel-

„ que punition, son pere en pourroit être
 „ touché de pitié, il goûta cet avis, &
 „ il envoya prier le Cardinal Spinola de
 „ venir lui donner le fouet, qu'il n'au-
 „ roît jamais souffert autrement.

„ Quelques années après, au sortir d'une
 „ maladie qu'il avoit eue, le Roi l'ayant
 „ pris en particulier pour lui faire une ré-
 „ primande, Dom Carlos, qui se croyoit
 „ blâmé à tort, fut touché si vivement
 „ de ce que son pere lui dit, que la fie-
 „ vre lui en reprit sur l'heure. „ Une édu-
 cation si austere déracina les sentiments
 de la tendresse dans le cœur du Prince,
 pour y placer ceux de la crainte & de
 la haine.

Telle est l'éducation que Philippe II.
 donnoit à ce Prince, elle n'étoit assai-
 sonnée d'aucune douceur. Mais ce qui éloi-
 gna Dom Carlos de tout sentiment d'a-
 mour pour son pere, fut le changement
 de la destination de la Princesse Elisabeth
 fille d'Henri II. & de Catherine de Mé-
 dicis, qu'on avoit d'abord promise à Dom
 Carlos, & qui fut donnée à Philippe II.
 qui dans ce temps-là devint veuf de sa se-
 conde femme Marie d'Angleterre, (a) &

(a) C'étoit une Princesse très-vertueuse, mais qui
 n'étoit ni belle ni jeune. Ce mariage ne fut heureux
 ni pour l'un ni pour l'autre. Le mari n'aimoit point
 sa femme, quoiqu'il en fût aimé; & les Anglois
 haïssent encore plus Philippe, qu'il ne les haïssoit
 lui-même.

Philippe avoit recherché, après la mort de Marie,
 Elisabeth sa soeur; & celle-ci, qui n'avoit pas pris son

qui, ayant demandé Elisabeth de France, on ne put pas honnêtement la lui refuser, de sorte que cette Princesse partit pour l'Espagne pour épouser Philippe II. Brantôme dit que, dès qu'elle vit ce Monarque, elle le regarda fixement; & ce Prince lui dit, Regardez-vous que j'ai déjà les cheveux blancs? Ces paroles annoncèrent l'infortune de deux personnes si mal assorties. Dom Carlos, qui s'étoit flatté agréablement d'épouser cette belle Reine, avoit livré son cœur à une grande passion. La Reine lui en rendit une très-vive, quoiqu'elle ait toujours été contenue dans les bornes de la sagesse, & qu'elle ait évité de se rencontrer avec Dom Carlos. L'imagination de l'Auteur du Roman s'est exercé à créer différents incidents. Je tiens de bon lieu, dit Brantôme, en parlant de cette Princesse, *que Dom Carlos l'ayant vue en devint si amoureux, & si plein de jalousie, qu'il en porta grande toute sa vie à son pere; & fut dépité contre lui pour lui avoir soustrait sa belle proie, qu'onques bien il ne l'en aima, jusques à lui dire, & reprocher, qu'il lui avoit fait un grand tort & injure, de lui avoir ôté celle qui lui avoit été promise solennellement par un bon accord de paix: aussi dit-on que cela fut cause de sa mort en partie avec* parti sur le fait de la Religion, lui donna bonne espérance pour l'amuser. Mais, s'étant déclarée contre le Pape, elle se moqua de Philippe, & dit au Duc de Feria son Ambassadeur, qu'elle feroit conscience d'épouser le mari de sa sœur.

d'autres sujets que je ne dirai point à cette heure; car il ne se pouvoit garder de l'aimer dans son ame, l'honorer, & révéler, tant la trouvoit aimable, & agréable à ses yeux, comme certes elle l'étoit en tout.

Son visage étoit beau, poursuit cet Auteur, & ses cheveux noirs qui adombroient son teint, & le rendoient si attirant, que j'ai oui dire en Espagne, que les Seigneurs ne la pouvoient regarder de peur d'en être épris, & en causer jalousie au Roi son mari, & par conséquent eux courir fortune de la vie.

Discours
quatrième
me le la
Reine
d'Espa-
gne Éli-
sabeth de
France.

Les gens d'Eglise en faisoient tout de même, de peur de tentation, ne connoissant assez de forces & commandement à leur chair, pour s'en garder d'en être tentés.

Il dit ensuite qu'elle avoit la taille fort belle, & plus grande que toutes ses sœurs. Cette perfection est d'un grand prix en Espagne, où les tailles hautes sont rares. Elle accompagnoit cette taille d'un port majestueux, mêlé d'une gravité Espagnole, & d'une douceur Françoisé; elle étoit également adorée par le Peuple, & à la Cour.

„ Autant de fois, dit un Historien (a),
„ qu'elle sortoit en public; c'étoit autant
„ de triomphes pour elle; il étoit si dif-
„ ficile de la voir sans l'aimer, que c'est
„ encore aujourd'hui une tradition dans

(a) L'Abbé de St. Réal: je l'appelle Historien, quoique Romaniste, parce que son Roman est un Mélange d'Histoire & de Fable, où l'on discerne bien l'une de l'autre.

„ la Cour d'Espagne, qu'il n'y avoit point
 „ d'homme sage qui osât la considérer en
 „ face. Enfin, s'il est vrai, continue-t-il,
 „ que la beauté soit une espece de Royauté
 „ naturelle, on peut dire que jamais Reine
 „ ne fut plus Reine qu'elle. „ En effet,
 tous les cœurs volent au-devant d'une belle
 personne. Dom Juan, fils naturel de Char-
 les V. contribua encore à l'infortune de
 Dom Carlos. Cet Empereur ne l'avoit point
 reconnu pour tel durant son regne; mais
 après son abdication il le déclara, & le
 recommanda comme tel au nouveau Roi
 Philippe pour en faire un Ecclésiastique:
 il l'avoit donné à élever à un Gentilhomme
 Castillan, nommé Louis Quijada, Seigneur
 de Villagarcia, qui, pour mieux cacher
 ce qu'il étoit, ne l'habilloit que de bure,
 comme un Paysan, & l'accoutumoit au
 travail & à la fatigue. Jamais bâtard ne
 fut de si haute naissance des deux côtés:
 le pere & la mere de Dom Juan étoient
 tous deux de la Maison d'Autriche; cette
 maternité ne fut point cachée au public
 par pudeur : la vanité la fait étouffer aux
 Dames qui enchaînent de pareils Amants;
 mais ce fut par des raisons personnelles bien
 plus fortes, qui empêchoient la mere de
 se flétrir en laissant découvrir cette intri-
 gue. (a)

(a) On dit dans le *Menagiana*, que la mere de
 Dom Juan étoit sœur de l'Empereur, Barbe Plom-
 berge, qui étoit d'une beauté rare, & avec laquelle
 Charles V avoit eu un commerce de galanterie, vou-
 lut bien, pour dépayser la curiosité, se dire mere de

„ Lorsque le Sieur Quijada, qui l'avoit
 „ élevé comme son fils, lui découvrit son
 „ état, il se jetta à ses pieds, avant que
 „ de le présenter au Roi. Quoique Dom
 „ Juan eût toujours cru être le fils de
 „ cet Espagnol, il le regarda dans cette
 „ posture avec autant de tranquillité que
 „ s'il se fût attendu dès long-temps à ce
 „ changement. Ne voyant rien dans le
 „ nouveau rang où il entroit qui fût au-
 „ dessus de son courage, il n'en fut point
 „ ébloui : & toute la Cour vit avec ad-
 „ miration le fils de Dom Louis Quijada
 „ s'accoutumer en moins de demi-heure
 „ à faire le fils d'Empereur. (a) „

Un jour Dom Carlos l'envoya chercher avec deux de ses plus intimes confidens, & il lui demanda s'il vouloit le suivre, & le seconder dans une entreprise de la der-

Dom Juan. Elle étoit de Ratisbonne, & d'une condition distinguée. On a loué sa générosité pour avoir sacrifié son honneur, afin de conserver celui de la mere de Dom Juan. Mais Bayle trouve qu'elle n'avoit pas beaucoup de mérite, parce qu'il y a peu de Dames (dit-il) qui ne fussent honorées d'être Maîtresses d'un si grand Empereur.

Fontenelle, qui dans ses Dialogues la fait converser avec Lucrece, lui fait dire qu'elle étoit au-dessus de sa vertu, qu'elle en avoit plus qu'elle ne se soucioit d'en avoir. On a su la vérité, dit-elle, & on m'a récompensé de ce que je n'avois point fait parade de ma vertu, & de ce que j'avois généreusement dispensé le public de l'estime qu'il me devoit. Pour vous, parlant à Lucrece, on a été blessé de votre trop d'ardeur pour la gloire. On a fait ce qu'on a pu pour ne vous pas tenir autant de compte de votre mort qu'elle le méritoit.

(a) L'Abbé de St. Réal.

niere conséquence, & qui sans contredit devoit leur procurer à eux deux des avantages infinis. Dom Juan lui répondit qu'il étoit prêt à le servir en tout, hormis en ce qui seroit contre le service & la personne du Roi son frere. Mais le Prince ayant repliqué qu'il falloit lui donner parole, sans aucune exception, de l'accompagner par-tout, & de faire tout ce qu'il exigeroit, Dom Juan refusa net, & sans balancer de prendre un engagement de cette nature; sur quoi Dom Carlos le congédia en colere, & confus de s'être trop découvert. Au sortir de cette conférence, Dom Juan, dans la crainte que le Roi n'apprît de quelqu'autre les ouvertures que le Prince lui avoit faites, voulut être le premier à les découvrir, pour mériter par ce service les bonnes graces du Roi son frere, qui en effet le combla d'honneur dans la suite. Si Dom Juan eût su la conspiration, son devoir l'auroit engagé à la révéler au Roi; mais ne sachant rien, devoit-il nuire à Dom Carlos? Le Courtisan l'emporta sur l'honnête homme. Tous les sentiments que Dom Carlos avoit conçus pour son pere, & la haine qu'il avoit pour ses Favoris, l'engageoient à s'éloigner de ses yeux. Il s'étoit bien apperçu que son pere avoit de l'antipathie pour lui; une raillerie qu'il avoit faite de son pere l'avoit extrêmement irrité contre lui. Philippe II, fils d'un pere qui avoit fait tant de voyages, étoit le Prince le plus sé-

Brantôme dans
l'Histoire
de Phi-
lippe II.

dentaire. Pour le railler là-dessus, Dom Carlos fit un Livre, qui avoit pour titre : *Les grands & admirables Voyages du Roi Dom Philippe* ; & à chacune des pages suivantes, il mit ces titres : *Le Voyage de l'Escorial à Toledé, de Toledé à Madrid, de Madrid à Aranjúés, d'Aranjúés au Pardo, & du Pardo à l'Escorial* ; & de cette sorte il remplit tout le Livre des Voyages du Roi dans ses Maisons de Plaisance ; & dans les Meilleures Villes d'Espagne.

Plusieurs Historiens ont dit qu'entretenant une grande intelligence avec les Révoltés des Pays-Bas, il vouloit aller se mettre à leur tête : ils ont allégué qu'il étoit en commerce avec le Comte d'Egmont. Le Marquis de Bergues & le Baron de Montigny, Députés de Flandres, arrivèrent à la Cour. Ils lui représentèrent le triste état où la Noblesse de Flandres étoit réduite, par les préventions désavantageuses que le Cardinal de Granvelle, principal Ministre de la Gouvernante, lui avoit inspirées contre eux. Par les louanges qu'ils donnerent au Prince, & l'art qu'ils eurent de remuer ses passions, ils le déterminèrent. Il prenoit un singulier plaisir à s'entretenir avec le Baron de Montigny, & à lui ouvrir son cœur bien disposé en faveur des Flamands. On dit même que, lorsque les Comtes d'Egmont & de Horne furent mis en prison, le Duc d'Albe trouva parmi les papiers du Comte d'Egmont
cette

cette Lettre de Dom Carlos, dont on rapporte ainsi la teneur.

„ Seigneur, Comte d'Egmont. Si les
 „ Sentiments de mon pere n'étoient pas
 „ aussi éloignés des miens que mon hu-
 „ meur fera toujours incompatible avec
 „ la sienne, il est certain que les Grands
 „ des Pays-Bas jouiroient du repos qu'ils
 „ ne peuvent pas espérer du vivant d'un
 „ Roi qui a pour eux une haine invin-
 „ cible, ni sous le Gouvernement d'un
 „ Ministre qui exerce dans ces Provin-
 „ ces la plus odieuse tyrannie. Je voudrois
 „ que les choses se passassent selon mes de-
 „ sirs; mais j'ai la douleur de voir ma
 „ bonne volonté retenue par des obsta-
 „ cles insurmontables, qui traversent l'exé-
 „ cution des desseins que je roule dans
 „ ma tête, & qui ne pourroient être que
 „ très-avantageux à mes Peuples de Flan-
 „ dres. Tout ce que je puis faire à pré-
 „ sent pour leur service, est de les ex-
 „ horter à n'avoir aucune confiance aux
 „ promesses du Duc d'Albe, parce qu'il
 „ n'a apporté d'Espagne dans ce malheu-
 „ reux Pays, que la passion barbare de le
 „ remplir de sang & de carnage, & d'en
 „ mettre les principales têtes à ses pieds.
 „ Les Historiens, qui rapportent cette Let-
 „ tre, disent qu'elle rendit Philippe II. irré-
 „ conciliable avec son fils. On ne pouvoit
 „ pas faire à l'ambition de ce Monarque une
 „ plus cruelle blessure.

Les mêmes Historiens disent que, lors-

que le Duc d'Albe fut prêt à partir pour les Pays-Bas dont le Roi l'avoit nommé Gouverneur, il alla prendre congé de Dom Carlos. Ce Prince le reçut avec des yeux enflammés de colere ; il lui dit : C'est à moi, & non à d'autres, qu'appartient le Gouvernement de ces Etats. (a)

Quoiqu'il eût déjà échoué dans une tentative qu'il fit auprès de Dom Juan, il eut la facilité de lui faire part de son dessein. Si Dom Carlos eût été plus pénétrant, ayant déjà éprouvé Dom Juan, il ne se feroit pas dévoilé à lui ; mais quand on ne commande pas à ses passions, on n'a pas l'art de se connoître en gens, ni d'être mystérieux avec ceux pour qui l'on doit l'être. Il lui demanda son conseil & du secours. Il lui ouvrit son cœur dans ses épanchements : il n'oublia rien pour le gagner, & l'engager au secret. Ce Prince le lui promit, mais il étoit trop politique pour le garder. Il le révéla à Philippe II. Dom Carlos écrivit au premier Courier de la Cour, pour lui demander huit chevaux de poste.

Alors Philippe II. qui en fut d'abord informé, forma le dessein de le faire arrêter. Il se transporta à minuit dans l'appar-

(a) D'autres Historiens soutiennent, que ce Prince n'eut jamais le dessein de prendre le parti des Flamands, & qu'on ne doit pas penser que ce Prince, héritier présomptif de la Couronne, voulût travailler à la démembrer. Ce raisonnement ne prouve rien ; car ; lorsqu'on est aveuglé par une passion dominante, on agit contre ses propres intérêts.

tement du Prince, accompagné du Prince d'Eboli, du Duc de Féria, de Manrique de Lara, d'Antoine de Toledé Prieur de Léon : il y en a qui disent que Ruis de Gomez, premier Ministre, étoit de cette compagnie. Le Prince dormoit d'un profond sommeil, parce qu'il s'étoit couché dans une grande sécurité n'ayant aucun pressentiment de son malheur.

Le Roi, après s'être saisi de son épée qui étoit sous le chevet de son lit, & de son poignard, lui commanda de se lever. Pendant que Dom Carlos s'habilloit, le Roi lui fit une vive réprimande, & lui reprocha de n'avoir point mis à profit les avis qu'il lui avoit donnés, & de l'avoir réduit à la nécessité de s'assurer de sa personne; que ce parti, quelque violent qu'il parût, n'avoit pourtant pour objet que son plus grand bien.

Philippe ouvrit ensuite la cassette de ce Prince, en enlevant tous ses papiers; il lui ôta ses anciens domestiques, & mit en leur place des gens de confiance pour le garder.

On démeubla sa chambre, on y laissa, à la place des meubles magnifiques, un méchant matelas à terre. On lui fit prendre un habit de deuil, & il étoit servi par des hommes vêtus de même, qui lui étoient inconnus. Tous ces raffinements de cruauté déguisés sous l'ombre de la justice, sont les derniers excès de la vengeance & de la haine. Mais ici, dans le fond, Dom Carlos rebelle méritoit-il d'être

tre puni ? Son rang l'en dispensoit-il ? Ce n'est pas un problème suivant l'esprit d'une justice sévère. On trouva dans la chambre de Dom Carlos un coffre plein d'armes à feu dans la ruelle de son lit. Il avoit commandé à un fameux Ouvrier François, qui travailloit à l'Escorial, de lui faire une serrure pour sa chambre, qui ne se pourroit ouvrir que par-dedans. Il mettoit toutes les nuits sous son chevet deux épées & deux pistolets. Il ne vouloit point être surpris en dormant, mais toutes ses précautions furent vaines.

Il faudroit connoître le caractère de Dom Carlos, pour se figurer la situation de son ame : il est certain que, dans les premiers mouvements de sa fureur, il se seroit tué, si on ne l'eût pas désarmé. Il se jetta même tout nud dans un grand feu qu'on avoit laissé allumé dans sa chambre, on l'en retira promptement. La sévérité de son pere, sa disgrâce, cette subite révolution, la prévoyance du malheur qui le menaçoit, l'antipathie invincible qu'il y avoit entre lui & son pere, à la colere duquel il se voyoit livré, tout cela faisoit naître dans son esprit différentes pensées accablantes dont il ne pouvoit pas soutenir le poids ; il se regardoit comme étant au comble de l'infortune ; fier, hautain, d'une imagination vive, ardente, & embrasée par ses passions, il portoit tout à l'extrémité.

Philippe, d'un autre côté, qui avoit pour son fils une antipathie égale à la sien-

ne, n'étoit pourtant pas d'accord avec lui-même. Il desiroit ardemment d'être délivré de son fils, qu'il regardoit comme son ennemi; il auroit voulu que la Justice, prévalant sur toutes sortes de considérations, l'eût autorisé à lui faire subir un supplice capital. Car il crut, ou voulut croire que le départ de son fils n'avoit pour objet que le dessein de s'aller mettre à la tête des Rebelles des Pays-Bas.

Il voyoit qu'il se dépeignoit dans tous les esprits comme un pere barbare, inhumain, s'il immoloit à sa haine son propre fils, l'héritier présomptif de ses Royaumes, qui par ce titre auguste, autant que par celui de son fils, devoit être à l'abri du supplice.

Dans cette cruelle perplexité où il étoit, il assembla tous ses Conseils auxquels il communiqua ce qu'il avoit fait à l'égard de Dom Carlos : il se contenta de leur dire, qu'il y avoit été déterminé par des raisons de la dernière importance : il tint le même langage à tous les Ambassadeurs; il fit répandre cette étrange nouvelle dans tous ses Etats; il en fit part à tous les Princes de l'Europe par des Lettres écrites de sa propre main. Voici ce qu'il écrivit à l'Impératrice.

„ Ma très-chere Sœur,

„ Je ne doute pas que ma résolution
 „ d'emprisonner le Prince Dom Carlos,
 „ votre neveu & mon fils, ne cause à Vo-

„ tre Majesté Impériale autant de chagrin
 „ qu'elle doit répandre de surprise dans le
 „ monde, & qu'elle accable mon esprit de
 „ la plus cuisante douleur. Mais Dieu, qui
 „ connoît les plus secrètes pensées de tous
 „ les hommes, me justifiera avec le temps
 „ des préjugés qu'on peut avoir pris dans le
 „ monde, au préjudice de ma réputation.
 „ Jusqu'à ce que ce temps vienne, je dois
 „ dire pour ma consolation & pour la vô-
 „ tre, que je n'ai jamais découvert dans
 „ le Prince mon fils aucun vice capital,
 „ aucun crime capable de le déshonorer,
 „ quoique j'aie remarqué en lui quantité
 „ de défauts & d'égarements, que j'attri-
 „ bue au feu d'une jeunesse violente &
 „ impétueuse. Cependant je me suis vu
 „ contraint de le faire enfermer dans son
 „ propre appartement pour son bien par-
 „ ticulier, & même pour l'avantage de
 „ mes Royaumes, au repos desquels je
 „ ne dois pas moins mes soins qu'à la con-
 „ servation de mon fils. „

Suivant cette Lettre, Philippe ne ju-
 geoit pas Dom Carlos coupable d'aucun
 crime punissable d'une peine capitale. S'il
 a ensuite fait mourir ce Prince, quelle idée
 n'aurons-nous pas de l'inhumanité de ce
 Monarque, qui fait de son propre fils la
 victime de son ressentiment ?

Le soir, il manda Castagna, Archevêque
 de Rossado, Nonce du Pape, pour lui dire
 que dans la conduite qu'il avoit tenue
 avec son fils, il avoit été déterminé par

des motifs de Religion à laquelle il avoit sacrifié la tendresse filiale. C'est ainsi que ce Prince , pour en imposer , se servoit du manteau respectable de la Religion , pour couvrir les excès où la haine contre son fils pouvoit le porter. Il écrivoit au Pape.

„ Très-Saint Pere ,

„ Aucun Prince n'est plus dévoué que
 „ je le suis à votre Sainteté , & ne se distin-
 „ gue plus que moi par sa tendresse filiale.
 „ Je démentirois ces sentiments respec-
 „ tueux , si je ne vous rendois point compte
 „ de la conduite que j'ai tenue à l'égard
 „ de mon fils , que j'ai fait arrêter. Je me
 „ flatte d'abord que ma qualité de Pere ,
 „ & mon caractère ennemi de toute vio-
 „ lence , déposeront en ma faveur ; mais
 „ je ne dois pas seulement m'en tenir à
 „ ces préjugés. Je dirai donc à votre Sain-
 „ teté , que je n'ai rien oublié pour don-
 „ ner une éducation excellente à mon fils
 „ Dom Carlos. J'ai mis auprès de lui les
 „ plus habiles & les plus vertueux person-
 „ nages , ceux qui ont l'art d'insinuer la
 „ science avec la vertu , de la maniere la
 „ plus agréable. Enfin , j'ai voulu lui faire
 „ porter le poids de tant de Royaumes
 „ & de si vastes Etats , sans en être acca-
 „ blé : mais le naturel ardent & vicieux de
 „ ce Prince a converti en poison les meil-
 „ leures leçons qu'on lui a données : au-
 „ lieu de croître en vertu à mesure qu'il
 „ croissoit en âge , ses inclinations déré-

„ glées se sont fortifiées. Enfin , il s'est
 „ porté à des excès que je n'ai pu dis-
 „ simuler ; il m'a obligé d'avoir recours
 „ au remède extrême de le faire arrêter.
 „ Il en a coûté beaucoup à mon amour
 „ paternel ; mais j'ai cru que je devois
 „ faire ce sacrifice à ma dignité de Mo-
 „ narque & de Pere du Peuple , & à la
 „ Religion. Je suis de votre Sainteté le
 „ très-humble fils. A Madrid le 15 Jan-
 „ vier 1568. „

Dans cette Lettre, Philippe fait un portrait odieux de son fils ; il veut faire croire qu'il s'est fait dans son cœur un combat entre la tendresse paternelle , & son devoir qui l'obligeoit de faire arrêter son fils : il n'oublie rien pour persuader qu'il s'est fait une grande violence pour en venir à cette extrémité , mais qu'il s'y est déterminé par des raisons pressantes : la Religion vient toujours au secours de sa politique ; & comme elle inspire de grandes résolutions , il veut préparer le Pape à bien recevoir celle qu'il pourra prendre. Il prend toutes les formes capables de s'insinuer dans son esprit , afin qu'il soit disposé à le justifier de la catastrophe sanglante. Cependant Louis Venega de Figueron Ambassadeur extraordinaire , & le Comte de Chantoney Ambassadeur ordinaire à la Cour de l'Empereur , avoient bien de la peine à calmer le ressentiment de ce Prince , & de l'Impératrice son épouse , touchant la prison de Dom Carlos. Le Pape supplia le

Roi Catholique de faire à son fils une correction paternelle & charitable, sans pousser les choses à la dernière extrémité. Le Roi de Portugal, un grand nombre de Princes & de Prélats, présentèrent au Roi des Requêtes très-humbles & très-pressantes sur le même sujet. La Reine Elizabeth & la Princesse Jeanne en firent autant, sans pouvoir seulement obtenir la permission de voir le prisonnier.

Cette affaire donnoit au Roi tant d'inquiétudes & tant de soins, qu'il ne sortit jamais de Madrid pendant tout le temps que dura la prison de son fils, pas même pour aller à Aranjués ni à Saint-Laurent, pour voir ses ouvriers & les superbes bâtimens que l'on y faisoit; tant il étoit attentif, inquiet, & soupçonneux sur l'affaire de Dom Carlos. Les plaintes & les murmures des peuples qui plaignoient le triste sort de ce jeune Prince, le bourreloient. Il accouroit au moindre bruit qu'il entendoit dans le Palais, craignant que ce ne fût une conspiration, & une révolte, pour forcer sa prison, & pour l'enlever.

Il rassembla toutes les preuves du crime d'Etat qu'il imputoit à Dom Carlos; il reçut de tous côtés une foule de dépositions qui chargeoient ce Prince d'avoir favorisé les Rebelles de Flandres. Alors il tint son Conseil de Conscience, il manda plusieurs autres Docteurs en Théologie d'une grande réputation : il leur demanda quelle peine méritoit Dom Carlos, coupable du

crime dont il avoit les preuves? Les sentimens furent partagés. Les uns décidoient qu'on devoit lui faire grace, & apportoit pour cela de puissantes raisons : les autres, qu'il devoit être puni sévèrement, & mettoient aussi en œuvre de grands motifs. J'ai recouvré un Ecrit, qui contient ces opinions différentes sous la forme de deux Plaidoyers.

Plaidoyer
pour
Dom
Carlos.

Voici les raisons de ceux qui penchoient pour la clémence. Premièrement, ils disoient que le crime qu'on lui imputoit n'avoit eu aucune exécution; qu'on devoit ne l'envisager que comme un dessein & un projet qui n'étoit point éclos; que les hommes ne pouvoient point étendre leur empire sur l'ame, qui n'étoit soumise qu'au Tribunal de Dieu; que lui-même avoit borné leur domination, en disant : *Ne*

Luc.
XII. 4, 5.

craignez point ceux qui peuvent ôter la vie du corps, mais craignez celui qui peut ôter la vie de l'ame; qu'à la vérité on prétendoit qu'on punissoit le dessein d'un crime de Leze-Majesté, mais que cela supposoit toujours qu'il eût eu un commencement d'exécution. L'homme sujet à ses passions, est capable de former des desseins criminels qu'elles lui inspirent; mais sa raison qui vient à son secours, les désavoue, & l'empêche de les exécuter. Faire un crime à l'homme de ce qu'il forme des projets d'un crime aveuglé par sa passion, c'est lui faire un crime de ce qu'il est homme sujet à des passions. Jusqu'à ce

qu'il ait exécuté le crime qu'il a conçu, sa raison est toujours censée supérieure. Peut-on condamner un homme en qui la raison est présumée avoir dominé sur le crime qui s'est présenté à lui. D'ailleurs, la personne auguste de l'héritier présomptif de la Couronne doit être à l'abri de la peine du crime. C'est ce privilege qui doit la distinguer des autres sujets. Sa dignité l'approche si fort de la Couronne, qu'on la regarde comme son propre bien. La souveraine Justice qu'il doit dispenser, peut-elle le frapper de son glaive, qui doit bientôt lui appartenir en propre? Les Juges coupables peuvent en être frappés, parce qu'ils ne sont que les dépositaires de ce glaive, que le Prince, dont ils sont les Ministres, leur a mis entre les mains. En leur confiant le pouvoir d'exercer la Justice, en les revêtant de son autorité, il se réserve toujours le Droit de l'exercer sur eux-mêmes; mais on ne peut pas dire qu'un Prince, qui est la source de cette Justice, y soit soumis; il ne dépend que de Dieu & de son Epée.

L'héritier présomptif de la Couronne doit avoir le même privilege, puisqu'il a un droit incontestable à la Couronne qui le donne, & que, perçant un avenir qu'on touche de si près, tout le monde l'envisage déjà comme s'il étoit assis sur le Trône. Ici l'héritier présomptif de la Couronne est le fils du Roi. Le fils est la même personne que le pere, elle le représente;

punir le fils, c'est punir le pere. Couvrir le fils d'opprobre, c'est en couvrir le pere. Voir un Roi assis sur le Trône avec ignominie, quelle indécence, quel contraste affreux ! Est-il respectable dans cet Etat ? Ne cesse-t-il pas d'être Roi ? D'ailleurs, le titre de pere peut-il jamais être dépouillé ? Et dès que le Roi ne peut point cesser d'être pere, peut-il jamais condamner son fils ? Et s'il pouvoit le faire, comme la mémoire d'un tel Jugement subsisteroit toujours, sur-tout s'il étoit exécuté, ses entrailles se souleveroient éternellement. Si un Prince est le pere de son peuple, & en doit être aimé dans cette qualité, comment pourroit-il l'être ayant étouffé la tendresse paternelle envers son propre fils ? Si son image est si familiere aux yeux de ses Sujets, étant empreinte sur la monnoie, celle qui le représenteroit comme un pere cruel & inhumain, leur seroit encore plus familiere, parce qu'elle seroit imprimée dans leurs cœurs. Toutes ces raisons persuaderont que le Roi Philippe doit contenir Dom Carlos en éclairant de près sa conduite, & le mettant hors d'état d'exécuter les desseins criminels dont il le soupçonne ; mais qu'il doit lui épargner la peine des crimes dont il le juge coupable.

Plaidoyer
contre
Dom
Carlos.

Ceux qui soutenoient que Dom Carlos n'étoit point à l'abri de la punition, disoient que son crime n'étoit point renfermé dans les bornes d'un simple projet : qu'il

avoit eu un commencement d'exécution : qu'on avoit des Lettres où il étoit entièrement manifesté : que toutes les mesures de Dom Carlos étoient prises, que le lendemain même il devoit partir pour se mettre à la tête des Rebelles : que rien n'égaloit la noirceur de son crime, puisqu'il alloit faire la guerre, non-seulement à la Nation qu'il devoit commander, mais à son Roi & à son Pere, c'est-à-dire à celui qui étoit son Souverain à double titre : qu'on devoit envisager sa rebellion comme le plus énorme de tous les parricides : que les desseins des crimes de Leze-Majesté étoient punis : qu'on ne devoit pas regarder celui-ci comme étant renfermé dans l'ame de celui qui l'avoit conçu : que la raison n'étoit point présumée l'avoir contenu. C'étoit un dessein réfléchi, médité, que Dom Carlos avoit commencé d'exécuter, & qu'il auroit consommé, si on ne l'eût prévenu. Sa dignité d'héritier présomptif de la Couronne le faisoit premier Sujet du Roi, & par conséquent plus obligé d'obéir aux loix que le Prince lui imposoit, que ses autres Sujets à qui il devoit donner l'exemple. Quoiqu'il touchât de si près à la Couronne, il ne la possédoit pas, & n'en avoit pas par conséquent les prérogatives. Il étoit soumis au glaive de la Justice dès qu'il étoit coupable. Si le Fils de Dieu, qui étoit l'innocence même, parce qu'il s'étoit chargé de nos crimes, a été soumis à

la justice de son Pere, comment Dom Carlos, réellement coupable, pourroit-il se soustraire à celle du sien? Si le titre de fils crie pour lui dans le cœur du Monarque, la voix de son crime étouffe ce cri puissant. Les devoirs de la justice, ceux de l'amour que le Roi doit avoir pour son peuple, doivent prévaloir sur toutes sortes de considérations. Quand il oublie qu'il est pere de Dom Carlos, il oublie un fils indigne qui a cessé de l'être. S'il oublioit qu'il est pere de ses Sujets, combien de fils oublieroit-il qui font sa grandeur & sa gloire? Qu'on ne dise pas, que l'opprobre du fils couvrira le pere : peut-il jamais en être couvert, lorsque sa magnanimité lui fera immoler la tendresse qu'il a pour son fils, à celle qu'il a pour son peuple & pour la Justice? Ne nous retracera-t-il pas l'image de Dieu même, qui a sacrifié son Fils? Et quel Fils? Le Juste par excellence.

Cet Orateur auroit pu citer l'exemple de *Julius Lucius*, surnommé *Brutus*, qui fit mourir ses enfants, adoptant la Patrie en leur place. (a)

(a) Les fils de Brutus, qui s'étoient laissés séduire par Tarquin, & qui avoient tramé contre la liberté de Rome, furent arrêtés à la porte d'Aquilius par Publius Valerius. A leur aspect, le peuple, frémissant de courroux, alloit les immoler à sa fureur; mais elle fut contenue par la présence de deux Consuls dont Publius Valerius étoit l'un, & Brutus étoit l'autre. On eut bientôt instruit leur Procès par les lumieres que donna Vindicius, que Publius Valerius avoit mandé; leurs Lettres interceptées acheverent

Philippe II. proposâ le cas de conscience sous cette face.

Il demanda, si, connoissant dans toute son étendue le mal que devoit causer à de les convaincre. Leur crime fut mis dans un jour qui frappa tout le monde.

Brutus, sur qui tous les yeux étoient attachés, occupé de sa douleur, ou plutôt de sa gloire, gardoit le silence, que ses fils accablés de leur honte n'avoient pas la force d'interrompre, quelque pressant que fût le besoin qu'ils avoient de se justifier. Quelqu'un de l'Assemblée, plus complaisant pour Brutus, que touché du danger où la liberté de Rome avoit été exposée, s'écria : *Qu'on les bannisse, cela suffit.* L'attendrissement de Collation qui versa des larmes, le respect que Publius Valerius avoit pour son Collegue, soutenoit son suffrage, & fit naître l'espérance dans le cœur des coupables. Ils se flatterent que la pitié dicteroit le Jugement qu'on rendroit contre eux, mais ils eurent bientôt les yeux desfillés. La fermeté de Brutus prenant le dessus, il posséda son ame toute entiere.

Il dit à ses fils d'un ton grave & élevé : *Titus, & vous Tiberius, n'avez-vous rien à répondre, & ne sauriez-vous vous justifier ?* Leur confusion fut leur réponse aux trois demandes consécutives de leur pere. Ils prononcèrent leur Arrêt par leur consternation muette. Brutus les livra aux Licteurs, à qui il commanda de faire leur devoir. Après avoir commandé à son cœur qui s'étoit révolté contre lui, ou plutôt après s'être laissé tyranniser par l'amour de la gloire, aucune considération ne put lui faire différer la punition de ses fils, ni leur jeunesse, ni leurs plaintes, ni la compassion du peuple.

Les Licteurs obéirent, saisirent les deux criminels, les dépouillerent, après leur avoir attaché les mains derrière le dos ; les mirent en sang à coups de fouet. La catastrophe de cette cruelle exécution fut le décollement des deux coupables.

Brutus de tous les spectateurs fut le seul qui ne parut point ému ; il sembloit sur son visage que ce n'étoit pas ses fils qu'on punissoit. Delà je conclusois, que la tendresse paternelle avoit toujours été bannie

tous ses Etats la dissimulation des crimes de son fils, ou sa négligence à les punir, il pouvoit en toute sûreté de conscience pardonner à ce fils criminel, sans se rendre

* Dans de son cœur; je n'y trouverois que de la férocité, & les véri- point de grandeur d'ame, puisque celle-ci suppose une tables supériorité à cette tendresse : dès qu'il n'en a eu aucune, il n'a eu besoin de faire aucun effort pour la Héros vaincre. * J'ai puisé cette Histoire dans la Traduction l'amour de l'Histoire Romaine d'Eschard par M. de la Roque; j'ai mis les faits dans mon style, quelque bon de la gloire que soit le sien, & quelque perfection, dit-on, qu'un reest compatible avec la tendresse paternelle; en la surmontant, leur sensibilité éclate.

Cette expression n'est gueres juste. Le brillant Auteur, qui a fait la Tragédie de Brutus, représente Titus fils de ce Romain, qui avoue son crime à son pere, & qui lui dit :

*Mon malheur est au comble, ainsi que ma furie,
Terminez mes forfaits, mon désespoir, ma vie,
Votre opprobre & le mien; mais si dans les combats
J'avois suivi la trace où m'ont conduit vos pas,
Si je vous imitai, si j'aimai ma Patrie,
D'un remords assez grand, si ma rage est suivie,*

Il se jette à genoux.

*A cet infortuné daignez ouvrir vos bras,
Dites du moins : Mon fils, Brutus ne te hait pas.
Ce mot seul, me rendant ma vertu, & ma gloire,
De la honte où je suis, défendra ma mémoire.
On dira que Titus, descendant chez les morts,
Eut un regard de vous, pour prix de ses remords,
Que vous l'aimiez encore, & que, malgré son crime,
Votre fils dans la tombe emporta votre estime.*

BRUTUS.

*Son remords me l'arrache, ô Rome! ô mon Pays!
Proculus... A la mort que l'on mene mon fils.
Leve-toi, triste objet d'horreur & de tendresse:
Leve-toi, cher appui, qu'espéroit ma vieillesse;*

dre lui-même responsable devant Dieu des malheurs que sa clémence pourroit produire? A cette question les Théologiens répondirent, les yeux baignés de larmes, la voix tremblante & accompagnée de mouvements qui marquoient leur peine :

„ Que le salut de ses Peuples devoit lui
 „ être beaucoup plus cher que la vie de
 „ son propre fils. Qu'on avoit sur cela
 „ l'exemple de Moïse, qui demanda d'être
 „ anathème pour le bien du Peuple.
 „ Qu'il falloit pardonner les fautes, mais
 „ qu'il y en avoit d'une nature à devoir
 „ être punies sans miséricorde dans toute
 „ la rigueur de la justice. „

Cette Décision déterminâ le Roi, qui balançoit, je ne dirai point entre la tendresse qu'il avoit pour son fils, mais entre l'honneur du monde qui l'obligeoit de ne point dépouiller le caractère de pere, & sa politique humaine qui vouloit qu'il sacrifiât son fils.

Le Roi envoya chercher les Inquisiteurs, & abandonna son fils au Jugement de ce redoutable Tribunal, avec ordre de n'avoir pas plus d'égard pour Dom Carlos, que pour le moindre de ses sujets; en un mot, de ne s'arrêter en aucune façon à la grandeur de sa naissance, ni à l'éclat du

*Viens embrasser ton pere. Il t'a dû condamner.
 Mais, s'il n'étoit Brutus, il t'alloit pardonner.
 Mes pleurs, en te parlant, inondent ton visage:
 Va, porte à ton supplice un plus mâle courage;
 Va, ne t'attendris point, sois plus Romain que moi.
 Et que Rome t'admire, en se vengeant de toi.*

rang & de l'autorité qu'il avoit dans la Monarchie. Mais, faisant réflexion que ce langage peindroit son inhumanité envers son fils, il leur dit : Non, ce n'est pas là ce que je vous demande : faites attention à la qualité de mon fils : mais de telle sorte que vous ne sépariez point le criminel de la personne. C'est ainsi qu'il prétendoit concilier sa politique barbare avec son honneur. Il dit enfin qu'il ne vouloit pas avoir à rendre compte à Dieu du plus petit mal qui pourroit naître de l'impunité de son fils, protestant aux pieds d'un Crucifix, qui étoit sur la table, & qu'il montra découvert aux Inquisiteurs, que sur cette affaire il prétendoit décharger sa conscience, & remettre sur la leur tous les événements qui résulteroient d'une trop grande indulgence. Aussi-tôt qu'il eut fini son discours, il leur fit délivrer toutes les pièces propres à instruire le Procès, & à rendre un Jugement définitif.

Il ne pouvoit pas le mettre entre les mains de Juges plus indisposés contre ce Prince infortuné. Ils s'étoient plaints à Philippe II, parce que Dom Carlos * avoit fait l'éloge de Calvin & de Luther. Ils avoient encore d'autres griefs contre lui, & on va apprendre sur quoi ils étoient fondés. Voici comme l'Abbé de St. Réal les rapporte.

* Voyez Dom Carlos de l'Abbé de St. Réal, qu'il a puisé dans plusieurs Historiens Italiens, François, Espagnols; & Bayle dans son Dictionnaire critique.

„ On prétendoit que Charles V, dans
 „ sa retraite, avoit témoigné beaucoup de
 „ penchant pour les nouvelles hérésies, &
 „ de l'estime pour les personnes d'esprit
 „ qui les avoient soutenues. Cette estime
 „ parut par le choix qu'il fit de personnes
 „ toutes suspectes d'hérésie pour sa con-
 „ duite spirituelle ; comme du Docteur
 „ Cacalla son Prédicateur, de l'Arche-
 „ vêque de Tolède, & sur-tout de Con-
 „ stantin Ponce Evêque de Drossé, & son
 „ Directeur. On a su depuis, que la Cel-
 „ lule où il mourut à St. Just, étoit rem-
 „ plie de tous côtés d'Ecritaux faits de
 „ sa main sur la Grace, qui n'étoient pas
 „ fort éloignés de la Doctrine des Nova-
 „ teurs. Mais rien ne confirma tant cette
 „ opinion que son testament. Il n'y avoit
 „ presque point de legs pieux, ni de fon-
 „ dation pour des prières ; & il étoit fait
 „ d'une manière si différente de ceux des
 „ Catholiques zélés, que l'Inquisition d'Es-
 „ pagne crut avoir droit de s'en formali-
 „ ser. Elle n'osa pourtant éclater avant l'ar-
 „ rivée du Roi ; mais ce Prince ayant
 „ signalé son abord en ce Pays par le sup-
 „ plice de tous les Partisans de la nou-
 „ velle Opinion, l'Inquisition, devenue
 „ plus hardie par son exemple, attaqua
 „ premièrement l'Archevêque de Tolède,
 „ puis le Prédicateur de l'Empereur, &
 „ enfin Constantin Ponce. Le Roi les ayant
 „ laissés emprisonner tous trois, le Peu-
 „ ple regarda sa patience comme le chef-

„ d'œuvre de son zele pour la vérité-
„ ble Religion ; mais tout le reste de
„ l'Europe vit avec étonnement le Con-
„ fesseur de l'Empereur Charles, entre les
„ bras duquel ce Prince étoit mort, &
„ qui avoit comme reçu dans son sein
„ cette grande ame, livré au plus cruel
„ & au plus honteux des supplices, par
„ les mains mêmes du Roi son fils. En
„ effet, dans la suite de l'Instruction du
„ Procès, l'Inquisition ayant accusé ces
„ trois personnages d'avoir eu part au Tes-
„ tament de l'Empereur, elle eut la har-
„ dieffe de les condamner au feu avec
„ ce Testament. Le Roi se réveilla à cette
„ Sentence, comme à un coup de ton-
„ nerre. D'abord la jalousie qu'il avoit
„ pour la gloire de son pere, lui fit trou-
„ ver quelque plaisir à voir sa mémoire ex-
„ posée à cet affront : mais depuis ayant
„ considéré les conséquences de cette en-
„ treprise, il en empêcha l'effet par les
„ voies les plus douces & les plus secre-
„ tes qu'il put choisir, afin de sauver l'hon-
„ neur du St. Office, de ne faire aucune
„ breche à l'autorité de ce Tribunal. Pour
„ Dom Carlos, aux premieres nouvelles
„ qu'il apprit de cette affaire, il traita la
„ chose de raillerie : mais, voyant que
„ l'Inquisition continuoit sa poursuite, il
„ s'alluma dans son cœur des sentiments
„ d'une colere d'autant plus vive, qu'elle
„ avoit pour principe ce qu'il croyoit de-
„ voir à la mémoire de l'Empereur. Pour

„ comprendre l'intérêt particulier qu'il y
 „ prenoit, il faut savoir que ce grand Per-
 „ sonnage, qui, entre autres qualités hé-
 „ roïques, possédoit souverainement celle
 „ de se connoître en homme, avoit conçu
 „ des espérances extraordinaires de son
 „ petit-fils. Quand il se retira en Espa-
 „ gne, il voulut l'avoir auprès de lui :
 „ & c'est en cette excellente école de sa-
 „ gesse & de magnanimité, que Dom
 „ Carlos s'étoit confirmé dans son amour
 „ naturel pour la gloire & pour la vertu
 „ héroïque. L'envie de répondre digne-
 „ ment aux soins de cet auguste Précep-
 „ teur, lui avoit en quelque sorte mûri
 „ l'esprit avant l'âge, & fait produire des
 „ fruits qui n'étoient pas à espérer dans
 „ cette saison. L'Empereur avoit su ma-
 „ nier le naturel vif & ardent du Prince
 „ avec tant d'art & de souplesse, qu'il
 „ l'avoit tempéré visiblement en peu de
 „ temps. Mais comme il étoit à craindre
 „ que la grande vivacité de ce Prince ne
 „ le portât au mal si on vouloit la ré-
 „ primer entièrement, il lui avoit donné
 „ tout l'effort qui lui étoit nécessaire, en
 „ la tournant du côté de la gloire, dont
 „ on peut dire que ce sage Gouverneur
 „ abandonna toutes les beautés à la vio-
 „ lence des desirs de son disciple. „ L'i-
 „ magination de l'Abbé de St. Réal a em-
 „ belli le portrait de son Héros. D'ailleurs,
 „ en se prêtant à son idée, on lui dira que
 „ ces semences de vertu, & même ces fruits

précoces, font naître l'admiration ; mais le naturel qui les produit dégénere souvent. Alors on est surpris de voir qu'il y ait eu deux hommes si différents dans la même personne.

Il continue : „ Il est aisé de juger, que
 „ cette éducation avoit inspiré une ami-
 „ tié extraordinaire à Dom Carlos pour
 „ l'Empereur son Aïeul ; & que c'étoit
 „ attaquer le Prince par un endroit bien
 „ sensible, que de vouloir flétrir la mé-
 „ moire de cet illustre Mort. Dom Juan,
 „ & le Prince de Parme, intéressés comme
 „ lui dans cette glorieuse mémoire, n'en
 „ furent pas moins irrités : ils blâmerent
 „ tous trois la foiblesse du Roi, qui ne ré-
 „ sistoit pas à cette entreprise avec toute
 „ le fermeté qu'ils auroient souhaitée, &
 „ ils en conçurent pour lui un mépris qui
 „ ne finit qu'avec leur vie. Comme ils
 „ étoient encore trop jeunes pour com-
 „ prendre que les Rois les plus absolus
 „ n'ont point de droits qui soient si sa-
 „ crés dans l'esprit des Peuples que ceux
 „ de la Religion, ils parlèrent publique-
 „ ment de l'entreprise de l'Inquisition,
 „ avec tout l'emportement qu'un sujet si
 „ précieux pouvoit exciter dans des gens
 „ de cette qualité, & ils menacerent d'ex-
 „ terminer le St. Office, & ses Suppôts. Le
 „ Peuple, qui apprit ces emportements
 „ par l'artifice des Inquisiteurs, & qui n'a-
 „ voit encore rien vu de semblable depuis
 „ leur établissement, en témoigna un res-

„ sentiment extrême. Le Roi vit d'abord
 „ les conséquences de l'indignation publi-
 „ que contre les Princes; mais comme il
 „ avoit su que les Princes s'étoient em-
 „ portés jusqu'à blâmer sa conduite, il
 „ ne voulut pas leur en parler lui-mê-
 „ me, de peur de s'attirer quelques ré-
 „ penses peu respectueuses. Ruy Gomez,
 „ qu'il chargea de cette commission, s'en
 „ acquitta avec toute la force que l'im-
 „ portance de la matière méritoit. Dom
 „ Juan & le Prince de Parme, qui étoient
 „ naturellement plus maîtres d'eux-mê-
 „ mes que Dom Carlos, se rendirent à ses
 „ Remontrances. Comme l'ambition étoit
 „ leur passion dominante, ils eurent toute
 „ la douleur imaginable d'avoir mis un
 „ obstacle aussi considérable à leur fortune,
 „ que de s'être attiré la haine des Inquisi-
 „ teurs, & celle des Peuples qui la suivoit.
 „ Le Prince, au contraire, dont le naturel
 „ s'irritoit par les difficultés, ne put jamais
 „ comprendre qu'il n'eût pas raison. Ce-
 „ pendant le Docteur Cacalla fut brûlé
 „ vif avec un fantôme qui représentoit
 „ Constantin Ponce, mort quelques jours
 „ auparavant dans la prison. Le Roi fut
 „ contraint de souffrir cette exécution,
 „ pour obliger le St. Office de consentir
 „ que l'Archevêque de Toledé appellât à
 „ Rome, & de ne parler plus du Testa-
 „ ment de l'Empereur.

„ Cet accommodement apaisa Dom
 „ Carlos, mais il n'apaisa pas les Inquisi-

„ teurs. Epris du zele de la Religion , ils
 „ exciterent des murmures si grands parmi
 „ le Peuple, que, quelque soin que le Roi
 „ y apportât, il ne put faire cesser ce bruit,
 „ qu'en éloignant les Princes pour quel-
 „ que temps. „

Les impressions que les Inquisiteurs avoient prises , n'étoient pas effacées de leur esprit. Lorsqu'ils furent nommés Juges de Dom Carlos, ils envoyerent chercher, dans les Archives de Barcelone, le Procès criminel que Dom Juan I. du nom, Roi d'Arragon, avoit fait faire autrefois au Prince de Viane Dom Carlos, son fils aîné. On fit traduire ce Procès de Catalan en Castillan, afin qu'un tel exemple fît taire ceux qui soutenoient que l'héritier de la Couronne étoit à l'abri de la punition. Déjà le Docteur Navarre, l'un des Inquisiteurs, avoit décidé qu'un Roi qui découvre que l'héritier présomptif veut sortir des Etats, doit le faire arrêter, si son évasion peut être un sujet de division dans le Royaume, & que les ennemis de la Couronne en puissent tirer quelque utilité considérable; mais sur-tout si ces ennemis sont des hérétiques, & qu'il y ait la moindre raison de craindre ou de soupçonner que le Prince ne les favorise. En peu de jours ils instruisirent son Procès pour obéir au Roi, qui s'étoit rendu accusateur de son fils, & qui leur avoit donné le pouvoir absolu de le juger. Par le Jugement qu'ils rendirent, ils déclarerent Dom Carlos hérétique.

tique pour avoir entretenu une étroite amitié avec les Protestants; ils le jugerent coupable d'avoir conspiré contre la vie de son pere; ils le condamnerent à demeurer dans sa prison. Le ressentiment qu'il en témoigna, fit trembler tous ceux qui en avoient donné le conseil, & qui l'avoient approuvé. Ils crurent qu'ils n'échapperoient jamais à sa vengeance, s'il revenoit un jour en liberté, & ils n'eurent point de repos qu'ils n'eussent achevé de le perdre. Le Cardinal Spinola remontra au Roi, qu'il n'y avoit point de cage assez forte pour cet oiseau, & qu'il falloit bientôt s'en défaire, ou lui donner la liberté. Le Peuple, qui s'intéresse pour tous les malheureux, pouvoit-il ne pas témoigner beaucoup de passion pour l'élargissement d'un tel infortuné? Sa jeunesse & son rang étoient de puissants titres pour l'attendrir. Le Roi, qui craignoit quelque sédition, jugea, après une mûre délibération, qu'il n'y auroit jamais de sûreté pour lui, ni pour ses Ministres, à mettre le Prince en liberté, & qu'il ne pouvoit éviter tout ce qu'il avoit sujet d'en craindre, qu'en le faisant mourir. Les Inquisiteurs, qui avoient d'abord été dans l'ame du sentiment de le condamner à mort, étant consultés de nouveau, ne blancerent plus à opiner pour un supplice capital, à cause des nouvelles menaces que Dom Carlos avoit faites, qui avoient pour objet les Ministres du Roi, & les Juges. Ils proposerent la Sentence à signer à Philippe II.

comme au Monarque Souverain d'où leur pouvoir étoit émané. Il témoigna à cette proposition, que ses entrailles se soulevoient. Il dit aux Inquisiteurs, qu'il se regardoit comme condamné lui-même au supplice prononcé contre son fils. Qu'en voyant la Sentence contre Dom Carlos, il croyoit voir la sienne propre. Qu'il n'étoit pas possible, dans cette occasion, de séparer le pere d'avec le fils. Il leur dit, que la plume lui tomboit des mains, lorsqu'il pensoit qu'il alloit se rendre l'horreur du genre humain, qui détesteroit la barbarie d'un pere ennemi de son propre sang. Qu'ainsi il laisseroit une grande tache à sa mémoire, & seroit tourmenté pendant toute sa vie de l'idée désespérante de sa cruauté, qui le poursuivroit sans cesse comme une furie attachée à suivre ses pas. Mais toutes ces pensées, que sa tendresse lui suggéroit, s'évanouissoient, dès qu'il considéroit comme Roi, qu'il étoit ministre de Dieu, & pere de ses Sujets. Comme ministre de Dieu il devoit tout sacrifier aux intérêts de la Religion, semblable à Abraham qui lui immola son propre fils. Comme pere de ses Sujets, il devoit sacrifier, à cet amour qu'il avoit pour eux, la tendresse qu'il avoit pour son fils; que par conséquent, dans cette occasion où son fils avoit foulé aux pieds les devoirs de la Religion, & l'intérêt public, en voulant troubler le repos de ses Etats, & y allumer une guerre cruelle, il ne devoit pas hésiter à exercer sur lui

sa juste sévérité. C'est ainsi que l'éloquence de Philippe II. déguisoit le véritable principe qui lui faisoit condamner son propre fils, & qu'il coloroit par des motifs de Religion, & d'amour de ses Peuples, sa Politique inhumaine. Parlons plus naturellement, c'est ainsi que ce Prince jouoit son rôle dans cette Tragi-comédie. Il signa la Sentence, en disant aux Inquisiteurs : *Conservez ce Monument. Il renferme une Condamnation qui n'a pas d'exemple dans le monde.*

Les Inquisiteurs allerent voir Dom Carlos. L'un d'eux lui lut la Sentence. Ce Prince infortuné, frappé de ce Jugement, demanda aux Inquisiteurs d'une maniere fort touchante, si son pere avoit étouffé tous les sentiments de tendresse dans son cœur, & s'il ne pouvoit point espérer qu'il lui feroit grace, & si eux-mêmes étoient assez inexorables pour ne pas intercéder pour le fils de leur Roi destiné par sa naissance à être leur Souverain. L'un des Inquisiteurs répondit, que toute la grace qu'il pouvoit espérer, étoit de choisir le genre de mort dont il devoit mourir, parce que sa mort étoit résolue, & que l'Arrêt ne pouvoit en être révoqué.

Alors Dom Carlos, rappelant toute sa fermeté, dit : Je me sens supérieur à mon infortune, puisque je ne trouve qu'un Pere cruel, & des Juges inhumains & inflexibles. Je consens qu'ils assouvissent leur fureur, & qu'ils se repaissent du cruel

plaisir de répandre mon sang, dont ils ont une soif dévorante.

Il reçut un avis qu'on a cru lui être venu de la Reine, qui lui annonçoit qu'il devoit faire savoir au Roi qu'il avoit des secrets à lui communiquer, & profiter de la visite que le Roi lui rendroit pour tâcher de le fléchir. En se conformant à cet avis, il écrivit à son pere. Comme le Roi approchoit, on dit au Prince, Voilà votre Pere. Il répondit, Dites mon Roi.

Le Monarque ayant paru, Dom Carlos mit vainement tout en usage pour attendrir son Pere. (a)

(a) Mr. Campiftron a fait de ce sujet là une Scene fort touchante; il fait dire à Andronic, qui nous représente Dom Carlos,

Il ne m'est plus permis.
Seigneur, de me donner le nom de votre fils.
Et cependant, hélas! dans ce moment funeste,
Ce nom de tous mes biens, est le seul qui me reste.
Oui, Seigneur, je n'oppose à ce juste courroux
Que ce sang, que ces traits, que j'ai reçus de vous.
J'ose dans votre cœur, avec cette défense,
Me promettre toujours un reste d'innocence.

L'Empereur Colojean, qui représente Philippe II, lui répond :

C'est là ce qui vous rend plus coupable à mes yeux.
Vous joignez à ce nom, des noms trop odieux,
Ingrat, &, sans frémir, je ne puis reconnoître
Mon sang dans un rebelle, & mon fils dans un traître.

Le Pere dans Campiftron dit enfin à son fils :

Prince, n'avez-vous rien à me dire de plus?

Les Historiens disent que, lorsque Dom Carlos dit à son Pere, Souvenez-vous que je suis votre sang, ce Monarque répondit froidement & bassément, Quand j'ai de mauvais sang je le fais tirer à mon Chirurgien. Dans cette conversation, Philippe déploya un cœur inflexible, confirmé dans la haine pour son fils. Dom Carlos parut en suppliant, qui ne perd rien de sa fermeté, & qui dans sa priere montre à son Pere une ame magnanime.

Le Prince se détermina à se faire ouvrir les veines, & à expirer ainsi dans un bain. Matthieu, Historien François, prétend qu'il fut étranglé par quatre esclaves, dont deux le tenoient pendant que les bourreaux le ferroient d'un cordon de soie. Quoi qu'il en soit, ce fut l'an 1568, le jour de St. Jacques, qu'il mourut, à l'âge de vingt-trois ans & quinze jours. (a)

Le Prince replique :

*Non, d'en avoir tant dit je suis même confus.
Ah ! ce n'est point l'horreur du coup qui me menace,
Qui m'a fait mendier une honteuse grace,
Et mon cœur en effet, n'attendoit pas de vous,
Après tant de rigueurs un traitement plus doux.
Je fais trop que pour moi vous êtes insensible,
Et la mort à mes yeux n'offre rien de terrible.
Si l'on ne m'eût contraint à cet indigne effort.*

(a) St. Evremond dit dans un de ses Discours, que l'Espagnol qui étrangla Dom Carlos, lui cria : *Calla, calla, Sennor : todo que se baze es por su bien : Taisez-vous, taisez-vous, Monseigneur ; ce que l'on fait est pour votre bien.*

Mr. Amelot de la Houssaie, dans ses Mémoires Politiques, se recrie là-dessus.

Rien a-t-il plus l'air d'un Conte fait à plaisir, que

On proposa à Philippe II. de retarder l'exécution du Prince, de peur qu'elle ne devînt un grand sujet de scandale au Peuple dans un jour aussi solennel, qu'on ne devoit pas ensanglanter par cette sévérité, exercée sur un Prince si illustre par son rang. Les Juifs pensèrent de même, lorsqu'ils ne voulurent pas faire périr JESUS-CHRIST un jour de Fête, de peur qu'il ne s'excitât un grand tumulte parmi le Peuple. Mais Philippe répondit, qu'il étoit résolu de sacrifier son fils, comme une victime due à la Justice Divine, & qu'il étoit ravi d'avoir pour spectateur un aussi grand Patron de la Monarchie que St. Jacques. Pour moi, je pense que c'est là couvrir la férocité sous le voile de la Religion.

Un Historien * raconte sa mort autre-

cette ironie cruelle & barbare? Supposé même que Philippe II. eût donné l'ordre d'étrangler son fils, est-il croyable qu'il eût permis qu'on l'eût insulté à l'article de la mort, où toutes les consolations les plus insinuanes ne fussent pas aux Princes pour les y résigner? Je le dis encore; je ne puis croire que Dom Carlos ait été étranglé, ni que son pere ait jamais eu la pensée de se défaire de lui par un supplice infâme, le pouvant faire commodément par une voie plus secrète, & moins odieuse. Ce qui peut avoir donné lieu à ce Conte, c'est, à mon avis, la réponse que Philippe fit à son fils le jour qu'il le fit arrêter, qui fut le 18 Janvier de 1568. Dom Carlos, le voyant entrer dans sa chambre avec le Conseil d'Etat à l'heure de minuit, s'écria brusquement; *Que es esto? Quiere V. Magested matarme* : Qu'est-ce donc que ceci? Votre Majesté veut-elle me tuer? A quoi Philippe répondit avec douceur; *No, sino bazer os bien; quieta os* : Non, mon fils, mais vous faire du bien; soyez en repos.

* Histoire d'Espagne, par l'Abbé de Bellegarde.

ment. Quoique, dit-il, Dom Carlos n'eût point la liberté de sortir, & que son appartement fût entourré de plusieurs gardes, cependant la porte de sa chambre demouroit toujours ouverte, & il recevoit plusieurs visites.

Le Comte de Lerme, Dom François Manrique, Dom Rodrigue de Benavides, Dom Juan de Borgia; Dom Juan de Mendoza, étoient toujours auprès de lui, pour l'entretenir, ou pour le servir. Les autres Seigneurs de la Cour n'entroient point dans son appartement, sans une permission expresse du Roi, à la réserve de son Médecin & de son Chirurgien, quand il avoit besoin de leur ministère. Le Comte de Lerme couchoit toujours dans sa chambre. Quand il étoit incommodé, un autre prenoit sa place. Ils avoient ordre d'exécuter tout ce que le Prince leur commandoit, à la réserve de faire des messages au dehors sans une permission expresse de sa Majesté, à laquelle on communiquoit tout le détail de la commission.

L'ordre étoit que tout le monde pût entendre tout ce qui se disoit dans la chambre du Prince, qui ne pouvoit parler à l'oreille ni en secret, pour obvier aux inconveniens que ces mysteres pourroient causer. Il étoit expressément défendu de raconter au dehors ce que le Prince disoit en particulier. Il n'y avoit dans l'appartement du Prince, ni armes, ni épées; on les quittoit en entrant par respect, parce

que le Prince étoit désarmé. Il entendoit de sa chambre la Messe que célébroient des Chapelains nommés. Deux Gentilshommes se tenoient auprès de lui pour réciter ensemble les heures, & le chapelet, ou faire quelque pieuse lecture, selon sa dévotion. Tous les Officiers, & tous les Gentilshommes servants, outre le serment général, faisoient un serment particulier entre les mains de Ruy Gomez, de s'acquitter avec fidélité de leur ministère dans tous les services qu'ils rendroient au Prince.

Il y avoit à la porte de la chambre un certain nombre de Hallebardiers, qui l'ouvroient ou la fermoient selon les ordres de Ruy Gomez : on ne laissoit entrer personne, sans l'en avertir expressément, ou le Comte de Lerme en son absence, ou quelques autres des grands Officiers nommés pour être auprès de la personne du Prince. Les Lieutenants de la Garde Espagnole & Allemande avoient ordre de Sa Majesté de poser à la porte de l'appartement du Prince dix ou douze Hallebardiers, & deux à la porte de Ruy Gomez, au moment qu'elle s'ouvriroit, parce qu'il étoit chargé personnellement de tout ce qui concernoit la garde du Prince.

Le Roi veut justifier sa conduite sur l'emprisonnement de son fils.

Le Roi convoqua une assemblée particulière, composée du Cardinal Spinola, de Ruy Gomez de Silva, du Licencié Bioviesca, & des Conseillers d'Etat, pour faire un Manifeste touchant l'emprisonnement du Prince, & pour justifier la conduite du

du Roi. Ce Prince envoya aussi demander à l'Archevêque de Barcelone le Manifeste que publia Dom Juan II. Roi d'Aragon, contre le Prince de Viana Charles IV. son fils aîné, & le chargea de le traduire de Catalan en Castillan, afin que l'on pût mieux comprendre le sens & l'énergie des paroles.

L'indignation & la colere, le désespoir de ne pouvoir sortir de prison, l'ardeur excessive d'un brûlant été; tout cela joint ensemble rendoit le Prince comme furieux, & allumoit dans ses entrailles une espece de fournaise ardente, de sorte qu'il buvoit à tout moment sans mesure de l'eau gelée d'une fontaine de neige capable de ruiner les tempéraments les plus robustes: enfin, se livrant tout entier à son désespoir, il demeura trois jours sans manger. Ne voyant plus de jour pour obtenir sa liberté, il tomba ensuite dans une profonde mélancolie, qui le réduisit en peu de temps à la dernière extrémité. Un jour que son pere le vint visiter, il mangea plus qu'à l'ordinaire, & au-delà de ce que la foiblesse de son estomac pouvoit supporter; de sorte que cette indigestion lui causa une fièvre maligne, des vomissements, & la dysenterie, dont les eaux glacées qu'il avoit bues avoient été la principale cause. Le Docteur Olivarez, son premier Médecin, avertit Ruy Gomez du danger où étoit le Prince, & que sa maladie étoit mortelle. Ses domestiques prièrent le Roi

Une noire mélancolie réduisit Dom Carlos à la dernière extrémité.

258 DOM CARLOS CONDAMNÉ

de le venir voir, & de lui donner sa bénédiction, avant qu'il rendît le dernier soupir. Il consulta sur cela son Confesseur, le Pere Diégue de Chaves, & l'Evêque de Cartagene, Confesseur du Prince, qui lui dirent que Dom Carlos étoit bien disposé à mourir en bon Catholique, & que peut-être sa présence pourroit lui causer de l'émotion & l'inquiéter, & renouveler réciproquement leurs douleurs; outre que cette visite, dans l'état où il étoit, leur seroit entièrement inutile : cependant, quelques moments avant qu'il expirât entre les bras de Ruy Gomez, il lui donna sa bénédiction, & se retira promptement dans sa chambre, avec la douleur peinte sur son visage aussi vivement que si elle eût régné dans son cœur.

Dom Carlos demande pardon à son pere, & sa bénédiction.

Le Prince dans son Testament demandoit pardon à son pere & sa bénédiction, lui recommandant ses domestiques, & le priant de payer ses dettes. Il légua les plus riches meubles de sa garde-robe aux Eglises & aux Hôpitaux, & deux diamants de mille ducats chacun aux Monasteres de la Magdelaine de Madrid & de Valladolid; un diamant de grand prix à Dom Rodrigue Mendoce, frere du Duc de l'Infantade; un autre riche diamant à l'Amirante de Castille. Il souhaita que son corps fût enterré à Toledé dans le Monastere de saint François. Il reçut avant que de mourir tous les Sacrements de l'Eglise avec dévotion le 24 Juillet 1568, la

veille de la Fête de l'Apôtre St. Jacques, âgé de vingt-trois ans & quinze jours, dans la plus brillante fleur de sa jeunesse.

Telle est la foi de l'Histoire, appuyée sur des Historiens qui se contredisent touchant les événements les plus importants. Qui ne déploieroit la condition des hommes, qui ne peuvent pas parvenir à savoir la vérité du sort des plus grands personnages, quelqu'éminents qu'ils soient sur le grand théâtre du monde, & par conséquent quelqu'exposés qu'ils soient aux yeux du monde! Mais, suivant le sentiment du plus grand nombre d'Historiens, Dom Carlos est mort en exécution de la Sentence qui l'avoit condamné à un supplice capital.

Le Comte de Lerme, à qui le Roi avoit confié la conduite de Dom Carlos durant sa prison, avoit conçu une amitié si extraordinaire pour lui, qu'il parut inconsolable aux yeux de toute la Cour. Le Roi, pour qui ces regrets étoient autant de reproches, prit la voie qu'il jugea la plus propre pour les faire cesser. Il récompensa magnifiquement les domestiques de Dom Carlos. Il donna une Commanderie de Calatrave au Comte de Lerme, & le fit Gentilhomme de la Chambre. C'est par ces actions-là qu'il vouloit imposer & masquer la haine politique qui l'avoit obligé d'immoler son fils.

Pour couvrir en quelque façon l'horreur qu'inspiroit cette mort, Philippe or-

donna, dans toute l'étendue de ses Royaumes, de faire à la mémoire de son fils les plus magnifiques obsèques : on obéit, toutes les Villes se signalèrent à l'envi, & même on eut soin de faire insérer dans toutes les Nouvelles publiques & particulières, que cette mort imprévue avoit extrêmement affligé Sa Majesté Catholique. Fourberie pareille à celle que pratiqua Charles V. qui fit faire des processions en Espagne pour obtenir la liberté du Pape Clément VII. qu'il tenoit prisonnier à Rome, par l'Armée commandée par ses Généraux. Philippe II. en imposant par les apparences d'une douleur fastueuse, receloit la joie barbare qu'il avoit d'être délivré de son fils, qu'il regardoit comme son grand ennemi.

Le corps de Dom Carlos, quinzième Prince des Asturies (comme qui diroit en France le quinzième Dauphin,) fut porté au Monastere des Religieuses de St. Dominique le Réal, où il demeura en dépôt jusqu'en 1573, qu'il fut transporté à St. Laurent de l'Escorial, quoiqu'il eût ordonné par son Testament d'être enterré au Couvent de St. François de Toledé. Le convoi fut très-solemnel & très-magnifique. Tous les Conseils & tous les Grands y assisterent. Le Nonce du Pape y marchoit entre les Evêques de Cuença & de Pampelune, & le Cardinal Spinola le dernier, au milieu des Archiducs Rodolfe & Ernest, fils de Maximilien II. & neveux

du Roi. Ainsi ces Archiducs cédoient la place d'honneur à un Cardinal : (a) Cérémonial bien différent de ce qui se pratique aujourd'hui en France, en Allemagne, & en Espagne. Mais tout plioit sous le Cardinal Spinola. (b)

(a) *Nota* que Dom Juan, qui n'étoit qu'un bâtard, refusa de céder au Cardinal Moron, Doyen du sacré College, envoyé à Genes avec le titre de *Légat à latere*.

(b) C'est ce Cardinal à qui Philippe II. donna le coup de mort, par un mot de réprimande. *Cardinal*, lui dit-il, *souvenez-vous que je suis le Président*; terme dont il usa, comme pour le dégrader de la Présidence de Castille, qui est la premiere Dignité séculiere de la Monarchie d'Espagne, & bien plus grande que n'est celle de Chancelier en France. Spinola en mourut, dit-on, de douleur quelques jours après. Mais la vérité est, que, dans une syncope qui lui prit, on se pressa tant de l'ouvrir pour l'embaumer, qu'il porta la main au rasoir du Chirurgien, & que son cœur palpita encore après l'ouverture de l'estomac. * Ce fait est raconté par Cabrera, Historien de Philippe II. & serviteur domestique de Philippe III; lequel ajoute que la peur que l'on avoit que ce Cardinal ne revînt en santé, fit hâter sa mort, pour contenter le Prince, les Grands, & les Conseillers d'Etat, qui la desiroient, dans l'espérance que son successeur useroit plus modérément de son pouvoir.

* Voyez
Mr. Ame-
lot dans
les Mé-
moires
Histori-
ques.

Quand ce Cardinal écrivoit au Roi sur les affaires qui étoient en délibération, au-lieu de dire, *Il me semble qu'il seroit à propos de faire telle chose*, il disoit impérieusement, *Faites, ou ne faites pas cela*; comme s'il eût été lui-même le Roi, & le Roi son Ministre.

On assure que sa mere accoucha de lui à l'heure de son enterrement, pendant que les Prêtres disoient pour elle l'Office des Morts; & qu'elle vécut encore quatorze ans depuis cette apparente résurrection; de sorte qu'il est vrai de dire, que la mort servit de sage-femme à la mere, & l'Eglise de berceau à l'enfant, comme par un heureux présage de toutes les Digni-

La ville de Madrid avoit obtenu du Roi la permission de faire faire les funérailles. Plusieurs Historiens louent particulièrement Philippe II. de la tranquillité d'es-

tés Ecclésiastiques auxquelles il devoit parvenir ; car il fut Evêque de Siguença, Inquisiteur-Général d'Espagne, & Cardinal. „ Son autorité, ajoute l'Ami-
 „ ranto, étoit encore soutenue par sa belle prestance,
 „ & par la magnificence de ses habits ; il portoit des
 „ soutanes de velours cramoisi, des bagues précieuses
 „ aux doigts, & des dorures aux poignets ; il
 „ parloit avec hauteur, & entretenoit un grand nombre
 „ de domestiques, parmi lesquels il y avoit des
 „ personnes de condition relevée. Quand on vint dire
 „ au Roi qu'il étoit mort, il ne dit que ce mot par
 „ admiration : *Es muerto !* Est-il mort ! sans en montrer
 „ aucune joie ni tristesse, & n'en parla presque
 „ point depuis, non plus que s'ils n'eussent jamais
 „ eu rien à traiter ensemble. „

Il est bien certain que le Roi Philippe ne regretta point ce Cardinal, qui avoit pris trop d'ascendant sur lui ; mais il ne laissa pas d'honorer sa mémoire, & de rendre témoignage de ses services, lorsque l'occasion s'en présenta. Un jour passant par *Martimunos de las Posadas*, Patrie de Spinola, il s'y arrêta tout exprès pour entendre la Messe dans la Chapelle où il est enterré, & commanda au Prêtre de la dire pour le repos de l'ame du défunt : puis il dit, *Ici repose le meilleur Ministre que j'aie eu en mes Royaumes.* Eloge qui valoit mieux que cent Oraisons funebres.

La source de la haine que ce Cardinal avoit pour Dom Carlos, vint de ce que ce Prince lui dit un jour en le prenant par son rochet ; *Quoi ! petit Curé, tu as l'audace de te jouer à moi, en empêchant que Cisneros, c'étoit un Comédien qu'il aimoit, ne vienne me divertir ! Par la vie de mon pere, il faut que je te tue,* & peut-être l'eût-il fait, s'il eût été le plus fort : le Cardinal lui échappa des mains, & n'y retomba jamais depuis.

Pourquoi donc Philippe se dégoûta-t-il d'un Ministre qui lui étoit si utile & si nécessaire ? Parce qu'il se lassâ de sortir de sa chambre pour le recevoir, de lever son chapeau pour le saluer, de le faire asseoir

prit qu'il fit paroître le jour de cette pompe, lorsque, regardant d'une fenêtre de son Palais la disposition & la marche de la cérémonie, il décida sur le champ une difficulté qui survint pour le rang entre les différents Conseils d'Etat qui s'y trouverent. Ceux qui furent les dupes de cette tranquillité, ne furent gueres fins. Les deux fils de l'Empereur, qui étoient à la Cour d'Espagne, faisoient le deuil. Comme on approcha du Temple, le Cardinal Spinoia, qui les conduisoit immédiatement après le corps, prit congé d'eux, & se retira sous prétexte d'un mal de tête qui lui prit : mais, comme il étoit connu pour le plus dangereux & le plus irréconciliable ennemi que Dom Carlos eût eu, on entendit plusieurs voix s'écrier autour de lui, qu'il ne pouvoit souffrir la présence du Prince, ni mort, ni vivant. La première chose qu'on découvrit, ce fut cet éloge célèbre de l'Ecriture pour un mort, qui étoit en gros caracteres d'or sur le portail par où l'on entra : „ Il nous a été „ ravi, de peur que la malice du siècle „ ne changeât son cœur, & que la flatte-

comme son égal, & de souffrir une certaine liberté & familiarité dont usoit le Cardinal en négociant avec lui, & en disposant des Places vacantes, comme s'il eût été le Maître : Tolérance incroyable dans un Prince si jaloux de sa grandeur & de son autorité. Enfin, le Cardinal tomba en disgrâce, pour être allé de pair avec son Maître, & pour n'avoir pas eu la complaisance de lui attribuer la gloire des bons succès de son Ministère.

„ rie ne séduisît son esprit. A l'éternelle
 „ mémoire de Charles Prince des Espa-
 „ gnes, des deux Siciles, des Gaules Bel-
 „ gique & Cisalpine, héritier du nouveau
 „ Monde, incomparable en grandeur d'a-
 „ me, en libéralité, & en amour pour la
 „ vérité. C'est ainsi que Philippe II. souf-
 frit qu'on représentât comme un Héros un
 Prince qu'il avoit fait mourir comme re-
 belle. Il lui importoit peu qu'on effaçât
 la noirceur du crime qu'il lui avoit im-
 puté; il étoit mort, il n'avoit plus rien
 à craindre. Il imposoit au Public, & ca-
 choit sa cruauté sous les dehors d'un pere
 pénétré de douleur de la mort de son fils.
 Qui pouvoit penser qu'il eût été l'instru-
 ment de sa perte?

Dans la Cause historique que je viens
 de raconter, Philippe II. ayant été le prin-
 cipal personnage de mon Histoire, je crois
 faire plaisir à mon Lecteur, après le por-
 trait que j'ai fait de ce Monarque, d'em-
 ployer encore quelques traits pour le faire
 encore mieux connoître : non que je
 veuille le peindre parfaitement, j'en laisse
 le soin à son Historien. Et comme les ac-
 tions peignent mieux que les paroles, &
 sur-tout les actions où les sentiments écla-
 tent, je m'attacherai à le peindre de cette
 façon.

Personne n'ignore cette fermeté que ce
 Prince fit paroître, quand il apprit la dé-
 faite d'une grande Flotte qu'il avoit ar-
 mée pour conquérir l'Angleterre. On di-

soit que c'étoit une grande Ville qui se promenoit sur la mer : elle fut battue de la tempête, & étant dispersée elle fut en proie aux forces navales des Anglois, qui la détruisirent entièrement. Philippe II. dit froidement, apprenant cette nouvelle : J'avois envoyé ma Flotte combattre les hommes, & non pas les vents.

L'ambition de ce Monarque, qui le tourmentoit, & l'engageoit à troubler le repos de toute l'Europe, le faisoit appeler *Dæmonium meridianum*, le Démon du midi, parce que l'Espagne est située au midi.

Ce Prince, qui étoit sévère & impérieux, est peint au naturel dans le trait suivant. Il dit à son Cocher, en partant de Madrid pour l'Escorial, qu'il vouloit arriver à une heure qu'il lui marqua. Le Cocher, étant au milieu du chemin, vit que l'heure s'approchoit, il n'épargna pas à ses mules les coups de fouet : il s'emporta contre elles, en les appelant mules de maquereau. Le Roi remarqua l'épithète : étant arrivé à l'Escorial, il demanda au Cocher à qui étoient les mules ? Le Cocher, se souvenant fort heureusement du trait qui lui étoit échappé, Sire : répondit-il, elles sont à moi. Si elles sont à toi, reprit le Prince, garde-les ; je ne veux point avoir des mules de maquereau à mon carrosse. La présence d'esprit du Cocher lui valut cet attelage, & lui sauva la vie ; car s'il eût répondu que les mules étoient

au Roi, ce Prince l'auroit fait mourir infailliblement.

Ce seroit peindre ce Prince d'une manière passionnée, que d'en oublier le beau.

Il dit au Docteur Vélasque, Conseiller d'Etat : J'entends que, dans toutes les affaires douteuses où je serai Partie, vous décidiez toujours contre moi. Voici un sentiment digne d'un grand Roi.

Les Etats de Castille ayant accordé à Philippe II. un certain tribut, un Avocat déclama publiquement contre la personne & le gouvernement de ce Prince. On le mit en prison. Philippe lui rendit sa liberté : C'est un fou, dit-il, puisqu'il parle mal d'un Prince qu'il ne connoît point, & qui ne lui a fait aucun mal.

Comme il comptoit beaucoup sur le temps qui apportoit aux maux de grands remèdes, & qu'il temporisoit dans les affaires : Le temps & moi, *dit-il*, nous en valons bien un autre.

Quelque grandeur qu'il eût dans l'ame à certains égards, la peur y avoit une libre entrée, témoin le bon mot qu'on va rapporter.

Un homme de qualité, voyageant en Espagne, alla voir l'Escorial; & comme il visitoit ce superbe Couvent des Religieux de l'Ordre de St. Jérôme (qu'on nomme le Cloître de St. Laurent) le Supérieur, qui le conduisoit, lui dit que le Roi Philippe II. l'avoit fait bâtir pour satisfaire à un vœu qu'il avoit promis d'accom-

plir, s'il étoit victorieux à la Bataille de St. Quentin, qui s'étoit donnée le jour de St. Laurent. Mon Pere, dit le voyageur, admirant la magnificence du bâtiment, il falloit que ce Roi eût bien peur, lorsqu'il fît un si grand vœu!

Quand il avoit fait des fautes, & qu'il les reconnoissoit, il n'oublioit rien pour les réparer.

Dom Jean II. Duc de Bragance, se retira dans ses Terres, parce que Philippe II. qui avoit rangé le Portugal sous son Empire, ne voulut pas lui permettre de marcher à sa gauche, lorsqu'il faisoit son entrée dans les Villes de ce Royaume. Philippe reconnut la faute qu'il avoit faite, de ménager si peu un Prince qui pouvoit être en état de monter sur le Trône de Portugal. Il lui dit en deux mots, quand il vint à la Cour de Madrid, tout ce qu'il falloit pour le regagner, *Pedid, Duque*: Duc, vous n'avez qu'à demander: A quoi le Duc répondit avec une dissimulation de Courtisan: Les Ancêtres de Votre Majesté, qui sont aussi les miens, ont fait tant de graces à ma Maison, qu'il ne me reste plus rien à demander.

Il ne parloit qu'à demi mot, & vouloit qu'on devinât le reste; on ne lui parloit qu'à genoux: & il disoit, pour excuser ce cérémonial, qu'étant petit de corps, on eût paru plus grand que lui, si on lui eût parlé debout. Parce qu'il excelloit dans la politique, on vouloit que ce fût un

grand Roi : mais pouvoit-il l'être, dès que la sienne étoit au-dessus de sa religion ?

Il exigeoit une grande bienséance dans les Dames de la Cour, & une extrême pudeur extérieure.

Dona Juana, sœur de Philippe II. femme de Dom Jean Prince de Portugal, étant à la chasse, tomba de cheval. Sa pudeur fut en défaut ; elle ne put pas cacher ce qu'elle déroboit avec soin à la vue. Philippe II. apprit la nouvelle de sa chute. Il ne demanda point si elle étoit blessée, mais seulement, *Si cayo honesta* : on lui répondit *honestissima*. Quand il apprit la vérité, il défendit aux Dames d'aller autrement qu'en carrosse, soit à la Ville, soit à la Campagne.

Il est certain que, si la même disgrâce fût arrivée à sa femme, il l'auroit fait mourir.

Il aimoit la vérité, & punissoit très-sévèrement ceux qui la lui cachotent. S'étant aperçu qu'un de ses Ministres la lui déroboit sur un fait important : Eh quoi ! lui dit-il, vous avez le front de déguiser la vérité à la face d'un Souverain tel que Philippe II ? Le ton foudroyant dont il parla, frappa tellement ce Ministre qu'il s'alla jeter dans un Couvent, où il finit le reste de ses jours.

Il fit ôter dans un Couvent le portrait de Dom Gaspard Lopès, menteur insigne. Les menteurs, dit-il, ne méritent pas de

vivre dans ce monde, ni réellement, ni en peinture.

Dom François de Palafoz, Seigneur d'Arita, ayant un Procès contre Philippe II, l'en fit juge. Vous me faites Juge, lui dit-il, j'en userai en Roi. Je vous cede tout, & de plus je vous accorde ma faveur & mes bonnes graces.

Dona Anna Laval ayant eu le malheur de voir arrêter son Page qu'on menoit en prison, engagea Antoine son amant de le tirer des mains des Archers; ce qu'il exécuta. Le Prévôt se plaignit de cette violence à Philippe II, qui répondit que l'amant n'avoit pu faire autrement que d'obéir à sa maîtresse; mais il fit venir Dona Anna Laval, & lui dit : Je vous défends d'exposer à jamais la vie de votre amant.

Son Cocher, dans une querelle, ayant donné un coup de couteau à une personne dans un voyage que ce Prince faisoit, dans le temps qu'il se reposoit, il s'emporta contre un Seigneur, parce qu'il n'avoit pas fait arrêter le Cocher. Le Seigneur lui répondit : Si je l'eusse fait, qui est-ce qui auroit reconduit le carrosse de Votre Majesté ? Le Prince lui répondit : J'aimerois mieux aller à pied, que de laisser le crime impuni. Ce qu'il y a de singulier, c'est que Gregorio Lety, après avoir fait le Panégyrique de ce Prince, rapporte qu'il disoit que les Souverains devoient passer à l'alambic plusieurs Maximes d'Etat, pour en extraire la quintessence, sans oublier les plus horribles

& les plus barbares principes dont ils devoient former le suc d'une sage & utile administration; & il dit que ce Prince, en excellent Chimiste, distilloit la passion, la cruauté, la tyrannie, la vengeance, l'impiété, avec le mélange de la modération, de la justice, de la clémence, du zèle pour la Religion, & d'autres vertus. Il n'y a jamais eu de Prince, dit cet Historien, qui ait mieux su se faire honneur de ses vertus, & pallier ses vices. Point de vertu qui ne fût accompagnée de quelque vice, point de vice qui ne fût couvert de l'ombre d'une vertu; & comme il avoit coutume de dire, que les Princes devoient avoir la réputation d'être vertueux, quelque mauvais qu'ils pussent être, il ne manquoit pas de mettre en œuvre cette Maxime. Il cachoit sous les apparences d'une vertu quelque vice que ce fût, & il ménageoit cet artifice avec tant d'habileté, que les dehors brillants éblouissoient jusqu'à faire perdre de vue le véritable motif de son action; & il favoit donner un tel relief à ses vertus, quelque superficielles qu'elles fussent, que tout le monde étoit la dupe de son hypocrisie. En effet ses Ministres avoient beau être pénétrants, il n'y en avoit point qui parvînt à pénétrer le fond de son ame. Aussi le Duc de Feria, l'un des plus prudents Ministres d'Espagne, dit un jour, „ que le seul Roi Philippe connoissoit le „ Roi Philippe. „ Rien n'est plus étrange que de voir assemblés les vices & les ver-

tus, & de les voir, pour ainsi dire, réunis dans le même fond. On peut dire que cet assemblage est l'ouvrage du vice raffiné.

Il se faisoit un mérite de n'avoir pas poursuivi son ennemi après la Bataille de Saint-Quentin, qu'il gagna sur les François. J'ai voulu agir, dit-il, en Prince, dans cette conjoncture en ne poussant pas mon ennemi à bout, & non en soldat. C'est ainsi qu'il pallioit la faute qu'il avoit faite de n'avoir pas su user de sa victoire.

Les traits suivans contribueront encore au Portrait de ce Prince.

Philippe II. voyageant fut surpris par la nuit; il fut obligé de la passer chez un Payfan à qui l'on demanda mille choses qu'il n'avoit point, & chez qui l'on fit un grand dégât. Le Payfan, au-lieu de se faire les plus belles idées du monde de l'honneur qu'il avoit de recevoir le Roi, & de la fortune qui seroit le fruit de cet honneur, s'attendoit à être ruiné : il fut si inquiet toute la nuit, qu'il ne put fermer l'œil. Le lendemain, Philippe II. lui dit, avant de sortir de sa maison, que, s'il avoit quelque grace à lui demander, il n'avoit qu'à lui parler. Sire, répondit-il, je demande à Votre Majesté qu'elle ne vienne jamais loger dans ma maison, tant que je vivrai. Cette naïveté ne déplut pas au Roi, qui le récompensa magnifiquement.

Ce Monarque n'oublioit rien pour faire craindre & respecter l'Inquisition, qui a

purgé l'Espagne du Judaïsme & du Mahométisme. Il vouloit l'établir à main armée dans les Pays-Bas. (a)

La

(a) L'Inquisition affecte dans ses Procédures tout ce qui peut inspirer la terreur. Ceux que l'Inquisition faisoit, sont abandonnés de tout le monde sans exception, & personne n'ose parler pour les excuser; cela seul passeroit pour un soupçon d'hérésie. Le Roi même en Espagne n'a pas cette liberté. Philippe III. ayant témoigné qu'il désapprouvoit le Jugement de deux Cordeliers condamnés au feu par ce Tribunal, le Grand-Inquisiteur fit entendre très-sérieusement à Sa Majesté, que, pour expier sa faute, il falloit qu'elle se soumit à quelque peine. On chercha long-temps ce que le Roi pourroit faire pour cette satisfaction. Enfin, on convint que Sa Majesté se laisseroit tirer une palette de sang, & qu'on brûleroit ce sang en présence de plusieurs personnes; ce qui fut fait en présence du Grand-Inquisiteur & de ses Officiers. * Le pere livre ses enfants, les enfants leur pere, le mari sa femme, & la femme son mari; & s'il arrivoit quelque révolte, on mettroit à la place du criminel ceux qui auroient donné main forte pour faciliter son évasion. Les parents de l'Accusé s'habillent en deuil, & en parlent comme d'un homme qui n'est plus. Plusieurs Grands Seigneurs se font honneur d'être Membres de ce Tribunal; on les appelle *familiares*: ils aident à la capture des Accusés. La mort elle-même ne soustrait pas les coupables aux poursuites de l'Inquisition; on y fait le procès aux cadavres des criminels; on confisque pour l'Inquisition les biens de ceux qui sont condamnés à une peine capitale. Les exécutions se font après une procession solennelle quand les criminels sont en grand nombre, afin que la multitude des supplices fasse une plus vive impression, & donne un exemple plus effrayant. On les appelle *Auto da fe*, *Actes de foi*. Le Pape Paul IV. appelloit l'Inquisition le grand ressort du *Pontificat*.

Il faut sept témoins qui déposent contre un homme pour le faire condamner, mais on reçoit les dépositions d'un esclave ou d'un enfant. Il faut s'accuser soi-même, & on ne confronte, ni on ne voit jamais

* Voyez
les Mé-
moires
Histori-
ques pour
servir à
l'Histoire
de l'In-
quisition.

La sévérité de ce Tribunal convenoit à son caractère & à sa politique, qui se servoit pour régner du manteau de la Religion.

Mais ce qui prouve que rien n'égaloit son flegme, fut ce qu'il dit à son Secrétaire. Durant les guerres de Flandres, il écrivoit lui-même de sa propre main les

les témoins. On est accusé pour la moindre chose échappée contre l'Eglise, ou pour n'avoir pas parlé avec assez de révérence de l'Inquisition. On appelle aussi l'*Inquisition* le Saint Office.

L'étendard de l'Inquisition est d'un damas rouge sur lequel est peinte une Croix, accompagnée d'un côté d'une branche d'Olivier, & de l'autre d'une épée, & autour ces paroles du Pseaume, *Exurge, Deus, judica causam tuam.*

Elle est établie en Espagne, en Portugal, dans toute l'Italie, & dans les Indes.

L'Inquisition à Venise n'est que l'ombre de celle-là, elle souffre que les Hérétiques & les Juifs se fassent Docteurs en Médecine à Padoue; elle est subordonnée à la Politique, qui est l'ame du Gouvernement à Venise. On n'y confisque point les biens des coupables pour le profit de l'Inquisition, mais pour le Sénat. Grégoire IX. est proprement l'Auteur principal de l'Inquisition, qui tire son origine d'un Concile tenu à Toulouse en 1229 sous ce Pape, où présidoit son Légat; elle fut d'abord attribuée aux Evêques. Grégoire IX. la déféra ensuite aux Dominicains.

Ce Tribunal a pu être établi en Espagne, où l'Espagnol est maître de sa langue. Il ne dit rien qu'il ne veuille dire; ainsi ses paroles criminelles ne peuvent pas s'excuser, & méritent d'être punies; mais en France, où le François qui n'a pas le don de se posséder, parle souvent inconsidérément & sans réflexion, ce seroit user d'une trop grande rigueur, que de punir sévèrement ses intempérances de langue. D'ailleurs on ne recevrait pas dans ce Royaume les formalités & les procédures extraordinaires de ce Tribunal.

Levez-vous,

mon Dieu, &

jugez votre cause.

Pf. XIII. 23.

ordres qu'il adreffoit aux Gouverneurs. Il avoit paffé toute une nuit à écrire plufieurs Lettres. Le Courier attendoit au pied de l'efcalier, & un de fes Secretaires, accablé de fommeil, devoit cacheter les dépêches, & faire les fufcriptions en préfence du Roi. Comme il appréhenda que l'encre étant toute fraîche l'écriture de la dernière Lettre ne s'effaçât, il voulut y mettre du fable. Il prit fi mal fes mefures, qu'au-lieu de verfer le fable, il verfa l'encre, non-feulement fur la dernière Lettre, mais fur les autres étalées fur la table. Philippe II. lui dit avec une tranquillité admirable : *Voilà l'encrier, & voilà le fablier*, en les lui montrant, & fe remit à écrire fur nouveaux fraix.

Voilà des traits qui peuvent donner une véritable idée du caractère de Philippe II.

La Reine Elizabeth, dont nous avons parlé, ne survécut gueres à Dom Carlos, puisqu'elle mourut le 23 Novembre 1568, deux mois dix jours après ce Prince.

Observez que rien n'est plus commun en France, que de faigner une femme groffe, fur-tout à Paris.

Les Hiftoriens Efpagnols difent que ce fut par la faute des Médecins, qui la firent faigner étant groffe. Les nôtres attribuent fa mort à fon mari. „ Nous marquerons, dit Mézerai, „ comme la plus monftrueufe „ aventure qu'on puiſſe s'imaginer, que „ Philippe II. ayant appris que Dom Carlos fon fils unique avoit correfpondance „ avec les Seigneurs confédérés des Pays- „ Bas qui tâchoient de l'attirer en Flan-

„ dres, le fit arrêter prisonnier, & lui
 „ ôta la vie, soit par un poison lent, soit
 „ en le faisant étouffer entre deux lits
 „ de plumes, & que peu après, sur quel-
 „ que jalousie, il empoisonna Elizabeth
 „ sa femme, & la fit périr avec le fruit
 „ dont elle étoit grosse; ainsi que la Reine
 „ Catherine sa mere le vérifia par des
 „ informations secretes qu'elle en fit fai-
 „ re, & par les dépositions des domesti-
 „ ques de cette Princesse, lorsqu'ils fu-
 „ rent de retour en France. „

Mézerai, & Baile après lui dans son *Dictionnaire Critique*, disent qu'il auroit fait faire le Procès à son pere pour crime d'Hérésie après sa mort, & l'auroit fait déterrer & brûler ses os, si la Politique ne l'eût retenu, & qu'il n'eût considéré qu'on pouvoit lui disputer sa couronne, sous prétexte qu'il la tenoit d'un Hérétique? On dit même que Charles V. le soupçonna d'avoir avancé ses jours, & qu'il répondit à un Seigneur qui étoit venu s'informer de sa santé de la part de Philippe II. Dites à mon fils que je mourrai bientôt, car j'ai pris la fièvre Philipppique.

L'idée de Charles V. pourroit être l'ouvrage du chagrin qu'il avoit de son abdication. Ce chagrin, dès le commencement, avoit transpiré malgré lui. Aussi Philippe II. répondit-il au Cardinal de Granvelle, qui lui annonça qu'il y avoit un an que Charles V. s'étoit démis de la Couronne : Dites qu'il y a un an qu'il s'en est repenti.

Philippe II. demanda au Pape l'absolution pour avoir fait mourir près de deux mille Prêtres, dont le plus grand nombre étoit des Portugais.

Dom Juan n'eut pas un sort plus heureux que la Reine Elizabeth. La haine que Philippe II. conçut contre lui, eut sa source dans une frayeur que Dom Juan lui causa.

Dom Juan avoit un lion très-familier, qui l'accompagnoit par-tout. Un jour qu'il l'avoit suivi dans la chambre du Roi, l'animal, voulant caresser le Monarque, l'embrassa avec ses pattes, & sembloit prendre plaisir à jouer de la peur qu'il lui causoit. Elle fut souveraine dans ce Monarque, qui crut n'avoir plus de part à la vie: il sentit dans ce moment que sa Royauté étoit subordonnée à celle de ce Roi des animaux; &, dans les tranfes où il étoit, il auroit composé pour sa vie à laquelle il auroit sacrifié sa Couronne. Le lion, sans lui faire mal, le laissa pour venir faire de pareilles caresses à Dom Juan. Ce Prince s'étant retiré, Philippe II. en courroux dit: J'apprendrai bien à ce Cavalier à ne point causer de pareilles frayeurs à son Maître.

Après la mort de Dom Carlos, le Roi apprit que le mariage de ce Prince étoit conclu avec la Reine d'Angleterre, & que les Rebelles de Flandres avoient donné parole de le reconnoître dès que ce mariage seroit consommé, sans autre condi-

tion que la liberté de conscience. Ce fut Perez qui remit au Roi des Lettres du Prince d'Orange, qui dévoient ce secret important. Ce Monarque se rappella que Dom Juan avoit reçu les acclamations de l'armée de Grenade, & que les soldats, charmés de quelques belles actions que Dom Juan avoit faites, s'écrierent en sa présence : C'est le véritable fils de l'Empereur. Il se souvint encore que, dans une occasion où Dom Juan eut un différend avec Dom Carlos, ce Prince l'appella *hildeputa*, c'est-à-dire, fils d'une fille déréglée ; à quoi Dom Juan répondit, J'ai un meilleur pere que vous. Philippe II. trouva moyen de faire envoyer à Dom Juan, par une voie qui n'étoit pas suspecte, des bottines parfumées qui lui coûtèrent la vie.

Pour rendre compte de tous ceux qui furent les Acteurs de la Tragédie de Dom Carlos, on dira que les principaux de la Noblesse de Flandres furent sacrifiés à la rigueur des Loix par un supplice capital.

Enfin, Philippe II, par une cruelle destinée, qui étoit la juste peine de toutes ses cruautés, après avoir mené une vie triste & douloureuse, ouvrage de mille cruelles réflexions qui le déchiroient, fut frappé d'un ulcere qui engendra une quantité effroyable de poux, dont il fut dévoré tout vivant, & étouffé quand ils ne trouverent plus de quoi se nourrir sur son corps. Il mourut en 1578, âgé de soixante & onze ans.

Une heure après que Philippe II. fut mort, un Seigneur Espagnol écrivit avec un charbon sur une cheminée du Palais cette Epitaphe de ce Monarque.

Epitaphe
satyri-
que de
Philippe
II.

*Siendo moco luxurioso,
Siendo hombre, fue cruel;
Siendo viejo codicioso.
Que se puede esperar del?*

Luxurieux dans sa jeunesse,
Homme fait il fut très-cruel;
Très-avare dans sa vieillesse,
Possède-t-il le bonheur éternel?

Telle est l'Histoire de Dom Carlos, dont le sort tragique comprend la fin funeste de plusieurs personnes, par un enchaînement fatal, qui semble être inséparable de la catastrophe sanglante des personnages d'un rang éminent.





ALEXIS PETROWITS, CZAREWITS,

*Héritier présomptif de l'Empire de Russie,
condamné à mort par son Pere.*

LA destinée de ce Prince a tant de rapport à celle de Dom Carlos, que j'ai cru que je ne devois pas séparer leurs Histoires. Tous deux ont eu un Pere sévère, implacable, qui les a fait condamner à mort. Tous deux ne sont coupables que de desseins, de projets, & on ne voit point qu'ils aient rien exécuté.

Les mœurs des Moscovites, moins cultivées & moins humanisées que celles des Espagnols, éloignerent plus le Czar de la clémence, que Philippe II. Le pouvoir du Czar étant plus despotique & plus absolu, l'autorisoit encore davantage. D'ailleurs il n'avoit rien oublié pour ramener le Czarewits dans la bonne voie dont il s'étoit écarté; & loin qu'il eût pour son fils la même antipathie que Philippe II. avoit pour Dom Carlos, il n'a pas tenu à lui qu'il n'ait été admis à la succession. Il lui en a ouvert la voie, & a souhaité de bonne foi que ce Prince se rendît digne d'être son héritier. D'ailleurs le Czar avoit des qualités héroïques, il agissoit suivant de grands princi-

pes. On peut dire qu'il avoit le cœur grand, des vues sublimes, & qu'il aura sa place dans l'Histoire parmi les grands Princes qui possèdent les vertus militaires, & qui sont versés dans l'art de régner.

Le brillant Auteur qui nous a donné l'Histoire de Charles XII, Roi de Suede, par le parallele qu'il en fait avec le Czar, le met au-dessus de ce Monarque : au-lieu que Philippe II. n'est recommandable que par une Politique cruelle, dont nous voyons les principes dans Machiavel.

Dom Carlos n'avoit pas dans son pere un modele à suivre, & n'étoit pas porté à l'estimer. Le Czarewits avoit dans le sien un grand exemple, qui devoit lui paroître d'autant plus admirable, que c'étoit son pere qui offroit à ses regards ses grandes qualités.

Le Czarewits, fils de la premiere femme du Czar Pierre I, étoit né avec un penchant aux plaisirs & à la débauche, & beaucoup d'amour pour une vie molle & licencieuse. Il ne pouvoit pas être supporté par un pere vif, actif, qui excelloit dans les vertus militaires, qui vouloit absolument que son fils fût digne d'être son héritier. Dès qu'il fut en âge de raison, il l'exhortoit sans cesse à se former dans l'art de régner; & quand il vit que ses remontrances étoient inutiles, il lui remit un Ecrit, où il lui disoit.

„ Vous ne pouvez ignorer ce qui est
 „ connu de tout le monde, que nos Peu-
 „ ples gémissent sous l'oppression des Sué-

„ dois avant le commencement de la présente guerre.

„ Par l'usurpation de tant de places maritimes si nécessaires à notre Etat, ils nous coupoient tout commerce avec le reste du monde, & nous avons vu avec regret qu'ils avoient encore mis un voile épais devant les yeux des personnes les plus éclairées qui ne nous plaignoient point. Vous savez combien il nous en a coûté au commencement de cette guerre à nous rendre expérimentés, & nous opposer aux avantages que nos ennemis irréconciliables remportoient sur nous, Dieu seul nous a conduits par la main, & nous guide encore. Nous nous sommes soumis à cette épreuve avec résignation à la volonté de Dieu, ne doutant pas que ce ne fût lui qui nous y fît passer, il a agréé notre soumission. Le même ennemi devant qui nous tremblions auparavant, tremble à présent devant nous. Ce sont là les effets dont après l'assistance de Dieu nous sommes redevables à nos travaux, & à ceux de nos fideles & affectionnés enfants, nos sujets Russiens.

„ Mais, pendant que j'envisage les prospérités dont Dieu a comblé notre Patrie, si je tourne les yeux sur la postérité qui me doit succéder, j'ai le cœur pénétré de douleur, dès que je porte mes vues dans l'avenir ; je ne saurois goûter mon bonheur présent, je le regarde com-

„ me un songe, une illusion qui se dissipe,
 „ voyant que vous, mon fils, rejetez tous
 „ les moyens de vous rendre capable de
 „ bien gouverner après moi. Votre incapa-
 „ cité est volontaire, parce que vous ne
 „ pouvez point vous excuser sur le défaut
 „ d'esprit, la seule volonté vous manque;
 „ vous pouvez encore moins vous excuser
 „ sur le défaut des forces du corps, comme
 „ si Dieu ne vous avoit pas assez bien par-
 „ tagé de ce côté-là; car, quoique vous
 „ ne soyez pas d'une complexion des plus
 „ robustes, on ne peut pas dire que votre
 „ tempérament soit foible.

„ Cependant vous ne voulez pas même
 „ entendre parler des exercices de la Guer-
 „ re: c'est néanmoins par-là que nous som-
 „ mes sortis de cette obscurité où nous
 „ étions enſevelis, & que nous nous som-
 „ mes fait connoître aux Nations dont
 „ nous avons présentement l'estime.

„ Je ne vous exhorte point à faire la
 „ guerre sans de légitimes raisons; je de-
 „ mande seulement de vous, que vous
 „ vous appliquiez à en apprendre l'art;
 „ car il est impossible de bien gouverner,
 „ sans en avoir appris les regles.

„ Je pourrois vous mettre devant les
 „ yeux beaucoup d'exemples de ce que je
 „ vous propose: je ne veux vous parler
 „ que des Grecs, avec qui nous sommes
 „ unis par la même profession de foi. D'où
 „ est venue la décadence de leur Empire,
 „ sinon de ce qu'ils ont négligé les Armes?

„ L'oisiveté & le repos les ont assujettis à
 „ des Tyrans, & à l'esclavage sous lequel
 „ ils gémissent depuis si long-temps. Vous
 „ vous trompez, si vous croyez qu'il suffit
 „ à un Prince d'avoir de bons Généraux
 „ pour agir sous ses ordres : chacun regarde
 „ le Chef, on étudie ses inclinations, & on
 „ s'y conforme, tout le monde en con-
 „ vient. Mon frere a aimé pendant son
 „ regne la magnificence dans les habits, &
 „ les équipages de chevaux : on n'y avoit
 „ gueres de penchant dans le Pays ; mais
 „ les plaisirs du Prince firent aussi ceux de
 „ ses Sujets, parce qu'ils sont portés à l'i-
 „ miter dans ce qu'il aime, comme dans
 „ ce qui lui déplaît.

„ Si des Peuples se détachent si aisé-
 „ ment des choses qui ne sont que pour
 „ le plaisir, n'oublieront-ils point dans la
 „ suite des temps, ou n'abandonneront-
 „ ils pas même encore plus facilement,
 „ l'usage des Armes, dont l'exercice est
 „ beaucoup plus pénible, s'ils n'y sont
 „ point entretenus ?

„ Vous n'avez pas d'inclination pour
 „ apprendre le métier de la Guerre, vous
 „ ne vous y appliquez pas, & par con-
 „ séquent vous ne le saurez jamais. Com-
 „ ment donc pourrez vous commander
 „ aux autres, & juger de la récompense
 „ que méritent ceux qui font leur devoir,
 „ ou punir ceux qui y auront manqué ?
 „ Vous ne jugerez que par les yeux
 „ d'autrui ; on vous regardera comme un

„ jeune oiseau qui tend le bec, à qui
 „ on peut donner aussi facilement du poi-
 „ son que de la bonne nourriture.

„ Vous dites que la foiblesse de vo-
 „ tre santé ne vous permet pas de sup-
 „ porter les fatigues de la Guerre; c'est
 „ une excuse frivole : je ne vous demande
 „ point de supporter les fatigues du mé-
 „ tier, quoique tous les grands hommes
 „ aient commencé par-là; mais je vou-
 „ drois que vous eussiez de l'inclination
 „ pour l'Art Militaire : la raison peut
 „ vous la donner, si vous ne l'avez pas
 „ de la nature. Et si vous aviez cette
 „ inclination, elle vous occuperoit sans
 „ cesse, même dans vos maladies. Deman-
 „ dez à ceux qui se souviennent du temps
 „ de mon frere. Il étoit d'une santé in-
 „ comparablement plus foible que la vô-
 „ tre. Il ne pouvoit pas manier un cheval
 „ tant soit peu fougueux, ni à peine le
 „ monter : il aimait les chevaux; il n'y aura
 „ peut-être jamais dans le Pays une plus
 „ belle écurie qu'étoit la sienne.

„ Vous voyez par-là, que les bons suc-
 „ cès ne dépendent pas toujours des tra-
 „ vaux, mais de la volonté.

„ Si vous pensez qu'il y a des Princes
 „ dont les affaires ne laissent pas de réus-
 „ sir, quoiqu'ils n'aillent point eux-mê-
 „ mes à la guerre, vous avez raison : mais
 „ s'ils n'y vont pas, ils y ont pourtant
 „ de l'inclination, & ils la savent.

„ Par exemple, le feu Roi de France

„ n'a pas toujours été à la guerre en per-
 „ sonne ; mais on fait jusqu'à quel point
 „ il l'aimoit , & combien d'exploits glo-
 „ rieux il y a faits , ce qui fit nommer
 „ ses campagnes *le théâtre & l'école du*
 „ *Monde*. Son penchant n'étoit pas borné
 „ aux seules affaires militaires : il avoit
 „ aussi de l'inclination pour les Arts, les
 „ Manufactures, & les autres Etablisse-
 „ ments , qui ont rendu son Royaume
 „ plus florissant que tous les autres.

„ Après toutes ces Remontrances que
 „ je viens de vous faire, je reviens à mon
 „ premier sujet qui vous touche. Je suis
 „ homme, & par conséquent je dois mou-
 „ rir : à qui laisserai-je après moi le soin
 „ d'achever ce que j'ai commencé par la
 „ grace de Dieu, & de conserver ce que
 „ j'ai recouvré en partie ? A un homme,
 „ qui, semblable à ce paresseux de l'E-
 „ vangile, enfouit son talent dans la terre ;
 „ c'est-à-dire, qui néglige de faire valoir
 „ ce que Dieu lui a confié.

„ Combien de fois vous ai-je reproché
 „ votre opiniâtreté & votre indocilité ? J'ai
 „ été obligé de vous en châtier. Je ne vous
 „ parle presque plus depuis plusieurs an-
 „ nées, j'ai presque désespéré de vous ra-
 „ mener dans la bonne voie, découragé
 „ & rebuté par l'inutilité de tous mes ef-
 „ forts. Vous languissez dans votre oisi-
 „ veté : votre honte fait vos délices, sans
 „ que vous en prévoyiez les dangereuses
 „ conséquences pour vous & pour tout

„ l'Etat. Vous vous renfermez dans le
 „ gouvernement de votre maison , dont
 „ vous vous acquittez fort mal. Saint Paul
 „ a dit, *Si quelqu'un ne sait pas gouver-*
 „ *ner sa propre famille, comment pourra-*
 „ *t-il conduire l'Eglise de Dieu?* On vous
 „ dira de même, comment pourriez-vous
 „ gouverner un Etat? Je me suis déter-
 „ miné enfin à vous dire ma dernière vo-
 „ lonté, résolu pourtant d'attendre encore
 „ un peu de temps avant de rien exécute-
 „ ter, pour voir si vous voulez vous cor-
 „ riger; sinon, sachez que je vous prive-
 „ rai de la succession, comme on retran-
 „ che un membre inutile.

„ Ne vous imaginez pas que, parce que
 „ je n'ai point d'autre enfant que vous,
 „ je ne veuille que vous faire peur : je
 „ l'exécuterai assurément, & Dieu l'exige
 „ de moi ; car, puisque je n'épargne pas
 „ ma propre vie pour ma Patrie & le sa-
 „ lut de mes Peuples, comment pourrois-
 „ je après moi laisser monter sur le Trône
 „ un Prince fainéant, qui sacrifieroit ses
 „ Peuples à ses plaisirs, & qui les lais-
 „ seroit périr plutôt que de les soulager
 „ s'il falloit exposer sa vie pour eux? J'ap-
 „ pellerai à la Couronne plutôt un étran-
 „ ger qui sera digne de la porter, que mon
 „ fils qui en sera indigne.

Signé , P I E R R E.

On voit dans cette Lettre éclater tous
 les grands sentiments du Czar, & l'extrê-

me envie qu'il avoit de laisser après lui un successeur en son fils, qui perpétuât son nom & sa gloire. On y voit aussi un fond de religion, & l'usage que l'on a dans ce Pays-là de manier à propos l'Ecriture Sainte.

Le Czarewits répondit ainsi :

Très-Clément Seigneur & Pere,

„ J'ai lu l'Ecrit que Votre Majesté m'a
 „ donné le 27 d'Octobre 1715, après l'en-
 „ terrement de mon épouse. (a)
 „ Je n'ai rien à y repliquer, si ce n'est
 „ que, si Votre Majesté veut me priver
 „ de la succession à la Couronne de Russie
 „ à cause de mon inhabileté, votre vo-
 „ lonté soit faite. Je vous en supplie même
 „ très-instamment, parce que je ne me
 „ crois pas moi-même propre au Gouver-
 „ nement. Ma mémoire est très-affoiblie,
 „ & est nécessaire dans les affaires. Les
 „ forces de mon esprit & de mon corps
 „ sont fort diminuées par les maladies
 „ auxquelles j'ai été sujet, ce qui me rend
 „ incapable de gouverner tant de Peuples :
 „ il faut pour cela un homme plus vi-
 „ goureux que je ne le suis.
 „ C'est pourquoi je n'aspire point après
 „ vous (que Dieu conserve longues an-
 „ nées) à la succession à la Couronne de
 „ Russie, quand même je n'aurois pas de

(a) C'étoit la Princesse de Wolfembüttel, sœur de l'Impératrice régnante.

„ frere, comme j'en ai un à présent, le-
 „ quel je prie Dieu de conserver. Je ne
 „ prétendrai pas non plus à l'avenir à cette
 „ succession, de quoi je prends Dieu à té-
 „ moin, & je le jure sur mon ame : en foi
 „ de quoi j'écris & je signe la présente.
 „ Je mets mes enfans entre vos mains ;
 „ & pour moi je ne vous demande que
 „ mon simple entretien ma vie durant,
 „ laissant le tout à votre volonté.

Votre, &c.

Signé, A L E X I S.

Le Czarewits vouloit donner le change à son pere, comme on le verra dans la suite : il vouloit se dérober au travail que son pere auroit exigé de lui, s'il eût répondu qu'il se déterminoit à se rendre digne de porter la Couronne ; & il se flattoit que sa renonciation ne l'engageoit point.

Le Czar, qui lisoit dans le cœur de son fils, & qui ne vouloit pas être sa dupe, lui envoya cet Ecrit, qu'il intitula, *Derniere Monition*.

„ Ma maladie m'a empêché jusqu'à pré-
 „ sent de vous répondre, & de vous ex-
 „ pliquer ma derniere intention. Vous ne
 „ parlez que de la succession, comme si
 „ j'avois besoin pour en disposer de vo-
 „ tre consentement. Je vous reprochois l'a-
 „ version que vous avez pour les affaires,
 „ je vous témoignois que j'étois très-mé-
 „ content de votre conduite, vous ne me
 faites

„ faites là-dessus aucune réponse. Votre
 „ silence m'apprend que vous ne voulez
 „ point changer : mes exhortations pater-
 „ nelles ne vous touchent point, c'est
 „ pourquoi je me suis déterminé à vous
 „ écrire encore pour la dernière fois. Si
 „ vous méprisez de mon vivant les avis
 „ que je vous donne, quel cas en ferez-
 „ vous après ma mort? Peut-on se fier à
 „ vos serments, quand on vous voit un
 „ cœur endurci? David a dit, *Tout hom-*
 „ *me est menteur* : mais, quand vous au-
 „ riez présentement la volonté d'être fidele
 „ à vos promesses, ces grandes barbes (a)
 „ pourront vous tourner à leur fantaisie,
 „ & vous forceront à les fausser.

„ Comme ils se voient privés aujour-
 „ d'hui des places d'honneur dont ils se
 „ sont rendus indignes par leur débauche
 „ & leur fainéantise, ils ne s'appuient
 „ que sur vous; le penchant que vous té-
 „ moignez déjà pour eux, leur fait es-
 „ pérer que vous rendrez un jour leur
 „ condition meilleure.

„ Avez-vous jamais fait attention aux
 „ obligations que vous avez à votre pere,
 „ qui vous a donné la vie, & qui n'a
 „ rien oublié pour votre éducation? Par-
 „ tagez-vous avec lui ses sollicitudes &
 „ ses peines, depuis que vous êtes par-
 „ venu à un âge mûr? Vous blâmez, vous
 „ condamnez mes actions les plus loua-

(a) Il veut parler des Prêtres, qui ont les mœurs corrompues, *Quorum Deus venter est.*

„ bles, qui ont pour objet le bien de mes
 „ Peuples, & que j'entreprends aux dé-
 „ pens de ma santé : j'ai lieu de croire
 „ qu'au-lieu de veiller à leur conservation,
 „ vous ferez leur destructeur, si vous me
 „ survivez. Je dois prévenir ce malheur,
 „ en vous obligeant à prendre d'autres
 „ sentiments. Je ne puis souffrir que vous
 „ viviez comme un amphibie, qui n'est
 „ ni chair ni poisson; car je ne puis dé-
 „ finir autrement le genre de vie que vous
 „ menez. Optez, ou travaillez à vous ren-
 „ dre digne de la Couronne, ou embras-
 „ sez l'Etat Monastique. Ma santé s'af-
 „ foiblit, ainsi je suis pressé de savoir vo-
 „ tre résolution. J'attends votre réponse,
 „ ou par écrit, ou de vive voix. Si vous
 „ ne me satisfaites pas là-dessus, je ne
 „ vous ménagerai point, & je vous trai-
 „ terai comme un malfaiteur.

Signé, P I E R R E.

On ne peut trop louer les bonnes in-
 tentions du Czar, qui vouloit obliger son
 fils à se rendre digne de la Couronne : &
 s'il lui témoignoit qu'il devoit se faire
 Moine plutôt que de vivre au gré de ses
 passions, c'étoit sans doute afin qu'il fît
 de vertueux efforts pour marcher sur ses
 traces. Mais ce Prince répondit mal au
 dessein de son pere; il lui écrivit.

Très-Clément Seigneur & Pere,

„ J'ai reçu hier au matin votre Let-
 „ tre du 19 de ce mois. Ma maladie
 „ m'empêche de vous écrire au long : je
 „ veux embrasser l'Etat Monastique, &
 „ je vous demande votre gracieux con-
 „ sentement pour cela. „

Votre serviteur & indigne fils,

ALEXIS.

Ce Prince ne parloit pas sincèrement ; mais il comptoit sur l'avenir, & vouloit cependant vivre à sa fantaisie, & n'être point obligé à travailler avec son pere.

Le Czar avoit résolu alors de voyager en Europe, pour y acquérir des connoissances qui pussent lui servir pour polir les mœurs de ses peuples, & introduire dans son Empire les Arts & les Sciences.

Avant son départ il se rendit chez le Prince, qu'il trouva au lit, & il lui demanda encore quelle résolution il avoit prise ; & le Czarewits lui confirma, par des serments exécrables, qu'il vouloit se retirer dans un Couvent ; mais le Czar, ayant compassion de sa jeunesse, lui remontra toutes les difficultés de ce genre de vie, & après lui avoir conseillé d'y réfléchir encore, & de ne rien faire à la légère, puisqu'il valoit mieux qu'il suivît ses traces que de se faire Moine, il lui

donna encore un délai de six mois, après quoi il lui dit adieu.

Il est étrange que ce Prince, qui craignoit si fort son pere, & qui savoit bien que ce Monarque ne souffriroit pas qu'il menât la vie molle où il se livroit, ne pût pas se faire violence.

On jugera jusqu'où alloit la crainte qu'il avoit de son pere, par le trait que l'on va rapporter.

Le Czar lui avoit donné un Maître pour lui apprendre à dessiner : il voulut savoir quelque temps après le progrès que son fils avoit fait dans le Dessin, & témoigna qu'il vouloit voir comment il s'en acquitteroit. Le Czarewits remit la partie à quelques jours, & pendant cet intervalle de temps il essaya de se percer la paume de la main droite avec la balle d'un pistolet qu'il tira avec la main gauche : il n'y réussit pas ; la balle alla à côté, mais il se brûla toute la main avec la poudre : cet accident lui servit toujours d'excuse pour ne point faire ce que son pere desiroit. Il avoit négligé de prendre des leçons de son Maître à dessiner, & n'avoit pas la moindre teinture de cet Art.

Pour s'être déterminé à se percer la main, & s'être exposé aux risques de perdre la vie, il falloit qu'il eût une terrible crainte de son pere ; & comment une crainte de cette force ne pouvoit-elle pas l'obliger à renoncer à la vie molle & licencieuse qu'il menoit ? Mais voilà l'homme. La crainte

de la mort n'est pas capable de le faire renoncer à une passion dominante : s'il ne nous coûtoit qu'un effort d'un instant, quelque douloureux qu'il fût, nous le prendrions sur nous; mais faire perpétuellement la guerre à cette passion, voilà à quoi nous ne pouvons nous résoudre.

Le Czar, qui avoit toujours dans la tête de faire de son fils un autre homme, c'est-à-dire, un Prince digne de la Couronne, n'abandonna point son dessein. Il lui écrivit cette Lettre de Copenhague, où il s'étoit rendu avant que de passer en Hollande.

„ Votre première Lettre du 29 Juin, &
 „ l'autre du 30 Juillet, m'ont été rendues.
 „ Comme vous n'y parlez que de l'état de
 „ votre santé, je vous écris la présente,
 „ pour vous dire que je vous ai demandé
 „ votre résolution sur le chapitre de la suc-
 „ cession, quand je vous ai dit adieu. Vous
 „ me répondîtes pour lors à votre ordi-
 „ naire que vous ne vous en jugiez point
 „ capable à cause de votre infirmité, &
 „ que vous préféreriez de vous retirer dans
 „ un Couvent : je vous dis d'y penser en-
 „ core sérieusement, & de m'écrire la ré-
 „ solution que vous aurez prise. Je l'ai at-
 „ tendue pendant sept mois, & vous ne
 „ m'en mandez rien jusqu'à présent. Vous
 „ avez eu assez de temps pour y penser :
 „ ainsi, aussi-tôt que vous aurez reçu ma
 „ Lettre, prenez l'un des deux partis. Si
 „ vous vous déterminez au premier, qui

„ est de vous appliquer à vous rendre capable de la succession , ne différez pas plus d'une semaine à me venir trouver ici , où vous pourrez arriver encore assez à temps pour être présent aux opérations de la Campagne ; mais , si vous prenez l'autre parti , mandez-moi où , en quel temps , & quel jour vous voulez exécuter votre résolution , afin que j'aie l'esprit en repos , & que je sache ce que je dois espérer de vous. Apprenez-moi votre dernière détermination par le même Courier qui vous rendra ma Lettre.

„ Au premier cas , mandez-moi quand vous partirez de *Pétersbourg* ; & au second , quand vous l'exécuterez. Je vous réitere que je veux absolument que vous vous déterminiez ; car autrement je jugerai que vous ne cherchez qu'à gagner du temps pour le passer dans votre oisiveté ordinaire. „

Signé, P I E R R E.

De Copenhague le 26
d'Août 1716.

Le Czar étoit enfin résolu à obliger son fils , à quelque prix que ce fût , à prendre un parti des deux qu'il lui avoit offerts : il avoit attendu jusqu'à présent à disposer de la Couronne , par considération pour la Princesse son épouse ; mais cette Princesse étant morte , rien ne l'arrêta. Tel fut l'esprit qui anima sa Lettre.

Le Czarewits, qui vit qu'il ne pouvoit plus biaiser avec un pere aussi ferme & aussi résolu, & qui ne prendroit plus le change, résolut de s'évader : il feignit de se rendre à *Copenhague* ; mais à peine fut-il dans la *Livonie*, qu'il changea de route, & qu'il prit celle de *Vienne*, pour mettre sa destinée entre les mains de l'Empereur Charles VI. son beau-frere. Afin de cacher au Czar le lieu de sa retraite, il lui écrivit une Lettre simulée de *Libaw*. Il la data de *Konigsberg* ; il lui témoigna qu'il persistoit dans les sentiments qu'il lui avoit exprimés.

Le Czar étoit arrivé à *Amsterdam*, lorsqu'il apprit l'évasion de son fils. Il s'appliqua uniquement à chercher les moyens de le rappeler : cette pensée le suivoit par-tout. Il dépêcha sur le champ plusieurs personnes de sa suite qui étoient capables de le reconnoître, avec ordre de faire des recherches exactes dans toutes les Cours d'*Allemagne* & d'*Italie* ; en un mot, de fureter & de s'informer de lui attentivement de tout côté.

On ne recueillit aucun fruit de ces perquisitions, on présuma seulement que le Czarewits s'étoit mis sous la protection de l'Empereur. En effet le Czarewits s'étoit rendu en droiture à *Vienne* ; mais la conjoncture n'étant pas favorable, & l'Empereur ayant de grandes raisons pour ne pas se brouiller avec le Czar, conseilla au Czarewits de se tenir caché ; & pour cet

effet on lui avoit persuadé de passer dans le Royaume de *Naples*, où il seroit moins exposé à être reconnu. Le Czar ne fut avec certitude qu'il étoit dans ce Royaume au Château *St. Elme*, qu'à son départ de *Paris* : ainsi, aussi-tôt qu'il fut arrivé à *Spaa*, il dépêcha le Conseiller Privé *Tolstoy*, & le Capitaine *Romanoff*, qui se rendirent en diligence à *Naples*, avec ordre d'engager le Czarewits à retourner en *Russie*, & à avoir recours à la clémence de son pere, qui les avoit chargés de la Lettre suivante.

MON FILS,

Lettre
du Czar
au Czarewits à
Naples.

„ Votre défobéissance, & le mépris que
„ vous avez fait de mes ordres, sont con-
„ nus de tout le monde. Ni mes paro-
„ les, ni mes corrections n'ont pu vous
„ faire suivre mes instructions; & enfin,
„ après m'avoir trompé quand je vous ai
„ dit adieu, & au mépris des serments que
„ vous avez faits, vous avez poussé votre
„ défobéissance à l'extrémité par votre fui-
„ te, & en vous mettant comme un traî-
„ tre sous une protection étrangère : chose
„ inouïe jusqu'à présent, non-seulement
„ dans notre Famille, mais aussi parmi nos
„ Sujets de quelque considération. Quel
„ tort & quel chagrin n'avez-vous point
„ causé par-là à votre pere, & quelle
„ honte n'avez-vous pas attiré sur votre
„ Patrie? Je vous écris pour la dernière
„ fois, pour vous dire que vous ayez à

„ faire ce que *Tolstoy* & *Romanoff* vous
 „ diront de ma part , & vous propose-
 „ ront. Telle est ma volonté.

„ Si vous m'appréhendez, je vous as-
 „ sure par la présente, & je promets à
 „ Dieu & à son Jugement, que je ne vous
 „ punirai pas; & que, si vous vous sou-
 „ mettez à ma volonté en m'obéissant,
 „ & que vous reveniez, je vous aimerai
 „ plus que jamais : mais si vous ne le
 „ faites pas, je vous donne, comme pere,
 „ en vertu du pouvoir que j'ai reçu de
 „ Dieu, ma malédiction éternelle, pour
 „ le mépris que vous avez fait de votre
 „ pere, & les offenses dont vous l'avez af-
 „ fligé ; & comme votre Souverain, je
 „ vous assure que je trouverai bien les
 „ moyens de vous traiter comme un sujet
 „ indigne : en quoi j'espère que Dieu
 „ m'assistera, & qu'il prendra ma juste dé-
 „ fense en main.

„ Au reste, souvenez-vous que je ne
 „ vous ai violonté en rien. Avois-je be-
 „ soin de vous donner le choix libre du
 „ parti que vous voudriez prendre ? Si
 „ j'avois voulu vous forcer, n'avois-je
 „ pas en main la puissance de le faire ?
 „ Je n'avois qu'à commander, & j'aurois
 „ été obéi. „

Signé, P I E R R E.

De Spaa le 16
 Juillet 1717.

On jugera dans la suite si cette Lettre
 du pere au fils étoit sincere, & s'il étoit

298 PETROW. CZAREW. CONDAMNÉ
dans le deſſein de tenir la promeſſe qu'il
faifoit à ſon fils.

La ſituation où ſe trouvoit le Czarewits, lorsſque ces deux Envoyés lui remirent cette Lettre du Czar ſon pere, ne lui permettoit pas de balancer à prendre le parti de la ſoumiſſion ; le lieu de ſa retraite étoit découvert, & il n'avoit aucune raiſon d'eſpérer que l'Empereur vou-lût ſe brouiller avec les Ruſſiens, pour appuyer de ſa protection la rebellion d'un fils contre ſon pere. C'eſt pourquoi il ſe rendit aux avis de Meſſieurs *Tolſtoy* & *Romanſoff*, & il écrivit avant de partir la Lettre ſuivante à Sa Majeſté Czarienne.

Très-Clément Seigneur mon Pere,

Réponſe
de Cza-
rewits.

„ J'ai reçu la gracieuſe Lettre de Vo-
„ tre Majeſté par les Sieurs *Tolſtoy* & *Ro-*
„ *manſoff*, par laquelle, comme auſſi par
„ eux de bouche, elle m'aſſure très-gra-
„ cieuſement du pardon de ma ſortie ſans
„ permiſſion, en cas que je revienne : je
„ vous en rends graces les larmes aux
„ yeux ; je me reconnois indigne de toute
„ grace ; me jettant à vos pieds, j'implore
„ votre clémence, & je vous prie de me
„ pardonner mes crimes, quoique j'aie
„ mérité toutes ſortes de punitions ; mais
„ je me repoſe ſur votre promeſſe ſacrée,
„ & m'abandonnant à votre volonté, je
„ pars au premier jour de *Naples*, pour
„ me rendre auprès de Votre Majeſté à

„ Pétersbourg , avec ceux que Votre Ma-
 „ jesté a envoyés. „

*Très-humble & très-indigne ser-
 viteur qui ne mérite pas de se
 dire votre fils.*

A L E X I S.

De Naples le 4
 Octobre 1717.

Effectivement ce Prince partit avec ces deux Seigneurs qui le conduisirent à Moscou où le Czar étoit , & où il arriva le 11 Février. Il se rendit le soir même auprès de Sa Majesté Czarienne , avec laquelle il eut une longue conférence ; & le lendemain on tint un grand Conseil. Le 14 , à la pointe du jour , les gardes & toute la garnison de Moscou prirent les armes , & entourèrent le Château. On ordonna en même temps à tous les Ministres de Sa Majesté , aux Boyards (a) , & aux Conseillers de se rendre dans la grande salle du Château , & aux Prélats de s'assembler dans la Cathédrale. On sonna la grosse cloche. Le Czarewits fut conduit sans épée devant Sa Majesté , à qui , en présence de tous les Grands de l'Empire , il présenta un Ecrit contenant une confession de son crime ; & , fondant en larmes , il se jeta aux pieds du Czar. Sa Majesté remit cet

Le Czarewits revient à Moscou.

(a) Conseillers Privés ou Sénateurs. Leur nombre n'est pas limité. Le Czar en peut nommer autant qu'il lui plaît. Il les choisit parmi la principale Noblesse.

Ecrit entre les mains du Baron *Schafiroff*,
 Vice-Chancelier, & relevant son fils lui
 demanda ce qu'il souhaitoit. Le Prince lui
 répondit, qu'il implorait sa clémence pour
 lui sauver la vie. Le Czar lui accorda cette
 grace ; mais il lui dit en même temps, que,
 s'étant frustré lui-même de toute espérance
 à la succession de la Couronne, il y de-
 voit renoncer solennellement : à quoi il
 répondit qu'il étoit prêt de se conformer
 à la volonté du Czar. Sa Majesté lui ayant
 fait quelques questions sur sa désobéissan-
 ce, lui demanda entre autres choses, qui
 étoient ceux qui lui avoient conseillé de
 s'évader en dernier lieu ; sur quoi le Prin-
 ce, ayant parlé à l'oreille au Czar, ils se
 retirèrent tous deux dans une chambre voi-
 sine, où l'on dit qu'il nomma les person-
 nes qui lui avoient inspiré ce dessein. D'a-
 bord on dépêcha trois Couriers en divers
 endroits. Le Czar & le Prince étant re-
 venus dans la salle, le Prince signa un Acte,
 par lequel il se déclaroit incapable de gou-
 verner, & renonçoit à tout droit à la Cou-
 ronne. Sur cela on lut tout haut le Ma-
 nifeste du Czar, contenant au long les rai-
 sons qui obligeoient Sa Majesté à exclure
 son fils aîné de la succession à la Couronne.
 Après quoi tous les Ministres, Boyards,
 Officiers, & tous les Grands qui se trou-
 verent présents, signèrent un Formulaire
 de serment, & le confirmèrent sur l'E-
 vangile ; contenant que le Czar, ayant par
 ses Lettres Patentes déclaré le Czarewits

Alexis Pétrowits exclus de la Couronne, & établi son second Fils *Pierre Pétrowits* pour son successeur, ils se soumettoient à la justice du Décret de Sa Majesté, reconnoissant le Prince *Pierre Pétrowits* pour successeur légitime de la Couronne; s'obligeoient de le soutenir au péril de leur vie contre tous ceux qui oseroient s'y opposer, & que, sous quelque prétexte que ce fût, ils ne prendroient jamais le parti du Prince *Alexis Pétrowits*, ni ne lui procureroient aucun moyen pour prétendre à la succession.

Toute cette Assemblée se rendit ensuite à la Cathédrale, où le Czar ayant fait un long Discours, dans lequel il représenta la désobéissance & la mauvaise conduite du Czarewits, tous les Prélats signèrent & prêtèrent le serment sur l'Evangile; après quoi tout le monde fut renvoyé, & le Czar se retira au Château.

On fit prêter le même serment à tous ceux qui étoient revêtus de quelque emploi, & qui n'étoient pas présents à cette solennité; & les ordres furent envoyés dans tout l'Empire, pour le faire prêter à tous les Sujets & dans les Armées; & le Czar, pour informer le Public des motifs de sa conduite dans une circonstance si délicate, publia un Manifeste.

J'ai cru devoir l'insérer ici, parce qu'on y verra l'Histoire de l'Education qu'il a donnée au Czarewits, & le mauvais usage que ce Prince en a fait, les circonstances

de son évafion, & le pardon qu'il lui accorde, & toutes les raifons pour lefquelles il fe depouille de la Couronne. Cette Piece m'a paru curieufe; elle fert de fondement au Procès criminel qu'on a fait à ce Prince; quoique le pardon qu'elle renferme l'eût dû mettre à l'abri du fatal dénouement de ce Procès.

Mais le Czar n'a point confulté dans cette occafion fa tendrefle : difons plutôt, qu'il a cru que fa juftice s'accordoit avec fa haine, que fon Fils avoit méritée.

M A N I F E S T E

D U C Z A R,

Où il explique les raifons qui l'ont obligé à dépouiller le Czarewits de la Succelfion à la Couronne, & à y appeller fon fécond Fils.

„ **N**ous Pierre I. par la Grace de Dieu,
 „ Czar *Autocrateur* de toute la Ruf-
 „ fie, &c. à toutes les Perfonnes, tant
 „ Eccléfiaftiques que Militairés, & Civi-
 „ les, & de tous États de la Nation Ruf-
 „ fienne, nos fideles Sujets. Il eft notoire
 „ & connu à la plus grande partie de nos
 „ fideles Sujets, principalement à ceux qui
 „ demeurent dans les lieux de notre réf-
 „ dence, ou qui font à notre fervice,

„ avec combien d'attention & de soin
 „ nous avons fait élever notre Fils aîné
 „ *Alexis*, lui ayant donné pour cet effet,
 „ dès son enfance, des Précepteurs pour
 „ la Langue Russe & pour les Lan-
 „ gués étrangères, le faisant bien instruire
 „ dans toutes sortes de Sciences, dans la
 „ vue de le faire élever, non-seulement
 „ dans notre Chrétienne & Orthodoxe
 „ Foi de la Confession Grecque; mais aussi
 „ dans les connoissances des Affaires mi-
 „ litaires & politiques, comme aussi des
 „ Gouvernemens des Etats étrangers, &
 „ de leurs Coutumes & Langues; afin que,
 „ par la lecture des Histoires & des Li-
 „ vres de toutes sortes de Sciences con-
 „ venables à un Prince d'un grand Etat,
 „ il acquît les qualités dignes d'un suc-
 „ cesseur à notre Trône de la Grande
 „ Russie. Cependant nous avons vu avec
 „ douleur, que toute notre attention &
 „ nos soins employés à l'éducation & à
 „ l'instruction de notre Fils, étoient inuti-
 „ les, puisqu'il s'écartoit toujours de l'o-
 „ béissance filiale, n'ayant nulle applica-
 „ tion à ce qui convenoit à un digne suc-
 „ cesseur de notre Couronne, & mépri-
 „ sant les préceptes des Maîtres que nous
 „ lui avons donnés; pratiquant au con-
 „ traire des personnes déréglées dont il
 „ n'a pu apprendre que de mauvais prin-
 „ cipes, & rien qui pût lui être utile
 „ & profitable.

„ Nous n'avons pas oublié de tâcher

„ souvent de le ramener à son devoir, tan-
 „ tôt par des caresses & par un mélange
 „ de douceurs & de sévérité, quelque-
 „ fois par des corrections paternelles. Nous
 „ avons voulu qu'il nous accompagnât
 „ plus d'une fois dans nos Campagnes,
 „ pour le faire instruire dans l'Art militai-
 „ re, comme dans une des principales
 „ sciences pour la défense de sa Patrie; l'é-
 „ loignant pourtant toujours des occasions
 „ périlleuses, pour le ménager à cause de
 „ sa dignité de notre héritier présomptif,
 „ quoique nous y ayons exposé notre pro-
 „ pre personne. Nous l'avons laissé en
 „ d'autres temps à Moscou, en lui met-
 „ tant entre les mains une espèce de Ré-
 „ gence dans l'empire, afin de le former
 „ dans l'art de régner pour l'avenir. Nous
 „ l'avons ensuite envoyé dans les Pays
 „ étrangers, nous persuadant que quand
 „ il verroit dans ses voyages des Gouver-
 „ nements bien réglés, cela exciteroit en
 „ lui quelque émulation pour le porter
 „ au bien. „

„ Mais tous ces soins que nous avons
 „ pris, ont été sans fruit : ç'a été la se-
 „ mence de la doctrine tombée sur des
 „ pierres : non-seulement il n'a pas suivi
 „ le bien, il l'a même haï, sans témoi-
 „ gner jamais aucun penchant pour les af-
 „ faires, soit de Guerre ou de Politique,
 „ il s'est attaché uniquement & continuel-
 „ lement à la conservation de gens vils &
 „ déréglés, & de mœurs corrompues „

„ Comme

„ Comme nous le voulions détourner
 „ de ces dérèglements par toutes les voies
 „ imaginables, & l'engager à pratiquer
 „ des personnes de vertu & d'honneur,
 „ nous l'avons exhorté à se choisir une
 „ épouse parmi les Princesses des princi-
 „ pales Maisons Souveraines étrangères,
 „ comme c'est la coutume ailleurs, & sui-
 „ vant l'exemple de nos ancêtres les Gzars
 „ de Russie, qui se sont alliés à d'autres
 „ Maisons Souveraines; & nous lui avons
 „ laissé la liberté du choix. Il s'est déclaré
 „ pour la Princesse petite-fille du Duc de
 „ *Wolfenbutt* alors régnant, belle-sœur
 „ de Sa Majesté l'Empereur Romain, au-
 „ jourd'hui régnant, & cousine du Roi
 „ d'Angleterre; & nous ayant prié de la
 „ lui procurer & de lui permettre de l'é-
 „ pouser, nous y avons d'abord consenti,
 „ n'épargnant pas les dépenses considéra-
 „ bles que ce mariage a exigées. Mais,
 „ après sa consommation, nous étant flat-
 „ tés que le changement d'état de notre fils
 „ produiroit un fruit particulier, & le dé-
 „ pouillement de ses mauvaises habitudes,
 „ nous avons éprouvé tout le contraire de
 „ ce que nous avions espéré. Quoique son
 „ épouse, autant que nous l'avons pu re-
 „ marquer, fût une Princesse sage, spi-
 „ rituelle, & d'une conduite vertueuse;
 „ quoiqu'il l'eût choisie, il a vécu néan-
 „ moins avec elle dans la dernière désu-
 „ nion, redoublant ses attachements pour
 „ des gens dérégés, & faisant par-là honte

„ à notre Maison chez les Princes Etran-
 „ gers à qui cette Princesse étoit alliée ; ce
 „ qui nous a auffi attiré beaucoup de plain-
 „ tes & de reproches.

„ Quelque fréquents qu'aient été les
 „ avis & les exhortations de notre côté
 „ pour le porter à fe corriger, rien n'y a
 „ réuffi. Violant enfin la foi conjugale, il
 „ donna fon attachement à une prostituée
 „ de la plus baffe condition, vivant pu-
 „ bliquement avec elle dans le crime, au
 „ mépris de fa légitime époufe, qui peu
 „ de temps après mourut, d'une maladie
 „ à la vérité, mais non fans foupçon que
 „ fon chagrin, caufé par les défordres &
 „ les dérèglements de fon époux, n'eût
 „ fait avancer fes jours.

„ Quand nous vîmes fon opiniâreté à
 „ perfévérer dans fa conduite dépravée,
 „ nous lui déclarâmes aux funérailles de
 „ fon époufe, que, fi désormais il ne fe
 „ conformoit à notre volonté, & qu'il ne
 „ s'appliquât à ce qui convient à un Prince
 „ héritier préfumptif d'un auffi grand Em-
 „ pire, nous le priverions de la fucces-
 „ fion, fans faire attention qu'il étoit no-
 „ tre Fils unique, notre fecond Fils n'é-
 „ tant pas encore alors au monde ; & qu'il
 „ ne devoit pas fe fier là-deffus, parce que
 „ nous aimerions mieux nous donner pour
 „ fuccesseur un Etranger qui en fût digne,
 „ qu'un Fils qui en feroit indigne ; que
 „ nous ne pouvions pas nous réfoudre à
 „ laiffer un tel fuccesseur, qui détruiroit

„ ce que , par la grace de Dieu , le pere
 „ avoit établi , & qui flétriroit la gloire &
 „ l'honneur de la Nation Rusſienne ; tan-
 „ dis que , pour l'acquérir , nous avons
 „ ſacrifié nos veilles & notre ſanté , ex-
 „ poſant en pluſieurs occaſions notre pro-
 „ pre vie : outre que la crainte des Ju-
 „ gements de Dieu ne nous permettoit
 „ pas de laiſſer le Gouvernement d'un ſi
 „ grand Etat entre les mains d'une per-
 „ ſonne dont l'inſuffiſance & l'indignité
 „ nous étoient connues. Nous l'avons enfin
 „ exhorté le plus fortement que nous avons
 „ pu à ſe conduire avec ſageſſe , & nous lui
 „ avons donné du temps pour ſe corriger.

„ Il répondit à ces remonſtrances , qu'il
 „ ſe connoifſoit coupable en tous ces
 „ points ; mais , alléguant la foibleſſe de
 „ ſon tempérament & de ſon eſprit , qui
 „ ne lui permettoit pas de ſ'appliquer aux
 „ ſciences & aux fonctions néceſſaires , il
 „ ſ'avoua lui-même incapable & indigne
 „ de la ſucceſſion , nous priant de l'en dé-
 „ charger.

„ Cependant nous l'avons encore ex-
 „ horté paternellement ; & joignant les
 „ menaces aux prieres , nous n'avons rien
 „ oublié pour le remettre dans le bon che-
 „ min & le familiarifer aux opérations de
 „ la Guerre , qui , nous ayant obligé de
 „ nous rendre en *Danemarck* , nous l'a-
 „ vons laiſſé à *Pétersbourg* , lui donnant
 „ encore le temps de rentrer en ſoi-même ,
 „ & de ſe corriger.

„ Sur les avis que nous reçûmes dans
 „ la suite de la continuation de ses dé-
 „ réglemens, nous le mandâmes près de
 „ nous à *Copenhague* pour faire la cam-
 „ pagne, afin de se former dans ce no-
 „ ble métier. Mais oubliant la crainte &
 „ les commandemens de Dieu, qui or-
 „ donnent d'obéir aux parents ordinaires,
 „ & à plus forte raison à ceux qui sont en
 „ même temps Souverains, il n'a répondu
 „ à tous nos soins paternels qu'avec une
 „ ingratitude inouïe ; car, au-lieu de se
 „ rendre auprès de nous, il s'évada, pre-
 „ nant avec lui des sommes d'argent, &
 „ emmenant son infâme concubine, avec
 „ qui il continuoit de vivre dans le cri-
 „ me, il se mit sous la protection de l'Em-
 „ pereur, débitant contre nous son Pere
 „ & son Seigneur, plusieurs calomnies &
 „ faussetés, comme si nous le persécutions,
 „ & le voulions priver sans raison de la
 „ succession à notre Couronne ; disant que
 „ sa vie même n'étoit pas en sûreté auprès
 „ de nous, & priant l'Empereur de lui
 „ donner un asyle, & de le protéger con-
 „ tre nous à main armée. Chacun peut
 „ juger de la honte & du déshonneur
 „ qu'une telle conduite de notre Fils a
 „ attiré sur nous, & sur notre Etat, de-
 „ vant toute la Terre. On trouvera dif-
 „ ficilement un semblable exemple dans
 „ les Histoires.

„ L'Empereur, quoiqu'informé de ses
 „ excès, & de la maniere dont il avoit

„ vécu avec son épouse , belle-sœur de
 „ Sa Majesté Impériale, lui accorda néan-
 „ moins à ses instantes sollicitations une
 „ Place où il pût demeurer, & où il pria
 „ l'Empereur qu'il pût être si secretement,
 „ que nous n'en pussions point avoir la
 „ moindre connoissance.

„ Cependant, comme il n'arrivoit point,
 „ & que nous ne savions ce qu'il étoit
 „ devenu, nous craignîmes, par une ten-
 „ dresse & sollicitude paternelle, qu'il ne
 „ lui fût arrivé quelque malheur; ce qui
 „ nous obligea d'envoyer en divers en-
 „ droits pour avoir de ses nouvelles. En-
 „ fin, après beaucoup de peines & de
 „ perquisitions, nous apprîmes par notre
 „ Capitaine de la Garde *Alexandre Ro-*
 „ *mansoff*, qu'on le gardoit secretement
 „ dans une Forteresse Impériale du *Tirol*:
 „ sur quoi nous écrivîmes de notre pro-
 „ pre main à l'Empereur, pour le prier de
 „ nous le renvoyer.

„ L'Empereur lui fit notifier ce que
 „ nous desirions, & l'exhorta à se rendre
 „ auprès de nous, & à se soumettre à no-
 „ tre volonté, comme à celle de son Pere
 „ & son Seigneur; mais il représenta à Sa
 „ Majesté Impériale avec un esprit de ca-
 „ lomnie contre nous, qu'elle ne devoit
 „ point le livrer entre nos mains, comme
 „ étant son ennemi & son tyran, de qui
 „ il n'avoit à attendre que la mort. Il per-
 „ suada enfin l'Empereur, au-lieu de nous
 „ l'envoyer alors, de l'éloigner dans une

„ Place reculée de sa domination, savoir
 „ à *Naples*, & de l'y garder secrètement
 „ dans le Château *Saint Elme*, sous un
 „ nom étranger.

„ Ayant été averti par notre même Ca-
 „ pitaine de la Garde de son séjour dans cet
 „ endroit-là, nous dépêchâmes à l'Empe-
 „ reur notre Conseiller Privé *Pierre Tols-*
 „ *toy*, & ce Capitaine de la Garde *Ro-*
 „ *mansoff*, avec une Lettre vive & forte,
 „ remontrant combien il seroit indigne
 „ de vouloir retenir notre Fils contre tous
 „ les droits divins & humains, selon les-
 „ quels les parents particuliers, à plus
 „ forte raison ceux qui sont munis de l'Au-
 „ torité Souveraine comme nous, avoient
 „ un pouvoir illimité sur leurs enfants,
 „ indépendamment de tout autre Juge.
 „ Nous exposâmes d'un côté nos bonnes
 „ intentions, & la douceur dont nous en
 „ avions toujours usé envers notre Fils,
 „ & de l'autre ses désobéissances; ajou-
 „ tant que cette affaire pourroit avoir de
 „ mauvaises suites, & causer de l'animo-
 „ sité entre nous, si Sa Majesté Impériale
 „ refusoit de nous le remettre, parce que
 „ nous ne pourrions pas laisser cette in-
 „ jure impunie. Nous donnâmes en même
 „ temps nos instructions à ceux que nous
 „ avions envoyés, pour représenter que
 „ nous serions obligés de venger par tou-
 „ tes sortes de moyens cette détention de
 „ notre Fils.

„ Nous écrivîmes aussi à notre Fils de

„ notre propre main, lui remontrant l'hor-
 „ reur & l'impiété de sa conduite, & l'é-
 „ normité du crime qu'il avoit commis
 „ contre nous son Pere, & comment Dieu
 „ dans ses Commandements menaçoit de
 „ punir d'une mort éternelle les enfants
 „ désobéissans. Nous le menacions com-
 „ me Pere, de notre malédiction, &, com-
 „ me son Seigneur, de le déclarer traître
 „ à sa Patrie, s'il n'y retournoit, & s'il
 „ refusoit de nous obéir; avec promesse
 „ que s'il se soumettoit à notre volonté,
 „ & qu'il revînt, nous lui pardonnerions
 „ son crime.

„ Nos Envoyés, après beaucoup de sol-
 „ licitations & de vives représentations
 „ faites de notre part par écrit, & par eux
 „ de bouche, obtinrent enfin de l'Empe-
 „ reur la permission d'aller trouver notre
 „ Fils, & de le disposer à retourner.

„ Les Ministres Impériaux leur don-
 „ nerent en même temps à entendre, que
 „ notre Fils avoit représenté à l'Empe-
 „ reur que nous le persécutions, & que
 „ sa vie n'étoit pas en sûreté avec nous,
 „ & que par-là il avoit ému la compas-
 „ sion de l'Empereur, & porté Sa Majesté
 „ Impériale à le prendre en sa protec-
 „ tion; mais que l'Empereur, considérant
 „ présentement nos véritables & solides
 „ raisons, il ordonneroit qu'on tâchât de
 „ toute maniere de le disposer à retour-
 „ ner auprès de nous, en lui faisant dé-
 „ clarer qu'il ne pouvoit pas le refuser

„ à son Pere, contre les loix de l'équité
 „ & de la justice, ni se brouiller avec
 „ nous à son sujet.

„ Nos Envoyés, à leur arrivée à *Na-*
 „ *ples*, ayant souhaité de lui rendre no-
 „ tre Lettre, nous écrivirent qu'il n'avoit
 „ pas seulement voulu les admettre; mais
 „ que le Vice-Roi Impérial avoit trouvé
 „ le moyen, en l'invitant chez lui, de
 „ les lui présenter malgré ses précautions.
 „ Il reçut à la vérité notre Lettre, con-
 „ tenant notre exhortation paternelle, &
 „ les menaces de notre malédiction; mais
 „ sans témoigner la moindre inclination
 „ au retour, & en alléguant bien des fauf-
 „ setés & des calomnies contre nous, com-
 „ me si, à cause de beaucoup de dangers
 „ qu'il avoit à appréhender de notre part,
 „ il ne pouvoit ni ne devoit retourner,
 „ se vantant que l'Empereur lui avoit pro-
 „ mis non-seulement de le défendre & de
 „ le protéger contre nous; mais même
 „ de le mettre sur le Trône de Russie,
 „ contre notre volonté, & à main armée.

„ Nos Envoyés, voyant cette mau-
 „ vaise disposition, employèrent tous les
 „ moyens imaginables pour le persuader
 „ à retourner : ils lui remirent devant les
 „ yeux nos assurances pleines de bonté
 „ pour lui & nos menaces en cas de désobéissance, & que nous l'irions prendre
 „ à main armée. Ils lui représentèrent que
 „ l'Empereur ne voudroit point entrer
 „ en guerre avec nous pour l'amour de

„ lui, & ils lui firent plusieurs autres sem-
 „ blables remontrances. Mais il n'eut au-
 „ cun égard à tout cela, & ne témoi-
 „ gna aucune disposition à retourner au-
 „ près de nous, jusques à ce qu'enfin le
 „ Vice-Roi Impérial, voyant son obsti-
 „ nation, lui déclara au nom de l'Em-
 „ pereur, qu'il devoit se résoudre à s'en
 „ retourner, lui représentant que l'Em-
 „ pereur n'avoit aucun droit de nous le
 „ retenir, & que Sa Majesté Impériale
 „ ne voudroit pas s'attirer des affaires avec
 „ nous, dans un temps sur-tout où il étoit
 „ en guerre avec le Turc, & qu'il en avoit
 „ une autre à soutenir en Italie contre
 „ le Roi d'Espagne.

„ Quand il vit le train que cette af-
 „ faire prenoit, craignant qu'il ne nous
 „ fût livré malgré lui, il se disposa enfin
 „ à revenir auprès de nous; & il le dé-
 „ clara à nos Envoyés, comme aussi au
 „ Vice-Roi Impérial. Il nous l'écrivit aussi,
 „ s'avouant criminel & coupable.

La copie de sa Lettre est transcrite ci-
 „ dessus. „ Voilà de quelle maniere notre
 „ Fils est revenu ici. Et, quoiqu'il ait
 „ mérité d'être puni de mort, si l'on con-
 „ sidere sa désobéissance continuelle envers
 „ nous son Pere & son Seigneur, & sur-
 „ tout le déshonneur qu'il nous a fait
 „ devant tout le monde par son évasion,
 „ & les calomnies qu'il a publiées con-
 „ tre nous, comme si nous eussions été
 „ un Pere dénaturé, aussi-bien que sa résis-

„ tance aux ordres de son Souverain , ce-
 „ pendant notre tendresse paternelle nous
 „ faisant avoir pitié de lui , nous lui par-
 „ donnons ses crimes , en lui remettant
 „ toute punition.

„ Mais , considérant toute son indi-
 „ gnité , & tout le cours de sa conduite
 „ déréglée que nous venons de décrire ,
 „ nous ne pouvons point en conscience
 „ lui laisser après nous la succession au
 „ Trône de Russie , prévoyant que par sa
 „ conduite dépravée il détruiroit entié-
 „ rement la gloire de la Nation , & cau-
 „ seroit la perte de nos Etats que nous
 „ avons acquis & affermis , par la grace
 „ de Dieu , avec une application sans re-
 „ lâche ; car tout le monde sait combien
 „ il nous en a coûté ; & avec quels ef-
 „ forts nous avons non-seulement recou-
 „ vré les Provinces que l'ennemi avoit
 „ usurpées sur notre Empire ; mais aussi
 „ conquis de nouveau plusieurs Villes , &
 „ Pays considérables , & avec quels soins
 „ enfin nous avons fait instruire nos Peu-
 „ ples dans toutes sortes de sciences mi-
 „ litaires & civiles , à la gloire & au profit
 „ de la Nation & de l'Empire nous plain-
 „ drions nos Etats & nos fideles Sujets ,
 „ si nous les rejettions par un tel Succes-
 „ seur dans un état beaucoup plus mau-
 „ vais qu'ils n'ont jamais été.

„ Ainsi , par le pouvoir paternel , en
 „ vertu duquel , selon les droits de notre
 „ Empire , chacun même de nos Sujets

„ peut déshériter un fils comme il lui
 „ plaît ; comme aussi en qualité de Prince
 „ Souverain, & en considération du salut
 „ de nos Etats, nous privons notre Fils
 „ *Alexis* de la succession après nous à no-
 „ tre Trône de Russie, à cause de ses
 „ crimes & de son indignité, quand bien
 „ même il ne subsisteroit pas une seule
 „ personne de notre famille après nous.
 „ Et nous constituons & déclarons Suc-
 „ cesseur au même Trône après nous no-
 „ tre second fils *Pierre*, quoiqu'encore
 „ jeune n'ayant pas de successeur plus
 „ âgé.

„ Donnons à notre fils *Alexis* notre ma-
 „ lediction paternelle, si jamais, en quel-
 „ que temps que ce soit, il prétend à la
 „ succession à la Couronne, ou la re-
 „ cherche.

„ Desirons aussi de nos fideles Sujets de
 „ l'Etat Ecclésiastique & Séculier, de tout
 „ autre état, & de toute la Nation Rus-
 „ sienne, que selon cette Constitution,
 „ & suivant notre volonté, ils reconnois-
 „ sent & considèrent notre fils *Pierre* dé-
 „ signé par nous à la succession pour lé-
 „ gitime successeur, & qu'en conformité
 „ de cette présente Constitution, ils con-
 „ firmement le tout par serment devant le
 „ saint Autel sur les saints Evangiles, bai-
 „ sant la Croix.

„ Et tous ceux qui s'opposeront jamais,
 „ en quelque temps que ce soit, à notre
 „ volonté, & qui dès aujourd'hui oseront

„ considérer notre fils *Alexis* pour suc-
 „ cesseur, ou l'assister à cet effet, nous les
 „ déclarons traîtres envers nous & envers
 „ la Patrie; & avons ordonné que la Pré-
 „ sente soit par-tout publiée, afin que per-
 „ sonne n'en prétende cause d'ignorance.
 „ Fait à Moscou, le trois Février mil sept
 „ cent dix-huit. *Signé* de notre main,
 „ & scellé de notre sceau. „

Signé, P I E R R E.

L'Ecrit, que le Czarewits avoit remis
 entre les mains de Sa Majesté, contenoit
 l'Acte de sa Rénonciation en ces termes.

„ Je ci-dessous nommé, déclare devant
 „ le saint Evangile, qu'à cause du crime
 „ que j'ai commis envers Sa Majesté Cza-
 „ rienne mon Pere & Seigneur, selon que
 „ cela est déduit dans son Ecrit, par ma
 „ propre faute je suis exclus de la Suc-
 „ cession au Trône de Russie; ainsi je re-
 „ connois & avoue cette exclusion pour
 „ juste, comme l'ayant méritée par ma
 „ faute & mon indignité, & je m'oblige
 „ & jure au Tout-Puissant Dieu, en unité
 „ de nature & trinité de personnes, com-
 „ me au souverain Juge, de me soumettre
 „ en tout à cette volonté paternelle, de
 „ ne rechercher jamais cette succession,
 „ de n'y jamais prétendre ni de l'accepter
 „ sous aucun prétexte que ce soit, & je
 „ reconnois pour légitime successeur mon
 „ frere le Czarewits *Pierre Pétrowits*,

„ sur quoi je baise la sainte Croix, & signe
 „ la Présente de ma propre main. „

Signé, ALEXIS.

Le Czar prenoit le contre-pied du parti qu'il auroit dû prendre ; avant que de déclarer le Czarewits indigne de lui succéder, il devoit lui faire son Procès. Il commença par où il devoit finir.

A l'égard du pouvoir que le Czar dit qu'il a de disposer de sa Souveraineté, il veut dire par-là qu'il est propriétaire de ses Etats ; mais on n'a ce droit-là que dans trois cas. Premièrement, lorsqu'on a conquis les Royaumes & les Etats sur lesquels on le prétend. Secondement, lorsque les Peuples qui ont choisi un Souverain, lui ont donné ce droit de propriété. Troisièmement, lorsque le Souverain qui reçoit un peuple sous sa domination, ne le reçoit qu'à condition qu'il aura la Souveraineté en propriété. Il s'agit d'examiner si le Czar est dans l'un de ces trois cas.

Le Czar ne parle là que du pouvoir qu'il a de disposer de la Souveraineté, pour en jouir après sa mort, ou au cas qu'il abdiquât la Souveraineté.

Quant au pouvoir d'aliéner la Souveraineté, ou partie de ses Etats, en faveur d'un Etranger, les Peuples qui ont nommé des Souverains, ne leur donnent point ce pouvoir, soit que les Royaumes soient électifs ou héréditaires. Sans entrer dans

ces Questions , le Czarewits ne pouvoit point être déclaré indigne de succéder , qu'il ne fût convaincu de l'être ; & il ne pouvoit être convaincu que par un Jugement en forme.

Le Czar crut qu'il pouvoit disposer de sa Souveraineté , & dépouiller son Fils du droit d'y succéder. Comme il prévint que le Czarewits après sa mort pourroit se jouer de sa renonciation , il crut qu'il devoit lui faire son Procès , ou le faire condamner à une peine capitale ; & comme il avoit les mains liées par le pardon qu'il lui avoit accordé , il prit des prétextes pour éluder cette grace.

On peut juger qu'il étoit moins guidé par la haine qu'il avoit pour son Fils , que par la jalousie de sa gloire , & celle qu'il avoit pour son Empire , & l'amour qu'il avoit pour ses Peuples ; il prévoyoit que le Czarewits ne marcheroit point sur ses traces , & que par son mauvais gouvernement il pourroit plonger ses Etats dans un abyme de malheurs.

Voici comme il s'y prit pour rendre inutile le pardon qu'il avoit accordé au Czarewits. Il lui déclara qu'il vouloit qu'il lui révélât toutes les particularités & les circonstances de son évasion , qui la lui avoit conseillée , & tout ce qui y avoit rapport. Que , s'il disoit la vérité sans réserve , sans déguisement , il lui accorderoit son pardon : mais s'il ne découvroit pas tout , & même ses complices , s'il cachoit quelque

chose de ce qui avoit rapport à son évafion, le pardon feroit nul, & n'auroit aucun effet. On voit par cette condition, que le Czar étoit le maître d'anéantir la grace qu'il accordoit : car, quand le Czarewits auroit voulu accomplir la condition fincèrement, fa mémoire ne pouvoit-elle pas lui être infidelle dans quelques circonftances ? car on fait que la mémoire eft une puiffance bizarre & capricieufe, qui nous rappelle les objets quand nous ne le voulons pas, & qui ne nous les rappelle pas quand nous le voulons.

Le Czar, prenant droit de la condition qu'il avoit impofée à fon Fils, auroit taxé une infidélité de mémoire comme étant volontaire, & prétendu par conféquent que la grace du pardon étoit vaine.

Le Czarewits, qui fe défioit de fon Pere, croyoit que, s'il révéloit tout il l'irriteroit encore davantage & qu'il courroit par-là à la mort. C'eft pourquoi il lui cela d'abord bien des chofes, & n'en révéla qu'une partie ; ainfi dans cette crainte dont il étoit agité, ayant affaire à un Pere qui ne cherchoit qu'un prétexte pour le faire périr, il ne pouvoit fe dérober à fa perte : il promit pourtant de déclarer la vérité fans déguifement ; il baifa les faincs Evangiles & la faincte Croix dans l'Eglife de la Cathédrale, en foi de la promeffe qu'il faisoit de tout découvrir.

Sur les diverfes queftions que l'on fit au Czarewits, il répondit qu'il avoit com-

muniqué à *Alexandre Kikin* & à *Nicéphore Wafenski* les Lettres qu'il avoit reçues du Czar, qui lui prescrivoit d'opter, ou de renoncer à la Couronne, ou de travailler à s'en rendre digne. Qu'ils lui avoient conseillé d'y renoncer, & il dit qu'il y a renoncé de bonne foi sans finesse: il ajouta, Pourquoi se charger d'un fardeau que l'on ne sauroit porter?

Il dit, qu'après cette renonciation, le Prince Basile le vint voir, & lui dit: *Réjouissez-vous, vous n'avez rien à faire.* Il dit encore que Kikin lui conseilla d'accepter l'Etat Monastique, pour satisfaire le Czar, qui seroit alors tranquille. Le froc, dit-il, ne se cloue pas à la tête; on peut toujours le quitter, & le pendre au croc. Il dit encore plusieurs minuties, que je ne dirai point, de peur d'être ennuyeux.

Il charge beaucoup Kikin, qu'il dit lui avoir conseillé son évasion, & même de se réfugier à la Cour de France. Le Roi, lui dit Kikin, est un Prince qui a l'ame grande. Il donne aux Rois mêmes sa protection. Ce n'auroit pas été une grande affaire pour lui de vous la donner. En effet, si le Czarewits avoit pris ce parti, le Roi l'auroit mis à l'abri de la colere de son Pere. Kikin prit pourtant le devant, pour le faire recevoir à Vienne: il lui conseilla d'écrire à son Pere, pour qu'on n'allât point à sa rencontre. Il dit que le Prince *Menzikoff* lui compta mille ducats à son départ, & qu'il en emprunta cinq mille;

mille; & que, lorsqu'il fut à Naples, le Secrétaire du Comte de *Schonbron* le força d'écrire au Sénat & aux Prélats de Ruffie: il rapporte la substance de la Lettre.

Le Czarewits donna depuis un supplément à sa confession, où il nomme plusieurs particuliers qui lui ont conseillé son évafion.

Les papiers du Czarewits ayant été communiqués au Czar, il y vit qu'on lui avoit envoyé une Lettre de Moscou, où on lui apprenoit qu'on publioit qu'il s'étoit fauvé à cause de la cruauté de son Pere, qu'on disoit même que le Czar l'avoit fait mourir; d'autres disoient que les voleurs l'avoient tué, mais personne ne favoit précisément où il étoit: tout le monde disoit, que, s'il étoit à portée de conseiller le malheureux Czarewits, on lui diroit de se tenir caché le plus qu'il pourroit, parce que, dès que le Czar son Pere feroit de retour, il feroit de sa personne une recherche exacte. On faisoit un crime au Czarewits d'avoir fait un mystere de cette Lettre qu'il avoit reçue de Moscou; on lui faisoit encore un crime de ce qu'il avoit dit, qu'il n'avoit point gardé de minutes des Lettres qu'il avoit écrites au Sénat & aux Archevêques, parce qu'on avoit trouvé ces minutes dans les papiers qu'avoit sa Maîtresse *Affrosini*.

On empoisonnoit encore ce qu'il avoit écrit aux Archevêques. *Ne m'abandonnez pas.* On lisoit le mot d'à présent, mais il

322 PETROW. CZAREW. CONDAMNÉ
étoit rayé. On interrogea le Czarewits sur
tous ces Articles.

Quand il vit qu'on examinait quelques
personnes sur son affaire, il donna des
Ecrits, où il chargea ceux qui se présen-
terent à son esprit. Sa Maîtresse, qui l'ac-
compagna dans sa fuite, fut aussi exami-
née & interrogée.

Enfin, on peut dire que toutes ses con-
fessions & ses dépositions, & les interro-
gatoires qu'on a faits à ce sujet, ne rou-
lent que sur des discours sans exécution,
sur des souhaits que le Czarewits faisoit
pour l'avenir : il rusait avec son Pere
quand il disoit qu'il vouloit embrasser l'E-
tat Monastique; il vouloit lui faire pren-
dre le change.

A travers tout cela, il vouloit conti-
nuer le genre de vie qu'il menoit, sans
être inquiété.

En un mot, pour savoir les crimes
qu'on lui a intentés, écoutons un Auteur
qui en parle.

Mémoi-
res du
regne du
Czar,
tome 4. *On peut, dit-il, le convaincre par ses
propres confessions, que quand il a écrit
dans ses réponses qu'il a faites à son Pere,
qu'il ne souhaitoit pas la succession à cause
de son infirmité, c'étoient de purs men-
songes.*

*Ce n'étoit que pour paroître infirme qu'il
prenoit des remèdes lorsqu'on parloit de
quelque voyage qui ne lui plaisoit pas de
faire, comme son Pere le souhaitoit; mais
il ne l'étoit point véritablement.*

De sorte qu'on peut juger par toutes ces circonstances, qu'il vouloit la succession, non pas de la maniere que son Pere la lui vouloit laisser, savoir dans l'ordre naturel & légitime : mais à sa maniere, par des assistances étrangères, ou bien par les forces des rebelles, même du vivant de son Pere.

Si le Czarewits a dit dans ses dernières Confessions, que ç'avoit été par oubli qu'il avoit manqué d'avouer qu'il avoit écrit de Naples au Métropolitain de Kiovie, cela s'est aussi trouvé faux ; car, puisqu'il s'est bien souvenu des particularités de choses de moindre conséquence, dont il s'est entretenu avec l'un & avec l'autre depuis plusieurs années, comment auroit-il pu avoir oublié celle d'avoir écrit à cet Archevêque, laquelle est d'une bien plus grande importance ?

Il paroît dans cette excuse sur l'oubli, non-seulement de la fausseté, mais aussi une grande malice ; car, quand sa Maîtresse Affrosini lui a soutenu qu'il avoit écrit de la forteresse à cet Archevêque, & qu'il avoit cacheté la Lettre en sa présence, il a voulu couvrir la chose du prétexte d'un plan de l'attaque de Belgrade, qu'il renvoyoit cacheté au Secrétaire du Vice-Roi de Naples ; cependant il a reconnu dans la suite que ce n'avoit point été le plan, mais la Lettre à l'Archevêque de Kiovie qu'il avoit cachetée. L'excuse qu'il a aussi donnée d'avoir oublié d'a-

vouer dans ses premières confessions ce qui regarde la Czarewna Marie Alexiowna, Dubrowski & Eberlakof, qui avoient eu connoissance de son évasion, a encore été un mensonge. On le prouve par ce qu'il a dit ensuite, qu'il a eu pitié de la Czaritze.

Dela l'Auteur conclut, que le Czar ayant déclaré au Czarewits qu'il lui pardonneroit s'il lui découvroit tous ses complices, & ne lui receloit aucune circonstance, le pardon étoit nul, parce qu'il n'avoit pas accompli la condition. Nous en avons assez dit pour qu'on soupçonne la vérité du crime qu'on imputoit au Czarewits.

Mais développons ici cette Affaire parfaitement, afin de ne rien laisser à désirer.

Le Czar & le Czarewits n'étoient point faits pour vivre ensemble. Le Pere étoit un génie vaste, ambitieux, qui ne respiroit que la gloire & la grandeur de son Etat, parce qu'il y attachoit sa propre gloire & sa propre grandeur.

Le Czarewits étoit un Prince qui aimoit une vie molle & voluptueuse, & qui bornoit là toutes ses vues. Le Czar s'étoit mis en tête de le reformer, afin qu'il perpétuât sa gloire & son nom; & comme il n'avoit pu y réussir, quelque effort qu'il eût fait, ainsi que je l'ai déjà dit, il le regardoit comme son ennemi, comme un homme qui détruiroit son ouvrage, le fruit de tant de travaux; c'est-à-dire, la puissance & l'élévation de son Etat.

Le Czarewits regardoit aussi son Pere comme son ennemi , parce qu'avec les idées qu'il avoit , il voyoit qu'il ne pouvoit qu'être malheureux avec un tel Pere. Ces deux ennemis auroient souhaité d'être délivrés l'un de l'autre , avec cette différence , que le Pere , qui croyoit avoir un pouvoir illimité sur son Fils , se croyoit en droit de l'exercer , & ne cherchoit qu'à sauver les dehors de l'humanité , par les couleurs de la justice.

Le Fils n'étoit pas capable de rien entreprendre contre son Pere , à cause de la terreur que celui-ci lui avoit imprimée ; il ne cherchoit qu'à gagner du temps jusqu'à ce qu'il eût rencontré le point fatal de la mort de son Pere. Il chercha à l'amuser par une renonciation à la Couronne ; & comme il vit que cette renonciation ne calmoit point les craintes de son Pere pour l'avenir , il lui fit entendre qu'il vouloit se faire Moine ; & ce dessein ne fixant point l'esprit soupçonneux de son Pere , il résolut de s'évader.

Le Pere alors , désespérant absolument de changer son fils , s'arrêta au dessein de le faire périr.

Il fit envisager son évasion comme un crime de Leze-Majesté : ce n'étoit dans le fond qu'un moyen que le Czarewits tentoit pour se mettre à l'abri de la colere de son Pere ; il ne cherchoit qu'un asyle où il pût être en sûreté pendant sa vie : ainsi , pour réduire le crime du Cza-

rewits à sa juste valeur , ce sont des souhaits qu'il a faits de la mort de son Pere. Si La Bruyere a dit qu'il n'y a point de Fils bien né à qui il ne soit arrivé de desirer la mort de son Pere dans de certains temps , punira-t-on d'une peine capitale le Czarewits, parce qu'il a souhaité la mort du sien , qu'il voyoit à tout moment lui tenir le glaive pendu sur la tête ? Punira-t-on les efforts qu'il a faits pour dérober sa vie au coup qui la menaçoit ? Et , parce que le Czar a exagéré son crime , & que le Czarewits dans la terreur dont il étoit saisi , l'a exagéré lui-même , envisagera-t-on ce Prince comme un Fils désobéissant , qui a attenté à la vie de son Pere , & au repos de ses Etats ? Le propre manifeste que le Czar a fait publier , démontre les faits que nous venons d'avancer. Le Czar fit cette Déclaration aux Métropolitains , aux Evêques , & aux autres Ecclésiastiques de Russie. Après leur avoir fait une Histoire fort exagérée des crimes de son Fils il ajoute :

„ Vous venez d'entendre un récit fort
 „ ample des crimes presque inouis dans le
 „ monde dont mon Fils est coupable , &
 „ qu'il a commis contre nous son Pere &
 „ son Seigneur.

„ Quoique , selon toutes les Loix Divi-
 „ nes & Civiles , & sur-tout celle de Rus-
 „ sie , qui accordent toute juridiction à
 „ un Pere sur un enfant , même parmi les
 „ particuliers , nous avons un pouvoir assez

„ abondant & absolu de juger notre Fils
 „ suivant ses crimes , selon notre volonté,
 „ sans en demander avis à personne ; ce-
 „ pendant , comme il est assez ordinaire
 „ qu'on ne soit point aussi éclairé dans ses
 „ propres affaires qu'on l'est dans celles
 „ des autres ; & comme aussi les Méde-
 „ cins mêmes les plus experts ne risquent
 „ point de se traiter eux-mêmes, & qu'ils
 „ en appellent d'autres dans leurs mala-
 „ dies ; ainsi nous , craignant Dieu , & le
 „ péché, nous vous exposons pareillement
 „ notre maladie, & nous vous y deman-
 „ dons du remède ; car nous appréhen-
 „ dons la mort éternelle , si ne connois-
 „ sant peut-être point la qualité de no-
 „ tre mal, nous voulions nous en gué-
 „ rir seuls , d'autant plus que j'ai juré sur
 „ les Jugemens de Dieu , & promis par
 „ écrit le pardon à mon Fils ; je l'ai en-
 „ suite confirmé de bouche au cas qu'il
 „ me dît la vérité.

„ Quoiqu'il ait violé sa promesse en tai-
 „ sant les choses les plus importantes tou-
 „ chant ses desseins de rebellion contre
 „ nous son Seigneur & son Pere , toute-
 „ fois , pour ne nous écarter en rien de
 „ nos obligations , & quoique l'affaire ne
 „ soit point du ressort de la Jurisdiction
 „ Spirituelle mais de la Civile , & que
 „ nous l'ayons même renvoyée aujour-
 „ d'hui à un Jugement impartial des Sé-
 „ culiers par une Déclaration expresse ,
 „ nous souhaitons pourtant nous procu-

„ rer toutes fortes de lumieres sur cette
 „ affaire.

„ Nous souvenant de la parole de Dieu,
 „ où il exhorte de demander dans de pa-
 „ reilles occasions les sentiments des gens
 „ d'Eglise, pour savoir ce que Dieu or-
 „ donne, ainsi qu'il est écrit au Chapi-
 „ tre XVII. de l'Exode, nous desirons de
 „ vous Archevêques, & de tout l'Etat
 „ Ecclésiastique, comme des Docteurs de
 „ la parole de Dieu, non pas que vous
 „ prononciez un Jugement sur cette af-
 „ faire, mais que vous l'examiniez, &
 „ que vous nous donniez là-dessus, sui-
 „ vant les saintes Ecritures, une vérita-
 „ ble instruction, pour savoir quelle pu-
 „ nition un crime si horrible de mon Fils
 „ semblable à Absalon, a mérité selon
 „ les Loix Divines, suivant les autres
 „ exemples des saintes Ecritures, & se-
 „ lon les préceptes. Ce que vous nous
 „ donnerez par écrit signé de la propre
 „ main d'un chacun, afin qu'étant suffi-
 „ samment éclairés dans cette affaire, nous
 „ ne chargions en rien notre conscience.
 „ Ainsi, nous mettons notre confiance
 „ en vous, comme Gardiens des Loix
 „ Divines suivant votre dignité, comme
 „ fideles Pasteurs du Troupeau Chrétien,
 „ & comme bien intentionnés pour la Pa-
 „ trie; & nous vous conjurons par vos
 „ dignités & vos devoirs de procéder en
 „ cela sans aucune dissimulation & sans
 „ crainte.

Le Czar, après avoir également exagéré les crimes de son Fils en parlant aux Sénateurs, leur dit de même :

„ Quoique notre Fils ait violé sa promesse, en taisant les choses les plus importantes touchant ses desseins de rebellion contre nous son Seigneur & son Pere ; toutefois, pour ne nous écarter en rien de nos obligations, je vous prie de penser à cette affaire, & de l'examiner sérieusement & avec attention, pour voir ce qu'il a mérité, sans me flatter, ni appréhender, que, s'il ne mérite qu'une légère punition, & que vous le jugiez ainsi, cela me soit désagréable ; car je vous jure par le Grand Dieu, & par ses Jugements, que vous n'avez absolument rien à craindre.

„ Ne faites point réflexion non plus sur ce que vous devez juger le Fils de votre Souverain ; mais, sans avoir égard à la personne, rendez justice, & ne perdez pas votre ame & la mienne, afin que notre conscience ne nous reproche rien au jour du terrible jugement, & que notre Patrie ne soit point lésée. „

Le Czar, en parlant pathétiquement aux Juges, & laissant voir l'envie qu'il avoit qu'ils condamnaient son Fils, ne nous retrace-t-il pas Philippe II. parlant aux Inquisiteurs, & leur montrant le desir qu'il avoit de la condamnation de Dom Carlos ?

Le Conseiller-Privé *Pierre Tolstoy* dé-

clara, par ordre de Sa Majesté Czarienne, aux Ministres, au Sénat, à l'Etat Militaire & à l'Etat Civil, que, comme elle a mis entre leurs mains le Procès de son Fils *Alexis Pétrowits*, afin qu'ils en prononcent le Jugement, elle veut & entend qu'ils le fassent dans la forme requise, & avec tout l'examen nécessaire : c'est pourquoi Sa Majesté les autorise & leur donne le pouvoir d'examiner le Czarewits *Alexis Pétrowits*, s'ils le trouvent à propos, sur quelque affaire que ce soit, de le faire comparoître, & de l'interroger sur ce qui sera nécessaire.

Sur cet ordre exprès de Sa Majesté Czarienne, Messieurs les Ministres, le Sénat, & les Etats qui étoient présents & assemblés, interrogerent le Czarewits.

Ce Prince infortuné, soit dans ses réponses, soit dans les écrits qu'il donna de son propre mouvement, étoit si troublé, qu'il travailla à se perdre.

On lut toutes les Dépôtsions.

Après la lecture de toutes les Pièces en présence du Sénat & des Etats assemblés, ils ordonnerent qu'on cherchât dans les Saintes Ecritures de l'ancien & du nouveau Testament, dans les Constitutions de l'Empire, & dans les Réglements militaires des Autorités convenables qu'on pût appliquer au cas présent, pour juger quelles peines ces transgressions avoient méritées.

Extraits
de l'an-
cien Tes-

„ Le Seigneur parla à Moïse, & lui
„ dit : Vous direz aux enfants d'Israël,

- „ que celui qui aura outragé de paroles
 „ son pere ou sa mere, soit puni de mort,
 „ son sang retombera sur lui. tament
au Lévi-
tique
chapitre
20. vf.
20.
- „ Si un homme a un fils rebelle & in-
 „ solent, qui ne se rende au commande-
 „ ment ni de son pere ni de sa mere, &
 „ qui, en ayant été repris, refuse avec mé-
 „ pris de leur obéir; ils le prendront &
 „ le meneront aux Anciens de la Ville,
 „ & à la porte où se rendent les Juge-
 „ ments, & ils leur diront : Voici notre
 „ fils, qui est un rebelle & un insolent;
 „ il méprise & refuse d'écouter nos re-
 „ montrances, il passe sa vie dans les dé-
 „ bauches, dans la dissolution & dans la
 „ bonne chere. Alors le Peuple de cette
 „ Ville le lapidera, & il sera puni de
 „ mort, afin que vous ôtiez le mal du mi-
 „ lieu de vous, & que tout Israël, en-
 „ tendant cet exemple, soit saisi de crainte.
- „ Alors des *Scribes* & des *Pharisiens* Matthieu
XV. 1. 2.
3. 4. 5. 6.
 „ qui étoient venus de Jérusalem, s'appro-
 „ cherent de JESUS, & lui dirent : Pour-
 „ quoi vos Disciples violent-ils la tradi-
 „ tion des Anciens? car ils ne lavent point
 „ leurs mains lorsqu'ils prennent leurs ré-
 „ pas. Il leur répondit : Pourquoi vous-
 „ mêmes violez-vous le Commandement
 „ de Dieu, pour suivre votre tradition?
 „ JESUS dit aux *Pharisiens* & aux *Scri-* Marc VI.
9.
 „ *bes* : N'êtes-vous donc pas des gens bien
 „ religieux de détruire le commandement
 „ de Dieu, pour garder votre tradition?
 „ Car Moïse a dit : Honorez votre pere

„ & votre mere , & que celui qui outra-
 „ gera de paroles son pere ou sa mere ,
 „ soit puni de mort. Mais vous dites ,
 „ vous autres : Si un homme dit à son
 „ pere ou à sa mere : Tout don que je
 „ fais à Dieu vous soit utile , il satisfait
 „ à la Loi , & vous ne lui permettez pas
 „ de faire rien de plus pour son pere ou
 „ sa mere.

Romains
 I. 28. 29.
 30. 31.
 32.

„ Et comme ils n'ont pas voulu recon-
 „ noître Dieu , Dieu aussi les a livrés à
 „ un sens réprouvé ; en sorte qu'ils ont
 „ fait des actions indignes de l'homme ,
 „ qu'ils ont été remplis de toutes sortes
 „ d'injustices , de méchanceté , de forni-
 „ cation , d'avarice , de malignité. Ils ont
 „ été envieux , meurtriers , querelleurs ,
 „ trompeurs. Ils ont été corrompus dans
 „ leurs mœurs , semeurs de faux rapports ,
 „ calomniateurs , & ennemis de Dieu. Ils
 „ ont été outrageux , superbes , altiers ,
 „ inventeurs de nouveaux moyens de faire
 „ le mal , désobéissants à leur pere & à
 „ leur mere ; sans prudence , sans modestie ,
 „ sans affection , sans foi , sans miséricorde ; & , après avoir connu la justice de Dieu , ils n'ont pas compris que
 „ ceux qui font ces choses sont dignes de
 „ mort , & non-seulement ceux qui les
 „ font , mais aussi quiconque approuve
 „ ceux qui les font.

Ephé-
 siens VI.
 I. 2. 3.

„ Vous , enfants , obéissez à vos peres
 „ & à vos meres , en ce qui est selon le
 „ Seigneur ; car cela est juste. Honorez

„ votre pere & votre mere : c'est le pre-
 „ mier des Commandemens auquel Dieu
 „ ait promis une récompense , afin que
 „ vous soyez heureux , & que vous viviez
 „ long-temps sur la Terre.

„ Si quelqu'un commence , par quelque
 „ mauvais dessein , à penser contre la santé
 „ du Czar , ou s'il fait quelque chose à
 „ son préjudice , & qu'on a trouvé véri-
 „ tablement qu'il a voulu exécuter ses per-
 „ nicieux projets , on doit le punir de
 „ mort , après l'en avoir convaincu.

„ Semblablement , si quelqu'un pendant
 „ le regne de Sa Majesté Czarienne , par
 „ le desir de régner dans l'Empire de
 „ Russie , & de faire mourir le Czar , com-
 „ mençoit à lever des troupes dans ce per-
 „ nicieux dessein ; ou bien si quelqu'un
 „ fait amitié avec les Ennemis de Sa Ma-
 „ jesté Czarienne , ou entretient corres-
 „ pondance avec eux , ou s'il les implore
 „ pour parvenir au Gouvernement par
 „ leur assistance , ou pour faire quelqu'au-
 „ tre désordre ; si quelqu'un le dénonce ,
 „ & que sur ces déclarations on en trouve
 „ la vérité ; il faut punir de mort un tel
 „ traître , dès qu'une telle trahison sera
 „ vérifiée.

„ Si quelqu'un leve des Troupes ou
 „ prend les armes contre Sa Majesté Cza-
 „ rienne ; ou bien si quelqu'un forme le
 „ dessein de prendre prisonniere Sa Ma-
 „ jesté , ou de la tuer ; ou bien s'il lui fait
 „ quelque violence ; lui & tous ceux qui

Constitu-
 tions de
 Russie
 Chap. 1.
 Statut 1.

Explica-
 tion de
 l'article.

„ l'auront aidé ou qui lui auront donné
 „ conseil, seront écartelés comme crimi-
 „ nels de Leze-Majesté, & leurs biens
 „ seront confisqués.

„ Seront pareillement punis du même
 „ supplice, ceux qui, quoiqu'ils n'aient
 „ pu exécuter leur crime, seront convain-
 „ cus d'en avoir eu la volonté & l'en-
 „ vie, aussi-bien que ceux qui ne l'ont
 „ pas découvert en ayant eu connoissance.

Constitu-
 tions de
 Ruffie,
 Chap. 16.
 art. 27.

„ Celui qui forme le dessein de faire
 „ quelque trahison, ou bien quelque chose
 „ de semblable, quoiqu'il ne le mette pas
 „ en exécution, doit pourtant être puni
 „ de pareille peine capitale, comme s'il
 „ avoit exécuté son dessein.

Ces extraits des Loix divines, civiles & militaires ayant été lus, & lecture ouïe, il fut résolu d'un consentement unanime, qu'avant de prononcer la Sentence les Ministres & le Sénat devoient appeller l'un après l'autre les Juges établis pour former ce Tribunal, afin de dire chacun de bouche son sentiment.

Ce qui ayant été fait, les Ministres ont pareillement dit chacun leur sentiment, qui, quoique dit séparément, revenoit pourtant unanimement, & sans aucune contradiction, à un même Jugement, ayant déclaré par serment & en conscience, que, selon les Loix divines, civiles & Militaires, extraites ci-dessus, le Czarewits étoit digne de mort pour les crimes allégués, & prouvés ci-dessus.

Rien n'est plus édifiant que ces passages de l'Ecriture Sainte : il seroit à souhaiter que les Juges y puisassent les principes qui doivent les animer quand ils dispensent la Justice.

Les Archevêques & Evêques firent un Extrait des passages de l'Ecriture Sainte, & de St. Chrysostôme, Pere Grec, puis ils dirent :

Nous Ecclésiastiques, ayant fait ces Extraits des Saintes Ecritures par ordre du Monarque, non pas en forme de Sentence ni pour donner un Décret, ainsi qu'il est dit ci-dessus ; car cette affaire n'est pas de la compétence de notre Jurisdiction ; qui est-ce qui nous établiroit Juges sur ceux qui nous commandent ? Comment peuvent les membres gouverner la tête ? C'est la tête qui gouverne & fait agir les membres. D'ailleurs, notre Jurisdiction étant spirituelle, il faut qu'elle soit selon l'esprit, & non point selon la chair & le sang. Le pouvoir de l'épée tranchante n'est point donné à l'Eglise, mais le pouvoir de l'épée spirituelle, qui est la Parole de Dieu. JESUS-CHRIST même a défendu au Prince des Apôtres de faire usage de l'épée, lui disant ; *Remettez votre épée en son lieu* ; & il a défendu aux autres Apôtres de faire descendre le feu du Ciel pour mettre en cendres Samarie.

Math.
XXVI.
52.

JESUS-CHRIST a voulu enseigner par ces exemples, qu'il ne convient pas aux Ecclésiastiques de se conduire selon l'es-

prit de colere, mais selon l'esprit de douceur, ni de condamner quelqu'un à la mort, ni de chercher du sang, mais uniquement la véritable pénitence & la mort spirituelle *, qui est d'être mort au péché, & vivant en Dieu, selon la parole de l'Apôtre dans son *Epître aux Romains*.

* Nous appel-
lons vie
spirituel-
le ce que
ces Pré-
lats ap-
pellent
mort spi-
rituelle.

Nous soumettons tout cela à la suprême Autorité Impériale; que notre Souverain Seigneur fasse ce qui est agréable devant ses yeux : s'il veut punir celui qui est tombé selon ses actions, & suivant la mesure de ses crimes, il a devant lui ces exemples que nous avons tirés de l'Ancien Testament : s'il veut faire miséricorde, il a l'exemple de JESUS-CHRIST même, qui reçoit le fils égaré revenant à la repentance, qui laisse libre la femme surprise en adultere qui a mérité la lapidation selon la Loi, qui préfère la miséricorde au sacrifice, disant : *Je veux miséricorde, & non pas sacrifice*; & par la bouche de son Apôtre, *La miséricorde s'élève au-dessus de la rigueur du Jugement*. Jacques II. 13. Il a aussi l'exemple de David, qui veut épargner Absalon son fils, & son persécuteur; car il dit à ses Capitaines qui devoient l'aller combattre, *Epargnez mon fils Absalon*; & le pere l'a voulu épargner lui-même, mais la Justice Divine ne l'épargna point.

2 Rois
XVIII. 5.

Le cœur du Czar est entre les mains de Dieu : qu'il embrasse le parti auquel la main de Dieu le tournera.

Ces

Ces considérations sont signées de la propre main des Prélats, comme il suit, l'an 1718 le 18 Juin.

L'humble Etienne, Métropolitain de *Resan*.

L'humble Féofan, Evêque de *Pfoutki*.

L'humble Alexis, Evêque de *Sarski*.

L'humble Ignace, Evêque de *Soujedal*.

L'humble Varlaam, Evêque de *Tuver*.

L'humble Aaron, Evêque de *Korele*.

L'humble Jannikiy, Métropolitain de *Stauropol*.

L'humble Arsény, Métropolitain de *Fibaidski*.

Théodore, Archimandrite du Couvent de la Trinité d'*Alexandroner*.

Joachim, Archimandrite du Couvent d'*Antoine*.

Joaniky, Archimandrite du Couvent de la Résurrection de *Derebanidski*.

Irmargg, Archimandrite du Couvent de *Cyrile*.

Le Pere Gabriël, Préfet & Missionnaire de la Parole de Dieu.

Le Pere Markel, Professeur.

Le Clergé de Moscovie est bien louable de n'avoir pas voulu entreprendre sur la Jurisdiction Séculière.

A l'égard du parti de la clémence qu'il proposoit au Czar, quoique bien des raisons jointes à la tendresse paternelle eussent dû porter ce Prince à suivre ce conseil, il avoit déjà pris un autre parti, & il en avoit trop fait pour se démentir.

Le Czarewits, dans son Interrogatoire, chargea son Confesseur l'Archiprêtre Jacques. Il dit que s'étant confessé à lui, il lui avoit dit dans la Confession, qu'il souhaitoit la mort à son Pere; & le Confesseur lui avoit répondu : *Dieu vous le pardonnera, nous lui en souhaitons autant.*

Le même jour, le Confesseur a avoué à la question, & dans la confrontation, que le Czarewits Alexis lui avoit dit dans la Confession les mêmes paroles : *Qu'il souhaitoit la mort de son Pere.*

Que lui Confesseur avoit dit au Czarewits, *Nous lui souhaitons aussi tous la mort*, mais qu'il ne se souvenoit point qui étoient ceux qui la lui souhaitoient. Il ajouta qu'il avoit dit au Czarewits, que le peuple l'aimoit, & qu'on buvoit à sa santé, le nommant *l'espérance des Russiens*, l'ayant entendu dire à plusieurs personnes, mais ne se souvenant plus à qui. Il fut condamné à mort, dégradé, & exécuté.

Le Czar donna plusieurs points sur lesquels il voulut qu'on interrogeât son Fils: il n'oublia rien pour mettre ses crimes dans le plus grand jour: le pauvre Prince s'enferma lui-même, il disoit plus qu'il ne vouloit dire.

Après tout, les efforts du Pere, la facilité du Fils à donner dans les pièges qu'on lui tendoit, ne pouvoient pas le rendre plus noir qu'il étoit, malgré toutes les figures, les exagérations, & l'enflure des paroles : il étoit coupable seu-

lement de souhaits criminels, de tentatives, d'efforts pour se dérober à la puissance de son Pere, d'une évasion à laquelle il eut recours dans cette vue, de quelques discours imprudents. Tout cela, envisagé au travers de verres qui grossissent les objets, faisoit un crime énorme de Leze-Majesté, d'attentat à l'autorité du Czar, & même à sa vie. S'il eût été considéré par des verres qui diminuent les objets, ç'au-
 roit été des minuties, & réduit à sa juste valeur, c'étoient des crimes très-pardonnables dans un Fils héritier présomptif de la Couronne, sur-tout si l'on fût remonté à la source; c'est-à-dire, à la crainte terrible que le Czar avoit inspirée à son Fils.

Enfin la Sentence fatale fut rendue, en voici la teneur.

„ Les souffignés, établis par Sa Majesté
 „ Czarienne, & assemblés dans la Salle
 „ pour rendre un Jugement, après avoir
 „ oui tout ce qui a été dit, lu & rappor-
 „ té, & y avoir fait de mûres réflexions,
 „ ont du consentement unanime prononcé
 „ & rendu la Sentence suivante, & ils y
 „ ont mis leur signature de leurs propres
 „ mains. „

Le 24 Juin 1718.

„ En vertu de l'Ordonnance expresse
 „ émanée de Sa Majesté Czarienne, &
 „ signée de sa propre main le 13 Juin der-
 „ nier, pour le Jugement du Czarewits
 „ *Alexis Pétrowits*, sur ses transgressions

„ & ses crimes contre son Pere & son Sei-
 „ gneur ; les soussignés *Ministres, Séna-*
 „ *teurs, Etats Militaire & Civil*, après
 „ s'être assemblés plusieurs fois dans la
 „ Chambre de la Régence du Sénat à Pé-
 „ tersbourg, ayant oui plus d'une fois la
 „ lecture qui a été faite des Originaux, &
 „ des Extraits des témoignages qui ont été
 „ rendus contre le Czarewits, comme aussi
 „ des Lettres d'exhortation de Sa Majesté
 „ Czarienne à ce Prince, & des réponses
 „ qu'il y a faites, écrites de sa propre main,
 „ & des autres Actes appartenants au Pro-
 „ cès, de même que des informations cri-
 „ minelles, & des confessions & déclara-
 „ tions du Czarewits, tant écrites de sa
 „ propre main, que faites de bouche à
 „ son Seigneur & Pere, & devant les souf-
 „ signés établis, par l'autorité de Sa Ma-
 „ jesté Czarienne, à l'effet du présent Ju-
 „ gement, ils ont déclaré & reconnu que,
 „ quoique selon les droits de l'Empire
 „ Rusien, il n'ait jamais appartenu à eux,
 „ étant Sujets naturels de la Domination
 „ Souveraine de Sa Majesté Czarienne,
 „ de prendre connoissance d'une affaire
 „ de cette nature, qui, selon son impor-
 „ tance, dépend uniquement de la vo-
 „ lonté absolue du Souverain, dont le pou-
 „ voir ne dépend que de Dieu seul, &
 „ n'est limité par aucune Loi; se soumet-
 „ tant pourtant à l'Ordonnance de Sa Ma-
 „ jesté Czarienne leur Souverain, qui leur
 „ donne cette liberté, & après de mûres

„ réflexions , & suivant leur conscience
 „ sans crainte ni flatterie , & sans avoir
 „ égard à la personne , n'ayant devant les
 „ yeux que les Loix Divines applicables
 „ au cas présent , tant de l'Ancien que du
 „ Nouveau Testament , les Saintes Ecri-
 „ tures de l'Evangile , & des Apôtres ,
 „ comme aussi les Canons & les Regles
 „ des Conciles , l'autorité des Saints Pe-
 „ res , & des Docteurs de l'Eglise ; pre-
 „ nant aussi pour regle les motifs des Ar-
 „ chevêques & du Clergé , assemblés à Pé-
 „ tersbourg par ordre de Sa Majesté Cza-
 „ rienne , lesquels sont transcrits ci-dessus ,
 „ & se conformant aux Loix de toute la
 „ Russie , & en particulier aux Constitu-
 „ tions de cet Empire , aux Loix Mili-
 „ taires , & aux Statuts qui sont conformes
 „ aux Loix de beaucoup d'autres Etats ,
 „ sur-tout à celles des anciens Empereurs
 „ Romains & Grecs , & d'autres Princes
 „ Chrétiens ; les soussignés , ayant été aux
 „ avis , sont convenus unanimement sans
 „ contradiction , & ils ont prononcé que
 „ le Czarewits *Alexis Pétrowits est digne*
 „ *de mort* , pour ses crimes susdits , &
 „ pour ses transgressions capitales contre
 „ son Souverain & son Pere , étant Fils
 „ & Sujet de Sa Majesté Czarienne ; en
 „ sorte que , quoique Sa Majesté Czarienne
 „ ait promis au Czarewits , par la Lettre
 „ qu'il lui a envoyée par Mr. *Tolstoy* ,
 „ Conseiller Privé , & par le Capitaine *Ro-*
 „ *mansoff* , datée de *Spa* le 10 Juillet 1717 ,

„ de lui pardonner son évasion, s'il re-
 „ tournoit de son bon gré & volontaire-
 „ ment, ainsi que le Czarewits même l'a
 „ avoué avec remerciement, dans sa re-
 „ ponsé à cette Lettre écrite de *Naples*
 „ le 4 Octobre 1717, où il a marqué qu'il
 „ remercioit Sa Majesté Czarienne pour
 „ le pardon qui lui étoit donné seulement
 „ pour son évasion volontaire, il s'en est
 „ rendu indigne depuis, par ses opposi-
 „ tions aux volontés de son Pere, & par
 „ ses autres transgressions qu'il a renou-
 „ vellées & continuées, comme il est en-
 „ tièrement déduit dans le Manifeste pu-
 „ blié par Sa Majesté Czarienne le 3 Fé-
 „ vrier de la présente année, & parce
 „ qu'entr'autres choses il n'est pas retourné
 „ de son bon gré.

„ Et quoique Sa Majesté Czarienne à
 „ l'arrivée du Czarewits à Moscou, sur son
 „ Ecrit de confession de ses crimes, &
 „ où il demandoit pardon, eût pitié de
 „ lui comme il est naturel à une Pere d'en
 „ avoir de son Fils, & qu'à l'Audience
 „ qu'elle lui donna dans la Salle du Châ-
 „ teau le même jour 3 Février, elle lui
 „ promit le pardon de toutes ses transgres-
 „ sions; Sa Majesté Czarienne ne lui fit
 „ cette promesse, qu'avec cette condition
 „ expresse, qu'elle exprima en présence
 „ de tout le monde, savoir que lui Cza-
 „ rewits déclareroit sans aucune restric-
 „ tion, ni réserve, tout ce qu'il avoit com-
 „ mis & tramé jusqu'à ce jour-là contre

„ Sa Majesté Czarienne, & qu'il décou-
 „ vriroit toutes les personnes qui lui ont
 „ donné des conseils, ses complices, &
 „ généralement tous ceux qui ont su quel-
 „ que chose de ses desseins & de ses me-
 „ nées; mais que, s'il celoit quelqu'un
 „ ou quelque chose, le pardon promis se-
 „ roit nul, & demeureroit révoqué; que
 „ le Czarewits reçut alors & accepta au
 „ moins en apparence avec des larmes de
 „ reconnoissance, & il promit par ser-
 „ ment de déclarer tout sans réserve. En
 „ confirmation de quoi il baïsa la Sainte
 „ Croix, & les Saintes Ecritures, dans
 „ l'Eglise Cathédrale.

„ Sa Majesté Czarienne lui confirma
 „ aussi la même chose de sa propre main
 „ le lendemain, dans les articles d'Inter-
 „ rogatoire qu'il lui fit subir, ayant écrit
 „ à la tête ce qui suit. „

*Comme vous avez reçu hier votre par-
 don, à condition que vous déclareriez tou-
 tes les circonstances de votre évasion, &
 ce qui y a rapport, mais que si vous ce-
 liez quelque chose, vous seriez privé de
 la vie; & comme vous avez déjà fait de
 bouche quelques déclarations, vous devez,
 pour une plus ample satisfaction & pour
 votre décharge, les mettre par écrit.*

Et à la conclusion il étoit encore écrit
 de la main de Sa Majesté Czarienne dans
 le septieme Article.

*Déclarez tout ce qui a rapport à cette
 affaire, quand même cela ne seroit point*

spécifié ici, & purgez-vous comme dans la sainte Confession; mais si vous cachez ou celez quelque chose qui se découvre dans la suite, ne m'imputez rien. Car il vous a été déclaré hier devant tout le monde, qu'en ce cas-là le pardon que vous avez reçu, seroit nul & révoqué.

„ Nonobstant cela, le Czarewits a parlé
 „ dans ses réponses, & dans ses confes-
 „ sions, sans aucune sincérité. Il a celé,
 „ & caché, non-seulement beaucoup de
 „ personnes, mais aussi des affaires capi-
 „ tales; & ses transgressions, & en par-
 „ ticulier ses desseins de rebellion contre
 „ son Pere & son Seigneur, & les mau-
 „ vaises pratiques qu'il a tramées, & en-
 „ tretenues long-temps, pour tâcher d'u-
 „ surper le Trône de son Pere, même de
 „ son vivant, par différentes mauvaises
 „ voies, & sous de méchants prétextes,
 „ fondant son espérance sur la mort de
 „ son Pere & son Seigneur, se flattant
 „ que le petit-peuple se déclareroit en
 „ sa faveur. Tout cela a été découvert en-
 „ suite par les informations criminelles,
 „ après qu'il a refusé de le déclarer lui-
 „ même, comme il a paru ci-dessus.

„ Ainsi, il est évident par toutes ces
 „ démarches du Czarewits, & par les dé-
 „ clarations qu'il a données par écrit &
 „ de bouche, & en dernier lieu par celle
 „ du 22 Juin de la présente année, qu'il
 „ n'a point voulu que la succession à la
 „ Couronne lui vînt après la mort de son

„ Pere, de la maniere que son Pere au-
 „ roit voulu la lui laisser selon l'ordre de
 „ l'équité, & par les voies & les moyens
 „ que Dieu a prescrits; mais qu'il l'a de-
 „ sirée, & qu'il a eu dessein d'y parve-
 „ nir même du vivant de son Pere, en
 „ s'opposant à tout ce que son Pere vou-
 „ loit, & non-seulement par des soulève-
 „ ments de rebelles qu'il souhaitoit; mais
 „ encore par l'assistance de l'Empereur,
 „ & avec une armée étrangere qu'il espé-
 „ roit d'avoir à sa disposition, en renver-
 „ sant l'Etat totalement, & en aliénant
 „ tout ce qu'on auroit pu lui demander
 „ pour lui faire acheter ce secours.

„ L'exposé qu'on vient de faire, mon-
 „ tre que le Czarewits, en cachant tous
 „ ses pernicioeux desseins, & en celant
 „ beaucoup de personnes qui ont été d'in-
 „ telligence avec lui, comme il a fait jus-
 „ qu'au dernier examen, & jusqu'à ce qu'il
 „ ait été pleinement convaincu de toutes
 „ ses machinations, a eu en vue de se ré-
 „ server des moyens pour l'avenir, quand
 „ l'occasion se présenteroit favorable de
 „ reprendre ses desseins, & de pousser à
 „ bout l'exécution de cette horrible en-
 „ treprise contre son Pere & son Seigneur,
 „ & contre tout cet Empire.

„ Il s'est rendu par-là indigne de la
 „ clémence & du pardon qui lui a été
 „ promis par son Seigneur & son Pere;
 „ il l'a aussi avoué lui-même, tant de-
 „ vant Sa Majesté Czarienne, qu'en pré-

„ fence de tous les Etats Ecclésiastiques
 „ & Séculiers, & publiquement devant
 „ toute l'Assemblée; & il a aussi déclaré
 „ verbalement & par écrit devant les Ju-
 „ ges souffignés établis par Sa Majesté Cza-
 „ rienne, que tout ce que dessus étoit
 „ véritable & évident par les effets qui
 „ en avoient paru.

„ Ainsi, puisque les Loix Divines &
 „ Ecclésiastiques, les Civiles & les Mili-
 „ taires, & particulièrement les deux der-
 „ nieres condamnent à mort sans misé-
 „ ricorde, non-seulement ceux dont les
 „ attentats contre leur Pere & Seigneur
 „ ont été manifestes par des témoigna-
 „ ges, ou prouvés par des Ecrits; mais
 „ même ceux dont les attentats n'ont été
 „ que dans l'intention de se rebeller, ou
 „ d'avoir formé de simples desseins de tuer
 „ le Souverain, ou d'usurper l'Empire:
 „ que penser d'un dessein de rebellion
 „ dont on a vu peu d'exemples dans l'His-
 „ toire, joint à celui d'un horrible parri-
 „ cide contre son Souverain? Première-
 „ ment, comme son Pere & de la Pa-
 „ trie, & encore comme son Pere selon
 „ la nature, un Pere très-clément, qui a
 „ fait élever le Czarewits depuis le ber-
 „ ceau avec des soins plus que paternels,
 „ avec une tendresse & une bonté qui ont
 „ paru en toutes rencontres, qui a tâché
 „ de le former pour le Gouvernement, &
 „ de l'instruire avec des peines incroya-
 „ bles, & une application infatigable dans

„ l'Art Militaire, pour le rendre capable
 „ & digne de la succession d'un si grand
 „ Empire, à combien plus forte raison un
 „ tel dessein a-t-il mérité une punition
 „ de mort?

„ C'est avec un cœur affligé & des yeux
 „ pleins de larmes, que nous, comme Ser-
 „ viteurs & Sujets, prononçons cette Sen-
 „ tence ; considérant, comme nous l'a-
 „ vons dit, qu'il ne nous appartient point
 „ en cette qualité de rendre un Jugement
 „ de si grande importance, & particulière-
 „ ment de prononcer une Sentence contre
 „ le Fils du très-souverain & très-clément
 „ Czar notre Seigneur. Cependant, sa vo-
 „ lonté étant que nous jugions, nous déclara-
 „ rons par la Présente notre véritable opi-
 „ nion ; & nous prononçons cette condam-
 „ nation avec une conscience si pure & si
 „ chrétienne, que nous croyons pouvoir
 „ la soutenir devant le terrible, le juste,
 „ & l'impartial Jugement du grand Dieu.

„ Soumettant, au reste, cette Sentence
 „ que nous rendons, & cette condamna-
 „ tion que nous faisons à la souveraine
 „ puissance, à la volonté & à la clémentie
 „ révision de Sa Majesté Czarienne, notre
 „ très-clément Monarque.

Cette Sentence étoit signée de la main
 de tous ceux qui avoient formé ce Tribu-
 nal, au nombre de cent vingt-quatre Mi-
 nistres, Sénateurs, Généraux, & autres
 Officiers dont nous ne rapportons pas ici
 les noms.

Ainsi le Czar vint à ses fins. Les Juges étoient trop persuadés de sa volonté, pour ne pas plier leur esprit à ce qu'il vouloit; avec d'autant plus de raison, que leur conscience pouvoit absolument s'accommoder à un tel Jugement.

Dès qu'on imputoit au Czarewits des crimes de Leze-Majesté, ceux qui paroissent les plus légers, sont toujours très-énormes; & quand l'imagination veut qu'ils le soient, elle n'a pas beaucoup de chemin à faire : celle du Czar ayant pris ce pli, son opinion fut aisément contagieuse par la complaisance qu'on a pour un Souverain, & pour un tel Souverain, dont le pouvoir est despotique : s'il avoit voulu suivre les conseils que sa clémence lui auroit inspirés, que de motifs n'auroit-il pas trouvés, soit dans sa qualité de Pere, soit dans la dignité d'héritier présomptif de la Couronne, soit dans la nature des fautes du Czarewits, qui n'avoit pas pour principe une malice noire, mais le desir de se dérober au joug d'un Pere qui portoit la terreur sur son front.

Mort du
Czare-
wits.

Le Czar voulut qu'on prononçât au Czarewits sa Sentence de mort. A peine l'eût-il ouïe, qu'il en fut si frappé, qu'il se fit en lui une révolution subite, qui dérangoit tous ses organes, il tomba dans une léthargie convulsive. On fit mille efforts pour rappeler ses esprits, il revint un peu à lui-même. On lui insinua qu'il pouvoit tout attendre de la clémence de son Pere; mais,

soit qu'il ne pût pas concevoir cette espérance, la sévérité du Czar ayant fait de trop fortes impressions sur lui ; ou soit que le désordre que la lecture de cette Sentence avoit causé au-dedans de lui fût trop grand pour qu'il pût être réparé ; ou soit, comme il y a beaucoup d'apparence, qu'on lui eût donné du poison, il ne put en revenir. Il eut pourtant assez de force pour demander pardon au Czar son Pere, en présence de plusieurs Evêques, Sénateurs, & Grands de l'Empire.

Un Moscovite m'a assuré, que le Czar voulut que le Czarewits lut lui-même sa Sentence. Il fut obligé d'obéir à son Pere, & à peine eut-il fini la lecture, que des vapeurs lui monterent au cerveau, il perdit l'usage de la vue, & tomba dans une défaillance dont il eut de la peine à se remettre : c'étoit l'effet du poison, dont la Sentence étoit infectée. Le Moscovite me dit que le Czarewits mourut trois jours après. Voilà un raffinement de cruauté, qui n'embellit pas l'Histoire du Czar.

Après avoir reçu ses Sacrements, il mourut le 6 Juillet.

Le Czar, qui vint à bout de son dessein en sauvant toutes les apparences, ne fut sans doute que médiocrement affligé, sur-tout quand il considéra qu'il étoit délivré d'une mortelle douleur dont il étoit pénétré, quand il portoit ses vues dans l'avenir, & qu'il considéroit qu'il auroit un Successeur indigne de son nom.

L'Auteur du Mémoire du regne du Czar a été si persuadé qu'on seroit bien fondé d'attribuer cette mort du Czarewits au poison, qu'il entreprend d'en justifier le Czar. Supposons, dit-il, que cela fût, n'auroit-ce pas été un acte de clémence au Czar, d'épargner à ce criminel condamné l'horreur d'une mort violente? Mais ne peut-on pas lui répondre, qu'il auroit été bien plus beau au Czar de la lui épargner, en lui faisant grace?

Le corps du Czarewits fut exposé depuis le huit Juillet jusqu'au dix dans l'Eglise de la Trinité, dans un cercueil ouvert & garni de velours; il fut permis à tout le monde de le voir, & l'on vint en foule lui baiser la main; enfin il fut porté processionnellement à l'Eglise neuve de la Citadelle, où il a été inhumé dans le Tombeau Impérial, auprès de la Princesse son épouse, avec toute la pompe & toutes les cérémonies pratiquées pour les Princes & les Princesses du Sang, leurs Majestés Czarriennes ayant assisté aux funérailles avec toute la Cour. Ainsi Dom Carlos & le Czarewits, quoique condamnés à mort, furent tous deux honorés d'un magnifique convoi.

Le Czar prévint bien que cette mort pourroit donner atteinte, dans l'esprit de ses Sujets, à l'estime qu'ils avoient pour lui: il voulut faire son Apologie dans une Déclaration qu'il fit sur sa Succession. Voici cette Déclaration.

Nous Pierre, Empereur & Souverain de toute la Russie, &c. Personne n'ignore de quelle méchanceté, semblable à celle d'Ab-salon, notre Fils Alexis a été possédé, & que son mauvais dessein n'a pas été détourné par le repentir qu'il auroit dû témoigner, mais uniquement par la grâce de Dieu envers notre Patrie, ainsi que cela se peut voir amplement dans le Manifeste qui a été publié sur ce sujet. Son indocilité & son orgueil n'ont eu d'autre source que l'ancienne Coutume, suivant laquelle on ad-jugeoit la Succession au Fils aîné. Dail-leurs il étoit alors le seul héritier mâle de notre famille, & à cause de cela il ne vou-loit prêter l'oreille à aucune exhortation & répréhension paternelle.

Il est étrange que cette mauvaise Cou-tume ait pu jeter de si profondes racines dans son esprit, puisque non-seulement il s'est fait des changements à cet égard parmi les particuliers, selon le bon plaisir des pa-rents prudents & sages; mais nous voyons aussi dans la Sainte Ecriture, que la femme d'Isaac, lors de la grande vieillesse de son mari, procura le droit héréditaire à son jeune fils. La même chose se voit aussi chez nos prédécesseurs, savoir le Grand-Duc Jean Walesowits, de glorieuse & éternelle mémoire, qui, non-seulement étoit grand de nom, mais encore en effet, puisqu'il a rassemblé & assuré notre Patrie, qui étoit dispersée par un partage entre les enfants de Wolodomir, ce qu'il a exécuté; non se-

Déclara-
tion du
Czar sur
la succes-
sion.

lon le droit de primogéniture , mais suivant son bon plaisir. Il le changea deux fois , dans la vue de se choisir un digne successeur , qui ne laissât pas retomber dans un nouveau partage la Patrie rassemblée & affermie. La première fois il institua son petit-fils pour son héritier & successeur , à l'exclusion de ses propres fils ; mais il le déposa dans la suite , quoiqu'il eût déjà été couronné , & disposa de la Succession en faveur de son fils.

C'est ce qu'on peut voir dans l'Histoire du regne de nos prédécesseurs , où l'on trouve que le 4 Février 7006 , le Grand-Duc Jean Walefowits établit pour son successeur le Prince Démétrius son petit-fils , lequel même fut couronné dans la Salle des Grands-Ducs à Moscou avec la couronne de Grand-Duc par Simon le Métropolitain ; mais le onzième Avril 7010 , le Grand-Duc Jean Walefowits entra en colère contre ce petit-fils , & défendit de prier pour lui dans les Eglises comme Grand-Duc ; il le fit même mettre en arrêt , & nomma pour son héritier le 14 du même mois son fils Basile Iwanowits , lequel fut aussi couronné par le même Simon Métropolitain. Il est facile de trouver plusieurs autres exemples pareils , qu'on passe présentement sous silence , mais qu'on publiera séparément dans la suite.

C'est dans la même vue , & par un soin paternel pour nos Sujets , pour empêcher que les Maisons des particuliers ne soient ruinées

Cette
Chrono-
logie
Com-
mence
depuis
l'an de la
création
du mon-
de; Chrono-
logie
qui ap-
proche
de celle
de l'An-
tiquité
des
temps ré-
tablie &
défen-
due, Ou-
vrage du
Pere
Pezron,
où il
prouve
qu'il y a

ruinées par des héritiers & des successeurs indignes, qu'en 1714 nous fîmes publier une Loi & Ordonnance, en vertu de laquelle il étoit bien permis de laisser les biens immeubles à un fils; mais néanmoins il restoit en la disposition des parents de les donner aux fils qu'ils voudroient, même, aux plus jeunes à l'exclusion des aînés, ou à tels qu'ils jugeroient les plus dignes & les plus capables de conserver la succession; afin qu'elle ne fût pas dissipée.

eu près
de fix
mille ans
d'écoulés
avant la
naissance
de J. C.

Combien plus ne sommes-nous pas obligés d'avoir soin de notre Empire qui se trouve aujourd'hui, ainsi que chacun le fait, beaucoup plus étendu par la grace de Dieu? Aussi avons-nous jugé à propos de faire cette Loi & disposition, suivant laquelle il dépendra toujours de la volonté du Souverain régnant de donner la succession à qui il voudra, comme aussi de déposer celui qu'il aura nommé, s'il s'en trouve incapable dans la suite; afin que les enfants & successeurs étant par-là tenus en bride, ils ne s'abandonnent pas à une méchanceté pareille à celle dont notre Fils étoit coupable.

A CES CAUSES nous ordonnons que tous nos fideles Sujets, tant Ecclésiastiques que Séculiers, sans nulle exception, confirment par serment notre présente Ordonnance devant Dieu & son saint Evangile, & cela en telle sorte que tous ceux qui s'y opposeroient ou qui voudroient l'expliquer autrement, seront réputés pour traîtres, &

354 PETROW. CZAREW. CONDAMNÉ
sujets à la peine de mort & au ban de l'E-
glise.

Signé, P I E R R E.

Fait à Preobrasinski le
6 Février 1722.

A l'égard de ceux que le Czarewits accusa, les premiers qu'on arrêta, & qui furent mis à la question, en accusèrent d'autres : ceux-ci en découvrirent à leur tour ; ainsi l'on vit une nombreuse liste de personnes touchées de l'infortune du Czarewits, qui avoient tenu des discours indiscrets : sur ce fondement, on prétendit qu'ils étoient coupables ; il s'en trouva de tout rang, de tout sexe, de tout âge. Le Czar les abandonna à la sévérité des Loix, les uns furent roués, d'autres pendus, d'autres décapités, d'autres empalés ; enfin, quelques-uns eurent, ou les *Knouts*, ou les *Bagdogis*, & il y en eut d'exilés le reste de leurs jours dans la Sibérie. Quant à la Czaritze disgraciée, mere du malheureux Prince *Alexis*, & à la Princesse *Mari*e sœur de Sa Majesté Czarienne, convaincues d'avoir eu connoissance de ce mystere d'iniquité, la premiere changea de Couvent, & on la renferma dans un Monastere sur le bord du *Ladoga*, & l'autre fut renfermée dans le Château de *Sleutelborg*.

Le Bagdogi, dont on vient de parler, *badog* ou *battock*, est un châtiment qui est en usage en Moscovie, à peu près

comme la bastonnade chez les Turcs; c'est le supplice dont on punit les fautes les plus légères : car le *Knout* est la peine des fautes plus considérables. Voici en quoi il consiste. La punition par les *Battocks* s'exécute en cette maniere. On commence par dépouiller le criminel, puis on le couche par terre sur le ventre, & on lui étend les bras & les jambes. Il y a deux hommes commis pour cela qui le fouettent sur le dos & sur les cuisses avec les *battocks*, qui sont des verges de la grosseur du petit doigt pour le moins. L'un d'eux se met sur la tête du patient qu'il tient entre ses genoux, tandis que l'autre tient ses jambes dans la même posture; & s'il arrive qu'il se débâte, & ne souffre pas avec patience, on ordonne deux autres personnes pour lui tenir les mains étendues, pendant que ceux qui sont sur sa tête & sur ses jambes frappent alternativement sur son dos avec leurs *battocks*, comme des Maréchaux sur une enclume, jusqu'à ce que leurs verges soient en pièces, après quoi ils en prennent de fraîches, & ils ne cessent point de frapper que le dos ne soit meurtri, & que celui qui préside à cette exécution ne dise que c'est assez, ce qui arrive tantôt plutôt, tantôt plus tard. Les Seigneurs & les Payfans sont également sujets à cette sorte de punition, qui est quelquefois exercée d'une maniere si sévere, que le patient en meurt. Tous ceux qui ont de l'autorité

sur les autres, comme les Seigneurs, les Gentilshommes, les Officiers, & les Maîtres, ont droit d'infliger cette peine, & ils le font sans autre forme de Procès pour le moindre mécontentement ou la moindre faute. Il y a deux choses qui doivent être toujours observées dans ce supplice; l'une que celui qu'on punit de cette manière doit crier *vinavat*, c'est-à-dire, confesser qu'il est coupable, ou bien il est battu jusqu'à ce qu'il l'avoue. La seconde, qu'après que l'exécution est faite, le patient doit baiser les mains & les genoux de celui qui l'a ordonnée, toucher la terre avec le front devant lui, & le remercier de ce qu'il ne l'a pas fait battre davantage. C'est ainsi que le Capitaine Perry explique cette punition dans son *Etat présent de la grande Russie*, page 262 & dans les suivantes.

Le *Knout* est une autre espèce de supplice beaucoup plus cruel que celui des *battocks*. Voici ce qu'en dit Perry dans son *Etat présent de la grande Russie*, page 264. La punition par le *Knout* ne peut être ordonnée que par forme de Justice devant quelque Gouverneur ou Juge, ou par l'ordre de quelque personne de grande considération; & elle est rarement exécutée par d'autres que par un Bourreau.

Le *Knout* est une courroie de cuir, épaisse & dure, de la longueur d'environ trois pieds & demi, attachée par un bout à un bâton long de deux pieds, par le moyen

d'une espece d'anneau qui le fait jouer comme un fléau. Il y a deux manieres d'infliger ce châtiment. La premiere est pour les crimes les moins odieux. Dans celle-ci, le criminel ayant la chemise levée, est mis sur le dos d'un autre homme, & reçoit du Bourreau autant de coups qu'il est ordonné par le Juge. A chaque coup que le Bourreau donne, il fait un pas en arriere, & un autre en avant, & il frappe avec tant de force, que le sang coule à chaque coup, & qu'il se fait sur la peau une élevation de la grosseur du doigt. Ces Maîtres, comme les Moscovites les appellent, sont si adroits, qu'il arrive rarement qu'ils frappent deux coups sur le même endroit : ils les appliquent l'un à côté de l'autre, depuis le haut des épaules jusqu'au milieu des fesses.

La seconde & la plus rigoureuse maniere de donner le Knout, (qu'on appelle Pine) est lorsqu'on lie les deux mains du patient derriere le dos; & par le moyen d'une corde qu'il tient à ses mains on l'élève en haut pendant qu'il a un poids fort pesant attaché aux jambes. Quand il est ainsi haussé, ses épaules se demettent, & ses bras viennent par-dessus sa tête, & alors l'Exécuteur lui donne (de la maniere qu'on a déjà dit) autant de coups qu'il est ordonné par le Juge. Cela se fait ordinairement de telle sorte, qu'il y a un espace de temps entre chaque coup, & dans l'intervalle un *Subdiackschick* ou Ecrivain qui

examine le patient, pour favoir toutes les circonstances du crime dont il est accusé : s'il a des complices, ou s'il est coupable de quelques autres crimes que ceux dont il est accusé, comme trahisons, vols, meurtres, & dont on ignore les auteurs. Quand cela est fait, le Bourreau le descend, lui remet les bras, & on le laisse aller, ou bien on le renvoie en prison.

Mais, lorsque le crime dont un homme est accusé est regardé comme capital, & tel qu'il mérite la mort, il y a encore une autre sorte d'examen. On allume un feu médiocre tout près du gibet, & comme on ne peut pas toujours prouver que l'Accusé soit coupable, après qu'on l'a tiré du lieu où il a souffert la première punition, s'il dénie, ou le tout, ou une partie de ce dont il est accusé, on lui lie les pieds & les mains, & on l'attache comme sur une broche à un long bâton qui est tenu par un homme de chaque côté. L'accusé a le dos brûlé par ce feu, & pendant ce temps-là l'Ecrivain l'examine pour lui faire confesser tout, & met par écrit toutes ses réponses. Lorsqu'un homme est chargé de quelque grand crime, & que la preuve n'est pas claire contre lui, s'il ne peut pas soutenir ces divers tourments pendant trois fois qui sont assez souvent éloignées l'une de l'autre de trois ou quatre semaines, & qu'il se confesse coupable, ou que les réponses qu'il a faites pendant qu'il a été exposé à ses tourments ne soient pas

jugées claires & satisfaisantes, on le fait mourir; mais s'il a la force de les soutenir sans se confesser coupable, ou qu'on ne puisse pas prouver autrement qu'il le soit, on le décharge alors.

Telle est l'Histoire de l'infortuné Czarewits, & de ceux qui avoient voulu le favoriser. Il fut jugé & condamné à mort. La seule clémence que le Czar exerça envers lui, fut de lui épargner, par la voie du poison, l'horreur de son supplice.

On auroit applaudi au Czar, si, après cette Sentence, il se fût borné à déclarer le Czarewits incapable de lui succéder. Sa gloire, le bonheur de ses Peuples, auroient paru les grands motifs qui l'auroient animé; mais quand on lui voit ravir la vie de son Fils par une mort violente, tandis que tant de raisons excitoient sa clémence, raisons soutenues de la tendresse paternelle; cette inhumanité défigure les traits de Grand Monarque, de Pere du Peuple. On ne voit plus qu'un ambitieux prêt à tout sacrifier à sa passion.

Personne n'a travaillé avec plus de succès à la gloire du Czar, que Mr. Arouët dans son Histoire de Charles XII. Le parallèle qu'il fait du Czar & de Charles, forme un beau contraste.

Ce fut, dit-il, le 8 Juillet de l'année 1709, que se donna cette Bataille décisive de Pultowa entre les deux plus célèbres Monarques qui fussent alors dans le Monde : Charles XII, illustre par neuf années

de victoires, Pierre Alexiowits par neuf années de peines prises pour former des troupes égales aux troupes Suédoises; l'un glorieux d'avoir donné des Etats, l'autre d'avoir civilisé les siens : Charles, aimant les dangers, & ne combattant que pour la gloire; Alexiowits ne fuyant point le péril, & ne faisant la guerre que pour ses intérêts : le Monarque Suédois libéral par grandeur d'ame, le Moscovite ne donnant jamais que par quelques vues : celui-là d'une sobriété & d'une continence sans exemple, d'un naturel magnanime, & qui n'avoit été barbare qu'une fois; celui-ci n'ayant pas dépouillé la rudesse de son éducation & de son Pays, aussi terrible à ses Sujets qu'admirable aux Etrangers, & trop adonné à des excès * qui ont même abrégé ses jours. Charles avoit le titre d'*Invincible* qu'un moment pouvoit lui ôter : les Nations avoient déjà donné à Pierre Alexiowits le nom de *Grand*, qu'une défaite ne pouvoit lui faire perdre, parce qu'il ne le devoit pas à des victoires.

* De vin
& d'a-
mour.

Voilà des défauts & de grandes qualités dans l'un & dans l'autre : où sont les plus grands défauts, où sont les plus grandes vertus? Le Lecteur fera cette balance : ce qui la fera emporter du côté du Czar, indépendamment du grand succès qu'il a eu, c'est qu'il avoit plus de jugement que Charles.

J'ajouterai les Vers que la Comtesse de

Konigsmarc a faits à la louange du Roi de Suede.

A la table des Dieux, Mercure louoit fort
 Le jeune Monarque du Nord ;
 Et parlant des Héros qui regnent sur la Terre,
 Mars le Dieu de la guerre
 Vantoit sur-tout ses lauriers ;
 Et Jupiter fut des premiers
 A faire remarquer sa bonté, sa clémence,
 Sa piété, sa tempérance,
 Si rare parmi les Guerriers.
 Minerve applaudissoit sans cesse
 A sa prudence, à sa sagesse.

Ce Roi-là, dit Momus, n'est, ma foi, pas un sot,
 Enfin, tous ces deux-là, raisonnant sur sa gloire,
 Le plaçoient par avance au Temple de Mémoire ;
 Mais Bacchus, ni Vénus, n'en dirent pas un mot.

C'est cette Comtesse, qui, étant attachée au feu Roi Auguste par des liens plus forts que ceux du respect & de la soumission, dans le temps que les affaires de ce Monarque étoient dans une mauvaise situation, voulut les rétablir par une négociation qu'elle tenta de faire avec le Roi de Suede. Voici ce que dit Mr. de Voltaire dans *l'Histoire de Charles XII.* Le Roi de Suede refusa constamment de la voir. Elle prit le parti de se trouver sur son chemin, dans les fréquentes promenades qu'il faisoit à cheval. Elle le rencontra un jour dans un sentier fort étroit, elle descendit de carrosse dès qu'elle l'aperçut. Le Roi la salua sans lui dire un seul mot, tourna la bride de son cheval,

362 PETROW. CZAREW. CONDAMNÉ, &c.

& s'en retourna dans l'instant ; de forte que la Comtesse de Konigsmarc ne remporta de son voyage, que la satisfaction de pouvoir croire que le Roi de Suede ne redoutoit qu'elle.

Cette Comtesse est la mere du Comte de Saxe qui est au service de la France, & qui s'y est distingué. Elle est célèbre par son esprit & par sa beauté.





MAJORAT DE RYE.

VOICI une Cause d'une espece nouvelle. Nous n'avons pas encore vu parmi nous des substitutions de ce modele. Un Testateur, jaloux de conserver son nom, ses armes, ses biens dans sa famille, s'épuise à trouver des moyens pour les substituer perpétuellement à l'infini. Combien d'expressions n'emploie-t-il point, de combien de redites n'use-t-il pas? Précisément dans le temps qu'il s'efforce de rendre le plus clairement sa pensée, il la voile d'une telle obscurité, qu'il semble avoir voulu exercer l'esprit des Avocats, & la pénétration des Juges. Il a institué bien nettement deux ordres de substitution; on a voulu qu'il en ait institué un troisieme; mais pourquoi n'a-t-il pas tracé ce troisieme ordre aussi clairement que les deux premiers? A-t-il voulu qu'on devinât sa pensée, ou qu'on achevât de l'éclaircir? Que lui auroit coûté d'ôter les nuages dont il l'a enveloppée? A-t-il voulu que son Fidécummis fût éteint après les deux ordres de substitution expirés? Ou a-t-il voulu qu'il s'en renouvelât un troisieme? S'il a voulu former ce troisieme ordre, a-t-il appelé celui qui étoit le plus proche de lui ou celui qui étoit le plus proche du dernier substitué. Le Parlement,

sans s'attacher à dénouer ces questions obscures a coupé le Nœud Gordien.

Au reste, que les gens du monde, qui lisent mon Ouvrage; ne s'effraient point de ces questions abstraites, je ne leur demande qu'une médiocre contention d'esprit, il ne tiendra pas à moi qu'ils ne deviennent dans cette matiere aussi savants que les Avocats. Après tout, quelles sont les épines de leur science? Ce sont les mots consacrés, l'obscurité du texte, que des Commentateurs encore plus obscurs veulent éclaircir; nous nous servirons du flambeau du bon-sens.

Comme je ne laisserai à mes Lecteurs aucun mot savant que je ne l'explique, l'application que je leur demande ne sera pour eux qu'un jeu.

Un Majorat est une disposition Espagnole par laquelle une personne dans la vue de conserver le nom, les armes, & la splendeur de sa Maison, laisse ses biens, ou un immeuble, à une Famille, pour y être déferés par ordre successif perpétuellement en entier à l'ainé le plus proche.

Les mâles sont toujours préférés aux femmes dans la ligne directe, comme elles le sont aux mâles qui sont dans la ligne collatérale, à l'exemple de la succession du Roi d'Espagne, qui est le Modele des Majorats.

Ferdinand de l'illustre Maison de Rye, Archevêque de Besançon, fit un Testament où l'on prétend qu'il a fait un Ma-

jorat. Comme toute la contestation est fondée sur ce Testament, on le rapportera du moins en abrégé : c'est le monument de la vanité d'un grand Prélat; on dira que ce n'est pas par de tels sentiments qu'il est le Successeur des Apôtres.

On voit dans ce Testament, que le Testateur brûloit d'un desir ardent de perpétuer à l'infini la gloire de sa Maison, & de son nom : son esprit se replie en cent façons; il épuise toutes les révolutions de la substitution, pour venir à ses fins; & il croit, par les mesures qu'il a prises, conserver ses biens dans sa Maison jusqu'à la fin du Monde : &, pour rendre plus sensibles toutes ces dispositions, il faut présenter la Généalogie de ce Testateur, afin qu'on voie les branches dans lesquelles il a fait promener sa substitution.

Comme j'étois dans la Cause pour un des Prétendants, voici l'Analyse que je fis de ce Testament.

Ferdinand de Rye, Archevêque de Besançon, illustre par une naissance dont l'origine se perd dans les siècles les plus reculés, encore plus illustre par son mérite personnel, fait son Testament le 15 Juin 1636. Nul ouvrage dont un grand homme soit plus jaloux que de son Testament. Ce Prélat témoigne qu'il est transporté du desir de conserver dans sa Famille ses biens, & la splendeur de sa Maison : *Je desire grandement*, dit-il, *que le nom, les armes, & la splendeur de notre Maison de Rye soient*

Analyse
du Testa-
ment.

* Le troi-
sième or-
dre for-
me la
question
du Pro-
cès.

conservés à perpétuité. Voilà son principal objet, voilà ce qui l'a obligé préférablement à tout autre motif de faire un Fidéicommis perpétuel, & graduel. Pour remplir ce dessein, il faut trois ordres de substitution. * Voici le premier ordre : il institue Ferdinand de Rye son filleul, son arrière-petit-neveu, fils de François de la Pallud, Marquis de Varambon son petit-neveu ; & au cas que cet institué fût mort, ou qu'il ne pût ou ne voulût recueillir la succession, ou qu'il fût Religieux, ou lié aux Ordres Sacrés, il appelle François de Rye son cadet, & à son défaut le cadet de celui-ci, & subsécutivement celui qui le suivra en ordre.

Il exige que tous les substitués ne soient, ni liés aux Ordres Sacrés, ni Religieux ; il veut que ses biens soient conservés & maintenus à perpétuité, sans qu'on en puisse rien distraire pour les causes mêmes les plus favorables ; détraction de quarte, œuvre pieuse, rançon, rachat de prison, ou restitution de dot. Il veut & entend que tous ses biens soient toujours tenus entièrement, & pour le tout, par une seule personne mâle, portant le nom & les armes de sa Maison, laquelle qualité de mâle est tenue pour répétée dans tous les cas & degrés, qui pourront arriver touchant son Fidéicommis.

Il veut que ce Fidéicommis soit graduel, successif, perpétuel jusqu'à l'infini, & n'ayant d'autre vue que de lui don-

ner un nom de dignité, il l'appelle un Majorat. Il veut, dit-il, qu'il s'étende au-delà du centieme degré, il entend que, dans le progrès que son Fidéicommis feroit dans ce premier ordre, *L'ainé soit préféré au puîné, & le plus prochain du dernier possesseur, & le plus habile à lui succéder selon le droit au plus éloigné.* On rapporte scrupuleusement les mêmes termes. Il explique clairement que lorsqu'une ligne de descendants par mâles viendra à manquer, il appelle la ligne prochaine de descendants par mâles.

Et parce que parmi ces descendants il y avoit une substitution qui est celle de la Pallud qui les regardoit, la jalousie qu'il a de conserver son nom, & d'en éviter la confusion avec celui de la Pallud, l'engage à défendre expressément que les deux substitutions soient réunies sur une même tête. Il veut que celui qui aura recueilli la substitution de la Pallud, abandonne son Fidéicommis. Il n'excepte de cette loi que Ferdinand de Rye qu'il a d'abord institué, François son frere qu'il lui a substitué, & celui qui se trouveroit être le seul dans ce premier ordre qui resteroit de cette tige. Il répète dans cette premiere vocation, qu'il exige la qualité de mâle descendant par mâles pour pouvoir recueillir son Fidéicommis.

Après avoir expliqué toutes les qualités & conditions qu'il desire, il prévoit que ces mâles descendants par mâles de son

agnation, c'est-à-dire, de sa Famille caractérisée (parce qu'elle porte naturellement son nom) pourroit manquer. Dans ce cas, il établit un second ordre de substitution en faveur des mâles descendants par mâles de Louise de Rye, qu'il appelle sa bien-aimée niece, & qui étoit mariée à Claude de Poitiers, Baron de Vadans. Il préfère ces descendants, non-seulement aux mâles des descendants par filles des premiers substitués, mais encore aux mâles descendants de deux de ses nieces, mariées dans les Maisons de la Guiche & Beaufremont.

Il veut donc que son Fidéicommis retourne aux mâles descendants par mâles de Louise de Rye; & dans ce passage de son Fidéicommis à ce second ordre, voici la règle qu'il veut qu'on suive : il entend qu'on préfère l'ainé au puîné, & le plus prochain de Louise de Rye au descendant qui en est le plus éloigné. La même jalousie qui l'a l'obligé d'empêcher la confusion de son nom avec celui de la Pallud dans le premier ordre, l'engage d'ordonner dans le second ordre, que celui qui aura la substitution de Vadans affectée à la Maison de Poitiers, ne pourra posséder son Fidéicommis.

* Deux de Baujean * ont dit, qu'il sembloit que le Testateur lisoit dans l'avenir, & qu'il prévoyoit que ce second ordre viendroit à manquer. Toujours transporté du desir de

* Deux
Préten-
dants.

de conserver son nom , il institue , selon eux , un troisieme ordre ; & au défaut de mâles descendants par mâles dans le second ordre , il appelle les mâles descendants par filles de Louise de Rye. C'est ainsi qu'il s'explique , après avoir dit que son Fidéicommis passera aux mâles descendants par mâles de Louise de Rye : *Voulant que de là , poursuit-il , il passe de mâle en mâle , de degré en degré , de ligne en ligne perpétuellement , à la charge de prendre & porter le nom & armes de notre Maison de Rye.* Voilà où ils puisent la vocation de ce troisieme ordre. Comme son principal objet est de faire un Fidéicommis perpétuel , graduel , & qu'il a lieu de croire après les ordres de substitutions qu'il a formés , que son Fidéicommis sera infini , il déclare expressément ; *que sa substitution n'est pas seulement vulgaire , mais fidéicommissaire ; compendieuse ; mais la substitution la plus propre à perpétuer ses biens aux descendants mâles , tant médiatement qu'immédiatement.* Il ne pouvoit pas appeller plus clairement , disent le Marquis de la Baume & le Comte de Baujean , le troisieme ordre de substitution en faveur des mâles descendants par filles de Louise de Rye.

Il fait ensuite le dénombrement des Biens , des Terres , & Seigneuries qui composent son Fidéicommis. Ici il marque encore la jalousie qu'il a de la conservation de son Fidéicommis dans son intégrité , il

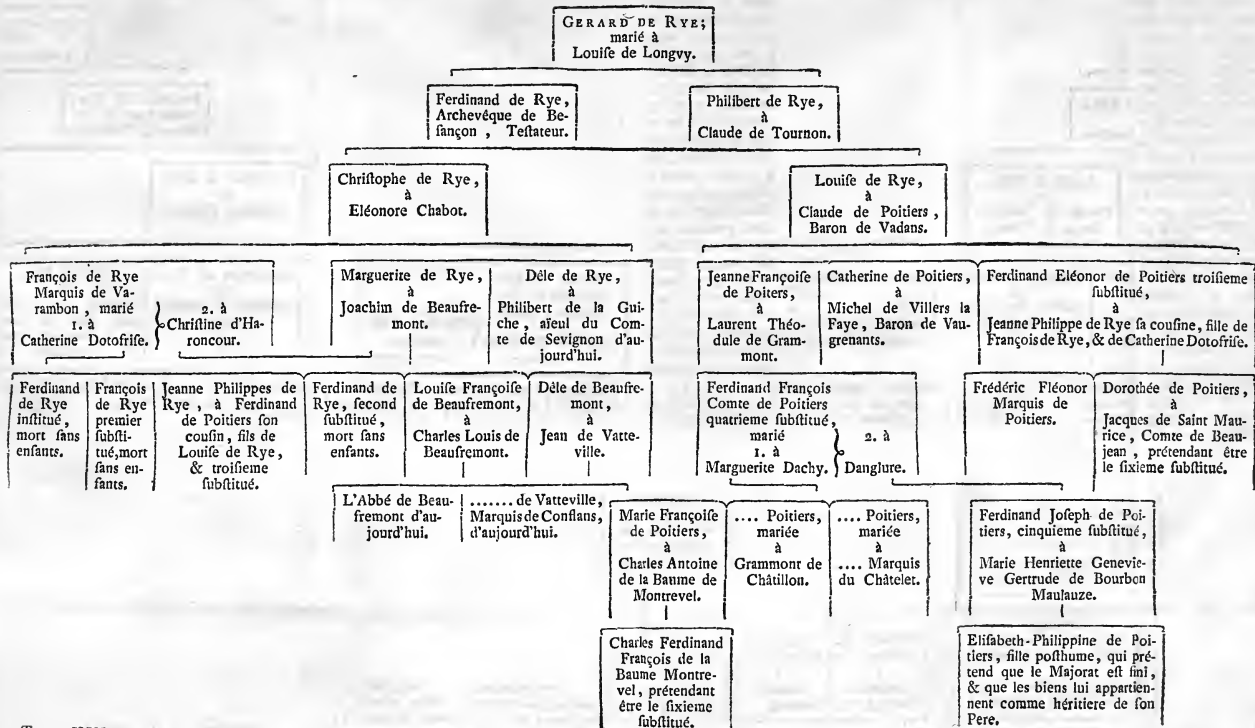
songe même à l'augmenter par l'épargne des biens & des revenus des substitués pendant leur minorité. Il embrasse alors dans son idée tous les substitués, *dans le premier, second, & ultérieur degré*. Ce sont ses termes. On veut qu'il désigne encore par-là les trois ordres de substitution. Il répète qu'il entend que son Fidéicommis ne puisse jamais s'aliéner pour quelque cause que ce soit, privilégiée ou non.

Il est même si jaloux que les biens soient conservés à ceux qu'il substitue, qu'il en ôte l'administration à leurs peres qui ne sont pas appelés à la substitution. Il nomme un Etranger pour administrer les revenus de celui qu'il a institué pendant la minorité de cet héritier : il prévoit tous les cas dans lesquels son Fidéicommis pourra être recueilli, & il ne veut pas que, sous le prétexte de l'autorité paternelle, les peres des substitués, *dans le premier, second, ou ultérieur degré*, puissent avoir l'usufruit du Fidéicommis. Voilà l'Analyse exacte des Causes du Testament qui servent à la décision du Procès.

Voici les Propositions qui s'offrent d'elles-mêmes à ceux qui lisent le Testament.

Premièrement, le Testateur a fait un Fidéicommis perpétuel, graduel, infini : il a pris pour cela toutes les précautions qu'il pouvoit prendre, c'est la base de son édifice ; & ce Fidéicommis n'est qu'en faveur des mâles ; le sexe est exclus formellement & précisément.

G É N É A L O G I E.



L'homme est un animal qui se distingue
 par sa raison. C'est pourquoi il a
 été créé pour être libre et responsable.
 La liberté est un droit qui appartient
 à tous les hommes. Elle est le fondement
 de toute civilisation. Sans liberté, il n'y a
 pas de progrès. La responsabilité est
 la corrélation de la liberté. Elle est
 le devoir de chaque individu de respecter
 la liberté des autres. C'est la seule
 manière de vivre ensemble en harmonie.
 La liberté est un bien précieux. Elle
 doit être protégée à tout prix. C'est
 pourquoi les hommes se sont réunis pour
 former des sociétés. Ils ont créé des
 lois pour garantir la liberté de tous.
 La liberté est le droit de penser, de
 agir, de croire ce que l'on veut. Elle
 est le droit de choisir sa vie. C'est
 le droit de s'exprimer. C'est le droit
 de participer à la vie de la communauté.
 La liberté est le droit de vivre.
 C'est le droit de réaliser son potentiel.
 C'est le droit de contribuer au bien-être
 de l'humanité. La liberté est le droit
 de vivre sa vie. C'est le droit de
 être soi-même. C'est le droit de
 être libre.

Liberté	Liberty
Égalité	Equality
Fraternité	Fraternity
Droits de l'homme	Human Rights
Démocratie	Democracy
Justice	Justice
Paix	Peace
Progrès	Progress
Liberté d'expression	Freedom of Expression
Liberté de conscience	Freedom of Conscience
Liberté de mouvement	Freedom of Movement
Liberté de travail	Freedom of Work
Liberté de choisir son mode de vie	Freedom to Choose One's Way of Life

Secondement, sa fin principale est de conserver à perpétuité le nom, la splendeur, & les armes de la Maison de Rye. Il rapporte tout à cette idée; c'est, pour parler ainsi, le centre où aboutissent toutes les lignes qu'il tire dans le cercle qu'il décrit.

Troisièmement, il a appelé dans son agnation, c'est-à-dire, dans sa Famille qui portoit son nom, les mâles descendants par mâles, à commencer depuis Ferdinand son arriere-petit-neveu : c'est là le premier ordre de substitution.

Quatrièmement, il a prévu que cet ordre pourroit manquer, & que son Fidéicommis qu'il vouloit rendre infini, pourroit s'éteindre, s'il n'appelloit que cet ordre-là, & il a appelé un second ordre : ce sont les mâles descendants par mâles de Louise de Rye sa niece, c'est-à-dire, dans une ligne qui ne portoit plus son nom. Il s'ensuit, qu'il préfère ces mâles du second ordre à tous les mâles descendants, par filles de ses arriere-petits-neveux & de ses deux autres nieces.

Cinquièmement, afin de rendre son Fidéicommis perpétuel & infini suivant les prétentions du Comte de Beaujean & du Marquis de la Baume, il a encore songé à établir un troisieme ordre de substitution pour suppléer au défaut du second ordre; il a appelé les mâles descendants par filles de Louise de Rye. Ici Mademoiselle de Poitiers prétend au contraire, que le

second ordre de substitution étant épuisé, le Fidéicommis est éteint.

Voilà le Testament simplifié : toutes les Loix citées, transportées & amenées par force, ne feront jamais évanouir l'intention du Testateur, qui est la seule Loi que l'on doit suivre.

Ce Testateur plein de l'idée de conserver la splendeur de son nom dans les descendants de ses neveux, & de sa niece au défaut des premiers, a conçu, digéré, & formé un Fidéicommis perpétuel, graduel, infini : l'avenir s'est dévoilé à ses yeux pénétrants, il a voulu se munir contre tous les coups du Sort qui pouvoient déranger son système. Il n'a pas été moins attentif aux entreprises de la science du Palais excitée par l'avidité de dévorer une succession opulente. Malgré sa prévoyance, malgré ses précautions, cette science s'efforce aujourd'hui de détruire son projet, d'anéantir ses idées; elle veut combattre le Testament par le Testament même, & appelle à son secours le Texte du Droit, les Commentaires, les Loix Civiles & Etrangères, auxquelles elle fait violence; mais encore une fois, la Loi qui doit décider ici, c'est le Testament : Loi claire & précise.

Voici l'Histoire du Fidéicommis qui est l'objet du Procès. Il a été recueilli par Ferdinand de Rye institué, arriere-petit-neveu du Testateur. Cet institué est mort sans enfants. François son frere, & Ferdi-

nand de Rye leur cadet, l'ont possédé
 successivement, & n'ont point laissé de
 postérité. La mort a fait cette moisson en
 peu d'années. Le Fidécimmis a passé en-
 suite au second ordre, c'est-à-dire à Ferdi-
 nand Eléonor de Poitiers, Fils de Claude
 de Poitiers & de Louise de Rye, niece du
 Testateur. Il est tombé après cela à Fer-
 dinand-François, fils de Ferdinand-Eléo-
 nor, & de là à Ferdinand-Joseph, fils de
 Ferdinand-François. Ce dernier n'a laissé
 qu'une fille, qui est Elisabeth Philippine
 de Poitiers. Le Marquis de la Baume, en
 vertu d'une Ordonnance du Juge de Fran-
 che-Comté, s'est mis en possession du Fi-
 décimmis comme étant substitué. Made-
 moiselle de Poitiers s'est pourvue au Châ-
 telet, où elle obtint une Sentence qui
 cassa l'ordonnance du Juge de la Comté.
 Cette contrariété de Procédure a donné
 lieu à un Règlement de Juges, & à un
 Arrêt du Conseil du 30 Avril 1718, qui
 renvoie les Parties au Châtelet. Le Mar-
 quis de la Baume y a été condamné par
 défaut, s'est rendu Appellant à la Grand-
 Chambre. Mademoiselle de Poitiers sou-
 tient que le Fidécimmis est éteint, &
 qu'étant plus proche héritière & plus ha-
 bile à succéder, elle le doit recueillir com-
 me des biens libres. Au contraire, deux
 Prétendants, tous deux descendants par
 filles de Louise de Rye, soutient qu'il
 s'ouvre un troisieme ordre de substitution,
 où ils disent qu'ils sont appelés l'un à

l'exclusion de l'autre ; le Marquis de la Baume comme plus proche du dernier possesseur, & le Comte de Beaujean comme plus proche héritier de Louise de Rye. Si l'on osoit comparer la volonté du Créateur à celle de la Créature, on diroit que le Testament d'un homme éprouve souvent au Palais le même sort qu'a eu dans l'Eglise le Testament d'un Dieu, dont une institution claire & précise, n'a pas été à l'abri des hérésies inventées par un esprit d'orgueil & d'indépendance ; une volonté évidente d'un Testateur est souvent en proie aux erreurs suscitées par la cupidité.

Voici comment la Comtesse de Poitiers soutint sa prétention par le ministère de Mre. Terrain.

Moyens
de la
Com-
tesse de
Poitiers.

Il est évident, dit ce Défenseur, qu'il n'y a dans le Testament que deux vocations de mâles. Premièrement, des mâles descendants par mâles des petits-neveux du Testateur. Secondement, des mâles descendants par mâles de Louise de Rye & de Claude de Poitiers. Ces deux vocations épuisées, le Fidéicommis est éteint, & les biens sont libres. On avoue que le progrès de la substitution devoit être infini suivant les vues du Testateur, mais c'est tant qu'il restera quelques descendants mâles dans les deux vocations qu'il a faites ; & si ces substitutions ont été terminées en moins d'un siècle, il ne s'ensuit pas qu'on doive donner à cause de cela une nou-

velle perpétuité à cette substitution bornée par le Testament aux deux vocations. Le Testateur s'est trompé dans ses vues & dans ses espérances. La Providence s'est jouée de ses desseins, en bornant sa postérité qu'il a cru infinie, dans les deux vocations; il voyoit trois arriere-petits-neveux dans la puissance de François de Rye, Marquis de Varambon leur pere, & il voyoit des enfants issus du mariage de Louise de Rye qu'il appelloit. Le premier ordre étant épuisé, comment n'auroit-il pas pensé que tant de Têtes seroient les fondemens solides d'une substitution graduelle, perpétuelle, infinie? Comment a-t-on prétendu, après que le Testateur a appelé deux ordres de substitution avec la dernière clarté, qu'il faille deviner qu'il a appelé un troisième ordre par des expressions obscures auxquelles on donne la torture? Ne se seroit-il pas expliqué avec une pareille clarté, & avec d'autant plus de raison, qu'il se seroit agi d'une troisième vocation des mâles descendants par filles de Louise de Rye, après qu'il a marqué son aversion pour le sexe dans les deux ordres qu'il a appelés? Persuadera-t-on que les mâles descendants par filles de Louise de Rye puissent être appelés dans un troisième ordre, tandis qu'on ne voit point que cette expression *de mâles descendants par filles de Louise de Rye*, soit employée par le Testateur? Cette expression si nécessaire pourra-t-elle se sup-

pléer par le mot générique de *mâles*, tandis qu'on voit que ce mot générique ne s'entend clairement que des deux ordres de substitution? N'est-ce pas vouloir obliger le Testateur malgré lui à appeler un troisième ordre de substitution qu'on a imaginé? N'est-ce pas abuser des mots pour les accommoder à une prétention chimérique?

Mais ce qui mérite une attention particulière, c'est qu'on fonde un troisième ordre de substitution, parce qu'on suppose que ces termes : *Voulant que de là il passe de mâle en mâle, de degré en degré, de ligne en ligne, &c.* ont un rapport immédiat à ceux-ci : *Je veux que mondit Majorat, & Fidéicommis de mes biens, passe & retourne aux enfants mâles, & descendants par mâles, de ma bien-aimée niece*; au-lieu qu'ils n'ont rapport qu'à ces termes qui précèdent immédiatement : *préférant l'ainé au puîné, & le plus prochain d'elle au descendant plus éloigné.*

Il y a dans cette clause trois parties qu'il faut distinguer. La première établit en général la qualité de ceux qui doivent recueillir successivement dans ce second ordre les biens du Testateur. *Je veux que mondit Fidéicommis passe & retourne aux enfants mâles, & descendants par mâles en légitime mariage de ma bien-aimée niece.* Cette qualité de mâles & descendants par mâles est nécessaire à tous ceux qui profiteront de ce Majorat dans ce second ordre de substitution.

La seconde partie marque quel est celui qui doit préféablement recueillir le Fidéicommis ; c'est l'ainé , c'est le plus proche descendant de Louise de Rye, *préférant l'ainé au puîné, & le plus prochain descendant d'elle au plus éloigné.* Lorsque cette substitution passoit de la Maison de Rye à celle de Poitiers, il étoit naturel de préférer l'ainé & le plus prochain descendant de Louise de Rye au plus éloigné ; mais ces termes n'ont rapport qu'à la premiere ouverture de ce Fidéicommis qui se faisoit dans la Maison de Poitiers, puisque dans l'ordre de toutes les substitutions on fait succéder l'ainé & le plus prochain par rapport au dernier substitué.

La troisieme partie indique ceux auxquels le Fidéicommis doit passer, après qu'il aura été recueilli par cet aîné & plus prochain, & voulant que *de là il passe de mâle en mâle, de degré en degré, de ligné en ligne perpétuellement.* C'est de là, c'est-à-dire de cet aîné & de ce plus prochain descendant de Louise de Rye dont on vient de parler, qu'il doit passer de mâle en mâle, de degré en degré, de ligne en ligne, perpétuellement. Ces mâles, ces degrés, ces lignes, sont des descendants mâles par mâles de Louise de Rye, puisqu'ils sont seuls appelés. Le Testateur se déclare dans les premiers termes qui reglent ce second ordre de substitution, il le confirme par les derniers, *sui-*
vant la ligne masculine.

Non-seulement le sens légitime du Testament s'éleve contre la vocation du troisieme ordre de substitution, mais tous les principes admis dans la matiere des Fidéicommis se réunissent pour combattre cette prétention.

*Peregrinus, Art.
2. n. 26.*

Un premier principe, en matiere de Fidéicommis, est que celui qui allegue qu'il est appellé à une substitution, doit justifier son droit, & que celui qui défend au Fidéicommis n'a pour sa défense qu'à nier la vocation de celui qui prétend recueillir le Fidéicommis : *Fideicommissum alleganti onus probandi incumbit, nam facti est, ac ideo probatione indiget; & quia negantis intentio in solâ negativâ fundata est, ideoque reo sufficit dicere nullum extare Fideicommissum, vel quòd substitutio in eo casu non loquatur.* Il suffiroit, suivant ce principe, qu'on ne pût trouver aucune vocation expresse du troisieme ordre, pour ne pas l'admettre.

*Peregrinus ibidem n.
27 & 23.*

Le second principe est lorsqu'il s'agit de gréver un héritier ou un substitué; on ne fait point d'extension d'une personne à une autre, ni d'un cas à un autre; & ainsi, lorsqu'il n'y a que les fils chargés de substitution, on ne présume point que les petits fils en soient chargés. Le cas omis par le Testateur est présumé n'être jamais entré dans sa disposition ni dans son intention, & cela malgré toutes les présomptions qu'on peut alléguer pour appliquer la disposition du Testateur, au cas qui a

été omis. *Quâ in materiâ stricâ & onerosâ filii appellatio nepotem non continet; si casus dispositionis non eveniat, Fideicommissum non debetur, & alius casus eveniens qui fuit omissus, habetur pro omisso, quamvis magna præsumptio sit in eum quoque casum testatorem fideicommittere voluisse.*

Ainsi on ne défere pas aux conjectures ni aux apparences, pour étendre un Fidéicommis à une personne qui n'est point appelée, à un cas qui n'est point déclaré ni prévu. Ici la vocation restreinte aux mâles descendants par mâles à la ligne masculine, soit des neveux du Testateur, soit de Louise de Rye sa niece, épouse de Claude de Poitiers, exclut absolument toutes les présomptions de la vocation d'un mâle descendant d'une fille issue de Rye, & par conséquent, bien-loin qu'il puisse y avoir des présomptions en faveur du Marquis de la Baume, ou du Comte de Beaupré, leurs prétentions sont formellement exclues & condamnées par les termes du Testament.

Le troisieme principe est que, s'il est vrai que tout est favorable pour empêcher qu'un Fidéicommis ne périclite dans son origine, il est aussi certain que lorsque le Fidéicommis a une fois lieu, on ne peut admettre les conjectures qui servent à le proroger. *Sed cum Fideicommissum suam recepit firmitatem, minùs quàm possibile est proferri ad hæredis gravamen.* *Peregrinus n. 4.*

Le Fidécimmis dont il s'agit a passé de l'héritier institué à ses deux freres : de ces deux freres il a été transmis successivement au fils, au petit-fils, & à l'arrière-petit-fils descendants en ligne masculine de Louise de Rye, & de Claude de Poitiers. Après une pareille suite de degrés, on ne doit admettre aucune interprétation pour le proroger, à moins qu'elle ne soit fondée sur les termes précis du Testament; mais on l'a prouvé, tous les termes de ce Testament bannissent absolument l'idée de cette extension, en bornant la substitution à la ligne masculine.

Un quatrieme principe tiré de Mre. Charles Dumoulin § 16. de l'*Ancienne Coutume de Paris*, n. 3. (a) est, que dans les dispositions, soit testamentaires, soit contractuelles, le terme d'enfants mâles ne comprend jamais les issus d'une fille, lorsque la disposition est faite en faveur de l'agnation, & qu'elle est faite en faveur de filles & de leurs descendants.

On ne peut douter dans l'espece dont il s'agit, que le Testateur n'ait d'abord considéré sa propre agnation, en appelant ses neveux & les descendants mâles par mâles de ses neveux; qu'au défaut de cette premiere agnation, il n'ait subrogé l'agna-

(a) *Et quod dictum est appellatione liberorum masculorum non contineri masculos ex feminâ, verum est in dispositione sive testamenti, sive contractûs, factâ contemplatione agnationis; & collatâ in descendentes masculos ad exclusionem feminarum, & descenduntium ex eis.*

tion de la Maison de Poitiers, en appel-
lant les mâles descendants par mâles de
sa niece. S'il est naturel qu'un Testateur
soit frappé du desir de conserver sa propre
agnation, il n'est point extraordinaire,
qu'après l'extinction de tous les mâles de
son nom, ayant déferé ses biens à une per-
sonne qui n'est point de son agnation, il
ait considéré & borné sa substitution à ceux
qui seront de l'agnation de son héritier ou
de son substitué qui est devenu la sienne
propre, par l'adoption qu'il a faite de ce
substitué à son nom & à son agnation.

Le même Auteur au n. 6. (a) établit
que, lorsque dans une dernière disposition
les enfants ou les descendants mâles se trou-
vent dans la condition ou dans la dispo-
sition, cela se doit toujours interpréter des
mâles descendants des mâles, & non des
mâles descendants d'une femme.

L'exemple qu'il en rapporte (b) est d'un

(a) *Quando in ultimâ voluntate liberi, vel descen-
dentes masculi ponuntur, sive in dispositione, sive in
conditione; intelligitur de masculis descendantibus ex
masculis, & non de masculis, descendantibus ex feminis.*

(b) *N. 6. Testator carens liberis habens duos fra-
tres, instituit majorem hæredem; & quancumque de-
cesserit sine filiis, vel ejus filii sine descendantibus mas-
culis, substituit ei fratrem minorem: vel ejus filios sive
descendentes masculos; in omnibus enim istis substitutio-
nibus verbum liberi vel descendentes masculi, præsup-
ponit solum pro descendantibus ex masculo; ita quod ex
parte instituti, si frater vel filius institutus decedat, relicto
nepote ex filiâ præmortuâ, deficere substitutionem etiam
filio impositam; & è converso ex parte agnati, substi-
tuti, non consentur vocati ad substitutionem nepotes ex
filiâ substituti præmortui, sed solus substitutus si super-*

Testateur qui institue héritier l'ainé de ses freres, & en cas qu'il decede sans laisser de fils, ou que ses fils meurent pareillement sans laisser de descendants mâles, substitue un second frere ou ses fils & ses descendants mâles : il prétend que, dans ces sortes de substitutions, ce terme *enfants* ou *descendants mâles*, s'applique toujours aux descendants par mâles; en sorte que, si le frere institué ou son fils vient à decéder en laissant un petits-fils issu d'une fille, la substitution passe à l'autre frere ou à ses descendants mâles; & qu'au contraire le fils issu d'une fille du second frere substitué, ne peut recueillir la substitution, qui ne peut parvenir qu'aux mâles issus de mâles, & qu'à leur défaut la substitution devient caduque, & que les biens appartiennent à l'héritier du grevé sans aucune charge de substitution.

Rien de plus favorable que cette décision & cet exemple par rapport à l'espece dont il s'agit. Il n'y a dans le Testament de Ferdinand de Rye de vocation que pour les mâles; ce sont les descendants mâles de la Maison de Rye qui sont premièrement appelés à la substitution, ensuite les descendants mâles de Louise de Rye & de Claude de Poitiers au défaut des mâles descendants des neveux du Testateur : ainsi, aux termes de cette déci-

vivat, vel ejus masculi ex masculis; quibus deficientibus, caduca efficeretur substitutio, & remanent bona penes hæredem gravati sine hoc onere.

sion, un fils issu d'une fille de l'un des
 neveux du Testateur n'auroit pas fait man-
 quer la substitution faite au profit des mâ-
 les descendants de Louise de Rye & de
 Claude de Poitiers. *Si frater vel filius in-
 stitutus decedat, relicto nepote ex filiâ præ-
 mortuâ, non facit deficere substitutionem
 etiam filio impositam.* Mais d'un autre côté
 le fils d'une fille issue de Louise de Rye
 & de Claude de Poitiers, ne peut jamais
 prétendre être appelé à cette substitution,
 qui ne peut être recueillie que par des mâ-
 les issus de mâles : *Non censentur vocati
 ad substitutionem nepotes ex filiâ, sed so-
 lus substitutus si supervivat, vel ejus mas-
 culi ex masculis.* Mais suivant ce même
 Auteur si recommandable par la profon-
 deur de sa doctrine, & par l'autorité que
 la sagesse de ses décisions lui a acquise, la
 substitution devient caduque, & les biens
 restent libres entre les mains de l'héritier
 de celui qui étoit grevé : *Quibus deficien-
 tibus, caduca efficitur substitutio, & re-
 manent bona penès hæredem gravati sine
 hoc onere.*

La seule différence qu'il y a entre l'exem-
 ple rapporté par Dumoulin, & celui dont
 il s'agit, est que dans l'espece de Dumou-
 lin, il n'étoit parlé que de mâles & de
 descendants mâles, au-lieu que les termes
 du Testament dont il s'agit sont infiniment
 plus énergiques, & absolument exclusifs
 des mâles issus des filles. Il est vrai que
 le Testateur dit d'abord, que ses biens se-

ront tenus *par un seul mâle portant le nom & armes de sa Maison*; mais il ajoute précisément, que son Fidéicommis passera *successivement de degré en degré l'un après l'autre aux mâles descendants par ligne masculine*; il veut que tous les enfants & descendants mâles en ligne masculine de son neveu le Marquis de Varambon, y soient appelés en leur ordre; s'il ne reste plus de mâle descendant en ligne masculine de son neveu, le Majorat & Fidéicommis doit retourner aux mâles & descendants par mâles de Louise de Rye & de Claude de Poitiers. Il doit passer de mâle en mâle, & il ajoute qu'il faut *suivre toujours la ligne masculine de celui qui aura été son héritier*. Qu'on compare l'espece dont il s'agit avec celle sur laquelle Dumoulin s'est déterminé, on trouvera que cet Auteur ne se détermine que par les présomptions de la volonté du Testateur, qui n'a considéré que l'agnation dans tout le cours de la substitution, au-lieu qu'ici il n'y a, ni conjecture, ni présomption à rechercher. La volonté du Testateur est précise : les conjectures auroient été nécessaires s'ils s'en étoit tenu aux premières expressions de son Testament, qui ne parlent que de mâles en général; mais lorsque le Testateur ajoute, qu'il veut que ces mâles appelés *soient descendus de mâles par ligne masculine*, qu'on *suivra toujours la ligne masculine*, il ne peut plus y avoir d'incertitude & de nuage; il ne faut point raisonner

sonner ni prouver, pour conclure que le Testateur n'a fait une substitution qu'en faveur de l'agnation.

Si après l'extinction des mâles descendants par mâles des neveux du Testateur, les mâles de la ligne masculine de Louise de Rye & de Claude de Poitiers viennent à manquer, il s'ensuit que la substitution est finie, non par les présomptions de sa volonté qui ont déterminé le Testateur, mais par les termes exprès du Testament, qui ne défère la substitution qu'aux mâles descendants par mâles de ces deux Maisons.

Il est vrai que Dumoulin au n. 7. restreint son opinion au cas où la substitution a commencé par un mâle, parce qu'en ce cas il est évident qu'il a considéré l'agnation; mais qu'il n'en est pas de même lorsque l'institution ou la substitution commence par une fille. Par exemple, si un pere ayant deux filles, les institue héritières, & qu'en cas de décès de l'une de ces filles sans enfants mâles, il ait donné lieu de conjecturer fortement qu'il veuille faire durer la substitution, les mâles issus d'une fille de cette fille la continueront; & pareillement le petit-fils issu d'une fille de l'autre fille substituée, sera présumé être appelé à la substitution; parce que, dit-il, dès que les descendants, soit d'une héritière instituée, soit de l'autre fille instituée, ne peuvent être dans l'agnation du Testateur, il paroît qu'il n'a point

considéré l'agnation, mais la seule qualité de mâle; & il ajoute, que toutes les fois que le Testateur n'a pas eu en vue l'agnation, le mot de descendant mâle comprend le petit-fils descendant d'une fille.

Le Marquis de la Baume a voulu tirer de très-grands avantages de cette décision de Dumoulin; mais on peut dire que tous ses arguments tombent absolument par la force des termes du Testament, en supposant même que le Testateur eût institué une de ses nieces pour son héritière; qu'au défaut des descendants mâles de cette niece & ses descendants mâles, dès qu'il a déclaré qu'il n'entendoit parler que *de la ligne masculine* de ces deux nieces, & *des descendants mâles par mâles*, & qu'il faut toujours suivre la ligne masculine de son héritier, il faut que toutes les présomptions cedent à la volonté formelle & déclarée.

Si le Testateur, après avoir fait une substitution graduelle, perpétuelle, & purement masculine entre les descendants mâles par mâles de ses petits-neveux, en étoit demeuré là, il auroit été impossible de proroger la substitution au-delà de la ligne masculine de ses trois neveux : nulle raison, nulle présomption, nulles conjectures n'auroient été assez puissantes pour faire admettre de nouveaux degrés de substitution, soit au profit des mâles descendants par filles de ses trois neveux, soit au profit des mâles descendants des deux

sœurs du Marquis de Varambon, qui étoient dans le degré le plus proche des institués, soit au profit des mâles descendants de Louise de Rye, qui étoit dans un degré plus éloigné.

Il falloit une disposition bien expresse pour proroger cette substitution au-delà de la ligne masculine de ses neveux. Le Testateur l'a fait, mais uniquement en faveur de la ligne masculine de la Maison de Poitiers, en subrogeant cette ligne à celle de sa Maison & de son agnation : mais, en portant cette substitution à la ligne masculine de la Maison de Poitiers, en faisant cette adoption, il a exclu toutes les filles & descendants des filles de ses propres neveux ; il a exclu deux de ses nieces mariées dans les Maisons illustres de Beaufremont & de la Guiche, & tous les descendants, soit mâles, soit femelles de ses deux nieces ; il a exclu Louise de Rye sa niece, femme de Claude de Poitiers, dans le temps qu'il appelle sa ligne masculine, & qu'il borne sa disposition & son adoption à cette ligne masculine.

Il ne peut être permis d'aller plus loin, ni de former un troisieme ordre de substitution, que le Testateur n'a point formé, qu'il a même exclu ; ni d'admettre une nouvelle adoption à son nom & à son agnation, qu'il n'a point ordonnée. Le second ordre de substitution n'a pu avoir d'effet, qu'en vertu d'une disposition expresse & disertement expliquée dans

son Testament. Le troisieme ordre de substitution, qu'on compose aujourd'hui, ne peut être admis par de simples conjectures, toujours inutiles pour étendre une substitution qui est finie, mais qui sont ici combattues par la volonté formelle du Testateur.

On n'a besoin que de cette volonté expresse du Testateur, pour rejeter ce troisieme ordre de substitution qu'il n'a point écrit; comme on n'a eu besoin que de cette volonté pour rejeter la prétention, que les mâles des descendants par mâles de Marguerite & de Dele de Rye, mariées dans les Maisons de Beaufremont & de la Guiche, auroient pu former pour exclure les descendants mâles par mâles de Louise de Rye, qui étoient dans un degré plus éloigné des institués.

Mre. Tartarin s'efforce d'établir ensuite, que l'exemple des Majorats d'Espagne est étranger au Fidéicommis dont il s'agit.

Il dit que la regle la plus certaine, la plus infallible qui s'observe à l'égard de ces Majorats, est que tant qu'il reste une personne de la famille du Testateur, elle est présumée appelée, quoiqu'elle ne soit point nommée par le Testateur, & les personnes nommées n'ont que la préférence sur ceux qui ne sont point appelés : on fonde ces regles sur l'autorité de Molina, Auteur Espagnol, (a) qui décide

(a) Louis Molina, Jurisconsulte Espagnol, de Vison dans l'Andalousie, a été en réputation à la fin

qu'il fuffit de faire un Majorat, pour vouloir que les biens reftent perpétuellement dans la famille; que celui qui fait un Majorat, eft cenfé faire toutes les fubftitutions, fans lesquelles ce Majorat pourroit périr en peu de temps; quoiqu'il ne l'ait exprimé qu'après l'extinction, de ceux qui font nommés, le Majorat paffe aux plus proches parents non nommés.

La premiere réponfe à cette objection, eft que le Testateur a également qualifié fa difpofition de Majorat & de Fidéicommis; que difpofant dans un Pays où les Loix Civiles font obfervées, il eft cenfé avoir conformé fa difpofition au Droit Romain qu'il connoiffoit, & qui s'obfervoit dans fa Province, & non à des Loix & à des Regles qui étoient inconnues dans la Franche-Comté, qui étoit le lieu de fa naiffance & de fon domicile, & dans laquelle tous fes biens étoient fitués.

En effet, quoique la Franche-Comté fût foumife à l'Efpagne en 1636, lors du Testament de Ferdinand de Rye Archevêque de Befançon, les regles établies pour les Majorats d'Efpagne ne pouvoient avoir lieu pour l'exécution d'un Fidéicommis, ou Majorat, fait en Franche-Comté. Les Loix, établies pour les Majorats d'Efpagne, font particulieres à ce du feizieme fîecle, fous le regne de Philippe II. Roi d'Efpagne, qui l'employa dans le Confeil des Indes & dans celui de Caftille. On a fouverit imprimé un Traité de fa façon, qui a pour titre, de *Primogenitis Hispenorum*.

Royaume. Molina cité par le Sieur de la Baume, dit qu'elles ont été établies du temps de la Reine Jeanne dans une Assemblée d'États, *in generalibus Comitibus apud Taurum celebratis* ; & ainsi il n'y auroit pas plus de raison d'appliquer les Coutumes qui ont lieu pour les Majorats d'Espagne aux Majorats ou Fidécourmis de Franche-Comté, qu'il y en auroit d'appliquer la Coutume de Paris pour régler les biens de la même Province.

Si Ferdinand de Rye, Testateur, a qualifié sa disposition de Majorat ou de Fidécourmis, c'est pour lui donner un titre plus noble & plus relevé, & non pas pour soumettre son Fidécourmis à des Loix inconnues & étrangères à la Franche-Comté, quoique cette Province fût sous la domination d'Espagne.

En effet, si le Testateur avoit voulu faire un Majorat suivant ces Loix observées en Espagne, & se conformer à ces Loix, il n'auroit pas omis la principale formalité prescrite par les Loix, sans laquelle il est impossible de constituer un Majorat.

La formalité indispensable établie par la quarante-unième & la quarante-deuxième des Loix de la Reine Jeanne, *in Comitibus generalibus apud Taurum celebratis*, rapportées par Gomez, est qu'on ne peut établir un Majorat sans la permission du Souverain qui doit précéder l'établissement du Majorat, suivant la Loi qua-

rante-deuxieme. Cette formalité n'a jamais été pratiquée à l'égard du Majorat dont il s'agit.

Ainsi l'omission d'une formalité aussi essentielle suffiroit pour faire tomber tous les arguments qu'on tire des regles établies pour les Majorats d'Espagne.

On répond en second lieu, qu'en supposant que le Fidéicommis dont il s'agit fût un Majorat d'Espagne, dès qu'il est limité à certaines personnes par la volonté du Testateur, il n'est pas permis de l'étendre à d'autres : c'est dans Molina même, qui a fait un Traité du Majorat d'Espagne, qu'on puîsera les preuves de cette proposition.

Il est vrai que cet Auteur (a) définit le Majorat, un Droit de succéder dans les biens qui ont été laissés, à condition qu'ils demeureroient en entier & perpétuellement dans la famille, & qu'ils seroient déferés par ordre successif à l'ainé le plus proche.

Mais ce même Auteur ajoute, que cette définition générale ne laisse pas d'être

(a) Liv. 1. c. 3. n. 22. *Dicendum erit Majoratum esse jus succedendi in bonis eâ lege relictis, ut in familiâ integrâ perpetuò conserventur, proximoque cuique primogenito ordine successivo deferantur, nec definitio nostra labefactari ex eo potest quòd aliqui Majoratus inveniantur ubi non filius primogenitus, sed secundo genitus succedit; item non perpetui, sed temporales, & qui ex expressâ testantis dispositione in personâ ultimo loco vocatâ finiuntur; item in quibus una familia non sit vocata, sed plures personæ ex diversis familiis ad eorundem successionem invitantur.*

vraie, quoiqu'il y ait des Majorats institués, à condition que ce ne sera pas l'ainé, mais le cadet qui succédera; quoiqu'il y en ait de bornés à un certain temps, & qui, par la volonté expresse du Testateur, finissent à la personne qui est appelée en dernier lieu, ou dans lesquels ce n'est pas une seule famille qui est appelée, mais certaines personnes de différentes familles.

Ainsi il ne faut point argumenter suivant cet Auteur, de la définition générale à tous ces cas particuliers qu'il marque lui-même; & l'exception que la volonté singulière du Testateur forme à la définition générale, ne la détruit point; mais cette volonté précise déroge au droit commun des Majorats.

On peut dire que toutes ces exceptions se trouvent dans l'espece dont il s'agit. Si l'ainé mâle de la Maison de Rye possède la Substitution de la Palud, le Fidéicommis du Testateur passera au cadet; de même si l'ainé mâle de la Maison de Poitiers possède la substitution de Vadans, le cadet recueillera le Fidéicommis en question.

Les descendants mâles par mâles des Maisons de Beaufremont & de la Guiche en sont exclus, quoiqu'ils fussent descendants de l'ainé de la Maison de Rye, & que les descendants de Louise de Rye, qui leur sont préférés, ne fussent que les cadets.

Ce Fidéicommis, on l'a prouvé, est

borné aux descendants mâles par mâles des Maisons de Rye & de Poitiers : donc il finit par l'expresse volonté du Testateur, un dernier mâle descendant par la ligne masculine qui a recueilli ce Fidéicommis, qui est du nombre de ceux qui, suivant l'expression de cet Auteur, *in personâ ultimo loco vocatâ finiuntur*.

Enfin, ce n'est pas une seule famille qui est appelée, mais plusieurs personnes; c'est-à-dire, uniquement les descendants mâles de ces deux Maisons : toutes les autres branches de la famille du Testateur sont rejetées.

On se trouve donc dans toutes les exceptions qui sont autorisées par cet Auteur, & qui dérogent à la définition générale des Majorats. Ce même Auteur convient dans un autre endroit, que la disposition du Testateur déroge aux principes & à la nature des Majorats. *Idque observandum erit quando alius Majoratûs institutor voluerit; pro lege enim servanda erit ejûs dispositio, tenorque dispositionis derogabit Majoratum naturæ, & observationi.* C. 22. n. 17.

C'est même ce qui est expressément dit par la quarantieme des Loix de la Reine Jeanne : *nisi aliud fuerit constitutum per illum qui Majoratum constituit, atque ordinavit; nam in ejusmodi casu præcipimus ut voluntas institutoris servetur.*

Mre. Tartarin traite ensuite une Question par surabondance de droit, & prétend

prouver que, si on veut étendre, suivant les principes des Majorats, la substitution créée par le Testateur, Mademoiselle de Poitiers excluroit le Marquis de la Baume, ou le Comte de Beaujean : mais, comme cette question est superflue dans ce Procès, je ne crois pas la devoir rapporter : je dirai seulement que, pour soutenir cette opinion, il observe avec quelle foi & quelle religion les Espagnols ont toujours suivi cette Loi des Majorats d'Espagne dans la Succession de ce Royaume, que jamais ils n'ont préféré le mâle le plus éloigné, quoiqu'il fût de l'agnation de la famille du dernier Roi. C'est suivant la Loi fondamentale des Majorats d'Espagne, du premier de tous les Majorats, qui est celui de ce Royaume, que les Descendants de Marie-Thérèse d'Autriche, Reine de France sous Charles II. Roi d'Espagne * ont été préférés aux Princes de la Maison d'Autriche qui avoient pour eux la faveur de l'agnation, mais qui se trouvoient d'un degré plus éloigné. Mre. Tartarin finit en disant, que toute substitution finit aussi-tôt que les personnes appelées sont finies & éteintes. Il n'y a que les mâles des deux Maisons de Rye & de Poitiers qui soient appelés. Ainsi, par la mort du dernier mâle de la Maison de Poitiers, cette substitution est devenue caduque. On peut dire encore, que le Testateur a lui-même terminé expressément cette substitution par les termes de son Testament :

* Dans son Testament.

il a terminé le premier ordre de substitution, lorsqu'il dit : *qu'en cas qu'il ne reste aucun mâle descendant par ligne masculine de son neveu, le Majorat passera aux enfants mâles & descendants par mâles de Louise de Rye* : il a terminé le second ordre, lorsqu'il a dit qu'entre les enfants & descendants de Louise de Rye, *on suivroit toujours la ligne masculine*. Dire qu'on suivra toujours la ligne masculine, c'est dire que cette substitution expirera lorsqu'on ne pourra plus suivre la ligne masculine ; toutes les clauses du Testament bornent la substitution à la ligne masculine de ces deux Maisons. S'il fait un Fidécourmis ou Majorat graduel, perpétuel, & jusqu'à l'infini, dans les premières clauses, c'est le Majorat ou Fidécourmis *ci-après*, c'est-à-dire, celui qui est renfermé dans les lignes masculines des deux Maisons qui sont seules appellées. Si, à la fin de ces clauses, il renouvelle ses idées de perpétuité, c'est au profit des substitués, & leurs descendants *ci-devant nommés*. Il n'a nommé que les mâles descendants de ces deux Maisons : ainsi non-seulement-il n'y a de vocation qu'au profit de ces mâles descendants par mâles, mais tout est expressément borné & terminé à leurs personnes, par la volonté expresse du Testateur.

Ainsi l'on peut dire que le Marquis de la Beaume, & le Comte de Beaujean, n'ont aucun moyen pour défendre & pour

soutenir leur prétention ; elle est condamnée par les termes formels du Testament ; tous les principes & les autorités servent à le reprouver. L'exemple même des Majorats d'Espagne, quoiqu'étranger par rapport à un Testament fait en Franche-Comté, ne fournit pas au Marquis de la Beaume le moindre prétexte pour faire valoir l'usurpation qu'il a voulu faire des biens substitués par Ferdinand de Rye, Archevêque de Besançon : il s'ensuit que le trouble qu'il a apporté au droit & à la possession de la Demoiselle de Poitiers, ne peut passer que pour une entreprise violente & téméraire, & pour un dessein formel de dépouiller une mineure des biens de son pere, qui lui sont acquis par la nature & par toutes les Loix.

Le Marquis de la Beaume, & le Comte de Beaujean, s'unirent pour combattre la Comtesse de Poitiers. Dans cette guerre, le Marquis de la Beaume attaquoit avec des armes qui lui étoient communes avec le Comte de Beaujean : il en employoit encore qui lui étoient particulieres, dont ce dernier ne vouloit point faire usage, de peur qu'elles ne nuisissent à sa prétention.

Comme j'étois le Défenseur du Comte de Beaujean, j'employai d'abord les premières armes ; voici comme je parlai sous le voile d'une première Lettre anonyme qui fut distribuée dans le Procès. Je fis tous mes efforts pour répandre dans cette question une grande lumière.

Mademoiselle de Poitiers soutient que les substitués appellés par le Testateur se terminent aux mâles descendants par mâles de son petit neveu, & aux mâles descendants par mâles de sa niece; que ces deux ordres étant épuisés, les biens sont libres, & qu'elle a droit de les recueillir comme ayant été possédés par le dernier substitué, qui étoit son pere.

Moyens
contre
Made-
moiselle
de Poi-
tiers.

Mais cette prétention s'évanouit, quand on lit avec attention le Testament; parce qu'on y voit clairement, que les deux ordres étant épuisés, donnent naissance à un troisieme ordre, qui est celui des mâles descendants par filles de Louise de Rye.

D'abord une foule de présomptions, & enfin plusieurs démonstrations, fondées sur les expressions claires du Testateur, & sur les idées attachées à ces expressions reconnues par tous les hommes, persuadent pleinement que ce troisieme ordre est appelé.

Le desir extrême qu'avoit le Testateur de conserver à perpétuité la gloire & la splendeur de son nom, l'a engagé d'appeler, non-seulement les mâles de son agnation, c'est-à-dire, de sa famille qui portoit son nom; mais encore les mâles de sa cognation, c'est-à-dire, de sa niece qui étoit entrée dans une famille étrangere. Puisque le troisieme ordre de substitution sert à remplir le dessein du Testateur, pourquoi ne pas admettre cet ordre? L'exclure, n'est-ce pas résister à la

volonté qu'il avoit de conserver son nom, volonté qu'il a répétée si souvent, & qui est l'ame de son Testament?

Il a voulu que son Fidéicommis fût infini, il répète dix fois cette expression *infini* dans son Testament; il a pris toutes les précautions imaginables, afin que son Fidéicommis fût à jamais inaliénable, & conservé perpétuellement dans son intégrité. Quand il n'auroit pas appelé ce troisieme ordre aussi expressément qu'il l'a fait, ce desir violent de perpétuer son Fidéicommis à l'infini, nous mettroit sur les voies pour conclure que ce troisieme ordre de mâles descendants par filles a été appelé. Pouvoit-il s'exprimer avec plus d'énergie, que lorsqu'il a dit qu'il veut que son Fidéicommis soit perpétué, quand même il passeroit le quatrieme, le dixieme, le centieme degré? Quand on voit ce Testateur épris d'une passion si ardente de conserver son nom, qu'il substitue sa cognation à son agnation, ne donne-t-on pas des bornes à sa volonté, lorsqu'on veut qu'il n'ait eu en vue que les mâles descendants par mâles de Louise de Rye? Dès qu'il n'a pas été jaloux de limiter son Fidéicommis à son agnation, on ne doit pas le limiter dans sa cognation qu'il a appelée? Dès qu'il n'a pas été guidé par son affection pour sa famille qui portoit son nom, on ne doit exclure aucun descendant mâle de sa cognation. Il s'en suit qu'en supposant qu'il n'eût pas ap-

pellé formellement ce troisieme ordre, on fait en l'appellant ce qu'il a voulu faire.

Il paroît qu'il a prévu que les deux ordres de substitution qu'il a appellés seroient épuisés; dans cette prévoyance, jugera-t-on qu'il a limité un Fidéicommis qu'il vouloit rendre infini? Marquera-t-on la fin d'un Fidéicommis, tandis que le Testateur, qui a parlé du commencement de son Fidéicommis, de son progrès, ne parle nulle part de sa fin? Au contraire, il ne parle que de sa perpétuité, son infinité: il dit dans un endroit, *afin qu'il soit notoire à perpétuité*: cette raison paroîtra décisive aux yeux de la Cour. Un Fidéicommis, que l'événement a limité à un espace de temps moindre qu'un siecle, est-ce un Fidéicommis que le Testateur a voulu rendre infini? N'est-ce pas lui dire? *Vainement, en creusant dans l'avenir, avez-vous pris toutes sortes de moyens pour faire durer éternellement votre Fidéicommis: vainement avez-vous dit jusqu'à dix fois qu'il seroit infini, nous le bornerons malgré vous, & le renfermerons dans une courte durée.* Voilà le langage que tient Mademoiselle de Poitiers au Testateur, dont elle veut envahir la succession. Nul homme qui ne s'élève contre elle, en voyant que le Testateur a peint dans son Testament, avec les couleurs les plus vives, la passion violente qu'il avoit de perpétuer à l'infini sa famille la gloire de son nom. Si on pouvoit évoquer les mânes

de ce Testateur, quelle indignation n'auroit-il pas contre la cupidité d'une personne de sa famille, qui anéantit une volonté qui est le principal mobile de son Testament? Qui est cette personne qui trahit l'intention du Testateur pour jouir de sa succession? C'est Mademoiselle de Poitiers qui, suivant le Testateur, a deux caracteres de réprobation; son sexe est le premier, & la substitution de Vadans qu'elle possède, est le second. Après cela comment ose-t-elle soutenir sa prétention à la face de la Justice, qui est la dépositaire des volontés du Testateur? N'a-t-il pas dit qu'il veut que son Fidéicommis soit *perpétuel autant qu'il sera possible*? Ce sont ses termes. Il faut, par une conséquence nécessaire, admettre tous les ordres de substitution possibles, afin d'exécuter son intention. Donc il faut admettre les mâles descendants par filles. Ainsi, à ne s'arrêter d'abord qu'aux présomptions qui s'offrent à l'esprit, on est convaincu que l'intention du Testateur a été d'appeler toutes sortes de mâles de sa cognation? Pourquoi cela? Parce que c'étoit le seul moyen qu'il avoit de rendre son Fidéicommis perpétuel & infini. N'est-ce pas se jouer clairement de son intention, que de dire avec Mademoiselle de Poitiers, qu'il a entendu seulement que son Fidéicommis seroit perpétuel & infini dans les deux ordres de substitution qu'il a appelés? C'est dire en même temps, qu'il a voulu que son Fidéi-

commis

commis fût fini & infini. Voilà les extrémités où l'on est réduit, quand on veut concilier une prétention avec un Testament qui la combat formellement. Est-on pressé par un adversaire qui vous attaque vivement ? Il semble qu'on ne lui résiste que pour venir enfin se briser contre un écueil.

Le Testateur a tellement voulu que son Fidéicommis fût perpétuel & infini, qu'il dit expressément, qu'il entend faire toute substitution propre à perpétuer ses biens jusqu'à l'infini : n'est-ce pas dire clairement, qu'il appelle tous les ordres de substitués propres à donner l'infinité à son Fidéicommis ? N'est-ce pas dire avec la dernière évidence, que, si les mâles descendants par mâles de ses arriere-petits-neveux, & les mâles descendants par mâles de sa niece, ne fussent pas pour remplir son dessein, il appelle toutes sortes de mâles de sa cognation ? Ce qui démontre cette volonté, c'est qu'il dit toute substitution propre à perpétuer ses biens à l'infini aux descendants mâles ; il ne dit point les descendants mâles par mâles, quoi de plus évident ? N'a-t-il pas marqué clairement les descendants qu'il vouloit exclure ? *Les Filles, les Prêtres, & les Religieux*. S'il avoit voulu faire quelque autre exclusion parmi ces descendants, ne l'auroit-il pas dit ? N'auroit-il pas attaché un caractère de réprobation aux mâles descendants par filles de Louise de Rye, s'il ne les eût pas

voulu appeller ? Mais parcourons le Testament , nous y trouverons à chaque pas des vestiges de la volonté qu'il avoit d'appeller toutes sortes de mâles.

Il les appelle d'abord en général , en disant qu'il veut que son Fidéicommis soit possédé par une personne mâle ; il ne dit pas , *un mâle descendant par mâle*. Il faut observer qu'il n'auroit expliqué qu'à demi la qualité qu'il exigeoit pour posséder son Fidéicommis , s'il eût entendu qu'il fallût absolument être *mâle descendant par mâle*. Pensera-t-on que , dans le temps qu'il fait une loi , & qu'il impose une condition nécessaire , il n'ait dit que la moitié de ce qu'il vouloit dire ? Il réitere encore cette vocation générale , en disant que cette qualité de *mâle* sera toujours tenue pour répétée ; il ne dit point encore *mâle descendant par mâle*. Mais il s'explique bien clairement , quand il appelle tous les mâles de son institué , des substitués , & de leurs descendants : c'étoit bien encore le cas de dire qu'il n'appelloit que *les mâles descendants par mâles* , si ses vues eussent été restreintes à cette sorte de mâles. Quand il impose la condition de porter son nom & ses armes , le mot de *mâle* est encore solitaire , il n'y joint point cette expression *descendant par mâle* : de si fréquentes répétitions prouvent avec une extrême clarté , qu'il appelle tous les mâles indéfiniment.

Mais oublions pour un moment tout ce

qu'on vient de dire, nous ferons forcés de convenir que la vocation des mâles descendants par filles est exprimée avec la dernière évidence. Le Testateur, après avoir appelé les mâles descendants par mâles de Louise de Rye pour recueillir son Fidéicommis, dit, *voulant que de là il passe de mâle en mâle, de degré en degré, de ligne en ligne perpétuellement, & à la charge de porter & de relever le nom de la Maison de Rye.*

Il faut d'abord remarquer ce mot *voulant*, terme impératif, qui marque une disposition nouvelle, *voulant que de là.* On voit d'abord qu'il suppose que le second ordre est épuisé, c'est-à-dire, que des mâles de Louise de Rye il aille ensuite de mâle en mâle : je veux que, lorsque mon Fidéicommis quittera l'ordre des mâles descendants par mâles de Louise de Rye, il aille à un autre ordre de mâles. Vouloir faire signifier à ces mots, *voulant que de là il passe de mâle en mâle*, autre chose qu'un passage du second ordre de mâles à un ordre nouveau, c'est dépouiller les termes du sens que les hommes y ont attachés suivant une convention générale; c'est vouloir réduire les hommes à ne pouvoir plus exprimer ce qu'ils penseront; c'est réclamer contre les idées signifiées d'un consentement unanime par les termes qu'on a inventés : c'est montrer que rien n'est impossible à la science du Palais, & que l'imagination même n'en-

chérit pas sur ce qu'elle peut entreprendre. Or s'il est certain, comme on n'en peut douter, que ces mots, *voulant de là qu'il passe de mâle en mâle*, annoncent un nouvel ordre de mâles, quel peut être cet ordre que celui des mâles descendants par filles ?

Vouloir après cela gêner le Testateur, jusqu'à l'obliger de se servir du terme *de mâle descendant par fille*, pour appeller cette espece de mâles, n'est-ce pas vouloir chicaner son Testament de gaieté de cœur ? Qu'il se soit servi du terme de mâle descendant par fille, ou d'un terme équivalent, qu'importe, sa pensée n'est-elle pas également rendue ? Et après avoir parlé des mâles descendants par mâles, dès qu'il marque un nouvel ordre de mâles, & qu'il emploie le mot de *mâle*, simplement sans y rien ajouter, ne désigne-t-il pas avec la dernière évidence les mâles descendants par filles ?

On expose avec confiance aux yeux de la Cour ces expressions, *voulant de là qu'il passe de mâles en mâles* : persuadé que le sens naturel de ces termes s'offrant à des esprits dégagés de tous préjugés, présentera ce troisième ordre de mâles descendants par filles avec la dernière clarté, & l'intention du Testateur sur ce troisième ordre ira se graver sur le champ au fond de l'ame.

Voilà où Mademoiselle de Poitiers est réduite : il faut, pour soutenir ses prétentions, qu'elle dépouille les mots des

sens naturels & légitimes qui y sont attachés. Etrange extrémité, que celle de défigurer la langue dont les termes renferment sa condamnation? Quelle ressource!

Il faut observer que, dans la troisième vocation des mâles descendants par filles, le Testateur répète la condition qu'il a imposée de porter son nom & ses armes: il n'avoit pas fait cette répétition dans la seconde vocation; mais ici, en appelant cette sorte de mâles, il sent que son nom a besoin d'être relevé; rien ne marque mieux ce troisième ordre de substitution.

Mais le Testateur, pour le rendre encore plus palpable, se sert de plusieurs expressions très-significatives.

Après avoir dit, comme on l'a déjà observé, qu'il faisoit toutes sortes de substitutions propres à perpétuer son Fidéicommis aux descendants mâles, il ajoute, tant *médiatement* qu'*immédiatement*: ces deux adverbes ne rendent-ils pas l'idée du Testateur avec une grande netteté? Qui ne comprend que par-là il renferme toutes sortes de mâles, soit ceux qui descendent par l'interposition d'une fille, ou, pour parler encore plus clairement, par la médiation d'une fille? Le mot de *médiatement* ne sauroit avoir un autre sens, quelque torture qu'on lui donne.

Après cela Mademoiselle de Poitiers n'a d'autre parti à prendre que de recourir à l'Académie Française, pour proscrire la proposition de là & l'adverbe *médiatement*.

Mais voici encore une nouvelle démonstration, qui prouve évidemment que le Testateur a appelé toutes sortes de mâles.

Il veut, dit-il, que son Fidéicommis passe aux *descendants mâles, tant de son héritier institué, que de tous les substitués, & leurs descendants ci-devant nommés*. Suivant la construction de la Grammaire, il faut joindre l'article *de* au mot *descendants ci-devant nommés*, & l'on verra qu'il appelle ici les *descendants de tous les substitués, & de leurs descendants ci-devant nommés*.

Selon Mademoiselle de Poitiers, les descendants ci-devant nommés sont les mâles descendants par mâles du petit-neveu du Testateur, & les mâles descendants par mâles de sa niece.

C'est donc ici une nouvelle espece de descendants qu'il nomme, autrement il ne diroit pas *les descendants de leurs descendants ci-devant nommés*. Il auroit dit simplement, qu'il appelloit *les descendants ci-devant nommés*. Il n'auroit pas dit aussi, *les descendants de tous les substitués*. Il faut observer le mot de *tous*; cela veut dire qu'il appelle les descendants du dernier substitué; que peuvent-ils être que des descendants par filles? autrement, selon Mademoiselle de Poitiers, ils seroient eux-mêmes compris dans la classe des substitués, & ils ne seroient pas les descendants du dernier substitué.

En tenant ce langage, on voit claire-

ment qu'il marque une nouvelle classe de descendants, qui ne peut être que la classe des mâles descendants par filles de sa niece. Une médiocre attention présente le sens naturel de ces expressions.

Le Testament n'est semé que de termes qui caractérisent cette vocation de mâles descendants par filles. Il ordonne que le pere ou l'aïeul de son héritier, *en premier, second, ou ultérieur degré, ou autre, ne pourront, sous prétexte de l'autorité paternelle, ou autrement, prétendre aucun usufruit, ou administration, des biens substitués.*

Il est plus clair que le jour le plus pur, qu'il désigne ici le cas où un mâle descendant par fille viendrait à recueillir son Fidéicommis. Cette disposition, premièrement, ne peut pas s'appliquer au cas où son arriere-petit-neveu prendrait le Fidéicommis, parce qu'il y a pourvu en nommant dans son Testament un Administrateur autre que le pere, ou l'aïeul, qui doit rendre compte des revenus : ainsi il n'y avoit aucune difficulté à cet égard.

Cette disposition ne peut pas encore s'appliquer au cas où un mâle, qui auroit le Fidéicommis de la Palud, remettrait celui de Rye à son fils ; parce que le Testateur l'obligeant dans son Testament à remettre ce dernier Fidéicommis, il lui en avoit ôté l'usufruit : il avoit donc encore pourvu à ce cas-là.

D'ailleurs, dans cette espece, il ne pou-

voit pas y avoir un *second* ou *ultérieur degré*, mais seulement un *premier degré*: ainsi il faudroit donc chercher l'application de ces mots, *second*, *ultérieur degré*, ou *autre*. Dira-t-on qu'ils peuvent s'appliquer au cas de la seconde vocation, où un descendant de Louise de Rye demanderoit le Fidéicommis? Seroit-ce Ferdinand Eléonor, fils de Louise de Rye & de Claude de Poitiers? Mais nous ne verrions encore là tout au plus que l'application de ce mot (*premier degré*.) Seroit-ce quelque autre descendant issu par mâle de Louise de Rye? Mais le pere de ce descendant ne pourroit pas être exclus, puisqu'il seroit lui-même appelé. Il s'ensuit que ces mots, *premier*, *second*, ou *ultérieur degré*, ou *autres* ne trouvent leur entiere application que dans le cas où un mâle descendant par fille viendroit recueillir le Fidéicommis; parce qu'alors son aïeul ou même son bifaïeul, qui seroit étranger dans la Famille, pourroit, sous prétexte de l'autorité paternelle, demander l'usufruit ou l'administration du Fidéicommis. Ainsi l'on voit que le Testateur, jaloux de conserver son Fidéicommis dans son intégrité à celui au profit de qui il est ouvert, a embrassé dans sa prévoyance tous les cas qui pouvoient arriver, & qu'il a eu en vue dans cette dernière clause les mâles descendants par filles.

Il s'ensuit clairement, que tous les mâles sont formellement & expressément ap-

pellés; & l'on ne fera pas voir que l'exclusion des mâles descendants par filles ait été écrite dans le Testament. On voit au contraire, qu'ils sont sans cesse présents à l'esprit du Testateur, qu'il les a envisagés comme très-propres à perpétuer son Fidéicommis à l'infini. Dans le desir violent qu'il avoit d'éterniser la gloire de son nom, il a proportionné les moyens à la fin. Il a vu que la seule vocation de toutes sortes de mâles pouvoit donner l'infinité à son Fidéicommis, & il ne s'en est flatté que sur le fondement de cette vocation générale.

Que l'on compare la premiere vocation avec la seconde, la vocation de son agnation avec celle de sa cognation, on se convaincra d'abord qu'il a appelé toutes sortes de mâles dans sa cognation.

Dans la premiere vocation, il dit expressément qu'il n'appelle que *les mâles descendants par mâles*; il le répète souvent; & avant que de venir à la seconde vocation, voici comme il s'explique: *Et avenant en quelque temps que ce soit, qu'il ne reste plus aucuns mâles descendants par ligne masculine de mon neveu, je veux que mon Fidéicommis retourne, &c.* Ici il parle de la seconde vocation. On voit donc clairement que, dans cette premiere vocation, il ne comprend que les mâles descendants par mâles; n'auroit-il pas marqué cette exclusion, ainsi qu'il l'a fait dans la premiere vocation, lui qui affecte d'user souvent de

redites pour expliquer mieux son intention, & ne pas laisser sa pensée susceptible d'aucune équivoque? Lorsqu'il appelle les mâles descendants par mâles de son petit neveu, il ne se sert point du mot *perpétuellement*, il ne l'emploie que lorsqu'il appelle les mâles descendants de Louise de Rye. Preuve qu'il appelloit alors toutes sortes de mâles, & qu'il pensoit que cette vocation si étendue rendroit son Fidéicommis perpétuel. Tout concourt : les présomptions, les démonstrations, vocation générale, vocation particulière, la Lettre du Testament, les justes explications de plusieurs clauses. Tout cela démontre que les mâles descendants par filles de Louise de Rye sont appelés; c'est le véritable esprit du Testateur; il a répandu cette idée dans tout son Testament : il en est occupé, pénétré. Il semble qu'il prévoyoit qu'elle seroit combattue, il s'est efforcé par avance de désarmer la cupidité qui menaçoit d'engloutir sa succession malgré son Testament.

La grande erreur de Mademoiselle de Poitiers est de soutenir, que la vocation des mâles descendants par mâles, est l'exclusion des mâles descendants par fille; elle a répondu elle-même solidement à son objection, en disant, que *l'expression de ceux qui sont nommés, n'est qu'une préférence sur les autres personnes de la famille qui sont appelées par une vocation générale.* Cette réponse empruntera encore plus de force, quand on considérera que le Fidéi-

commis est perpétuel & infini, & par conséquent que toutes les personnes de la famille y sont appelées, quand même il n'y en auroit pas une vocation expresse & particuliere.

Mais l'objection que Mademoiselle de Poitiers fait le plus valoir, est fondée sur la clause du Testament qu'elle rapporte, *suivant toujours la ligne masculine de celui qui aura été mon héritier* : d'où elle conclut, que cette clause étant insérée après que le Testateur a appelé les descendants de Louise de Rye, il n'a voulu appeler que les mâles descendants par mâles.

Quand on appliqueroit cette clause aux mâles descendants par mâles, il seroit aisé de répondre, que cette vocation ne seroit qu'une vocation de préférence, qui n'excluroit point au défaut de ces mâles les mâles descendants par filles.

Mais voici comme cette clause s'interprète suivant son sens légitime; elle s'applique parfaitement à la troisième vocation des mâles descendants par filles. Le Testateur veut que, dès qu'un mâle de ce genre aura recueilli son Fidéicommis, on suive dans la suite la ligne masculine de cet héritier. Il appelle son héritier celui au profit de qui son Fidéicommis est ouvert.

Rien ne se concilie mieux que cette explication avec le Testament; & pour en être mieux convaincu, il faut observer

que, lorsque le Testateur a voulu qu'on suivît la ligne masculine, dans la première vocation, il a dit, *La ligne masculine de mon neveu le Marquis de Varambon*. Ici il dit, *La ligne masculine de mon héritier*. Il auroit bien dit la ligne masculine des enfants mâles de ma nièce Louise de Rye, s'il eût voulu qu'on ne s'attachât qu'à cette ligne-là : ainsi Mademoiselle de Poitiers n'est pas heureuse dans sa grande objection, puisqu'elle fournit des armes contre elle-même.

Les principes qu'elle allègue du Fidéicommis ne s'appliquent point ici. Elle dit que celui qui prétend être appelé à une substitution, doit justifier son droit ; que le cas omis par le Testateur est présumé n'être point entré dans sa disposition, qu'on ne peut admettre les conjectures qui servent à proroger le Fidéicommis. On pourroit faire des distinctions en expliquant ces principes ; mais qu'est-il besoin d'entrer dans cette discussion, puisqu'on ne se fonde point ici sur des conjectures, mais sur des expressions claires & précises, sur une vocation générale & particulière ?

Dumoulin qu'elle cite § 16. de *l'ancienne Coutume de Paris* n. 3. pour montrer que, dans les dispositions testamentaires, le terme d'*enfants mâles* ne comprend jamais les mâles issus par filles, dit que c'est lorsque la disposition est faite en faveur de l'agnation, *contemplatione agnationis*.

Ainsi voilà un Auteur qui détruit le système de Mademoiselle de Poitiers. En vérité elle auroit bien pu se dispenser de le citer ; car il s'ensuit , selon Dumoulin , que , hors ce cas-là , le mot de mâle doit comprendre toutes sortes de mâles.

Il est certain que Ferdinand de Rye n'a appelé sa famille , que pour conserver la gloire de son nom ; qu'il n'a pas été conduit par l'affection pour son agnation , puisqu'il a appelé sa cognation ; il a exclu Louise de Rye sa niece qu'il aimoit , preuve qu'il ne vouloit que perpétuer son nom. Rien n'est plus évident , & cette idée saisit d'abord l'esprit.

Mademoiselle de Poitiers , désespérant de pouvoir établir que le Fidéicommis est éteint , s'est retranchée à soutenir qu'au cas qu'il fût prorogé , elle devoit être préférée à ceux qui le lui disputent ; c'est-à-dire qu'elle a entrepris de résister à la volonté du Testateur la plus claire & la plus évidente.

Vainement donc il a appelé tous les mâles de sa famille , sans appeler aucune femme ; vainement il a exclu Louise de Rye sa bien-aimée niece & sa présomptive héritière à cause de son sexe , & a marqué par-là bien clairement qu'il veut que toutes les femmes soient exclues ; vainement il a dit : *Je veux que mes biens soient toujours possédés par une seule personne mâle , & il a ajouté , laquelle qualité de mâle , je veux être tenue pour ré-*

pétée en tous cas & degrés qui pourroient arriver touchant mon Fidéicommis. Il a eu beau marquer le commencement, le progrès, le passage d'une ligne à l'autre, la perpétuité de son Fidéicommis, en faveur des mâles seulement; il a eu beau répéter à tout moment le terme de *mâle* par une clause expresse; il a même dit qu'il *avoit entendu toute substitution propre à conserver son Fidéicommis aux mâles.* Quoique l'unique fin de son Fidéicommis soit la conservation de son nom, & que par conséquent il ne puisse être possédé que par un mâle, n'importe; malgré toute l'énergie de ses expressions, Mademoiselle de Poitiers soutiendra que son sexe n'est point exclu.

Quand l'ombre du Testateur reviendrait pour confirmer cette disposition, je crois qu'elle la combattroit encore. On ne peut pas apporter un exemple plus étrange des entreprises où engage l'esprit de Procès. Il n'est point de vérité, quelque certaine qu'elle soit, qu'il ne combatte; mais aussi il ne combat alors que pour être confondu.

Mademoiselle de Poitiers, pour soutenir son paradoxe, s'appuie sur les principes des Majorats; c'est-à-dire, des substitutions établies en Espagne. Mais suivant les autorités qu'elle allègue, il est permis de déroger à ces principes, en fondant un Majorat. Il a donc été permis au Testateur, selon elle, d'exclure le sexe

de son Fidéicommis. D'ailleurs Mademoiselle de Poitiers a soutenu à la fin, que la substitution, qui est le sujet du procès, n'étoit pas un véritable Majorat. Elle est si incertaine dans son plan, qu'elle le détruit après l'avoir formé. Rien ne prouve mieux que la vérité s'élève tellement contre elle, qu'elle ne sauroit réussir à l'attirer dans son parti, quoiqu'elle se repaie en cent façons.

Voilà où aboutissent tous les efforts qu'elle a faits pour prouver qu'elle pouvoit jouir du Fidéicommis. Voilà son système anéanti entièrement.

Mre. Sicaud, Défenseur du Marquis de la Baume, crut ruiner la prétention de Mademoiselle de Poitiers, en faisant son capital d'établir que le Testament de l'Archevêque de Besançon étoit un Majorat; c'est sur ce principe qu'il fonde tout son édifice. Un Majorat, dit-il, est un Fidéicommis; mais le Majorat est au Fidéicommis ce que l'espece est au genre; d'où il s'ensuit, que tous les Majorats sont des Fidéicommis, mais que tous les Fidéicommis ne sont pas des Majorats. Le Fidéicommis en général est une disposition, par laquelle un Testateur fait passer ses biens d'un successeur à un autre; il rapporte ensuite la définition du Majorat telle qu'on l'a d'abord dit.

Le Marquis de la Baume établit sa prétention par les Loix des Majorats.

De tous les Auteurs qui ont parlé des Majorats, il n'y en a pas un qui ne convienne que, quand le Testateur se sert du

terme de Majorat, il fait un Majorat, & que ce terme emporte avec soi une institution formelle du Majorat, toutes les dispositions qui sont propres à la former, & même toutes les dispositions qui sont nécessaires pour en assurer la perpétuité (a).

On ne peut pas douter que le Testateur n'ait fait un Majorat, puisqu'il a déclaré expressément qu'il en faisoit un; non-seulement il en a employé le nom, mais il en a exprimé les caractères. Ses biens sont inaliénables, indivisibles, perpétuellement dans la substitution destinée pour l'ainé; il en dit la cause, pour conserver le nom, les armes, & la splendeur de la Maison de Rye; d'où il s'ensuit, qu'il faut s'attacher scrupuleusement aux Loix des Majorats.

Molina, qui a fait une profession particulière de traiter de cette espèce de substitution, observe, Livre premier, chap. 2. que depuis l'année 1251, que le Roi Alphonse fit des Loix vulgairement appelées *Leges partitæ*, pour régler la succession à la Couronne qui est un Majorat, il a été fait en Espagne plusieurs Majorats, & très-opulents; que ce qui a insensiblement porté les Espagnols à faire des Majorats, est le desir qu'ils ont d'imiter leur Roi en toutes choses; que le Droit
Civil

(a) Molina Lib. 1. cap. 4. n. 16. Castil. quotid. controver. Juris. Lib. 2. cap. 22. Joan. Torre de Majorat. Italia. Lib. 1. cap. 9. §. 1. &c.

Civil est ce qui a principalement servi à en établir l'usage tel qu'il est, parce que le Droit Civil contient des dispositions touchant les Fidéicommiss, les conditions & les charges qui sont l'économie des Majorats; que l'usage des Majorats étant devenu très-fréquent, on a fait quelques Loix particulieres du temps de la Reine Jeanne en l'année 1505, dans une Assemblée d'Etats qui fut tenue à Toro, Ville d'Espagne au Royaume de Léon; que depuis ce temps-là, pour terminer les différends qui se présentent, on suit les Loix faites à Toro, qu'au défaut de ces Loix on a recours à celles qui reglent l'ordre de succéder à la Couronne, & que les unes & les autres cedent à la volonté du Testateur qui peut y déroger à son gré. Il y en a une disposition précise dans la quarantieme des Loix faites à Toro : *Præcipimus ut voluntas testatoris servetur.*

Voilà quelles sont les Loix qui sont en Espagne pour régler la succession des Majorats. On peut consulter le Droit Romain pour régler le Majorat de Rye; mais, en consultant, il faut toujours avoir pour objet les Fidéicommiss perpétuels faits à la famille, perpétuité essentielle au Majorat. Le Testateur avoit adopté les mœurs de l'Espagne; il avoit ordonné qu'on élevât son héritier dans cette Cour; il aimoit le Prince qui possédoit cette Couronne, & sa domination; son illustre Maison étoit comblée des honneurs qu'elle avoit reçus des

Rois d'Espagne; il étoit Gouverneur pour cette Couronne de la Franche Comté, & il avoit toujours eu la confiance singuliere des Rois Espagnols sous lesquels il avoit vécu; ainsi il n'est pas surprenant qu'il ait fait un Majorat, qui approche de celui de la Couronne d'Espagne. Dumoulin nous atteste que l'ancien usage de la Noblesse de la Franche-Comté est de faire des Fidécourmis perpétuels & graduels pour la conservation de son nom : puisque le Testateur a choisi la voie d'un Majorat, qu'il s'est conformé aux Loix d'Espagne pour les Majorats, & qu'il n'y a pas de Loi en Franche-Comté qui puisse donner atteinte à cette disposition, il faut l'exécuter, de même qu'il faudroit exécuter sa volonté, s'il avoit ordonné de partager ses biens suivant la Coutume de Paris entre ses héritiers.

Au surplus, les Loix des Majorats d'Espagne n'étoient pas en 1636, étrangères à la Franche-Comté, puisqu'elles étoient publiques, par conséquent pour tous les Sujets de la Monarchie d'Espagne, par conséquent pour les Peuples de Franche-Comté lorsqu'ils vivoient sous la domination d'Espagne; tous avoient la liberté, comme les Espagnols, d'imiter leur Roi, & de se proposer pour regle de leur succession l'ordre de succéder à la Couronne, & leur volonté particuliere.

Encore aujourd'hui, les Peuples de Franche-Comté pourroient faire des Majorats,

parce que les Ordonnances d'Orléans & de Moulins n'ayant pas lieu en Franche-Comté, ils ont une entière liberté de faire des Fidécimmis graduels & perpétuels à leurs familles, indivisibles & destinés à l'ainé, & de se conformer en les faisant aux Loix des Majorats d'Espagne.

L'Arrêt du Parlement de Franche-Comté, qui a été rendu sur les Conclusions de Mr. Matherot Avocat Général en 1637, qui a ordonné la publication & l'exécution du Testament dont il s'agit, prouve que le Majorat de Rye n'est pas contraire aux Loix de cette Province.

En vain la Demoiselle de Poitiers oppose que, pour faire un Majorat en Espagne, il est indispensable, suivant la disposition de la quarante-unième & de la quarante-deuxième des Loix faites à Toro, de demander la permission du Prince; de manière que le Testateur ne l'ayant pas demandée, c'est une preuve qu'il n'a pas voulu se soumettre aux Loix des Majorats d'Espagne.

Car la quarante-unième des Loix faites à Toro admet un Majorat sur le fondement de la simple possession immémoriale prouvée par témoins. Si la quarante-deuxième Loi parle d'un Majorat fait par la permission du Prince, la quarante-cinquième & la quarante-sixième parlent de Majorats faits sans l'autorité du Prince; & la quarante-quatrième prouve disertement, qu'on peut faire en Espagne des Majorats sans

l'autorité du Prince; (a) il n'y a point de Loi en Espagne, qui ordonne de la requérir.

Molina traite d'ignorants ceux qui prétendent le contraire. (b)

Mre. Sicaud rapporte ensuite tous les principes des Majorats.

Un principe, dit-il, dont tous les Auteurs conviennent, est qu'il faut suivre la volonté du Testateur. La Dame de Poitiers convient de ce principe. La Loi quarantième *apud Taurum*, en contient une disposition précise pour les Majorats; *Præcipimus ut voluntas testatoris servetur*.

Cette règle, qui s'observe dans tous les Fidécimmis, est de Droit commun. Les Majorats sont des substitutions perpétuelles : c'est la véritable idée que l'on doit avoir des Majorats. Il n'y a pas un Auteur qui soit d'un avis contraire.

S'il est des Majorats * qui ne soient pas perpétuels, ainsi que la Dame de Poitiers l'oppose, c'est une exception, & il faut que cette exception soit établie par la volonté précise & expresse du Testateur.

On peut, suivant le Droit Romain, faire des Fidécimmis perpétuels. L. 32, *in fideicommissis ff. de leg. 2.*

(a) *Qui secundum instituerit Majoratum etiam nostrâ autoritate aut nostrorum successorum sive ratione contractus, sive quâvis aliâ ultimâ voluntate possit institutum revocare suo arbitratu.* L. 44. Le mot *etiam* prouve que l'on fait en Espagne des Majorats sans l'autorité du Prince.

(b) *Notandum contra imperitos qui credunt esse impossibile Majoratum fieri absque Regiâ facultate:*

* Mol. Lib. 1, cap. 2, num. 22.

Mre. Charles Dumoulin observe, qu'un Testateur peut faire autant de degrés de substitution qu'il veut. (a) Il y a des Majorats, comme des Fidéicommis, qui sont réels; c'est-à-dire, qui se font *principaliter in bonis*, principalement dans les biens; & il y en a qui se font spécialement en faveur de certaines personnes, *specialiter favore certarum personarum*.

Lorsqu'un Fidéicommis est réel, on ne suit pas la disposition de la *Novelle 159*, qui limite à quatre générations la prohibition d'aliéner. (b)

On peut faire des Fidéicommis réels & perpétuels à sa famille. *L. 32. de leg. 2.*

Faire un Majorat, c'est faire un Fidéicommis perpétuel à sa famille. La définition du Majorat le prouve, *ut in familiâ perpetuò conserventur*. De cette définition il résulte que, pour appeller sa famille par un Majorat, il n'est pas nécessaire de parler de sa famille; il suffit pour cela de faire un Majorat. Le seul mot de Majorat emporte avec soi, & sans autre expression, la vocation de la famille. *Qui Majoratum instituit eo ipso quòd ex aliquibus bonis se facere Majoratum profitetur, bona ipsa in propriâ familiâ velle perpetuò conservare censendus est.* (c)

(a) *Quantum ad gradus substitutionis, licuit testatori facere quotquot voluit. Consil. 1. num. 46.*

(b) *Quando Fideicommissum est in rem, non habet dicta Novella. Dumoulin Consil. 1. n. 47.*

(c) *Molina Lib. 1. cap. 4. num. 13. Castillo Lib. 22. cap. 22. num. 75. quotid. controuv. juri & Lib. 5. cap. 93. §. 17. num. 7.*

Si le Testateur prohibe toutes sortes d'aliénation, s'il déclare vouloir conserver sa Maison, ou maintenir son nom & ses armes, ce sont autant de dépositions qui équipollent à une vocation expresse & littéraire de sa famille. (a)

Le terme de famille comprenant dans sa signification naturelle, non-seulement les descendants, mais encore les collatéraux qui descendent d'une souche commune, soit de l'agnation, soit de la cognation; il s'ensuit, par une conséquence indubitable, que faire un Majorat, c'est appeller tous les parents de la famille, tant de la cognation que de l'agnation.

Molina l'explique parfaitement, Livre premier, chapitre quatre.

Il dit au nombre 15 que c'est une conséquence nécessaire de la perpétuité qui est essentielle au Majorat : *Consequens est ut ipse Majoratûs institutor censendus sit vocasse omnes ex familiâ descendentes ordine successivo, cum non aliter bona possent perpetuò in familiâ conservari.* Il le répète au nombre 39 & suivans.

Et il conclut au nombre 42 qu'au défaut de la ligne descendante, le plus proche d'entre les collatéraux est appelé au Majorat, fût-il au millièmiè degré de la cognation, de même que le plus proche d'entre les collatéraux, fût-il aussi au millièmiè degré de la cognation, est appelé

(a) Molina Lib. 3. cap. 4. num. 13. & 11. Castillo Lib. 2. c. 22. num. 80.

à la succession de la Couronne; que c'est l'usage général de l'Espagne, & qu'on ne peut en douter, lorsque le Testateur, à l'exemple de tous les Fondateurs des Majorats, impose à ceux qui recueilleront ses biens, la nécessité de porter le nom & les armes de sa Maison. *Quod universali Hispaniæ consuetudine receptum est.. apertiusque erit ubi institutor expresserit se velle ea bona perpetuò in suâ familiâ conservari, nominisque ac armorum propriæ familiæ delationi omnes ejusdem Majoratûs successioni astrinxerit, prout communiter omnes Majoratum institutores disponere solent.*

Ce que Molina décide a pour fondement dans le Droit Civil la Loi dernière au Code, *de verborum significatione*; le paragraphe *fratre* de la Loi *peto*, au Digeste *de leg. 2*; & le paragraphe *in fideicommisso* de la Loi 32 au même titre.

La Loi dernière au Code *de verborum significatione* décide, que, dans un Fidéicommis fait à la famille, il faut comprendre, non-seulement tous les parents, mais même après eux le gendre & la bru. *Non solum propinquos, sed etiam, his deficientibus, generum & nrum.*

Le paragraphe *fratre* appelle indéfiniment & sans exception toutes les personnes de la famille, *omnes qui in familiâ fuerint.*

Le paragraphe *in fideicommisso* appelle tous ceux qui sont *ex nomine defuncti*;

c'est-à-dire, suivant l'explication, de la famille, soit de l'agnation, soit de la cognation. *Admittuntur omnes qui proximiores sunt in gradu, sive agnationis, sive cognationis.*

De ce que le Majorat est perpétuel, & qu'il comprend la famille, il résulte que les vocations particulieres dans un Majorat ne le limitent point; qu'elles donnent seulement la préférence aux personnes de la famille qui sont nommées sur celles qui ne sont pas nommées; que celles-ci ne sont pas exclues par la vocation des autres, & qu'elles succèdent après l'extinction des premières, suivant leur proximité, au dernier décédé. Molina l'explique dans des especes qui sont très-remarquables.

Il dit au nombre 33 du quatrième chapitre, Livre premier, que, quand le Testateur a fait un Majorat de ses biens, s'il appelle son fils & ses descendants seulement, ou s'il fait quelques autres vocations spéciales, ces vocations particulieres ne peuvent restreindre la vocation générale qui résulte de la fondation & des simples termes de *Majorat*. *Quando Majoratum ex bonis suis instituens ad ejus successionem filium suum, ac ejus descendentes solum vocaverit, vel aliquas alias speciales vocationes fecerit, tunc cum Majoratus institutio in bonis ipsis principaliter fiat, ideoque realis censenda sit, perpetua esse censeatur, nec vocationes spe-*

ciales hujus verbi Majoratûs generalitatem restringant.

Au nombre 31 & suivans, il propose le cas où le Majorat n'est pas réel, mais seulement dirigé à de certaines personnes, & fait spécialement en leur faveur; & dans ce cas-là même, soit que le Testateur ait institué un Majorat dans les personnes de Titius & de ses descendants, soit qu'il les ait appelés simplement pour posséder ses biens à titre de Majorat, *jure Majoratûs*, il dit que le Majorat n'en est pas moins fait à toute la famille; que la vocation ne doit pas être restreinte aux seules personnes nommées; qu'après l'extinction des personnes nommées spécialement, ou en termes collectifs, le Majorat ne peut finir, mais qu'il doit passer au plus proche du dernier décédé, qu'en un mot, quelque nomination de personnes que l'on fasse, elle n'opere qu'une préférence, & jamais d'exclusion. *Ultimo ex descendantibus Titi deficiente, Majoratus ipse non deficiat, sed ad proximiores non nominatos, & sub hoc verbo Majoratus comprehensos devolvatur.... nominatio namque & specificatio personarum solum tribuit nominatis præcedentiam successionis, non autem aliorum exclusionem operatur.*

On va démontrer, que le principe qui vient d'être expliqué, a son fondement dans le Droit Romain, c'est dans cette source vive & pure que Molina l'a puisé.

Cet Auteur cite le paragraphe *In fidei-*

commisso de la Loi 32. de leg. 2. C'est le fameux paragraphe que tous les Auteurs citent pour déterminer la durée & l'ordre de succéder dans les Fidéicommiss perpétuels, & faits à la famille, tels que sont les Majorats : En voici les termes.

In fideicommissio quod familiæ relinquitur, hi ad petitionem ejus admitti possunt qui nominati sunt, aut post omnes eos extinctos qui ex nomine defuncti fuerint, eo tempore quo testator moreretur, & qui ex his primo gradu procreati sunt, nisi specialiter defunctus ad ulteriores voluntatem suam extenderit.

Lorsque, dans un Fidéicommiss fait à la famille, le Testateur ne borne pas la vocation à ceux qui existent seulement au temps de sa mort, & qu'il appelle ceux qui viendront dans la suite, *ulteriores*, suivant l'explication de la Glose & de tous les Interpretes du Droit, le paragraphe *in fideicommissio* décide, 1. Que le Fidéicommiss n'est pas borné aux personnes seulement que le Testateur a nommées. 2. Qu'à leur mort les autres personnes qui sont de la famille y sont admises. *Hi ad petitionem ejus admitti possunt qui nominati sunt, aut post omnes eos extinctos qui ex nomine defuncti fuerint.* 3. Que ceux qui ne sont pas nommés viennent par ordre successif suivant la proximité du degré : *Et qui ex his primo gradu procreati sunt.*

Post nominatos, dit la Glose sur le para-

graphie, *admittuntur omnes qui sunt proximiores in gradu sive agnationis, sive cognationis.*

Ce que le paragraphe *in fideicommissis* décide, le paragraphe *fratre*, de la Loi *peto*, & la Loi dernière au Code de *verborum significatione*, le décident aussi; parce que ces deux Loix décident disertement que tous ceux qui sont de la famille sont admis aux Fidéicommissis, & qu'ils y viennent par degrés.

Ainsi, dans les Fidéicommissis perpétuels faits à la famille, tels que sont les Majorats, le Droit Romain, auquel la Dame de Poitiers se retrace, décide expressément que le Fidéicommissis ne finit point par l'extinction des personnes qui sont nommément appelées, & que la nomination des personnes ne sert que pour leur donner une préférence sur celles qui ne sont pas nommées.

Lorsque le Testateur ne s'explique pas sur les progrès du Majorat, on suit de même que dans les Fidéicommissis l'ordre de succéder *ab intestat*.

Et dans cet ordre la nature du Majorat qui est indivisible, fait qu'en parité de degré, & dans la même ligne, le mâle est préféré à la femme. (a)

Le principe, que l'on ne doit point passer d'une ligne à l'autre sans épuiser celle où est le Majorat, fait que dans les Majorats comme dans le Fidéicommissis,

(a) *Molina lib. 3. cap. 4. num. 4. & 14.*

la fille du dernier possesseur est préférée au mâle d'une autre ligne. (a)

Mais souvent les Fondateurs des Majorats excluent les femmes en faveur des mâles les plus éloignés : c'est l'usage de l'Espagne. *Plures Majoratum institutores feminas adversus jura communia à primogeniorum successionem propter masculos remotiores excludere solent.* (b) Alors la fille du dernier possesseur est exclue en faveur d'un mâle d'une autre ligne. (c)

La Dame de Poitiers en convient, & elle reconnoît que cette préférence a pour principe la volonté du Testateur, qui peut sur ce point déroger au Droit commun des Majorats. (d)

La quarantième des Loix, faites à Toro, prive le petit-fils bien plus favorable que la fille, de la succession de son aïeul, lorsque le Testateur l'a ordonné.

Pour décider, non-seulement dans les Majorats, mais dans toutes sortes de Fidécourmis que les femmes sont exclues en faveur des mâles plus éloignés, on ne demande pas que le Testateur ait prononcé précisément cette exclusion, on le décide par de simples conjectures. (e)

La Dame de Poitiers ne disconvient pas de ce principe, elle desire seulement que les conjectures soient puissantes & telles

(a) Num. 13.

(b) Lib. 3. chap. 5.

(c) Toto cap. 5.

(d) Page 25. de son Factum.

(e) Mol. lib. 3. cap. 4. num. 38 & 39.

qu'on ne les puisse expliquer dans un autre sens, ni en éviter l'induction par des moyens légitimes. Molina décide, que, si le Testateur appelle les mâles, il met la qualité de mâle pour servir de regle générale, si dans une vocation de mâles il y joint la clause que, dans tous les cas & degrés, on succédera de la même manière, ce sont autant de preuves indubitables, que le Testateur a voulu exclure les femmes en faveur des mâles les plus éloignés. (a) Molina propose la question tant agitée de savoir, si le terme indéfini de *Mâles* comprend les mâles descendants par femmes, & il la résout pour l'affirmation dans le cas où l'on voit que l'objet du Testateur, pour faire un Majorat, n'a pas été de conserver l'agnation. (b)

Son sentiment est suivi par tous les Auteurs; ils ne disputent que sur les conjec-

(a) *Ad positionem masculorum sequitur exclusio feminarum.* Lib. 3. cap. 5. num. 30. *In forensibus controversiis eo ipso quod Majoratus institutor masculos ad primogenii successionem invitaverit, censetur feminas propter masculos remotiores excludere voluisse, idque ex verisimili voluntate quæ ex verbo masculus elicitur; non enim ad aliud verisimiliter hoc verbum masculus adjici potuit quàm ad feminarum exclusionem,* num. 37. *Quando qualitas masculinitatis per viam regulæ generalis apposta est in Majoratu.* num. 62. *Quando Majoratus institutor, factâ masculorum vocatione, adjecit eodem modo in omnibus aliis casibus, & vocationibus succedendum esse,* num. 65.

(b) *Ubi in Majoratum de conservandâ agnatione non agitur, sub appellatione masculorum masculi ex feminis descendentes comprehensi esse censentur.* Lib. 3. cap. 5. num. 55.

tures par lesquelles on peut connoître si le Testateur, a fait un Majorat pour conserver l'agnation, ou bien la simple masculinité.

Si le Testateur ne conserve l'agnation que pour certaines personnes, ou dans certains degrés ; par exemple, s'il dit vouloir la conserver dans la personne de Titius & de ses descendants, ou s'il ordonne quelque chose de semblable ; alors, suivant la décision de Molina, (a) il faut restreindre la conservation de l'agnation aux personnes nommées.

Ce qui est conforme à la disposition de la Loi 39. ff. de condit. & demonstr. Suivant laquelle, si le Testateur impose une condition *ad genus personarum*, elle est, dit la Loi, *totiûs Testamenti* ; mais si la condition est imposée à certaines personnes, il ne faut l'appliquer que dans le degré où ces personnes sont instituées. *Quæ conditio ad genus personarum, non ad certas & notas personas pertineat, eam existimamus esse totiûs Testamenti : ad eam quæ ad certas personas accommodata fuerit, referre debemus ad eum dumtaxat gradum quo hæ personæ institutæ fuerint.*

Sur quoi les Interpretes du Droit posent ces principes généraux. *Generalis conditio generaliter, ut specialis specialiter, intelligenda.*

Conditio injecta generaliter omnibus gradibus ad omnes gradus referetur. Omnibus

(a) Lib. 3. cap. 5. num. 18.

ejusdem gradûs injecta ad gradum insequen-
tem non extenditur. (a) Un cas, dans le-
 quel presque tous les Auteurs se détermi-
 nent à décider que la conservation de l'a-
 gnation n'a pas été l'objet du Majorat, est
 lorsque le Testateur appelle des personnes
 de sa cognation.

Mr. Charles Dumoulin, à l'autorité du-
 quel la Dame de Poitiers a eu recours sur
 cette question, le décide précisément, &
 en fait une Maxime pour les Fidéicom-
 mis. *Ex quo descentes sive personæ hono-*
ratæ, sive personæ gravatæ; non possunt
esse agnati, non censetur contemplata agna-
tio, sed solum ipsa personalis qualitas mas-
culinitatis. (b)

Cessant la circonstance que le Testateur
 a appelé des personnes de sa cognation,
 pour connoître quel a été son objet lors-
 qu'il a appelé des mâles, soit dans un
 Majorat, soit dans un Fidéicommis, s'il
 a expliqué la cause qui l'a déterminé, on
 ne peut mieux faire que de la consulter.

Et, supposé qu'en faisant un Majorat,
 il ait eu pour objet ce qui détermine or-
 dinairement les Espagnols, la conserva-
 tion de son nom, & la splendeur de sa
 Maison, alors on ne peut jamais dire qu'il
 n'ait eu en vue que l'agnation; parce que,
 suivant la remarque d'un Auteur Espa-
 gnol, ce n'est point la pensée de conser-

(a) *Gloss. ad l. quæ condit.*

(b) Dumoulin sur l'ancienne Coutume de Paris, Art.
 16, num. 7.

ver l'agnation qui porte les Espagnols à faire un Majorat. (a) Cette idée est trop limitée pour remplir leurs vastes projets; elle ne répondroit pas à l'ambition qu'ils ont d'immortaliser leur nom.

M^{re}. Sicaud appliqua ensuite ces principes au Testament dont il s'agissoit.

Ce qui porte les Espagnols à faire un Majorat de leurs biens, c'est le desir de conserver leur nom, & la splendeur de leur Maison. C'est cet unique desir qui a porté Ferdinand de Rye à faire un Majorat de ses biens.

L'usage d'Espagne le plus fréquent, est de faire des Majorats masculins, c'est-à-dire, d'appeller tous les mâles de la famille à l'exclusion des femmes. Le Testeur l'a fait.

Il est ordinaire en Espagne de nommer des personnes pour posséder le Majorat, & ces personnes, conformément aux principes des Majorats, ne sont pas appelées pour exclure celles qui ne sont pas nommées,

(a) *Si testator ob conservationem domūs Majoratum expressè instituat, non videtur agnationem conservare sed potius totam descendentiam agnatorum & cognatorum respicere, atque omnes ordine successionis Majoratus admittere, & ita ex consuetudine Hispaniæ receptā inductum.* Castillo Quotidian. Controvers. Juris lib. 5. cap. 93. §. 17. num. 7. *Majoratus Hispaniæ sui naturā non sunt agnationis, nec ob conservandam agnationem fiunt regulariter, sed potius pro conservatione nominis, memoriæ & familiæ institutorum, atque ejusdem splendore instituuntur communiter,* Ib. lib. 6. cap. 131. num. 21.

mées, mais seulement pour leur être préférées. Le Testateur s'est conformé à cet usage.

Et, en s'y conformant, il a rapporté les nominations qu'il a faites à l'objet qu'il a eu de conserver son nom, & la splendeur de sa maison.

Dans cette vue, après avoir appelé tous les mâles de sa famille par des dispositions générales, en expliquant les dévolutions de son Majorat, il a d'abord nommé tous les mâles de son nom; ensuite il a nommé tous les mâles descendants par mâles de Louise de Rye sa niece bien-aimée : de cette espece de mâles, il a fait passer son Majorat à tous les autres mâles de sa cognation; &, entre ceux-ci, il a donné la préférence à la ligne masculine de chaque héritier fidéicommissaire. Il l'a fait pour éviter les chûtes trop fréquentes du nom de Rye, & par-là le maintenir avec plus de splendeur.

Non-seulement il a nommé tous les mâles de sa cognation; mais il a aussi spécialement appelé tous les mâles descendants par femmes, sous le terme de mâles descendants médiatement de tous les substitués.

Les idées des Espagnols sont vastes, & il est rare qu'ils limitent leurs Majorats; c'est pourquoi on ne pense point qu'ils aient eu l'intention de les limiter, à moins qu'ils n'en aient fait une déclaration précise. Bien-loin que le Testateur, Sujet &

Ministre du Roi d'Espagne, ait eu dans les vocations générales ou particulières qu'il a faites, la moindre idée de limitation, il a porté ses vues dans l'avenir le plus reculé, & n'a parlé que de perpétuité & d'infinité.

Le Défenseur du Marquis de la Baume fait ensuite l'analyse du Testament, & conclut par les principes qu'il établit. 1. Que le Majorat de Rye n'est pas fait par considération pour certaines personnes, mais qu'il est réel.

2. Que la famille du Testateur y est spécialement appelée. 3. Que tous les mâles, tant de la cognation que de l'agnation, y sont spécialement appelés. 4. Que les femmes en sont exclues en faveur de tous les mâles. 5. Qu'il est perpétuel. 6. Qu'il ne peut être limité par les vocations qui suivent.

Après que le Comte de Beaujean & le Marquis de la Baume se sont unis pour combattre Mademoiselle de Poitiers & détruire sa prétention, ils se sont élevés l'un contre l'autre, pour faire voir que le troisième ordre doit être ouvert en leur faveur, chacun à l'exclusion de son adversaire.

Le Marquis de la Baume fait du Majorat un argument cornu, *argumentum cornutum utrumque feriens*. Il en frappe Mademoiselle de Poitiers, & le Comte de Beaujean. Ce dernier prétend qu'il n'est point question ici d'un véritable Majorat.

Voici comment je parlai dans une seconde Lettre, distribuée au Procès, que j'adressai au Comte de Beaujean.

Le Marquis de la Baume, qui est comme vous, Monsieur, un descendant par fille de Louise de Rye, se présente pour vous disputer le Fidéicommis : comment ose-t-il paroître dans la lice, puisque, suivant la regle que le Testateur a tracée, il est exclu de la succession? Il l'a bien senti, en substituant avec un grand appareil des Loix étrangères à la volonté du Testateur. Il a vu que l'oracle ne parloit pas pour lui, il est allé en mendier d'autres, qui ne peuvent être regardés que comme de faux oracles, dès qu'ils combattent la volonté du Testateur, qui est notre Loi unique. On ne doit point être surpris de ces partis étranges que prennent quelquefois les Défenseurs d'une Cause; l'impuissance où ils sont de la soutenir autrement, fait, ce semble, leur apologie.

Comment le Comte de Beaujean attaque le Marquis de la Baume.

Vous avez donc, Monsieur, sur votre Adversaire l'avantage de voir le Testateur soutenir votre prétention; la Loi qu'il a prescrite est votre défense, & son Testament est pour vous le plus efficace de tous les Plaidoyers.

On a vu dans l'Analyse du Testament, que le Testateur a formé trois ordres de substitution; qu'il a voulu, que, lorsque son Fidéicommis passeroit d'un ordre à un autre, du premier au second, du second au troisième, on préféreroit celui qui est

plus proche de Louise de Rye, en faisant néanmoins tomber cette préférence sur l'ainé, lorsque le puîné concourroit avec lui. *Et avenant, en quelque temps que ce soit, qu'il ne reste plus aucun mâle descendant par ligne masculine de mondit neveu, je veux que mondit Majorat, & Fidéicommis passe & retourne aux enfants mâles, & descendants par mâles, en légitime mariage, de ma bien-aimée niece Dame Louise de Rye, femme & compagne de Messire Claude de Poitiers, Baron & Seigneur de Vadans, & Chevalier en la Cour Souveraine du Parlement à Dole. PRÉFÉRANT L'AINÉ AU PUÎNÉ, ET LE PLUS PROCHAIN D'ELLE AU DESCENDANT PLUS ÉLOIGNÉ.* Ces expressions, *que mon Fidéicommis passe & retourne*, nous annoncent que c'est ici le cas du passage du premier ordre au second, de l'ordre des mâles descendants par mâles de son petit-neveu, François de Rye, Marquis de Varambon, à l'ordre des mâles descendants par mâles de Louise de Rye, sa niece. Dans cet ordre, sur qui le Testateur veut-il qu'on jette les yeux? Sur le plus prochain de Louise de Rye, en le préférant au descendant plus éloigné. Aussi le Marquis de la Baume a-t-il été obligé de convenir, que c'est la règle qu'il a fallu suivre dans le passage du premier ordre au second. *Dans la descende, dit-il, par mâles de Louise de Rye, l'affection du Testateur pour cette chere niece, lui a fait donner entre les mâles*

de cette espece la préférence à celui d'entre eux qui seroit le plus prochain d'elle sur le descendant le plus éloigné. Voilà donc une vérité si lumineuse, que le Marquis de la Baume est obligé de la confesser malgré lui. Il s'ensuit nécessairement, que cette préférence du plus prochain de Louise de Rye, est la Loi que le Testateur veut qu'on suive lorsqu'il appelle sa cognation, c'est-à-dire, les mâles descendants de Louise de Rye.

Le Marquis de la Baume convient, que le Comte de Beaujean est plus proche que lui, premièrement de Ferdinand-Eléonor de Poitiers, qui est le premier substitué des descendants de Louise de Rye; secondement, que le Comte de Beaujean est plus proche de Louise de Rye; troisièmement, qu'il est plus proche du Testateur. Cet aveu que fait le Marquis de la Baume, est aussi forcé que le premier, puisque la Généalogie démontre que Louise de Rye, qui est la bisaïeule du Comte de Beaujean, est la trisaïeule du Marquis de la Baume, & que Ferdinand-Eléonor qui est le premier appelé dans ce second ordre, est l'aïeul ou grand pere du Comte de Beaujean, & le bisaïeul du Marquis de la Baume. Le fait soutient donc parfaitement le droit du Comte de Beaujean, & le Marquis de la Baume convient du droit & du fait.

Quel est donc son retranchement? Après avoir été obligé de convenir que la préférence du plus prochain de Louise de

Rye est l'objet de la volonté du Testateur lorsqu'il appelle les mâles descendants par mâles de Louise de Rye, il veut que ce Testateur ait eu une autre idée, lorsqu'il appelle les mâles descendants par filles. On sera surpris qu'il ait conçu une pareille prétention, dont on ne voit pas le moindre vestige dans le Testament. Dans les anciens temps, quand on consultoit l'Oracle, le Prêtre gagné par des présents le faisoit parler. De même ce n'est pas ici le Testateur notre oracle qui parle, mais c'est la cupidité du Marquis de la Baume qui lui prête un langage. D'abord un violent préjugé s'élève contre lui. Quelle est la raison qui a obligé le Testateur, lorsqu'il a appelé les mâles descendants par mâles de Louise de Rye, à donner la préférence à celui qui est plus proche d'elle? C'est la même raison qui l'a engagé à donner la préférence à ces descendants sur d'autres descendants; c'est l'affection qu'il avoit pour sa niece : il ne laisse pas deviner cette affection, il appelle deux fois dans son Testament Louise de Rye, *sa bien-aimée niece*, titre qu'il ne donne pas à celui qu'il institue dans son agnation. Or cette affection qu'il a pour Louise de Rye, lui doit faire préférer celui qui est le plus proche d'elle; parce que c'est lui qui appartient de plus près à Louise de Rye. Parmi nos parents, les plus proches sont toujours ceux qui nous sont les plus chers. Si le même sang circule dans tous

les parents, celui qui circule dans nos parents les plus proches a encore une plus grande identité avec nous. C'est cette identité qui est la source de cette union intime qui regne parmi les proches parents. On s'envisage les uns les autres comme des branches d'un même arbre, dont l'union est entretenue, pour ainsi dire, par un même esprit de vie. Les branches les plus proches du tronc lui appartiennent davantage que celles qui sont plus éloignées; de même aussi les plus proches parents du Testateur participent plus étroitement à cette union qui est entre lui & sa famille. Cette proximité ayant son fondement dans la nature, on ne doit pas être surpris qu'elle ait dirigé le Testateur dans la vocation des descendants de Louise de Rye. Puisque, de l'aveu du Marquis de la Baume, elle l'a conduit dans la vocation des mâles descendants par mâles de Louise de Rye, il s'ensuit qu'elle l'a conduit aussi dans la vocation des mâles par fille de Louise de Rye. Pourquoi cela? Parce que la même proximité fondée sur la nature qui a emporté son affection dans la vocation du second ordre, a dû faire le même effet dans la vocation du troisième ordre.

Que le Marquis de la Baume ne nous dise pas, que ce troisième ordre se présentant à lui dans un avenir bien éloigné, il n'a pu avoir aucune affection pour des descendants qu'il ne connoissoit point; que

les plus proches n'ont pas dû dans son cœur être distingués des plus éloignés; & que par conséquent il n'a pas été déterminé à donner une préférence aux premiers sur les autres.

On répond qu'on ne doit pas prêter cette indifférence au Testateur, pendant qu'on voit que la proximité emporte dans son Testament une préférence. Mais que le Marquis de la Baume réponde, s'il le peut, à ce raisonnement qu'on lui va opposer. Le Second ordre des mâles descendants par mâles de Louise de Rye ne se présenteoit-il pas au Testateur dans un avenir bien éloigné? N'avoit-il pas trois arriere-petits-neveux dans son agnation, qu'il avoit appelés pour recueillir son Fidéicommis? Ne devoit-il pas penser, que, si ce premier ordre s'épuisoit, les descendants de Louise de Rye qui se présenteroient, seroient des descendants éloignés qu'il ne connoissoit pas? Il a tellement pensé de la sorte, qu'en appelant cette postérité, il ne parle point de Ferdinand Eléonor fils unique de Louise de Rye. Voici comme il parle. *Et avenant, &c. je veux que mon Fidéicommis passe & retourne aux enfants mâles descendants par mâles de Louise de Rye.* Il nomme donc des mâles qu'il ne connoît point individuellement, il ne songe pas à nommer Ferdinand-Eléonor expressément, parce qu'il ne pensoit pas que celui-ci dût survivre à trois de ses arriere-petits-neveux

& à leur postérité. Il est donc constant que ces mâles descendants par mâles qu'il a appellés, lui étoient inconnus, & qu'ils se sont présentés à lui dans un avenir éloigné. Cependant, selon le Marquis de la Baume, parmi ces mâles qu'il ne connoissoit point, il préfère le plus proche de Louise de Rye. Il a donc bien pu avoir cette proximité pour objet de préférence, lorsqu'il a appelé les mâles descendants par fille qu'il ne connoissoit point. Mais il ne s'agit pas d'examiner s'il l'a pu, puisqu'il est certain qu'il l'a fait, & que cette proximité est la règle qu'il a prescrite. *Préférant l'ainé au puîné*, & LE PLUS PROCHAIN DE LOUISE DE RYE AU DESCENDANT PLUS ÉLOIGNÉ.

Au fond on soutient avec raison que cette proximité à laquelle on donne une préférence dans une postérité qu'on ne connoît point, a son fondement dans la nature même. N'est-il pas certain que notre postérité éloignée que nous ne connoissons pas, nous est chère? C'est par notre postérité que nous nous flattons de nous immortaliser : notre amour-propre nous la rend présente à l'esprit : ces sentiments sont extrêmement vifs dans le cœur des personnes qui sont d'une naissance distinguée. Le Testateur ne dit-il pas : *Et parce que je desire grandement de maintenir & conserver à perpétuité le nom, les armes, & la splendeur de notre Maison de Rye?* C'est ce desir violent qui lui offroit souvent sa

postérité à l'esprit; c'est ce desir qui lui faisoit chérir les descendants de Louise de Rye; quoiqu'il ne pût pas avoir de chacun d'eux en particulier une idée distincte, il en avoit une expresse de cette postérité en général; il n'en faut pas davantage pour exciter & émouvoir notre affection, & faire naître nos desirs. Le Testateur préféroit les plus proches de lui aux plus éloignés, parce que les premiers lui étoient unis plus intimement : notre sang est moins changé & moins mêlé dans ceux qui sont plus éloignés. On peut dire que la proximité nous entraîne alors avec d'autant plus de force, que nous ne connoissons point le mérite personnel de nos descendants, & que nous ne pouvons pas avoir d'autre motif de préférence que cette même proximité. Aussi voyons-nous que le Testateur a raisonné de la sorte, en s'abandonnant aux sentimens de la nature; & quand le Marquis de la Baume lui suppose une indifférence pour sa postérité; il lui prête un langage très-oppoé, non-seulement aux sentimens du Testateur, mais à ses propres sentimens; car on ne peut pas penser que le Marquis de la Baume n'ait là-dessus des idées des personnes de sa naissance. L'Avocat qui l'a fait parler, n'a pas conservé le caractère du Marquis de la Baume.

Sur quoi peut donc porter la prétention du Marquis de la Baume? Il a tiré de sa place naturelle une règle que le Tes-

tateur a prescrite , & l'a appliquée au cas de la concurrence qui est entre lui & le Comte de Beaujean ; mais son artifice ne lui réussira point , il ne sera pas difficile de restituer à cette regle la place qu'elle doit avoir , & de montrer que la volonté du Testateur s'éleve contre cette application que fait le Marquis de la Baume.

La regle dont il veut se prévaloir , est conçue en ces termes : *en sorte néanmoins que l'ainé soit préféré au puîné , & le plus prochain du dernier possesseur , & le plus habile à lui succéder selon le droit.* Voici comme il abuse de cette regle. Il dit au Comte de Beaujean : Le dernier qui a possédé le Fidéicommis , est Ferdinand-Joseph de Poitiers. Il est constant , comme le démontre la Généalogie , que je suis plus proche que vous de ce dernier substitué. Il s'ensuit , selon le Testateur , que je dois être préféré.

Qu'on lise le Testament , on sera d'abord frappé de l'abus que le Marquis de la Baume fait de cette clause en renversant la volonté du Testateur. Cette regle est répétée deux fois dans le Testament.

La premiere fois , c'est lorsque le Testateur a appelé son agnation ; c'est-à-dire , sa famille qui portoit son nom. Voici comme il a parlé : *Lequel Majorat je veux commencer à l'instant du décès de mondit héritier Ferdinand de Rye , en la personne d'un des enfants mâles d'icelui , & passer*

successivement de degrés l'un après l'autre, en sorte néanmoins que l'ainé soit préféré au puîné, & le plus prochain du dernier possesseur, & le plus habile à lui succéder selon le droit, suivant toujours la ligne de celui qui aura été mon héritier, tant qu'il plaira à Dieu de la conserver; & en quelque temps qu'elle vienne à faillir, ledit Majorat passera à l'autre ligne plus prochaine des descendants par mâles, comme dit est, de mon neveu le Marquis de Varambon; savoir, après celle dudit Ferdinand de Rye à celle dudit François, après celle dudit François à celle du premier mâle que mondit neveu le Marquis de Varambon aura d'un autre mariage, & après celui-ci à celle du second, & ainsi des autres suivant l'ordre de naissance.

Toutes ces expressions, lequel Majorat en la personne de l'un des mâles de mon héritier Ferdinand de Rye.... passera à la ligne prochaine des descendants par mâles de mon neveu le Marquis de Varambon, & puis à celle du premier mâle que mon neveu aura d'un autre mariage; ainsi des autres suivant l'ordre de la naissance: Toutes ces expressions, dis-je, démontrent clairement qu'il ne s'agit ici que du séjour & du progrès du Fidéicomis dans la famille du Marquis de Varambon, ou, si l'on veut, dans l'agnation du Testateur, qui est le premier ordre de substitution. Il veut donc que tant que son Fidéicom-

mis subsistera dans cette famille, qu'il y passera d'une ligne à l'autre sans sortir de cet ordre, qu'on préfère *le plus prochain du dernier possesseur, & le plus habile à lui succéder selon le droit.*

Cette règle n'est donc précisément que pour le séjour & le progrès du Fidéicommis dans un ordre de substitution, & non pas pour le passage d'un ordre à l'autre. Ce qui démontre clairement cette vérité, c'est qu'immédiatement après cette règle, le Testament a dit : *Suivant toujours la ligne masculine de celui qui aura été mon héritier, tant qu'il plaira à Dieu de la conserver.*

N'est-il pas certain qu'il parle de la ligne masculine du Marquis de Varambon, ou, si l'on veut, de la ligne de Ferdinand de Rye héritier institué, fils du Marquis? Cette expression, *tant qu'il plaira à Dieu de la conserver*, ne nous fait-elle pas voir que la règle qu'il prescrit n'est que pour le temps que doit durer cette ligne masculine, & qu'elle n'est pas faite pour être observée après l'extinction de la ligne? Rien de plus clair que ces termes, *tant qu'il plaira à Dieu de la conserver.* Si le Marquis de la Baume ne se rend pas à une telle démonstration, il seroit si ébloui de la lumière du soleil, qu'il diroit que cet astre ne l'éclaire point.

D'ailleurs, n'a-t-on pas vu que le Testateur a dit formellement & précisément, que lorsqu'il s'agira du passage d'un ordre

à un autre, on préférera celui qui est le plus proche de Louise de Rye, il a distingué parfaitement les deux cas; le cas du séjour du progrès du Fidéicommis dans un ordre, & le cas du passage & du retour? Pour ne pas voir cette distinction dans le Testament, & l'application de chaque regle à chaque cas, il faut avoir sur les yeux un bandeau des plus épais que la cupidité y puisse mettre : on sait qu'elle est en possession de nous aveugler.

La seconde fois que le Testateur a prescrit la regle que pervertit le Marquis de la Baume, c'est lorsqu'il a voulu marquer le séjour & le progrès du Fidéicommis dans le second & le troisieme ordre de substitution. Il fait dans ces deux ordres, ainsi que dans le premier, le même usage de cette regle. Comme on ne veut point suivre l'exemple du Marquis de la Baume, qui coupe le Testament par parties, & les place ensuite hors de leur rang, on transcrira tout de suite l'article, où le deuxieme & troisieme ordre sont appelés. Le Comte de Beaujean a autant d'intérêt à offrir le Testament dans sa contexture naturelle, que le Marquis de la Baume a d'intérêt à le diviser.

Et avenant, en quelque temps que ce soit, qu'il ne reste plus aucun mâle descendant par ligne masculine de mondit neveu, je veux que mondit Majorat & Fidéicommis de mes biens passe & retourne aux enfants mâles & descendants par mâ-

les en légitime mariage de ma bien-aimée niece Dame Louise de Rye, femme & compagne de Messire Claude de Poitiers, Baron & Seigneur de Vadans, Chevalier en la Cour Souveraine au Parlement à Dole, préférant l'ainé au puîné, & LE PLUS PROCHAIN D'ELLE AU DESDENDANT PLUS ÉLOIGNÉ.

Et voulant que de-là il passe de mâle en mâle, de degré en degré, de ligne en ligne perpétuellement, à la charge de prendre, porter, & relever les armes de notre Maison de Rye : voulant encore, ainsi que j'ai ordonné; entre les descendants mâles de mondit neveu le Marquis de Varambon, que ceux des descendants mâles de ma bien-aimée niece Dame de Vadans, qui posséderont ladite substitution de Vadans, laissent suivre mondit Majorat aux autres mâles ou descendants qui ne le posséderont pas, tant qu'il y aura aucuns qui ne soient promus aux Ordres Sacrés ni Religieux Profès de quelque Ordre; ainsi qu'ils soient de profession Laïque & Séculière : préférant toujours l'ainé au puîné, & le plus prochain du dernier possesseur, & le plus habile à lui succéder selon le droit.

On voit d'abord le cas du passage du Fidéicommis bien exprimé, & que le Testateur applique à ce cas la règle qui veut qu'on préfère le plus prochain de Louise de Rye. Pouvoit-il mieux s'expliquer? Et si on ne le comprend pas, n'est-ce pas parce qu'on ne veut pas le comprendre?

Mais, dit le Maquis de la Baume, le Testateur dit à la fin de cet article, qu'on vient de citer, *préférant le plus prochain du dernier possesseur*, que deviendra cette dernière règle ?

Il est constant que le Testateur n'a pas voulu qu'elle combattît l'autre règle, ainsi il lui faut trouver sa place. Le Testateur ne nous a-t-il pas épargné le soin de la chercher ? *Voulant*, dit-il, *ainsi que j'ai ordonné, entre les descendants mâles de mondit neveu le Marquis de Varambon, qu'on préfère l'ainé au puîné, & le plus prochain du dernier possesseur, & le plus habile à lui succéder selon le droit ?* Voyons comme il a ordonné qu'on fît usage de cette règle parmi les descendants mâles du Marquis de Varambon, & nous verrons comme il la faut appliquer ici. Il a ordonné, cela est démontré, que cette règle parmi les descendants mâles du Marquis de Varambon ne serviroit que pour le séjour & le progrès du Fidéicommis dans ce premier ordre pendant tout le temps qui le parcourroit sans en sortir; il s'ensuit clairement, que cette règle a le même usage dans le second & le troisième ordre.

Le Testateur dit avec la dernière clarté, sans se servir d'aucun terme amphibologique, tant que mon Fidéicommis cheminera dans ce premier ordre, s'il s'agit du passage d'une ligne à l'autre, & qu'il y ait une concurrence entre les deux descendants, je veux *qu'on préfère le plus prochain*

chain du dernier possesseur, & le plus habile à lui succéder selon le droit ; mais lorsque mon Fidéicommis passera du premier ordre de substitution au second & du second au troisieme, alors je veux qu'on préfere le plus proche de Louise de Rye ; & lorsque dans le second ou le troisieme ordre mon Fidéicommis se proménera, si on peut parler de la sorte, sans sortir de l'espace de l'un ou de l'autre ordre, je veux, ainsi que je l'ai ordonné dans le premier ordre, qu'on préfere le plus prochain du dernier possesseur ; & le plus habile à lui succéder. En un mot, il nous fait parfaitement l'application de ces deux regles différentes ; c'est une extrême infidélité de s'écarter de l'usage qu'il en fait, & de violer son intention, en les mettant en œuvre dans des cas où il a voulu qu'on ne les observât point. Un passage d'un Fidéicommis d'un ordre à l'autre nous annonçant un ordre nouveau, nous présente une autre famille. C'est un nouveau spectacle assujetti à de nouvelles regles. Cette forme, sous laquelle paroît alors le Fidéicommis ; le remet au même état qu'il étoit lorsqu'il a été recueilli par celui qui a d'abord été institué. Ce n'est donc pas de la main du substitué de l'ordre précédent, que celui qui commence le nouvel ordre reçoit le Fidéicommis ; c'est de la main même du Testament : ainsi celui qui est plus proche du Testateur, doit être préféré à celui qui est plus près du dernier substitué.

Preuve que la regle que le Marquis de la Baume emploie, ne peut jamais lui être utile, c'est que le Testateur a dit, *préférant le plus prochain du dernier possesseur, & le plus habile à lui succéder selon le droit*; le descendant qui voudra se servir de cette regle, doit donc en même temps être le plus proche & le plus habile à succéder, parce que le Testateur exige que la proximité soit réunie à l'habileté de succéder, autrement la regle n'est d'aucun usage. Ici il est certain que le Marquis de la Baume n'est pas le plus habile à succéder au dernier substitué, puisque celui-ci a laissé une fille; l'union de ces deux qualités étant nécessaire suivant le Testateur, & le Marquis de la Baume ne les réunissant pas, comment s'est-il avisé de se fonder sur une pareille regle? Ce fondement lui échappe, & sa prétention ne porte sur rien. Rien ne prouve mieux que cette regle n'est pas faite pour le passage d'un ordre à l'autre.

Il se réfugie dans cette expression du Testateur, *préférant l'ainé au puîné*. Je suis, dit-il, l'ainé à l'égard du Comte de Beaujean; puisque je suis dans une branche aînée, je dois donc lui être préféré. Qu'est-ce que cette aînesse du Marquis de la Baume? Il dit qu'il est aîné dans les lignes directes & collatérales où se trouve le Fidéicommis, dans la ligne directe de Ferdinand François de Poitiers, second substitué du second ordre, & dans la ligne

collatérale de Ferdinand-Joseph de Poitiers, dernier substitué du second ordre. Il est, dit-il, fils aîné de Marie-Françoise de Poitiers, laquelle est fille aînée de Ferdinand-Joseph de Poitiers. L'ainesse d'une fille par représentation de son pere n'a point lieu dans plusieurs de nos Coutumes; si elle a lieu dans quelques-unes, c'est parce qu'elles ont des dispositions expresses à cet égard. Le Marquis de la Baume ne nous a pas fait voir par aucune autorité, que cette ainesse de fille par représentation puisse avoir lieu dans cette espece. Quand il nous dit que Marie-Françoise de Poitiers est sœur aînée de Ferdinand-Joseph de Poitiers, de quel usage lui seroit l'ainesse de sa mere, dont le sexe est exclu dans le Testament de l'Archevêque de Besançon. L'ainesse prétendue du Marquis de la Baume est en vérité d'une espece tout-à-fait singuliere; elle est amenée, je ne sais comment, par une subrogation & une représentation: mais supposons-la véritable un instant, ce seroit une ainesse dans la Maison de Poitiers. Il ne s'agit pas ici d'une substitution affectée à la Maison de Poitiers, mais aux descendants de Louise de Rye; ce n'est point à la famille de Poitiers qu'elle est destinée, mais à la famille de Rye.

Mais voici une réponse qui anéantit entièrement cette frivole objection. Quand le Testateur, en préférant le plus proche de Louise de Rye, a voulu qu'on préférât

l'ainé au puîné, c'est lorsqu'il y auroit une concurrence en parité de degré. Voilà deux freres, par exemple, qui tous deux prétendent le Fidéicommis, ils sont également proches de Louise de Rye; alors l'ainé sera préféré au puîné. Il ne s'agit pas d'une concurrence entre deux descendants, dont l'un sera dans une branche aînée, & l'autre dans une branche cadette. Le Testateur se seroit bien servi du terme de *branche* & de celui de *ligne*, s'il avoit voulu parler d'une telle concurrence. D'ailleurs, l'expression de *puîné* ne s'applique point à une ligne & à une branche. On ne dit point une branche puînée, une ligne puînée; mais une branche cadette, une ligne cadette. Ainsi le Marquis de la Baume, pour soutenir sa prétention, fait faire au Testateur un barbarisme qui offense les oreilles les moins délicates. On a vu que Mademoiselle de Poitiers renverse le sens des mots, Le Marquis de la Baume fait un barbarisme: ils sont réduits à faire une nouvelle langue, pour faire dire au Testateur ce qu'il n'a jamais voulu dire. Ainsi notre Langue & le Testament s'élèvent également contre eux.

On montrera encore que le Testateur, en préférant le plus proche de Louise de Rye, n'a entendu donner la préférence à l'ainé sur le puîné, que dans une concurrence en parité de degré. Si on la prenoit dans un autre sens, c'est-à-dire, dans une concurrence entre deux degrés, l'un plus

proche, & l'autre plus éloigné, le Testateur auroit prescrit une regle qui se contrarieroit. Il veut qu'on préfere le plus proche, & il veut qu'on préfere l'ainé. Cet aîné peut être plus éloigné, comment concilier tout cela? Cette conciliation ne se peut faire qu'en disant avec le Testateur, qu'il s'agit de deux descendants qui sont dans le même degré, dont l'un est l'ainé, & l'autre le puîné; cela est démontré. Il s'ensuit que la prétendue aînesse du Marquis de la Baume n'est ici d'aucun usage. Il dit qu'il ne faut point quitter la ligne où se trouve le Fidéicommis pour remonter à une autre, à moins que la première ne soit épuisée, & il applique cette regle au cas où il est; mais il n'est point dans la ligne où étoit le dernier substitué. Celui-ci étoit un mâle descendant par mâles de Louise de Rye, & le Marquis de la Baume est un mâle descendant par fille. D'ailleurs il ne s'agit pas ici du séjour & du progrès du Fidéicommis dans un ordre de substitution, mais du passage d'un ordre à l'autre, du passage de l'ordre des mâles descendants par mâles, à l'ordre des mâles descendants par filles. Le Marquis de la Baume cite Molina. Cet Auteur Espagnol est le Héros de son Défenseur. *Quoties, dit ce Docteur au-delà des Pyrénées, successio ad unam lineam devenit, non debet fieri transitus ad aliam.* Mais, encore une fois, la succession n'est point entrée dans la branche ou la ligne du Mar-

quis de la Baume , *ad ejus lineam non devenit* : peut-être ne parle-t-il de la sorte , que parce que la vicacité avec laquelle il desiré cette succession qu'on lui dispute , fait sur lui le même effet que s'il la possédoit. Molina ne peut donc servir à celui qui le cite , qu'à faire paroître une érudition inutile.

Après qu'on a démontré que le Comte de Beaujean , selon le Testateur , est appelé au Fidéicommis dans ce nouvel ordre , comme le plus proche de Louise de Rye , on pourroit , sans rien craindre , laisser le Marquis de la Baume s'épuiser à traiter des questions de Droit qui ne le conduiront jamais à son but. De quelle nécessité est-il d'agiter la question , si le Fidéicommis est un Majorat ou non ? Dès que Molina , l'oracle du Marquis de la Baume , décide qu'on peut déroger , en faisant un Majorat , aux Loix essentielles de ces sortes de substitutions , de quel usage peuvent être pour le Marquis de la Baume les Loix des Majorats que le Testateur a violées ? Suivant Molina , on peut faire des Majorats limités & temporels ? Quoiqu'ils doivent être infinis , perpétuels , suivant les Loix des Majorats , *qui expressa testantis dispositione in personâ loco vocatâ finiantur*. Quand cet Auteur établit les Loix des Majorats , il dit précisément qu'elles doivent avoir lieu , à moins que le Testateur ne l'ait voulu autrement : *Nisi aliud fuerit constitutum per illum qui Majoratum*

instituit atque ordinavit ; nam in ejusmodi casu præcipimus ut voluntas testatoris servetur. La Loi quarantieme de Tauro conserve cette liberté au Fondateur d'un Majorat. Ainsi, que le Marquis de la Baume nous dise, que suivant les Majorats la présentation, qui n'a pas lieu dans les substitutions, est admise, que son droit d'ainesse prétendu lui doit donner la préférence ; quand nous conviendrions de son principe, & que nous aurions la complaisance de lui passer son ainesse irrégulière, sa prétention n'en seroit pas plus solide, parce que nous lui répondrions, le Testateur a dérogé à cette Loi du Majorat, *nam in ejusmodi casu præcipimus ut voluntas testatoris servetur.*

A quoi sert donc de faire un étalage des Loix de Majorats, de mettre en lambeaux une Bibliothèque d'Auteurs Espagnols ? Pourquoi aller à grands frais chercher bien loin des Auteurs pour nous prouver les Loix des Majorats ; dès qu'ils conviennent qu'on peut déroger à ces Loix, ils se déclarent pour le Comte de Beaujean, ce sont des déserteurs qui quittent les enseignes du Marquis de la Baume, pour se ranger sous celles de son adversaire.

Mais ôtons au Marquis de la Baume le bouclier qu'il se fait des Loix des Majorats : après avoir montré qu'il n'a aucuns moyens solides, prouvons qu'il n'en a pas même de spécieux.

Suivant Molina, cité par le Marquis

de la Baume, le Majorat se définit une disposition par laquelle une personne laisse ses biens à une famille, pour y être déferés par ordre successif & perpétuellement en entier à l'ainé. Le même Molina, en faisant cette définition, dit : *Et novam, & essentialem Hispanorum Majoratum definitionem*. Le terme de Majorat a un sens générique, & un sens spécifique; suivant le premier sens, c'est un Fidéicommis perpétuel & graduel dans une famille; suivant le second sens, c'est un Fidéicommis perpétuel où le droit d'ainesse a la préférence. C'est précisément le Majorat d'Espagne; *Et novam, & essentialem Hispanorum Majoratum definitionem*.

Le Testateur n'a pris le mot de Majorat que dans son sens générique; preuve de cette vérité, c'est qu'il joint ce terme avec celui de Fidéicommis, presque toutes les fois qu'il en parle, *mon Majorat*, dit-il, *& mon Fidéicommis*. Le Majorat, dit le Marquis de la Baume, est au Fidéicommis ce que l'espece est au genre. Lorsqu'on nomme l'espece, on n'y joint point le nom du genre; l'être est le genre de la substance, la substance est le genre du corps; on ne dit point la substance & l'être, le corps & la substance, ce seroit un pléonasma des plus vicieux & des plus ridicules. Pourquoi cela? Parce que le nom de l'espece renferme non-seulement l'idée du genre, mais l'idée de ce qui le distingue du genre. Quand on veut faire une

répétition, on n'assemble pas deux mots dont l'un ne renferme que la moitié de l'idée que l'autre donne. On doit conclure que le Testateur ayant dit mon Majorat & mon Fidéicommis, a voulu employer deux synonymes qui signifioient la même chose, dont l'un ne disoit pas plus que l'autre. Il a fait une figure dont on se sert souvent, il a donc pris le Majorat dans son sens générique, & non pas dans son sens spécifique. La plus légère teinture de la Logique & de la Grammaire persuadera la force de cette démonstration. Si le Testateur eût voulu que le Majorat se prît dans son sens spécifique, qui l'auroit empêché de le caractériser, en l'appellant Majorat d'Espagne, ou en lui donnant son attribut essentiel, qui est la préférence du droit d'ainesse?

Deux raisons convaincantes nous prouvent encore, qu'il n'a pas voulu faire un Majorat d'Espagne. Premièrement, il a exclu le sexe de son Fidéicommis : il est certain que le sexe est appelé dans les Majorats d'Espagne, à l'exemple de la succession à la Couronne d'Espagne, qui est un Majorat, le modele des autres substitutions de cette espece. Secondement, il n'a donné aucune préférence au droit d'ainesse dans le passage de son Fidéicommis d'un ordre à l'autre, mais seulement au plus prochain de Louise de Rye; car on a vu que cette préférence qu'il donne à l'ainé sur le puîné, se borne à une con-

currence entre deux descendants qui sont dans le même degré. Voilà un Majorat dépouillé de ses attributs; ce n'est, pour ainsi dire, qu'un squelette de Majorat, qui n'en a proprement que le nom.

Qui ne seroit après cela surpris de l'entreprise du Marquis de la Baume, qui sur le prétexte que le Testateur a employé le mot de Majorat dans un sens générique, veut assujettir le Testament aux Loix des Majorats d'Espagne, pendant que le Testateur a dérogé expressément à ces Loix?

Comment le Marquis de la Baume n'a-t-il pas senti qu'en se jettant entre les bras de ces Auteurs étrangers, afin d'étayer par de pareilles Autorités le sens forcé qu'il donne au Testament, il donne lieu de penser que le sens naturel & légitime de cette disposition est contre lui? Il semble dire au Testateur : *En vain vous m'avez voulu donner l'exclusion : je ferai voir par Molina, & par Gomez, qu'on doit attacher à vos expressions un sens contraire à celui que vous leur avez donné; ainsi, à l'aide de ces Auteurs Espagnols, j'envahirai votre succession malgré vous.* Mademoiselle de Poitiers soutient que, malgré le Testateur, qui avoit exclu son sexe, elle devoit recueillir le Fidécomis. Le Marquis de la Baume soutient que, malgré le Testateur qui appelle dans ce nouvel ordre le descendant le plus proche de Louise de Rye, on peut admet-

tre un descendant plus éloigné ; tous deux veulent anéantir les dispositions les plus claires & les plus précises du Testateur. Comment la balance de la justice, qui incline toujours pour la volonté du Testateur, pencheroit-elle pour eux ?

Il faut observer, que les Loix des Majorats sont des Loix qui ne regardent que l'Espagne ; que la Franche-Comté se régissoit du temps du Testateur, & se régit encore suivant des Coutumes qui lui sont particulieres ; qu'au défaut de ces Coutumes le Droit écrit étoit, & est encore son Droit municipal ; qu'elle n'a jamais été soumise à l'Espagne par droit de conquête, mais par droit de succession. Qu'on parcoure le Recueil des Ordonnances des Rois d'Espagne pour la Franche-Comté, on ne verra point que cette Province se soit soumise aux Loix d'Espagne. Louis-le-Grand, qui a conquis la Franche-Comté, lui a conservé ses Loix & ses Coutumes. Ainsi les Loix des Majorats d'Espagne n'ont jamais été introduites dans la Franche-Comté. Les Loix d'une Province ne s'étendent pas dans une autre, quoiqu'elles soient sous la domination du même Monarque. Les Contrats de mariages où l'on se soumet à des Coutumes qui ne s'observent point dans le lieu où l'on contracte ne doivent pas être tirés à conséquence, parce que l'on sait qu'il est de la nature du Contrat de mariage d'être susceptible de toutes sortes de con-

ventions, ce que l'on ne peut pas dire des autres Actes.

Le Majorat est donc un vain refuge pour le Marquis de la Baume. Il a mendié un secours inutile auprès des Auteurs Espagnols. Au fond le véritable point de vue qui fixera les regards des Juges, c'est la volonté du Testateur. Elle est si évidente, que tous les vains nuages qu'on lui oppose disparoissent devant elle. Vainement le Marquis de la Baume dira, que ce Fidéicommis étant successif, doit se déférer au plus prochain du dernier successeur : on a déjà fait voir au Procès, que la maxime ne s'appliquoit point au Fidéicommis qui prenoit une nouvelle forme, & qui passoit dans un ordre nouveau. On a cité Peregrinus, Art. xx. n. v. de *fideicommissis*, qui dit : *Illorum autem opinio quæ pro testatoris proximitate stat præsertim accipitur, cum post mortem gravati fit diversio ad aliam personarum conditionem, veluti à masculis ad feminas, à descendantibus ad transversales & ejusmodi.* On a cité la Loi dans le fameux paragraphe *in fideicommissis*, qui dit : *Post omnes extinctos qui ex his primo gradu procreati sunt, quatenus ibi deciditur post extinctos nominatos, & qui ab illis descendunt vocari proximiores testatoris* : la Glose est conforme à cette Loi. Peregrinus cite plusieurs Jurisconsultes célèbres qui sont de la même opinion.

La raison est sensible dans l'espece pré-

fente. Le Testateur a formé trois ordres dans sa substitution. Il est certain que celui qui est le premier dans le premier ordre, n'a reçu le Fidéicommis que de la main du Testateur ; car de quel autre l'auroit-il reçu ? Son successeur le tient de la main de cet institué, & ainsi des autres sujets de cet ordre qui le tiennent de celui à qui chacun succede. C'est pourquoi dans ce progrès la règle qui veut qu'on préfère le prochain du dernier possesseur, peut avoir son application. Mais lorsque cet ordre est épuisé & qu'il se présente un ordre nouveau, on voit clairement que la succession se trouve au même état qu'elle étoit au décès du Testateur. Ainsi le premier de ce second ordre tient le Fidéicommis de la main du Testateur. Aussi voyons-nous qu'il l'appelle son héritier, *suivant*, dit-il, *la ligne de celui qui sera mon héritier*. Il donne le même nom au premier du troisième ordre. Cela prouve clairement, qu'il regarde ces premiers sujets plutôt, comme des institués, que comme des substitués. Il s'ensuit que, puisqu'ils tiennent le Fidéicommis de la main du Testateur, on doit préférer celui qui est le plus proche du Testateur. Ce qui démontre clairement que le premier d'un ordre nouveau ne tient le Fidéicommis que de la main du Testateur, c'est qu'on ne peut pas dire qu'il le tienne du dernier de l'ordre précédent ; il n'est point de la famille de ce dernier, il n'est point le plus habile à lui

succéder. Et par conséquent il n'est point appelé comme le plus prochain du dernier possesseur, puisque le Testateur veut que celui qui prétendra se servir de cette Loi, soit le plus habile à succéder au dernier possesseur. On voit donc avec la dernière clarté, que, suivant la raison même, & la volonté du Testateur, lorsqu'on commence un ordre nouveau, la seule préférence qu'il faut accorder, c'est à celui qui est le plus proche du Testateur.

Il s'ensuit, Monsieur, que la Loi, la Raison, le Testateur, tout vous favorise. Je le répéterai encore, le Testateur est votre Avocat, & le Testament votre Plaidoyer.

Moyens
du Mar-
quis de la
Baume
contre le
Comte
de Beau-
jean.

M^{re}. Sicaud soutint au contraire, que le Marquis de la Baume devoit être préféré au Comte de Beaujean, parce que ce premier est dans la branche aînée. Les Majorats sont des dispositions en faveur de l'aîné, *proximo cuique primogenito deferantur*. Quoiqu'il soit aîné par représentation, cette représentation a lieu dans les Majorats; la quarantième des Loix faites à Toro y est formelle; le Marquis de la Baume doit être préféré en qualité de mâle plus proche du dernier possesseur. Le Comte de Beaujean prétend que l'on doit regarder cette proximité par rapport à Louise de Rye; mais c'est en quoi il se trompe. Premièrement, en matière de substitutions on ne quitte point la ligne où se trouve le Fidécimmis, pour remonter à

une autre, à moins que la première ne soit épuisée. (a) Tel est le sentiment de plusieurs Auteurs qui ont traité la matière. (b)

On ne dissimulera pas que les Docteurs ont été partagés, & ont beaucoup écrit, comme le Comte de Beaujean l'observe, sur la question de savoir, si dans les Fidécourmis faits à la famille, on doit avoir égard pour la proximité des degrés à la personne du Testateur, ou bien à celle du dernier possesseur.

Aucun des Partisans de la proximité du Testateur n'a oublié de dire, comme fait le Comte de Beaujean, que le substitué est élu par le Testateur, qu'il succède aux biens du Testateur, qu'il les tient de lui, & rien du dernier possesseur: *Capit à gra-*

(a) Molina Liv. 3. chap. 6. num. 32. applique ce principe au Majorat: *Quoties successio ad unam lineam devenit, non debet fieri transitus ad aliam nisi deficientibus omnibus his qui ex illâ lineâ processerint: sicut enim successio ipsa non debet exire ex illâ lineâ in quâ semel ingressa est, ita etiam primogenituræ jus non debet facere transitum ex illâ lineâ in quâ semel radicatum est, nisi omnes ex illâ lineâ procedentes deficient.*

(b) *Secunda conclusio.* Naturam pariter & conditionem Majoratûs seu primogenituræ illam esse ut de lineâ in lineam progrediantur; ita ut quotiescumque bona primogenituræ affectæ lineam unis ex vocatis ingressa fuerint, secundo geniti, vel alterius linea non admittatur, nisi deficientibus omnibus prioris lineæ, & tota lineâ ingressi evacuata, & finita.

Ant. Thesaurus Quæst. Forens. Lib. 2. quæst. 12. num. 22.

Linea semel occupata semper est continuanda & perpetuanda in omnes illius descendentes. Id. Lib. 1. quæst. 34. num. 17, & alii.

vante, non à gravato. Toutes ces raisons, & beaucoup d'autres, ont été solidement détruites par les Auteurs qui tiennent pour la proximité du dernier possesseur.

Mre. Jean Marie Ricard (a) observe ce qui se présente naturellement à l'esprit, que, lorsqu'un Testateur fait un Fidéicommis graduel à sa famille, sa pensée n'est point qu'on lui succède *ab intestat*, mais seulement que l'on conserve ses biens dans sa famille, qu'ils n'en sortent point, & qu'on les recueille de proche en proche dans l'ordre légitime de succéder, qui est que les biens passent au plus proche parent du défunt, pourvu qu'il soit de la famille du Testateur.

On peut même dire, que cet ordre est établi disertement dans la Loi dernière au Code, *de verbor. signific.* parce que dans cette Loi qui contient l'espèce d'un Fidéicommis fait à la famille, l'Empereur ordonne de suivre l'ordre successif entre tous ceux qui composent la famille graduellement, & dans le rang qu'ils ont les uns avec les autres.

C'est l'ordre le plus naturel; c'est celui qui est le plus conforme aux mœurs des Nations qui, par une espèce de Fidéicommis, affectent les biens aux familles dont ils procedent. On n'y considère le premier auteur, qu'afin que la personne qui demande les biens soit de la famille; & entre ceux

(a) *Traité des Substit. Part. 1. chap. 8. sect. 2.*

ceux qui font de la famille, on préfère, non pas celui qui est le plus proche du premier auteur, mais celui qui est le plus proche du défunt.

Aussi, de l'aveu de presque tous les Docteurs, l'opinion de la proximité du dernier possesseur est la plus commune.

C'est la seule que l'on tienne au Palais, comme étant la plus régulière, la moins embarrassante, & la plus capable d'empêcher une infinité de contestations.

On y pense, qu'à moins que le Testateur n'en ait disposé autrement, il n'a pas eu intention de suivre, pour conserver ses biens dans sa famille, un ordre différent de celui que la Loi qui est sage a établi : c'est un ordre simple, & qui n'est sujet à aucun inconvénient.

M^{re}. Sicaud prétend ensuite que, suivant les maximes des Majorats, on doit préférer le plus prochain du dernier possesseur.

A l'égard des raisons qui veulent que dans la continuation d'un ordre, on préfère le plus proche du dernier possesseur, elles subsistent dans le cas du passage d'un ordre à l'autre ; on y trouve la présomption que le Testateur a voulu qu'on suivît l'ordre du droit, d'abord qu'il n'a pas ordonné le contraire : on trouve les inconvénients de remonter au Testateur ; on y trouve la simplicité du progrès en faisant passer le Fidéicommis à ceux qui sont les plus proches du grévé ; on y trouve la juste application de ce qui se passe dans nos

Coutumes pour la succession des propres qui sont déferés aux plus proches du défunt, pourvu qu'ils soient de la ligne dont les propres procedent.

Lorsque d'un côté il n'y a pas de raison pour préférer le plus proche du Testateur dans le changement d'un ordre à l'autre, & que d'un autre côté les raisons qui font préférer le plus proche du dernier possesseur dans la continuation d'un même ordre, subsistent dans le changement d'un ordre à l'autre; il faut penser, comme a fait Mre. Jean-Marie Ricard, que n'y ayant dans ces deux cas *aucune diversité de principes*, ils ne doivent pas être susceptibles de différentes décisions.

Quelque convaincantes que soient toutes ces raisons, le Comte de Beaujean insiste à dire, qu'entre les mâles descendants par mâles du Marquis de Varambon, le Testateur a préféré le plus proche du dernier possesseur; mais, que dans le passage de ces mâles aux mâles descendants de Louise de Rye, il a préféré le plus proche de Louise de Rye. Delà il infere que dans le changement d'un ordre à l'autre, la volonté du Testateur a été de ne point préférer le plus proche du dernier possesseur, mais seulement dans le cas des différents séjours que le Majorat fera entre les mâles d'un même ordre, ou d'une même espece.

C'est ainsi que le Comte de Beaujean argumente d'un cas particulier pour régler

la succession entiere du Majorat de Rye; mais ce n'est pas ainsi que l'on doit raisonner. Car d'abord que le Testateur a fait des dispositions générales pour décider de la préférence dans les cas non exprimés, c'est sur ces dispositions générales, & non pas sur une disposition particuliere, qu'il faut se déterminer. Or les dispositions générales que le Testateur a faites pour décider de la préférence, font que le Majorat est successif, & que l'on y viendra successivement. Ces dispositions donnant la préférence au plus proche du dernier possesseur la conséquence est, que, supposé que le Testateur ne se fût pas expliqué pour le particulier dont il s'agit, il faudroit préférer le plus proche du dernier possesseur.

Mais, sur ce cas particulier, le Testateur n'est pas demeuré dans le silence, puisqu'après avoir dit, & *voulant que delà il passe de mâles en mâles*, dans la suite il a ajouté, *préférant le plus proche du dernier possesseur*. Comme il n'a point distingué le passage d'avec le séjour, il s'ensuit qu'il a eu la même volonté pour l'un & l'autre cas, & qu'ainsi dans le passage comme dans le séjour, il a donné la préférence au plus proche du dernier possesseur.

Je n'ajouterai rien à ce que j'ai dit pour faire voir la volonté du Testateur en faveur de la préférence que doit avoir le Comte de Beaujean; mais comme le Dé-

Replique
du Comte
de Beau-
jean.

enseur du Marquis de la Baume fit son capital de prouver que le Fidéicommis dont il s'agit est un véritable Majorat, je fis tous mes efforts pour prouver le contraire, & voici comme je m'expliquai.

Les véritables Majorats Espagnols sont des substitutions qui ne sont en usage qu'en Espagne. Elles tirent leur origine des Loix à *Tauro* qui ont été faites en 1505, dans une assemblée générale des Etats sous le regne de la Reine Jeanne : * ainsi il ne faut point dans cette matiere citer, comme l'a fait le Marquis de la Baume, les Loix *partitæ*, rédigées par Ferdinand III. & perfectionnées par Alphonse X, puisqu'elles sont antérieures aux Loix à *Tauro*. Croyons là-dessus Molina, cet Auteur n'est pas suspect au Marquis de la Baume.

Une Loix expresse des Majorats Espagnols, c'est qu'ils ne peuvent point être faits sans la permission du Prince. *Nous ordonnons*, dit la Loi quarante-unieme à

** In aliis antiquis hujus Regni Legibus Majoratûs mentio non invenitur usque ad tempora Joannæ Hispaniarum Reginae, quæ in generalibus Comitibus apud Taurum celebratis, quasdam Leges quæ vulgò Taurinenses nuncupantur, anno 1505 stabilivit. Molina n. 22. præfationis tractatûs de primogeniis.*

Præcipimus ut ejus Majoratûs institutionis scriptura probari possit per scripturam licentiæ regiæ qui illam dedit. Loi 41. à Tauro.

Majoratus probatur per scripturam licentiæ regiæ ad constitutionem ejus. Antonius Gomès.

Secundum communem usum loquendi in nostro Regno, illa tantùm bona dicuntur esse Majoratûs, quando in eis concurrit licentia & voluntas Principis. Antonius Gomès.

Tauro, qu'on ne puisse prouver le Majorat qu'en apportant la permission du Prince qui a accordé le pouvoir de le faire. Antonius Gomès, qui a fait un savant Commentaire sur les Loix à Tauro, dit dans cet endroit : Le Majorat se prouve par la faculté que le Roi a accordée pour l'établir. Ce même Auteur sur la Loi 45. n. 116. dit : Suivant notre commun usage dans ce Royaume, des biens ne sont affectés au Majorat, que lorsque la volonté du Testateur a concouru avec la volonté du Prince.

Quand cette Loi parle des Majorats qui seront de possession immémoriale dans la famille, elle suppose qu'étant si anciens, on aura perdu le titre de la faculté que le Prince aura accordée; le Majorat & la permission, tout cela pourra être également immémorial. Ni la Loi 44, ni la Loi 46, ne donnent point le pouvoir de faire des Majorats sans la permission du Prince, comme l'a prétendu le Marquis de la Baume; bien-loin delà, ces Loix supposent toujours en parlant des Majorats, qu'ils ont le sceau de l'autorité du Prince. Vainement distingue-t-on les Majorats de dignité des Majorats ordinaires, afin de dire que les premiers seulement exigent la permission du Prince : on ne doit point faire des distinctions que la Loi n'a point faites : *Ubi Lex non distinguit, non distinguere debemus.*

Il est vrai que Molina traite d'igno-

rants ceux qui disent avec Gomès, que la permission du Prince est nécessaire au Majorat : mais cette injure d'un seul Auteur prévenu aura-t-elle plus de force que la Loi même éclaircie par un sàvant Commentateur ? Ainsi, quelque cher que soit Molina au Marquis de la Baume, on ne peut s'empêcher de dire que son autorité balancée avec la Loi, & Gomès qui en a été l'interprete, ne sera comptée pour rien. Il est donc constant qu'il faut avoir la permission du Prince pour faire un Majorat Espagnol. Le Testateur n'ayant point eu recours au Roi d'Espagne dont il étoit Sujet, par une conséquence nécessaire, n'a donc pu faire un Majorat soumis aux Loix des Majorats d'Espagne ?

On va montrer que ce même Molina, qui est toute la ressource du Marquis de la Baume, se déclare contre lui ; on est bien prédestiné à être trahi, quand on l'est par un Auteur pour qui l'on a une si grande prédilection.

Ce Jurisconsulte définit le Majorat, (a)

(a) *Ut autem Majoratus rectam definitionem assignemus, dicendum erit Majoratum esse jus succedendi in bonis eâ lege relictis, ut perpetuò in familiâ integrâ conserventur, proximo cuique primogenito ordine successivo deferantur. Lib. 1. Cap. 1. n. 22.*

En igitur novam & essentialem Hispanorum Majoratum definitionem, quæ ex genere, & differentiis, & omnibus suis partibus constat. Ibid.

Majoratus apud solos Hispanos in usu est. Molina. c. 1. lib. 1. n. 3. Ex quibus comprehendì proteſt quantum distet Hispanorum Majoratum natura ab eâ quæ Leges veteris cæterisque aliorum Regnorum ac Provin-

Un droit de succéder dans les biens qui sont laissés à la famille entière pour être perpétuellement conservés, & être déferés à l'ainé le plus proche suivant l'ordre successif. Il s'écrie ensuite : Voilà la nouvelle & essentielle définition des Majorats Espagnols, qui comprend son genre & ses différences, & toutes ses parties. Dans le nombre 3 du même Chapitre, il dit précisément que le Majorat n'est en usage que dans le Royaume d'Espagne. Dans le nombre 6. Il dit qu'il y a une grande différence entre les Majorats d'Espagne & les Majorats introduits en d'autres Pays; que leur nature étant différente, on ne doit pas les traiter également. Molina ne pouvoit pas dire plus clairement que les Majorats étrangers ne sont pas asservis aux Loix des Majorats Espagnols. Le Fidéicommis de Rye ne doit donc pas encore une fois être réglé suivant la Loi des Majorats d'Espagne. Molina l'atteste. Le Marquis de la Baume, qui a contracté une si grande amitié avec lui, ne peut plus sans une grande infidélité récuser son témoignage.

Au fond, quel Majorat est-ce que le Fidéicommis de Rye, qui n'a aucun des attributs de Majorats Espagnols? Le sexe dans le Testament est exclu formellement; cependant, suivant le Droit commun des Majorats Espagnols, & suivant la défi-

ciarum primogeniis inest; similiterque quam diversa debeat esse horum tractatio, Ibid.

nition qu'en a donné Molina, les femmes y sont appelées, à l'exemple de la succession au Royaume d'Espagne, qui est le modèle des Majorats. Molina ne dit-il pas que le Majorat est laissé à la famille entière? *In familiâ integrâ*. Les femmes ne sont-elles pas prises dans la famille? Le Marquis de la Baume est convenu lui-même, que le Testateur, en excluant le sexe, s'est écarté du Droit commun des Majorats Espagnols.

A l'égard de l'ainesse, qui fait le caractère des Majorats d'Espagne, le Testateur n'y a eu aucun égard. Il veut dans le premier ordre de la substitution, que l'ainé qui se présentera pour recueillir son Fidéicommis, s'il a celui de la Palud, laisse le sien au cadet. De même, dans le second ordre, il exige que l'ainé qui aura la substitution de Vadans, abandonne la sienne à son cadet. Dans la vocation de cet ordre, il appelle le plus proche de Louise de Rye : ce mâle plus proche pouvoit bien être dans la branche cadette. La règle même dont le Marquis de la Baume veut se prévaloir, suppose que le Testateur n'a eu aucun égard au droit d'ainesse; car si l'on appelle le plus proche du dernier possesseur, ce plus proche peut être dans la branche cadette. Toutes les fois que le Testateur a dit qu'on préférât l'ainé au puîné, il a toujours supposé le cas de deux frères qui concourent : preuve de cela, c'est qu'il dit l'ainé & le puîné : ce n'est

donc pas une aïnesse de ligne & de branche; car on ne dit pas une ligne, une branche puînée. Il est donc démontré, que le Testateur n'a fait aucune attention à cette aïnesse de branche & de ligne, à laquelle on veut donner la préférence dans les Majorats Espagnols?

Il faut observer, que, presque toutes les fois que le Testateur se sert du nom de Majorat, il y joint le nom de Fidéicommis.

Molina trouve tant de différence entre le Majorat Espagnol & le Fidéicommis, qu'il témoigne *qu'on ne doit point donner le nom de Fidéicommis à un Majorat de ce genre.* (a) Le Testateur a prévenu lui-même l'équivoque; car, après nous avoir annoncé qu'il va parler avec la dernière précision, & donner à son Fidéicommis son véritable nom, il ne le caractérise point comme un Majorat Espagnol. *Nous avons déclaré & déclarons, avons entendu & entendons, avons voulu & voulons faire une substitution vulgaire, fidéicommissaire & compendieuse.* Voilà tous les noms qu'il donne à cette disposition dans son Fidéicommis.

Il est donc clair que, lorsqu'il s'est servi du nom de Majorat, il a voulu donner à sa substitution un nom de dignité, & qu'il n'a pas prétendu faire un Majorat Espagnol, mais une autre espèce de Majorat perpétuel & infini. Voici tout ce qu'il

(a) *Non audebimus præcisè dicere Majoratum Fidéicommissum esse. Lib. 1. Cap. 1. n. 15.*

tient des Majorats Espagnols, & tout ce que le Testament a voulu en emprunter. Ce sera, si l'on veut, un Majorat impropre. C'est le nom que Molina donne à ces sortes de Fidécummissis, *Majoratus improprius*, *Lib. 3. cap. 1. n. 23.* Il est donc bien évident, que le Fidécummissis, qui est l'objet du Procès, n'a ni la nature, ni l'essence, ni le caractère spécifique du Majorat Espagnol; &, par une conséquence nécessaire, l'ainesse & toutes les autres Loix particulieres des Majorats d'Espagne n'ont ici aucune application. En regardant cette substitution comme un Fidécummissis, il est constant que la représentation n'y sera point admise, *Car qui ignore*, dit Cujas dans sa Consultation quinzieme, (a) *que la représentation a seulement lieu dans les successions ab intestat, & non pas dans les substitutions?*

Molina décide expressément, *que la représentation n'a point lieu dans les Fidécummissis laissés à la famille.*

Les Auteurs les plus favorables à la représentation se sont renfermés dans le cas d'un pere ou autre descendant qui auroit disposé en ligne directe.

Les Loix des Majorats Espagnols ne peuvent donc être d'aucun usage pour le Marquis de la Baume. Il faut encore observer,

(a) *Quis enim nescit jus representationis habere locum in successione ab intestato, non in substitutionibus? Cujacius: In fideicommissis familiæ relictis non erit admittenda representatio. Lib. 3. c. 1. n. 3.*

que la Franche-Comté, le Pays du Testateur, n'a jamais reçu les Loix établies en Espagne, qu'elle a ses Loix particulieres; qu'au défaut de sa Coutume, elle suit le Droit écrit. Les Fidéicommis des Loix Romaines sont bien différents des Majorats Espagnols, suivant Molina. (a) Qu'on donne le nom de Majorat au Fidéicommis de Rye, le Comte de Beaujean y souscrit; mais ce ne sera pas un Majorat Espagnol assujetti aux Loix des substitutions de ce Royaume.

Il n'étoit point nécessaire d'avoir recours aux principes des Majorats Espagnols pour combattre le système de Mademoiselle de Poitiers. Dès qu'il s'agit ici d'un Fidéicommis perpétuel, inaliénable, indivisible, & que la volonté du Testateur, qui est notre Loi, a déclaré qu'il vouloit que sa substitution fût infinie, & qu'elle s'étendît à toutes sortes de mâles, les Loix Romaines se marient avec cette volonté du Testateur pour anéantir la prétention de cette concurrente. Les arguments qu'elle veut fonder sur la nature des Majorats Espagnols, n'ont aucune force contre le Comte de Beaujean, qui n'a point adopté les Loix de ces substitutions d'Espagne.

Mr. de Lamoignon de Blancmeny, alors Avocat-Général, depuis Président à Mortier, portant la parole, dit:

On ne peut trop louer la sage précaution

(a) *Non audebimus præcisè dicere Majoratum Fideicommissum esse.* Molina Lib. 1. cap. 1. n. 15.

Plaï-
doyer de
Mr. de
Lamoi-
gnon de
Blanc-
meny.

de nos Rois, qui a restreint les substitutions à certains degrés; elle a coupé racine à une infinité de Procès, que des dispositions si étendues ont coutume de produire : il est vrai que rien n'est plus flatteur pour les grands hommes, que de transmettre leur nom à la postérité la plus reculée; ils veulent le perpétuer, parce qu'ils pensent qu'il rappellera la mémoire des belles actions qu'ils ont faites; mais les vues des hommes sont bornées; il semble même que la Providence se plaise à les restreindre, d'autant plus qu'ils ont voulu les étendre davantage : rarement voit-on de pareilles dispositions s'exécuter, au moins souffrent-elles beaucoup de difficultés. Plus un Testateur a pris de précaution pour s'expliquer clairement, plus sa volonté paroît embarrassée & difficile à pénétrer. C'est ce que nous trouvons dans l'espece. Le Testateur étoit un des plus grands hommes de son siècle; il étoit aidé des conseils les plus sages & les plus éclairés; & cependant, ni l'étendue de son génie, ni les lumières de ses conseils, n'ont pu empêcher que son Testament ne fût porté dans ce Tribunal pour en connoître le véritable sens. (a)

(a) Mr. le Camus, Lieutenant-Civil au Châtelet, si éclairé dans notre Jurisprudence, témoin les savantes notes qu'il nous a données sur la Coutume de Paris, & les Actes de notoriété où il résout les difficultés les plus épineuses, a fait un Testament, dont les dispositions ont été cassées. Un Jurisconsulte, beaucoup moins éclairé, auroit fait un testament plus solide.

Après que Mr. l'Avocat-Général a expliqué le fait, & rapporté les moyens des Parties :

A notre égard, dit-il, quelque étendue que soit cette Cause, nous croyons la pouvoir restreindre à des vues assez simples; en écartant ce qui n'y doit pas faire beaucoup de difficulté. Commençons par l'objection qu'a voulu faire la Demoiselle de Poitiers sur la capacité du Testateur de faire un Majorat. Nous ne croyons pas qu'on puisse contester avec fondement qu'il n'ait eu ce pouvoir. Il est vrai que ces dispositions étoient peu ordinaires en Franche-Comté; quoique soumise à l'Espagne, elle se gouvernoit néanmoins par des Loix qui lui étoient propres; mais les Majorats y étoient-ils défendus? S'il y avoit eu en Franche-Comté quelque Loi qui interdisît les Majorats, on pourroit dire aujourd'hui qu'il n'a pas été permis à un Particulier d'y déroger : mais n'y en ayant point, le Droit Civil qui

Ce Magistrat si habile hésitoit presque toujours quand il parloit en public. Il n'avoit jamais pu vaincre sa crainte naturelle. Un Avocat, qu'il interrompit dans son Plaidoyer qu'il eut de la peine à reprendre, étant un peu piqué, lui dit : Vous m'interrompez, Monsieur, & vous savez la peine qu'il y a de parler en Public. Pour donner une idée de la capacité de Mr. Le Camus, il suffit d'en faire le parallèle avec son successeur. Si on joint à l'idée de cette habileté une présence d'esprit merveilleuse qui ne l'abandonna jamais, une grande netteté dans l'esprit, une facilité dont on voit peu d'exemples, une pénétration à laquelle rien n'échappe, on aura un portrait ressemblant de ce dernier Magistrat.

ne met point de bornes aux substitutions, y étant suivi, qu'est-ce qui a pu empêcher le Testateur, Sujet, Ministre du Roi d'Espagne, de faire dans son Testament une substitution conforme aux Majorats d'Espagne, d'ordonner qu'elle seroit réglée par les mêmes principes? On objecte que, pour faire un Majorat, il falloit obtenir des Lettres Patentes du Roi d'Espagne. Molina décide la Question par une distinction qui paroît très-raisonnable : ou les Majorats sont faits par le Prince, ou ils sont établis par des Particuliers. Au premier cas, il est vrai qu'il faut des Lettres Patentes. Au deuxieme cas, il faut encore distinguer : ou c'est un pere qui dispose de tous ses biens, sans laisser la légitime à ses enfants; alors il lui faut aussi des Lettres, parce qu'il déroge aux Loix d'Espagne, qui donnent une légitime aux enfants : ou c'est un pere qui ne dispose point au préjudice de la légitime due à ses enfants, ou un particulier qui n'ayant point d'enfants fait un Majorat de tous ses biens; & alors ayant la libre disposition de ses biens; rien n'empêche qu'il n'en puisse faire un Majorat sans être obligé de prendre des Lettres du Prince. L'application de cette distinction se fait naturellement à l'espece. Le Testateur n'avoit que des collatéraux : rien ne pouvoit donc l'empêcher de faire un Majorat de tous ses biens. Ce qui confirme encore cette Décision, est que le Testament a été en-

enregistré au Parlement du Comté de Bourgogne sur les Conclusions de Messieurs les Gens du Roi. Le Parlement n'auroit pas fait cet enrégistrement sans les Lettres Patentes, si elles eussent été nécessaires. Mais, dit-on ; il n'est point permis de faire un Majorat dans le Royaume. Pourquoi cela n'est-il point permis ? C'est à cause des Ordonnances d'Orléans & de Moulins. Si, avant ces Ordonnances, un Testateur avoit fait une disposition de ses biens en ces termes, *Je fais une substitution de mes biens semblable aux Majorats d'Espagne*, qui peut douter qu'une telle substitution n'eût dû avoir son entière exécution ? Nulle Loi en France ne s'opposoit à une pareille disposition. Qui peut du moins douter que le Testateur n'ait pu faire une substitution perpétuelle en Franche-Comté ? La Coutume n'y étoit point opposée ; on y suivoit, & on y suit encore le Droit Romain, dans les cas omis par la Coutume, & le Droit Romain autorise ces sortes de dispositions. Les Ordonnances d'Orléans & de Moulins n'y sont pas observées ; témoin l'Arrêt de la Quatrième Chambre de la Cour, qui a jugé la perpétuité de la substitution de Gorrevod. On peut donc en Franche-Comté faire une substitution perpétuelle de son bien. Il n'est donc pas question du pouvoir qu'a eu le Testateur. Il a pu ce qu'il a voulu : examinons donc quelle a été sa volonté ; voyons s'il a voulu que la substitution finît ; & si elle n'est pas

finie, à qui doivent passer les biens qui la composent, ou à la Demoiselle de Poitiers, ou au Marquis de la Baume. Pour savoir quelle étendue doit avoir la volonté du Testateur, nous pouvons la considérer, ou comme Majorat, ou comme Substitution. Pour établir les principes qui doivent décider en la considérant comme Majorat, nous ne croyons pas que nous puissions suivre un meilleur guide que *Molina*, Auteur reconnu par l'une & l'autre des Parties pour un très-grand génie, élevé dans le centre de ces sortes de dispositions, & qui a épuisé la matiere. Ne nous arrêtons pas à toutes les questions qu'il propose, elles sont infinies; mais ne rejettons pas celles qui ont une application naturelle à l'espece, & qui sont approuvées par les Auteurs. A qui pouvons-nous mieux nous en rapporter, qu'à ceux qui ont écrit sur la matiere? Ne les recevons cependant qu'après les avoir examinées, après avoir pesé si elles sont justes, si elles sont solides. Qu'est-ce que Majorat? Suivant *Molina*, c'est un droit de succéder dans les biens, qui ont été laissés, à condition qu'ils demeureront en entier & perpétuellement dans la famille, & qu'ils seront préférés par ordre successif à l'ainé le plus proche: *jus succedendi*, &c. Trois conséquences se tirent naturellement de cette définition.

Premiere conséquence. Les biens demeureront en entier, par conséquent, *indivisibles*,

visibles, inaliénables; ils sont aussi inaliénables, comme il dit ailleurs, que les biens de la Couronne. Deuxieme conséquence. *Demeureront perpétuellement* : la perpétuité est tellement de l'essence du Majorat, que le seul mot de *Majorat* emporte avec soi toutes sortes des substitutions qui peuvent produire cette perpétuité. (a) *Ex hoc verbo, Majoratus, deducuntur*. Troisieme conséquence. Demeureront dans la *famille*; qu'entend-on par ce mot? Nous l'apprenons de la Loi 195. ff. *de verborum significationibus*. Ce mot de *famille* se rapporte, ou aux biens, c'est-à-dire, à ce qui compose le patrimoine d'une personne, ou aux personnes. Ici il ne peut s'entendre des biens : c'est donc des personnes, & dans ce cas il a trois significations : ou il marque ceux qui sont sous la puissance d'un même pere de famille, soit par le sang, soit par l'adoption, *naturâ aut jure subjæctæ*; ou bien il se réfère à tous ceux qui, quoiqu'émancipés, ont été sous la puissance d'une même personne, *Qui sub unius potestate fuerint* : enfin, il y en a une troisieme, qui comprend tous ceux qui descendent d'une même souche un peu éloignée; *qui ad ejusdem ultimi genitoris sanguine profiscuntur, sicuti dicimus familiam Juliam*; c'est ce que nous entendons dans le langage commun par le mot de *famille*. Mais comment se doit-il entendre dans la définition du Majorat? L'idée de perpétuité exclut

(a) *Molina Lib. 1. cap. 4. n. 13. 14. 16.*

les deux premières significations, c'est donc la troisième. Appliquons présentement ces principes à notre espèce. Le Testateur a fait un Majorat; il a donc voulu conserver perpétuellement & en entier ses biens dans les familles qu'il a appelées? Mais, quel qu'étendue qu'emporte avec soi le mot de *Majorat*, il est néanmoins soumis à la volonté du Testateur; il peut le restreindre à certaines personnes. Ce principe n'est pas contesté; examinons s'il l'a fait. Nous ne saurions mieux l'apprendre que par la lecture de sa disposition : n'examinons point combien il y a de clauses dans son Testament, si on peut les couper ou non; voyons seulement quelle a été sa volonté. A-t-il voulu que sa substitution fût perpétuelle? *Je nomme & institue mon héritier seul & pour le tout Ferdinand de Rye, & au cas qu'il ne puisse être héritier, j'institue & nomme pour mon héritier François de Rye.* Nous trouvons là une institution, ensuite une substitution fidéicommissaire; & *au défaut de François, j'institue le troisième fils de mon neveu.* Il ne vouloit alors que faire une substitution vulgaire : il ne songeoit qu'à faire un héritier. Il ajoute : *ou autre appelé ci-après au Majorat & Fidéicommis de mes biens, ci-après.* Donc le Majorat & Fidéicommis n'étoit point encore fait. Voici du moins où il commence, voici le préambule & les motifs de sa disposition. *Et pour ce que je desire grandement que le nom,*

les armoiries, & la splendeur de notre Maison de Rye soient conservés à perpétuité. Nous voyons dans ce préambule le motif du Testateur; il veut que son nom, ses armes, & la splendeur de sa Maison soient conservés à perpétuité. Il ajoute, *autant qu'il sera possible, & qu'il plaira à la Providence.* Il dit encore: en voulant que le possesseur de ses biens soit mâle; laquelle qualité de mâle je veux être tenue pour répétée en tous cas & degrés qui pourront arriver touchant le Majorat & fidéicommiss ci-après jusqu'à l'infini. Il déclare, qu'il charge dès maintenant ses biens d'un Majorat réel, graduel, successif, perpétuel jusqu'à l'infini. Voire où il passeroit le quatrième, le dixième, & le centième degré qui sera toujours tenu comme dit est par un seul mâle, &c. avec charge expresse de porter ou prendre & relever perpétuellement le nom & les armes de notre Maison de Rye. Il seroit trop long de rapporter tous les endroits où le Testateur a exprimé cette perpétuité; il suffira d'en remarquer deux passages. Le premier est dans cette clause, où il explique ce qu'il a entendu par le terme à défaut: il déclare qu'il a fait une substitution non-seulement vulgaire, mais fidéicommissaire & compendieuse, & toute autre substitution propre & apte à perpétuer ses biens jusqu'à l'infini.....

Enfin, lorsqu'il ordonne l'emploi du revenu de ses biens pendant la minorité de

son héritier, il dit : *Demeurant ce qui sera
provenu de cette administration perpétuel-
lement uni.* Il n'y a donc point de doute,
que l'intention du Testateur n'ait été de
perpétuer ses biens; mais à qui a-t-il voulu
qu'ils passassent? C'est ce qu'il s'agit d'exa-
miner par les principes des Majorats &
substitutions : la ligne, le degré, le sexe,
& l'âge. A l'égard de la ligne, les filles
d'une ligne sont préférées aux mâles d'une
autre ligne; selon les principes généraux
des Majorats, on ne passe pas d'une li-
gne à une autre, à moins que la ligne
où étoit le Majorat ne fût épuisée. La
fille de l'ainé est préférée à son oncle fils
puîné. A l'égard du degré, le plus pro-
che en degré du dernier possesseur est pré-
féré au plus éloigné. A l'égard du sexe,
le mâle exclut la femelle, mais seulement
en parité de degré : & pour ce qui est de
l'âge, l'ainé est préféré au puîné : mais
n'oublions pas le principe, que c'est la
volonté du Testateur qui regne en Sou-
veraine dans l'institution des Majorats,
comme dans les autres dispositions testa-
mentaires : *Quando Majoratûs institu-*
tor, &c. Il est permis au Testateur de chan-
ger l'ordre; il peut n'appeller que les mâ-
les descendants par mâles; il peut n'ap-
peller que les mâles simplement. Deux re-
gles peuvent nous conduire à la connois-
sance de sa volonté; premièrement, lors-
que le Testateur a appelé d'abord un
mâle, & qu'il a ordonné expressément que

Molina
c. 22. n.
27. l. 40.
Tauri.

son Majorat fût toujours tenu par un mâle, on ne sauroit nier qu'en ce cas les filles n'en soient exclues. Deuxieme regle. Lorsque le Testateur en a exclu une fille, nous croyons pouvoir proposer une distinction qui nous paroît très-juste : ou cette fille avoit en elle une cause personnelle d'exclusion, une cause non tirée de son sexe; ou elle n'avoit point de cause personnelle d'exclusion : dans le premier cas, elle est seule exclue; son exclusion n'emporte point celle des autres filles où de pareilles causes ne se peuvent pas trouver. Dans le second, il nous paroît qu'on doit dire que son sexe est exclu. En effet, il ne paroît pas raisonnable de penser, que le Testateur eût, sans aucune raison, exclu une fille qu'il connoissoit, & en eût appelé d'autres qu'il ne connoissoit pas. Suivant ces principes, examinons d'abord si le Testateur a exclu les filles de son Majorat. Dans le préambule de la clause constitutive de son Majorat, il dit *qu'il entend que tous ses biens soient toujours tenus entièrement & pour le tout par une seule personne mâle*. Il veut que cette qualité soit tenue pour répétée en tous cas & degrés qui pourroient arriver touchant le Majorat & Fidéicommis ci-après, & jusqu'à l'infini. Dans la clause même par laquelle il établit le Majorat, il répète que ce Majorat sera toujours tenu, comme dit est, par un seul mâle; ces termes, comme dit est, sont relatifs à ce qu'il a dit

dans le préambule; ils rappellent & remettent dans la clause même tout ce qui a été dit au sujet de ce mâle dont il avoit voulu que la qualité fût tenue pour répétée en tous les cas & degrés qui pourroient arriver touchant le Majorat & Fidéicommis de ses biens jusqu'à l'infini. Dans la clause où il appelle les descendants du Marquis de Varambon, il n'appelle que les mâles : *ma volonté étant que pour le regard du Majorat de mesdits biens, tous les enfants & descendants mâles en ligne masculine de mondit neveu le Marquis de Varambon y soient appelés en leur ordre.* Jusques-là pas un mot des Filles descendantes du Marquis de Varambon; mais ce qui suit les exclut bien formellement : *Et avenant en quelque temps que ce soit qu'il ne reste plus aucun mâle descendant par ligne masculine de mondit neveu, je veux que mondit Majorat & Fidéicommis passe, &c.* On ne peut douter que les filles de la postérité du Marquis de Varambon ne soient exclues; voyons si celles de la postérité de Louise de Rye le sont aussi : au défaut des descendants par mâles du Marquis de Varambon, qui est-ce qu'appelle le Testateur? Écoutons-le parler : *Je veux que mondit Majorat & Fidéicommis de mes biens passe & retourne; A qui? Aux enfants mâles & descendants par mâles en légitime mariage de ma bien-aimée niece Dame Louise de Rye..., & voulant que de là il passe de mâle en*

mâle.. perpétuellement, suivant toujours la ligne masculine de celui qui aura été mon héritier. Ce n'est point Louise de Rye que le Testateur appelle, quoiqu'elle fût sa bien-aimée niece, ce sont ses descendants; mais le Testateur, en appelant la postérité de Louise de Rye, auroit-il voulu traiter plus avantageusement une petite-fille qu'il ne connoissoit pas, que celle qui étoit sa bien-aimée, qui n'avoit d'autre cause d'exclusion que celle de son sexe? S'il n'a appelé que les mâles descendants d'elle, s'il l'a exclue parce qu'elle étoit fille, croira-t-on qu'une petite-fille descendante d'elle ne soit pas aussi exclue? C'est ce que nous ne saurions nous persuader. Le Testateur a déclaré trop de fois qu'il ne vouloit que des mâles, pour qu'on puisse mettre sa volonté en question! En reprenant ce que nous avons déjà prouvé, il est donc vrai de dire, que le Testateur a voulu non-seulement faire une substitution, mais encore une substitution perpétuelle : & voyons s'il a voulu qu'elle fût de descendants mâles par mâles, ou s'il s'est contenté de la simple masculinité : c'est ce qui forme la question épineuse, & sur laquelle il est très-difficile de se déterminer : essayons cependant de le faire, & de connoître quelle a été la volonté du Testateur.

Il y a de trois sortes d'expressions dans un Testament. Les unes sont si claires & si certaines, qu'on ne doit admettre au-

cune interprétation : c'est la décision qui se présente, où, quoique les paroles pussent s'interpréter en différentes manières, le sens du Testateur est si manifeste, qu'on n'en doit admettre aucune interprétation. C'est la décision *de la Loi 3. c. de lib. præter. & exhered.* D'autres sont si obscures qu'on ne peut leur donner aucun sens, & elles doivent être rejetées. *Ea perinde sunt ac si scripta non essent* : c'est ce que porte la *Loi 2. ff. de his quæ pro non scriptis habentur*. La troisième espèce est des expressions douteuses, équivoques, qui rendent la disposition incertaine & susceptible de différents sens. Il est assez difficile de trouver des principes généraux pour se déterminer : alors ce sont ordinairement les circonstances particulières qui font connoître quelle a été la volonté du Testateur. Nous croyons cependant pouvoir tirer quelques règles de la *Loi 50. § 3. ff. de leg.* Cette Loi nous propose diverses voies pour interpréter la volonté du Testateur. La manière dont le père de famille avoit coutume de s'exprimer dans le lieu où il demeurait. 2. La qualité du Légataire. 3. L'amitié, l'affection que le Testateur avoit pour lui. Enfin, ce qui précède & ce qui suit la disposition obscure. De ces voies il y en a trois dont nous croyons pouvoir nous servir dans l'espèce. Ce sont la manière dont Mr. l'Archevêque de Besançon avoit coutume de s'énoncer ; son affection pour certaines personnes ; enfin ce qui pré-

cede & ce qui suit la disposition qui peut recevoir différents sens.

Dans le Testament de Mr. l'Archevêque de Besançon, nous trouvons des dispositions claires & certaines : il a voulu faire une disposition pareille à celle qu'on fait en Espagne, il a voulu qu'elle fût perpétuelle, qu'elle fût masculine, cela est clairement exprimé, *non debet admitti voluntatis quæstio*. Mais s'il a voulu faire un Majorat, ne devons-nous pas croire qu'il a connu la nature de ces sortes de dispositions, lui qui étoit Ministre du Roi d'Espagne, où les substitutions sont si ordinaires? Et s'il en a connu la nature, s'il en a connu les Loix, ne doit-on pas présumer qu'il s'y est soumis dans tout ce qui n'y est point contraire dans son Testament. S'il a voulu que cette substitution fût perpétuelle, ne devons-nous pas l'entendre autant que nous pourrons? & s'il a voulu qu'elle fût masculine, ne devons-nous pas dire que toutes les filles en sont exclues? Mais le descendant d'une fille le fera-t-il?

Suivant les principes de Droit, les filles étant exclues, la vocation des mâles faite dans un Testament ne comprend point les descendants des filles : la raison en est que le Testateur n'est présumé avoir regardé que son agnation. Dans l'espece, il est certain que l'intention du Testateur a été de préférer à tous autres les mâles qui portoient son nom : il ne veut pas que son

Majorat forte de la postérité du Marquis de Varambon, tant qu'il restera des mâles descendants par mâles de lui ; mais, quoiqu'il ait eu en vue les mâles de son nom, quoiqu'il ait exclu les filles en leur faveur, il est cependant vrai de dire, qu'il a jetté les yeux sur d'autres mâles que ceux de son nom & de son agnation, sur des mâles descendants des filles qu'il avoit exclues. La vocation des mâles descendants de Louise de Rye ne nous laisse pas lieu d'en douter. Mais le Testateur ayant appelé un mâle descendant d'une fille, est-il présumé avoir compris, sous le nom de mâle, les autres mâles descendants des filles ? Voyons ce qu'en disent les Auteurs, & examinons si ce qu'ils proposent est raisonnable. Molina n. 40. & 48. dit que, lorsque, dans un Majorat, il ne s'agit pas de conserver l'agnation, les mâles descendants des femmes sont compris sous le nom de *mâles* ; il cite le cas où le Testateur auroit appelé sa fille, & ses descendants mâles, *veluti si Majoratus*, &c. parce que dans ce cas le Testateur n'a pas eu en vue de favoriser son agnation, il paroît n'avoir considéré que la masculinité ; cela est conforme à l'équité, au bon sens. Dumoulin sur l'Art. 16. de *l'ancienne Coutume de Paris*, n. 17. est du même sentiment. Appliquons maintenant ces principes à l'espece : il est vrai que, dans le premier ordre, le Testateur appelloit les mâles par mâles ; alors il avoit égard à l'agnation,

il la vouloit conserver; mais, dans le second ordre, comme il ne s'agissoit pas de conserver l'agnation du Testateur, que tout son dessein est que tous ses biens passent perpétuellement à un mâle, qui porte & relève son nom, ne pouvons-nous pas dire que dans ce cas *habuit rationem masculinitatis*? Qu'ayant appelé un mâle de la cognation, le nom de mâles, dans ce second ordre, ne comprend pas simplement les mâles descendants par mâles. Ne sommes-nous pas dans une espee plus favorable que celle proposée par Molina, où le Testateur avoit appelé sa fille, & ses descendants mâles, *veluti*, &c. Dans notre espee, le Testateur n'appelle que des mâles, il n'a pas même appelé Louise de Rye, quoique ce fût sa bien-aimée niece. Mais il n'a eu, dit-on, égard qu'à l'agnation, d'abord à celle de Varambon, ensuite à celle de Poitiers. On doit interpréter la seconde clause par la premiere. Dans la premiere, il n'a voulu que des mâles descendants par mâles de Varambon: donc dans la seconde, il n'a voulu que des mâles descendants par mâles de Poitiers. Cet argument est faux dans son principe, le Testateur a eu égard à l'agnation; mais c'est à la sienne, & non à celle d'un autre: en effet, ce n'est ni Claude de Poitiers, ni ses descendants, que le Testateur appelle, mais les mâles, & descendants par mâles, de sa bien-aimée niece Dame Louise de Rye. Si Claude de Poitiers fût mort,

& qu'elle eût eu des enfants mâles d'un second mariage qu'elle auroit contracté, il est certain que ces enfants auroient été appelés à la substitution; le Testateur ne dit de qui elle est épouse, que pour marquer ses qualités, il auroit fait une espece d'affront à Claude de Poitiers, s'il n'eût pas ajouté qu'elle étoit sa femme. Il est vrai qu'on dit que Louise de Rye étoit, lors du Testament, d'un âge qui ne permettoit pas d'espérer qu'elle pût avoir des enfants d'un second mariage, quand Claude de Poitiers seroit venu à décéder avant elle; mais cette objection ne détruit pas la clause qui fait connoître clairement que c'est la postérité de Louise de Rye que le Testateur a appelé. Enfin c'est un Majorat, ce terme emporte une vocation de toute la famille, il faut donc une restriction contre ceux qu'on veut exclure : examinons la question par le Testament, & voyons s'il y a une restriction aux mâles descendants par mâles, & si les descendants par filles n'y sont point appelés.

Nous écartons d'abord quelques réflexions de la Demoiselle de Poitiers : la première a été tirée de ce que le Testateur dit, *ou autre appelé ci-après au Majorat, & fidéicommiss de mes biens*; d'où elle conclut, qu'il n'y a que ceux qui y ont été appelés dans la suite qui y peuvent prétendre. Mais que s'ensuit-il de là? Que le Testateur ayant depuis constitué le Majorat, toute la famille y étoit appelée

par ce terme, à moins qu'il n'y eût une restriction contre quelques-uns, & cela retombe dans la question que nous examinons. On en fait une seconde sur ce que le Testateur à l'idée de perpétuité a ajouté, *autant qu'il plaira à la divine Providence*; nous y avons déjà répondu, cela ne diminue point l'étendue de l'idée de perpétuité, qui s'entend toujours autant qu'il plaira à la divine Providence. Nous ne nous arrêterons pas à la vocation de la postérité masculine du Marquis de Varambon, la clause qui la contient est claire, & ne souffre aucune difficulté : venons à la vocation de la postérité de Poitiers, ou plutôt de Louise de Rye.

La Demoiselle de Poitiers dit que, dans les Testaments, on interprete les clauses les unes par les autres; que dans la première, le Testateur n'ayant appelé que des mâles descendants par mâles, il doit être présumé avoir fait de même dans la seconde. On vous a expliqué les motifs que le Testateur avoit pu avoir de faire un second ordre différent du premier. Si le Testateur n'avoit fait aucune disposition, Louise de Rye venoit naturellement à sa succession, le Testateur l'en avoit privée, quoiqu'elle fût sa bien-aimée niece, pour l'amour qu'il avoit pour son agnation; mais cette agnation venant à s'éteindre, alors le Testateur, qui n'avoit plus cette agnation en vue, à cause de laquelle seule

il l'avoit exclue, s'est déterminé à appeller ses enfans mâles & descendants par mâles, par une espece de justice. Mais avoit-il les mêmes vues dans le second ordre? il a borné la premiere vocation à cause de sa bien-aimée niece qu'il chériffoit; mais qui pouvoit l'engager à borner la seconde? Y avoit-il quelqu'un qu'il voulût gratifier? Nous n'en voyons aucun vestige dans son Testament; ainsi les mêmes raisons qu'il avoit dans le premier ordre ne se rencontrant point dans le second, on pourroit se tromper en interprétant l'un par l'autre. Venons maintenant à la clause. *Et avenant en quelque temps que ce soit, je veux que mondit Majorat, & Fidéicommis de mes biens passe & retourne aux enfans mâles, & descendants par mâles en légitime mariage de ma bien-aimée niece Dame Louise de Rye; préférant l'ainé au puîné, & le plus prochain d'elle au descendant plus éloigné.* Cette Clause paroît contenir deux ordres: le premier, au profit des mâles; le second, au profit des descendants par mâles; le Testateur s'y exprime en ces termes, *passé & retourne aux enfans mâles & descendants par mâles*; ensuite il détermine la préférence de l'ainé sur le puîné. Le Testateur ajoute, *& voulant que de là il passe de mâle en mâle, de degré en degré, de ligne en ligne, à la charge de prendre, porter, & relever les noms & armes de notredite Maison de Rye.* Ce terme de là marque certainement un

passage : il dit donc quelque chose de différent de ce qui a été dit auparavant, on ne va point d'un endroit dans le même endroit : mais si ces termes marquent quelque chose de différent de ce qui a été dit, voyons quelle peut être leur signification : le Testateur a d'abord appelé les enfants mâles & descendants par mâles de Louise de Rye ; préférant l'ainé au puîné, on dit que ce terme *de là* s'entend, que de cet aîné, il passera de mâle en mâle ; mais ou ce mâle auquel il passera sera descendant par mâle, & en ce cas comme il avoit déjà été appelé, le Testateur ne pouvoit marquer que *de là* il passeroit ; ou il n'a pas été appelé : il faut donc nécessairement que ce soit un autre qu'un mâle descendant par mâle, & par conséquent ce sera un descendant par fille. En un mot, le Testateur avoit appelé tous les mâles descendants par mâles, il avoit marqué l'ordre suivant lequel ils devoient posséder le Majorat, que l'ainé seroit préféré au puîné : ce n'est donc pas de cet aîné dont il parle, puisque ceux qui devoient le posséder après cet aîné, étoient déjà nommés ; mais c'est des descendants par mâles pour aller à d'autres dont il n'a point encore parlé, & qui ne peuvent être que des descendants par filles.

Mais si ces raisons ne fussent pas pour déterminer, revenons aux regles que nous donne le Jurisconsulte pour connoître quelle a été l'intention du Testateur. La pre-

miere est la maniere dont il avoit coutume de s'exprimer. Voyons comme il l'a fait, quand il a appelé les mâles descendants par mâles dans le premier ordre : lorsque le Testateur appelle les mâles descendants par mâles du Marquis de Varambon, il ne se sert pas du simple terme de *mâles*, mais il ajoute *mâles descendants par mâles*, ou *mâle en ligne masculine*; dans l'endroit que nous examinons, il dit simplement *de mâle en mâle*. Dans cette partie du second ordre il dit *de mâle en mâle, de degré en degré, de ligne en ligne perpétuellement*. Dans la vocation des descendants par mâles du Marquis de Varambon, il ne se sert point de ce terme *perpétuellement*? Pourquoi cela? Il prévoyoit que la ligne masculine du Marquis de Varambon ne dureroit pas toujours. Il avoit raison de penser de même des descendants par mâles de la ligne de sa bien-aimée niece; mais en appelant tous les mâles, comme il le fait, dans cette partie du second ordre, il prévoyoit que la durée en seroit infinie, & c'est pourquoi il se sert du mot de *perpétuellement*. La seconde voie est, comme nous l'avons dit, l'affection du Testateur envers le Légataire : vers qui se porte-t-elle dans notre espece? Ce n'est pas en faveur des Poitiers? il n'appelle pas Claude de Poitiers, ni ses descendants, mais c'est en faveur de sa bien-aimée niece; il ne l'appelle cependant pas, mais seulement ses descendants mâles. Pourquoi?

quoi ? C'est parce qu'elle étoit fille, il vou-
 loit un mâle descendant de sa bien-aimée
 niece, c'est tout ce qu'il cherchoit : mais si
 l'agnation de Poitiers ne le touchoit point,
 qui peut douter que les mâles descendants
 par femmes de Poitiers ne soient appelés
 au Majorat ? Troisième voie : attachons-
 nous à ce qui précède, & à ce qui suit.
 Le Testateur veut que son Majorat soit
 perpétuel, il prévoit que la ligne mascu-
 line du Marquis de Varambon ne sera pas
 perpétuelle, il prévoit sans doute que la
 ligne masculine de sa niece ne le sera pas
 non plus ; étoit-elle plus privilégiée que
 celle de Varambon ? Il faut donc qu'il fasse
 une disposition plus étendue à l'égard de
 la postérité de Louise de Rye, qu'il n'en
 a fait à l'égard de celle de Varambon,
 puisqu'il y attache une idée de perpétuité,
 & par conséquent qu'il y appelle non-seu-
 lement les mâles descendants par mâles,
 mais à leur défaut qu'il y appelle aussi les
 mâles descendants par filles ; nous ne voyons
 pas qu'ils soient exclus jusqu'ici, & sui-
 vant les principes des Majorats, ils sont
 donc appelés. Il est vrai que le Testateur
 dit dans la suite de cette partie du second
 ordre, *suivant toujours la ligne masculine*
de celui qui aura été mon héritier. D'a-
 bord il semble par ces termes, que le Tes-
 tateur a voulu restreindre sa disposition
 aux mâles descendants par mâles de sa bien-
 aimée niece, mais en y faisant quelque at-
 tention on est bientôt désabusé. En quel

endroit le Testateur a-t-il placé ces termes? C'est dans une nouvelle clause qui commence par, *voulant encore*. Quelle preuve en rapportons-nous? La voici. Le Testateur, après avoir dit qu'il veut que *de là son Majorat passe de mâle en mâle, de degré en degré, de ligne en ligne perpétuellement*, ajoute, *à la charge de prendre, porter, & relever les noms & armes de notre dite Maison de Rye*. Il dit ensuite, *voulant encore* : c'est ici que nous prétendons commencer une nouvelle disposition, parce qu'à la fin de cette clause, il ajoute, *à la charge de prendre, porter, & relever le nom & les armes de notre dite Maison de Rye*. Si ce n'étoit pas une autre clause, auroit-il répété les mêmes termes? Ils seroient sans aucun sens cette seconde fois : il faut donc que ce soit une autre clause, que ce soit une nouvelle disposition. Dans le premier ordre le Testateur avoit exclu de son Majorat ceux qui posséderoient la substitution de la Palud, à la réserve de Ferdinand & François de Rye; mais ce n'étoit pas une exclusion perpétuelle, elle ne devoit durer que tant qu'il se trouveroit des mâles par mâles du Marquis de Varambon, capables de posséder le Majorat de Rye. De même, dans le second ordre, le Testateur exclut de son Majorat ceux qui posséderont la substitution de Vadans, mais ce n'est aussi, comme dans le premier ordre, que tant qu'il s'en trouvera d'autres descendants

mâles de Louise de Rye capables de le posséder, *suivant toujours la ligne masculine*, c'est là que ces termes se doivent rapporter : le Testateur ne veut pas que son Majorat sorte de la ligne masculine de Louise de Rye, que cette ligne n'ait été entièrement épuisée ; & comme les descendants de Louise de Rye n'auroient pu objecter au dernier des descendants par mâles du Marquis de Varambon, qu'il possédoit les substitutions de la Palud & de Rye, de même le mâle descendant par femme de Louise de Rye n'auroit pu objecter au dernier descendant par mâles de Louise de Rye, qu'il possédoit les deux substitutions de Rye & de Vadans. Le Marquis de la Baume n'auroit pu faire cette objection au Comte de Poitiers, parce que le Testateur veut que la ligne des descendants par mâles soit épuisée avant que le Majorat passe à un autre descendant par femme. Ce second ordre contient deux parties : dans la première, le Testateur appelle les mêmes descendants par mâles de Louise de Rye ; dans la seconde, il appelle à leur défaut les mâles descendants des filles.

Nous croyons que cela suffiroit pour se déterminer. Venons cependant à la dernière clause, elle levera tous les doutes s'il en pouvoit encore rester quelqu'un : le Testateur y déclare, mais avec majesté, de la manière dont nos Rois se servent pour faire connoître leur volonté : *Ayons*

déclaré & déclarons, avons entendu & entendons, avons voulu & voulons faire non-seulement une substitution vulgaire, mais aussi fidéicommissaire & compendieuse, & toute autre substitution propre & apte à perpétuer. Idée de perpétuité que le Testateur marque encore en cet endroit, nos biens, hoirie, & succession aux descendants mâles. Il ne dit point par mâles, il ne dit point en ligne masculine, mais simplement aux descendants mâles tant médiatement qu'immédiatement, jusqu'au nombre infini, tant de notredit héritier que de tous les substitués, & leurs descendants ci-devant nommés. Le Testateur appelle les descendants, tant de son héritier que de tous les substitués; qui peuvent être ces descendants tant médiatement qu'immédiatement des substitués, si ce ne sont les descendants mâles par femmes? Selon même la Demoiselle de Poitiers, tous les descendants mâles par mâles sont substitués. Donc, selon elle, dans les précédentes clauses les descendants des substitués sont autres que les mâles par mâles : car s'ils étoient mâles par mâles, ils seroient substitués, & par conséquent ils ne pourroient être descendants des substitués. Examinons maintenant les objections de la Demoiselle de Poitiers. Cette clause, dit-elle, ne contient point de vocation, elle n'a été mise par le Testateur, que pour expliquer le terme, à défaut, dont il s'étoit servi; il le déclare lui-même au commencement

de cette clause, elle ne doit rien contenir de contraire aux précédentes. Cela est vrai; mais le Testateur, en expliquant sa volonté, n'a-t-il pu faire connoître qu'elle étoit plus étendue qu'elle ne paroïssoit d'abord? Ne transporte-t-il pas par-là aux clauses précédentes la force & l'énergie de celle-ci, en déclarant que ce que contient la dernière clause, est ce qu'il a entendu par les précédentes? Ne peut-on pas expliquer les précédentes par celle-ci, où sa volonté est manifestée, lorsque dans ces précédentes on ne trouve rien qui y soit contraire? Seconde objection de la Demoiselle de Poitiers. Il s'ensuit que les mâles descendants par filles du Marquis de Varambon seroient appelés, la conclusion n'est pas juste; & si la vocation des descendants des substitués ne se rapporte pas au premier ordre, la conséquence qu'on en doit tirer est qu'elle se rapporte au second; car il faut que cette clause ait quelque application. Les termes de *médiatement*, & *immédiatement*, donnent encore une nouvelle force aux autres. En effet, quel peut être ce descendant médiatement d'un substitué? Aucune personne de bon sens ne peut dire que ce soit un mâle descendant par filles tant qu'on soutiendra que tous les mâles descendants par mâles sont substitués. A l'égard de l'induction qu'on veut tirer de ce que le Testateur dit à la fin de cette clause, *sous les charges, conditions, & restrictions prédites*, elle est fa-

cile à résoudre. Ces charges, & conditions, sont de prendre, porter, & relever le nom du Testateur; les restrictions sont de n'être point engagé dans les Ordres Sacrés, ni Religieux Profès de quelque Ordre que ce soit. Enfin, le Testateur appelle ces descendants mâles des substitués à l'infini: cette clause n'est-elle pas relative à ce qu'il a déjà dit en appelant la postérité de Poitiers, qu'il vouloit que son Majorat passât *de degré en degré, de ligne en ligne perpétuellement*? Nous ne trouvons point ce mot *perpétuellement* dans la vocation de la postérité de Varambon: pourquoi? C'est qu'il n'appelloit que les mâles descendants par mâles du Marquis de Varambon: il prévoyoit que cette ligne masculine ne dureroit pas toujours; mais il s'en sert dans le second ordre, non pas qu'il crût que la ligne masculine de Poitiers dût avoir une plus longue durée, mais parce qu'il y appelle tous les mâles. N'ayant plus d'agnation à considérer, s'il y fait mention de la ligne masculine, c'est seulement pour indiquer qu'il lui donne la préférence. Enfin, l'intention de perpétuité qu'a eue le Testateur, est bien claire: si on y veut mettre quelque restriction, il faut donc la prouver, & l'on ne prouve pas que les mâles descendants des filles soient exclus dans ce second ordre.

Plus nous approfondissons le Testament, plus nous voyons que le Testateur a voulu faire une substitution perpétuelle, une sub-

titution masculine ; mais si la substitution
 est perpétuelle, la Demoiselle de Poitiers
 ne peut donc prétendre qu'elle soit finie ;
 si elle est masculine, sa qualité de fille
 l'en exclut. L'intention du Testateur a été
 de perpétuer ses biens avec son nom ; pour
 y parvenir, d'abord il a appelé les mâles
 descendants par mâles du Marquis de Va-
 rambon ; mais, prévoyant que cette ligne
 ne pourroit pas durer long-temps, il passe
 dans sa cognation pour y appeler d'au-
 tres personnes, afin de soutenir la perpé-
 tuité de son nom. Il y préfère les Poitiers
 à tous les autres ; mais ce n'est pas Claude
 de Poitiers qu'il appelle, ce n'est pas même
 Louise de Rye, quoiqu'elle fût sa bien-
 aimée niece, ce sont les mâles & descen-
 dants par mâles d'elle qu'il appelle ; mais
 la même crainte qu'il avoit eue pour les
 mâles descendants par mâles du Marquis
 de Varambon, il l'a au sujet de ceux de
 sa bien-aimée niece : il veut cependant per-
 pétuer son nom, il veut qu'il soit pris,
 porté, & relevé par un mâle, c'est ce qui
 fait que de là il passe de mâle en mâle,
 il appelle tous les mâles de sa cognation
 à l'infini, préférant l'ainé au puîné, & le
 plus prochain du dernier possesseur au des-
 cendant plus éloigné : le mâle plus pro-
 che du dernier possesseur est le Marquis
 de la Baume, l'idée de perpétuité & de
 masculinité que le Testateur a attachée à
 son Majorat ne permet pas d'en douter.

Il est bien fâcheux à la Dame de Poi-

tiers, après avoir perdu un époux qu'elle chériffoit, de voir passer les biens à d'autres qu'à sa fille; nous pourrions lui appliquer ce que dit la Loi *ff. de lib. quasi liberos masculos*. Mais ils entrent dans une Maison qui n'est pas moins illustre que l'autre. Déjà le Marquis de la Baume s'apprête à soutenir la gloire de ses ancêtres: l'illustre nom qu'il va prendre *, porter, & relever, fera encore un nouveau motif pour lui. Il l'excitera à imiter les actions de ce grand homme † que nos pères ont admiré, quoiqu'il combattît contre eux; ils n'ont pu refuser leur éloge à son courage, & à sa grandeur d'ame. Pour nous, qui n'avons pas été témoins de ces grandes actions, nous respectons sa mémoire, & conservons autant que nous pouvons sa volonté.

* Le nom de Rye.

Conclusions de Mr. l'Avocat-Général.

C'est par ces considérations que nous concluons „ qu'il y a lieu de prononcer, „ en infirmant la Sentence du Châtelet, „ que le Fidéicommis est ouvert en fa- „ veur du Marquis de la Baume. Ce fai- „ sant, le maintenir & le garder dans la „ propriété & jouissance des biens dudit „ Fidéicommis, & condamner la Dame „ de Poitiers à restituer les fruits & re- „ venus qu'elle a induement perçus dudit „ Fidéicommis, au dire d'Experts conve- „ nus, & nommés d'office par le plus pro- „ chain Juge Royal.

† L'Archevêque de Besançon avoit servi le Roi d'Es-
pagne, & s'étoit signalé par de belles actions.

Intervint Arrêt du 25 Mai 1716, qui, après treize Audiences „ appointe les Parties sur l'Appel au Conseil, sur la demande, „ mande en droit, & joint. „

Mre. Guillet de Blaru plaida pour le Marquis de la Baume, & Mre. Chevalier pour la Demoiselle de Poitiers : ils parlèrent l'un & l'autre avec beaucoup de force, & tirèrent de leur sujet tout ce qu'il pouvoit leur fournir, & peut-être au-delà.

Si Mr. de Lamoignon ne parla point de la prétention du Comte du Beaujean, c'est qu'il n'étoit point encore intervenu dans ce Procès; ce Prétendant y parut dans le cours de l'Appointement par mon ministère; j'ai d'abord interverti l'ordre, afin qu'on vît tout de suite tous les moyens des Prétendants contre Mademoiselle de Poitiers.

Le Plaidoyer de Mr. de Lamoignon est analytique, toutes les difficultés y sont expliquées avec beaucoup de précision & de netteté, & la lumière est répandue dans les endroits obscurs de ce Testament, où le Testateur avoit enveloppé sa volonté. (a)

(a) La Maison de Lamoignon, qui est originaire de Nevers, & qui a fleuri dès le treizieme siècle sous les regnes de Saint Louis, Philippe le Hardi, & Philippe le Bel, est enfin entrée dans la Robe. Guillaume de Lamoignon, premier Président du Parlement, étoit fils d'un Président à mortier. L'éloquence du célèbre Fléchier, qui nous a fait un si beau portrait de ce Magistrat, l'a peut-être fait encore moins beau qu'il ne l'étoit. Il y a eu depuis des Présidents à mortier, des Conseillers d'Etat, un fameux Intendant en Languedoc connu sous le nom de M. de

Le Marquis de la Baume crut entrevoir, que le vent du bureau n'étoit pas pour lui; car, quoique les Juges dissimulent leur sentiment, il est certaine cause où il se décele presque sur leur visage, *facies ejus erat euntis in Jerusalem*, son visage étoit celui d'un homme qui alloit à Jérusalem, selon l'expression de l'Écriture Sainte.

On lit sur leur front, qu'ils se disposent à embrasser une opinion par l'impression qu'elle a fait sur eux, & par l'opinion contagieuse qui les gagne insensiblement.

Le Marquis de la Baume dans cette idée pensa qu'il falloit temporiser; il suscita le Marquis de Vaugrenan descendant de Catherine de Poitiers, fille puînée de Louise de Rye. Il étoit évident qu'il ne pouvoit être appelé qu'après qu'on auroit épuisé la branche aînée de Louise de Rye; mais il étoit bon pour l'usage que le Marquis de la Baume en vouloit faire; cet artifice ne lui réussit point.

Par Arrêt rendu le 19 Décembre 1722. en la Grand'Chambre, le Sieur Marquis de Vaugrenan est débouté quant à présent de sa demande en intervention, sans

Lamoignon de Bayville, qui étoit un de ces génies supérieurs nés pour commander aux autres; & nous avons à présent devant les yeux un Conseiller-d'Etat, & deux Présidents à mortier dont l'un est l'héritier de l'illustre Guillaume de Lamoignon. Cette Maison s'est divisée & subdivisée en plusieurs branches & rameaux, Grandpré Beaulieu, Bayville, Launay, Courfon, & Blancmenil.

que l'Arrêt qui interviendra puisse lui nuire, ni lui préjudicier.

Enfin, par Arrêt de 25 Janvier 1732, Arrêt définitif.
la Sentence du Châtelet fut confirmée, en conséquence le Marquis de la Baume & le Comte de Beaujean déboutés avec dépens de la demande en ouverture du Fidéicommis, & Mademoiselle de Poitiers maintenue dans la propriété du prétendu Fidéicommis, comme étant des biens libres dont elle étoit saisie par la mort de son pere : ainsi la Cour a jugé que le Fidéicommis étoit éteint par la mort du dernier Comte de Poitiers, & que sa fille recueilloit sa succession comme des biens libres.

Cette célèbre contestation a exercé un grand nombre d'Avocats à titre de conseils des parties. Ils étoient divisés en trois corps ; dans chacun des trois l'Avocat chargé de l'affaire la rapportoit ; on y délibéroit, on examinoit les écritures, & on y donnoit la dernière forme. Mrs. Tartarin & Mrs. Chevalier, Avocats de Mademoiselle de Poitiers ; Mrs. de Blaru & Mrs. Sicaud, Défenseurs du Marquis de la Baume, déploierent la profondeur & l'étendue de leur érudition.

La Cour a-t-elle suivi l'intention du Testateur ? C'est un problème qui ne paroît pas trop aisé à décider ; mais ne doit-on pas s'en prendre à lui-même ? Pourquoi ne s'est-il pas expliqué plus clairement ? Pourquoi ayant les expressions à son com-

mandement, ne les a-t-il pas mises en œuvre? Ne semble-t-il pas qu'il ait voulu donner la torture à l'imagination des Juges & des Avocats? Et dans cette obscurité si embarrassante, la Cour n'a-t-elle pas pris le parti que l'humanité lui inspiroit, en adjugeant à la fille les biens de son pere?

La fortune de Mademoiselle de Poitiers, affermie par cet Arrêt, en lui conservant quarante mille livres de rente, à quoi montoit le Majorat, lui procura un heureux mariage : elle épousa le Duc de Randan, fils du Duc de Lorges.

J'ai cru que la Déclaration du Roi, qui suit, seroit ici à sa place.

D É C L A R A T I O N D U R O I,

Concernant les Substitutions de Franche-Comté, donnée à Paris le 14 Septembre 1721.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bis-aïeul, ayant été informé par les Officiers de notre Parlement de Besançon, qu'ils avoient remarqué dans l'étendue de leur ressort plusieurs usages qui, quoiqu'an-

ciens, & tirés la plupart du Droit Civil, étoient néanmoins contraires au bien de la Justice dans les matieres les plus importantes de la Jurisprudence, jugea à propos d'y pourvoir par un Edit du mois de Juillet 1707, par lequel il auroit été entre autres choses ordonné dans l'Article VI. qui regarde les substitutions, que tant celles qui étoient déjà faites, que celles qui se feroient à l'avenir, seroient publiées en Jugement à jour de Plaidoirie, & enrégistrées au Greffe de la Justice Royale du domicile du Donateur ou Testateur, & pareillement au Greffe de la Justice Royale, dans l'étendue de laquelle les biens donnés ou substitués seroient situés, & ce dans les six mois; savoir, à l'égard des substitutions qui seroient faites à l'avenir; à compter du jour des contrats pour celles qui seroient contractuelles, ou de la mort du Testateur, si elles étoient faites par Testament; & à l'égard de celles qui étoient déjà faites, à compter du jour de la publication dudit Edit: & par l'Article suivant, il auroit été ordonné que les substitutions qui auroient été publiées & enrégistrées dans les six mois en la forme portée par l'Article précédent, auroient leur effet du jour du décès du Testateur, tant contre les créanciers que contre les tiers-acquéreurs des biens qui y seroient compris, & que celles qui n'auroient été publiées & enrégistrées qu'après les six mois, n'auroient effet contre lesdits créanciers & tiers acqué-

reurs, que du jour des publications & enrégistremens. Une Loi si claire & si simple sembloit ne devoir laisser aucun doute sur l'intention du Législateur, qui étoit de fixer, par une nouvelle publication, & par un enrégistrement authentique, l'état des familles & des fortunes des habitants d'une Province dans laquelle les substitutions ne sauroient être rendues trop notoires & trop publiques, parce que l'usage des Fidécimmis graduels & perpétuels y est autorisé; &, quoique les Ordonnances du Pays y eussent toujours ordonné la publication & l'enrégistrement de tous Testaments, ces Loix avoient été non-seulement mal observées, mais même pratiquées diversement, sur-tout dans le temps où par un abus qui a été réformé depuis, la Jurisdiction Ecclésiastique avoit entrepris de connoître de plusieurs matieres de la compétence des Juges Séculiers; & entre autres de la publication des Testaments, lesquels étoient seulement déposés dans le Greffe de l'Officialité de Besançon, sans y être enrégistrés dans aucun Registre public. Mais, malgré l'évidence de ces motifs, qui avoient donné lieu à l'Edit du mois de Juillet 1707, Nous avons été informés qu'il s'est élevé dans cette Province depuis quelques années différentes contestations sur cette matiere : Quelques-uns ayant prétendu, que cet Edit n'avoit assujetti les substitutions antérieures à une nouvelle publication & à un nouvel enrég-

gistrement, qu'au cas qu'elles n'eussent point déjà été publiées suivant les Loix & Usages qu'ils prétendent avoir été suffisamment autorisés dans ladite Province : Les autres soutenant au contraire, que l'esprit de l'Edit ayant été de remédier à l'incertitude & à l'irrégularité des Usages observés dans le Comté de Bourgogne sur la publication des substitutions, il étoit évident que, suivant cet esprit, toutes les substitutions antérieures sans aucune distinction avoient dû être de nouveau publiées & enrégistrées pour acquérir une notoriété suffisante. En quoi le Législateur avoit fait même une grace singulière aux anciennes Maisons du Comté de Bourgogne, en leur donnant le moyen de couvrir, par une nouvelle publication & un nouvel enrégistrement, le vice ou l'imperfection des Usages précédents, & de faire remonter par-là l'effet des substitutions jusqu'au jour de la mort du Testateur : & quoique ces dernières raisons qui découvrent si parfaitement l'esprit de l'Edit de 1707, fussent plus que suffisantes pour en assurer l'exécution, Nous avons cru néanmoins devoir l'affermir encore plus par une nouvelle déclaration, qui conserve pour toujours dans les familles du Comté de Bourgogne le repos & la tranquillité, que le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bisaïeul, a voulu leur procurer par une Loi aussi simple, aussi générale, & aussi nécessaire que l'Edit du

mois de Juillet 1707, A CES CAUSES, après avoir pris l'avis des Officiers de notre Parlement de Besançon, & nous être fait représenter les Loix & les Ordonnances de notredit Comté de Bourgogne sur la matiere des Testaments & Fidéicommis, de l'avis de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orléans, Petit-fils de France, Régent, de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc de Chartres, premier Prince de notre Sang, de notre très-cher & très-ami Cousin le Duc de Bourbon, de notre très-cher & très-ami Cousin le Comte de Charolois, de notre très-cher & très-ami Cousin le Prince de Conty, Princes de notre Sang, & de notre très-cher & très-ami Oncle le Comte de Toulouse, Prince légitimé, & autres Pairs de France, Grands & Notables Personnages de notre Royaume : Nous avons dit, statué & ordonné, & par ces Présentes signées de notre main, disons, statuons & ordonnons, voulons & Nous plaît, que ledit Edit du mois de Juillet 1707, soit exécuté selon sa forme & teneur ; & en conséquence avons déclaré & déclarons toutes les substitutions faites avant ledit Edit dans l'étendue de notre Comté de Bourgogne, quelque anciennes qu'elles puissent être, & soit qu'elles aient été faites par contrats entre-vifs ou par Testament, ou autres dispositions de dernière volonté, avoir été sujettes à la nouvelle publication & au nouvel enrégistrement ordonnés

ordonnés par ledit Edit & en quelque forme & maniere qu'elles eussent pu l'être, suivant les différents usages de notre dit Comté. Ordonnons que lesdites anciennes substitutions qui n'auront point été publiées & enregistrées dans les six mois du jour de la publication dudit Edit, n'auront d'effet contre les créanciers & tiers acquéreurs que du jour que la publication & enregistrement en auront été faits. N'entendons néanmoins par notre présente Déclaration donner aucune atteinte aux Arrêts, Transactions, Consentements, ou Acquiescements donnés jusqu'au jour de notre présente Déclaration, par lesquels des substitutions antérieures à l'Edit de 1707 auroient été confirmées, reconnues, ou approuvées, & ce à l'égard de ceux seulement avec qui lesdits Arrêts auroient été rendus, ou par qui lesdites Transactions ou Actes de consentements, ou acquiescements, auroient été faits. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux les Gens tenants notre Cour de Parlement de Franche-Comté, que ces Présentes ils aient à enregistrer; même en temps de vacations, & le contenu en icelles garder & observer pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchements nonobstant toutes choses à ce contraires: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces dites Présentes. Donné à Paris le quatorzieme

jour de Septembre, l'an de grace mil sept cent vingt-un, & de notre Regne le septieme.

Signé, LOUIS; & plus bas, Par le Roi, le Duc d'Orléans Régent présent.
Signé, FLEURIAU, & scellé.

J'ai cru devoir placer ici une Dissertation sur une question de substitution, sur laquelle j'ai embrassé une opinion différente de celle de plusieurs Jurisconsultes. J'ai toujours été persuadé que les combats qui se soutiennent dans le Barreau, ne sont point des combats d'autorités, mais de raisons.

*Dissertation où l'on agite la Question qui a pour objet de savoir, Si les enfants de Jean-Philippe ** donataire, qui sont dans la condition de la substitution de la donation entre-vifs de Philippe ** donateur, sont dans la disposition.*

LA premiere idée qui se présente, est que la condition ne dispose point, pour parler le langage des Jurisconsultes : en effet, condition & disposition, sont deux expressions qui ont un sens différent; & quand on met des enfants dans une condition d'une substitution, ne paroît-il pas qu'ils ne sont là que pour remplir cette condition, & non pour un autre usage? Ainsi la plupart ont décidé en général, que les enfants qui sont dans la condition, ne sont point dans la disposition;

mais aussi ils sont tous convenus, que, lorsqu'il y a plusieurs conjectures qui font présumer la vocation des enfants, ils sont appelés. Or on peut dire que dans l'espèce les enfants de Jean-Philippe ** donataire, qui sont dans la condition, sont dans la disposition.

En premier lieu, on présume en général, que la même tendresse qu'un donateur a pour un donataire il l'a pareillement pour les enfants de ce donataire; *persona patris est persona filii*. Nous aimons nos enfants, parce qu'ils nous représentent; ils sont d'autres nous-mêmes; ils nous font revivre, & nous rendent, pour ainsi dire, immortels par le pouvoir qu'ils ont d'avoir d'autres enfants qui perpétueront notre nom. Peut-on présumer qu'un donateur, qui substituera à son neveu un autre parent plus éloigné, n'ait pas voulu substituer les enfants de son donataire qui est son plus proche parent? Quel est le principe qu'il l'a engagé à cette substitution? C'est le desir de conserver des Terres considérables en toute justice dans sa parenté. On ne peut pas supposer d'autres motifs de sa substitution. Or, s'il les a voulu conserver pour des parents plus éloignés, on ne peut pas douter qu'il ne les ait voulu conserver pour des parents plus proches: dans l'ordre de l'affection qu'un donateur a pour sa parenté, les parents plus proches lui sont plus chers que les plus éloignés; les neveux plus chers que les cou-

ains. Or il n'est pas douteux ici que le neveu ne lui soit plus que le cousin qu'il lui substitue, puisqu'il est le premier objet de sa libéralité : & par une conséquence nécessaire, les petits-neveux enfants du donataire lui sont plus chers que le cousin substitué.

En second lieu, la nature du bien qui est l'objet de la donation, est une conjecture qui fait juger que les enfants qui sont dans la condition sont censés dans la disposition. On est jaloux de la conservation d'une Terre dont on prend le nom; on est jaloux de la conserver dans sa famille, & encore plus jaloux de la conserver dans des proches parents que dans des parents plus éloignés : si nous tenons à des parents, parce que nous nous persuadons que notre sang coule dans leurs veines, n'est-il pas moins mêlé & confondu avec un sang étranger dans un parent proche que dans un parent éloigné? Il ne tombera jamais sous les sens, qu'un donateur qui est jaloux de conserver ses Terres à des parents plus éloignés, n'ait eu la même jalousie pour les enfants d'un plus proche parent à qui il a donné son bien.

En troisième lieu, qui est celui qui a cette jalousie? C'est un homme d'une famille illustre; par conséquent cette jalousie est plus vive & plus forte dans son cœur, que dans celui d'une personne qui ne seroit pas de naissance. Qui ignore que, pour conserver la splendeur d'une Maison, la

conservation des Terres titrées est très-nécessaire, & que les Justices patrimoniales qui y sont attachées, qui sont les images de celle du Roi, donnent une grande idée de la famille qui les possède. Nous voyons ordinairement, que les noms de ces Terres servent de surnom à la famille, & que ce surnom qui la désigne en offre à l'esprit toute l'illustration. Aussi Cujas, dans sa Consultation trente-cinquième, parmi les conjectures qu'il met en œuvre pour faire présumer que les enfants qui sont dans la condition sont dans la disposition, emploie cette conjecture, si celui qui fait la disposition est une personne noble.

En quatrième lieu, une forte conjecture en faveur des enfants, est si la substitution est graduelle. Ici le donateur substitue à son neveu donataire son cousin Yves ** Président au Parlement de Bretagne, & à Yves ** Philippe ** son neveu, à Philippe ** Louis ** Capitaine, & à Louis ** son plus proche parent d'escoc & de ligne paternelle. On voit donc un desir ardent dans l'ame du donateur de conserver ses Terres dans sa parenté; car la substitution est le seul moyen de les conserver dans leur intégrité. S'il est gêné par l'Ordonnance d'Orléans, qui ne permet que deux degrés outre l'institution, on voit qu'il souffre de cette contrainte; car, après avoir dit dans le dernier degré de sa substitution, que ses biens ap-

partiendront au plus proche parent d'effoc & de ligne jusqu'à la quatrième génération, au desir des Loix, Ordonnances, & Coutumes du Royaume, ne semble-t-il pas dire que sans ces Loix il étendrait plus loin sa substitution ? Or, s'il a montré par tant de degrés de substitution dans sa parenté le desir d'y conserver ses Terres dans leur intégrité jusqu'à la quatrième génération d'un parent éloigné qu'il ne connoissoit pas, & qui ne lui est présente que parce qu'il creuse dans l'avenir, n'est-il pas très-évident qu'il a voulu conserver ses biens aux enfants de son donataire son neveu ? N'est-ce pas là une de ces conjectures si fortes & si pressantes qu'on est obligé de s'y rendre ?

En cinquième lieu, quand il appelle Yves de ** Président du Parlement de Bretagne, il déclare qu'il lui substitue ses Terres, & non à ses enfants ; ce sont ses termes ; il se sert là du mot de substitution, afin de déclarer expressément que les enfants de ce Président ne sont pas substitués ; ne nous explique-t-il pas bien, que, s'il n'a pas mis les enfants du Président dans la condition, ils ne sont pas dans la disposition par une conséquence nécessaire, en mettant les enfants du donataire dans la condition ? Il les a mis dans la disposition, en disant qu'il ne substitue pas les enfants du Président ; & en ne les appelant point, ne voit-on pas clairement, que n'ayant point fait la même

exclusion pour les enfans du donataire, au contraire, en les rappelant expressement, il a voulu les substituer?

En sixieme lieu, on voit qu'il donne au donataire son neveu la plus grande marque d'affection qu'il puisse donner : ici il se dépouille dès son vivant de la propriété de ses Terres. Un Testateur, qui institue un héritier, se préfere toujours à cet héritier, puisqu'il ne l'appelle qu'après sa mort : mais un donateur qui se dépouille de son bien dès son vivant, préfere son donataire à lui-même. Peut-on donner à quelqu'un une plus grande marque d'affection, que de le préférer à soi-même? Suivant les sentimens de la nature, quand nous aimons quelqu'un ardemment, notre affection se porte vers ceux qu'il aime le plus, parce que nous ne pouvons pas mieux lui prouver l'amitié que nous avons pour lui; & comme nos enfans sont les plus grands objets de notre tendresse, celui qui nous aime tendrement les aime de même : il faut même observer qu'un oncle qui n'a point d'enfans, qui aime tendrement son neveu, aime encore plus tendrement le fils de son neveu, ainsi qu'un grand pere aime plus tendrement son petit-fils que son fils, parce que si ce pere aime ce fils parce qu'il revit & rajeunit en lui, ne revit-il pas & ne rajeunit-il pas davantage dans le petit-fils? C'est le proverbe, que l'amour paternel croît en descendant.

En septieme lieu, si le donateur a voulu faire plutôt une donation entre-vifs qu'un Testament, c'est parce qu'il a voulu s'interdire à lui-même la volonté de vendre & d'aliéner ses Terres, tant étoit pressant le motif qu'il avoit de les conserver dans sa parenté ; puisqu'il s'est défié de lui-même, & a craint qu'il ne rendît inutile ce desir. Or, s'il a voulu s'interdire à lui-même cette liberté dans cette vue, n'est-il pas évident qu'il a voulu, en substituant les enfants, interdire la même liberté à son neveu ?

En huitieme lieu, Mre. Charles Dumoulin, dans son Conseil septieme, prétend qu'une seule conjecture pressante suffit pour faire présumer que les enfants qui sont dans la condition, sont dans la disposition. Peut-on douter ici que les enfants ne soient pas appelés dès qu'on voit cet assemblage de conjectures, qui toutes concourent à démontrer cette vérité. En rassemblant tous ces rayons dispersés, ne forme-t-on pas un corps de lumieres qui éblouit ? Mais, pour ne laisser aucun nuage, on réfutera ici le sentiment de quelques Avocats fameux, qui ont été consultés, & qui ont pensé que, dans cette espece, les enfants qui sont dans la condition ne sont point dans la disposition : Il faut que le respect qu'on a pour la vérité soit bien grand, puisqu'il l'emporte sur le respect qu'on a pour ces célèbres Jurisconsultes.

Le premier établit pour principe, que la condition ne dispose point : il cite *Ferrarius* sur la question 39. de Guy Pape, *Ricard dans son Traité des Substitutions part. 1. chap. 8. sect. 1. & Henry*; & il dit qu'il y en a une infinité d'autres, & il avance que cette maxime n'a jamais fait difficulté au Parlement de Paris.

Il est vrai que *Ferrarius*, en général, dit que les enfants qui sont dans la condition ne sont pas dans la disposition; mais il rapporte pour exemple le Testament d'un pere qui substitue son second fils au premier, si le premier meurt sans enfants. Dans cette espece, on peut juger que le pere préfere son second enfant aux enfants du premier; mais, dans notre espece, on ne présupposera jamais que le donateur ait préféré son cousin aux enfants de son neveu donataire, ses petits-neveux. Il y a encore ici d'autres conjectures pressantes, & *Ferrarius*, dans l'espece qu'il rapporte, ne rappelle aucune conjecture en faveur des enfants.

Guy Pape, qui est d'un aussi grand poids que *Ferrarius*, puisqu'il a mérité que ce dernier Jurisconsulte fît des notes sur ses Ouvrages, dans la Question 80, est du sentiment que les enfants qui sont dans la condition sont dans la disposition, & il en rapporte des especes; & *Chorier*, qui nous a donné la Jurisprudence de Guy Pape, après avoir dit, Quand le Fidéicommis n'est pas formel & littéral, les con-

jectures l'établissent, dit *L. 3. c. 3. Art. 5. & 6.* que le redoublement de cette condition, *si mon héritier meurt sans enfants, prouve que les enfants sont appelés.* Or, dans notre espece, cette condition a été mise plusieurs fois : il est vrai que c'est dans différentes vocations ; mais on est toujours en droit de dire, que la réitération de cette condition fait présumer la vocation des enfants. Ricard, que l'Avocat cite, convient qu'il n'y a point de texte de Droit qui soit contre les enfants, & que les Jurisconsultes Ultramontains se déclarent tous pour eux ; il cite *Peregrinus* ; il auroit pu citer *Fuzarius*. Il rapporte même une espece où le Parlement jugea le 3 Septembre 1727, que la condition dispoit en faveur des enfants, il cite *Guy Pape*, qui fait foi que le Parlement de Grenoble a diverses fois jugé la même chose, ainsi que le Parlement de Toulouse, comme le rapporte Maynard, *L. V. dans ses notables Questions de Droit, chap. 6.*

Enfin, il seroit superflu de citer nos Jurisconsultes, parce qu'ils se réunissent tous dans ces deux points ; que la condition dépouillée de toutes conjectures ne dispoit point, mais qu'accompagnée de conjectures, la regle cesse.

Voici comme parle l'Avocat que nous réfutons.

„ Il ne reste qu'à savoir si les clauses
 „ postérieures contiennent quelque'expres-
 „ sion assez forte pour faire présumer que

„ le donateur a voulu substituer les enfants
 „ du donataire, & même ses petits-en-
 „ fants; car, dans cette matiere, les regles
 „ générales n'ont point d'effet, lorsqu'il
 „ y a des clauses particulieres qui font
 „ connoître que l'Auteur de la substitu-
 „ tion a voulu que les enfants qui ne pa-
 „ roissent être que dans la condition, fus-
 „ sent dans la disposition, & que même
 „ les petits enfants fussent substitués.

Or nous avons démontré que, dans cette
 espece, les conjectures sont si fortes, qu'on
 ne peut pas douter de la vocation des en-
 fants; par conséquent nous nous prévalons
 du principe de cet Avocat contre lui-
 même. Il prétend que Cujas n'est pas pour
 nous, parce qu'il ne se rencontre pas ici
 le concours des trois circonstances qu'il
 desire dans sa Consultation 35^e. pour que
 la condition dispose en faveur des enfants;
 mais il s'en rencontre une : au défaut des
 deux autres, il y en a plusieurs qui sont
 parlantes, & qui peuvent bien les rempla-
 cer. Quand Cujas rapporte ces trois cir-
 constances, il n'a pas prétendu qu'il les
 fallût nécessairement : il a voulu seulement
 qu'il y en eût d'assez fortes pour faire
 présumer la volonté du Testateur favora-
 ble aux enfants : il a voulu donner un
 exemple, mais il n'a pas cru qu'il fût uni-
 que, & qu'on n'en pût pas donner d'autres.

Le second Avocat critique la donation,
 & traite de bizarre le donateur. Sa criti-
 que ne pourroit avoir pour but que la nul-

lité de la donation, & ce n'est pas là la question; car la donation n'est pas contestée, elle a été exécutée.

Il dit ensuite, que la question ne s'agit ordinairement que pour les Testaments où il s'agit d'interpréter la volonté d'un défunt, mais non par rapport aux donations entre-vifs qui sont de Droit étroit, où l'on ne doit ni ajouter ni suppléer.

On répond, que, lorsqu'il dit que la Question ne s'agit ordinairement que pour les Testaments, il convient qu'elle peut s'agir pour les donations : en effet, cette Question regarde toutes les substitutions dans quelqu'Acte qu'elles soient faites. Dans toutes les clauses des Actes de Droit étroit, quand elles sont susceptibles de deux sens, on y cherche la volonté des contractants, comme on cherche la volonté d'un Testateur dans un Testament.

D'ailleurs, on a démontré que de la donation entre-vifs dans cette espèce où le donateur s'interdisoit la liberté d'aliéner, il naissoit une conjecture très-forte en faveur de la vocation des enfants.

Cet Avocat cite ensuite des exemples où les enfants sont appelés, lorsque l'usage d'une telle vocation est dans la famille, & que dans l'Acte qui contient la substitution il y a des préférences des mâles aux femelles avec la charge de porter le nom & les armes du substituant ou autres circonstances semblables; il dit que ces circonstances ne se rencontrant point dans

notre espece, il se détermine contre les enfants.

Mais il a dû y voir la circonstance de plusieurs degrés du Fidéicommis. A l'égard des autres circonstances, ce sont des conjectures fortes, si l'on veut, mais sont-elles les seules? Dès qu'il peut y en avoir d'aussi fortes, & même qui le soient plus, comme on peut le juger par cette Dissertation, n'est-on pas en droit de décider que le donateur a voulu substituer les enfants du donataire? Cet Avocat dit lui-même qu'il peut y avoir encore d'autres circonstances semblables qui militent en faveur des enfants : il n'a donc pas dû se déterminer par les seules circonstances qu'il rapporte.

A l'égard même de la préférence des mâles, elle ne fait pas toujours le vœu des substituants; on en voit des exemples dans des Majorats, qui sont les substitutions les plus solennelles. Si dans le fameux Majorat de Rye qui fut jugé au Parlement où j'avois écrit, on préféroit les mâles aux filles, c'est que le Testateur l'avoit ordonné expressément. Dans la succession d'Espagne, qui est le plus célèbre Majorat du Monde, les filles dans la ligne directe sont préférées aux mâles collatéraux.

Le troisieme Avocat qui se déclare contre les enfants, dit qu'on doit plutôt présumer que le dessein du donateur a été de laisser le pere libre à l'égard de ses enfants, afin de les obliger à mériter par leur sou-

mission le bien dont il peut les priver, que de le lier par nécessité à conserver du bien à des enfants qui peuvent s'en rendre indignes, & le mépriser par la certitude que le pere ne peut les en priver.

On répond que cette présomption n'a point lieu ici, puisque le substituant a mieux aimé faire la substitution dans une donation où il fût dépouillé de la liberté d'aliéner, que de faire cette disposition dans un Testament où il conservât cette liberté.

D'ailleurs, ce dessein de laisser les peres libres pour contenir les enfants, ne se présume que lorsque des peres ont des enfants qui ne sont pas bien nés; c'est ce qui ne s'est point rencontré ici : & même dans le cas où les enfants ne sont pas d'un bon caractère, il est à propos, afin qu'ils ne dissipent point leurs biens, qu'ils soient grevés de substitution; les exemples fréquents des peres qui substituent à leurs enfants leurs petits-fils, font voir que la présomption de cet Avocat n'a aucun fondement.

Les autres moyens qu'emploie cet Avocat étant réfutés, on n'usera point de redites.

Le quatrieme Avocat convient, que sur la Question les Jurisconsultes sont fort partagés; mais il adopte les deux principes dans lesquels ils se réunissent, & que l'on a rapportés.

Il dit que l'Edit perpétuel des Archiducs a décidé, que les enfants qui sont dans

la condition d'une substitution doivent avoir à ce titre les biens substitués : la même maxime a fait un très-grand progrès au-delà des Monts.

Pourquoi les Archiducs ont-ils fait cette Loi ? Pourquoi les Auteurs Ultramontains ont-ils embrassé cette opinion, si ce n'est parce qu'ils ont consulté les sentiments de la Nature ?

Cet Avocat, en se déterminant contre les enfants, dit qu'ils n'ont point été obligés de rendre les biens substitués, ainsi que le donataire leur pere : mais il décide la question par la question : il s'agit de savoir s'ils sont substitués par les raisons qu'on a apportées : s'ils le sont comme on l'a démontré, il n'y a aucun doute qu'ils ne soient obligés de rendre les biens substitués, puisqu'à leur défaut le donataire appelle Yves ** son cousin.

Cet Avocat a senti toute la difficulté qu'on peut lui opposer.

Tout ce qui peut embarrasser, dit-il, dans l'espece particuliere, consiste en ce qu'après différentes substitutions au profit de plusieurs des parents du donateur, il est dit par la donation, que le donateur appelloit le plus proche parent de l'estoc & de la ligne, & subsidiairement tous les autres jusqu'à la quatrième génération, d'où il semble que l'on pourroit tirer cette conséquence, qu'ayant voulu conserver les biens donnés à sa famille, sa vue a été que les enfants de son donataire, de même que

les enfants de Joseph-Philippe **, recueilleroient les biens comme substitués, quoiqu'ils ne fussent que dans la condition.

Il croit répondre à cette difficulté, en disant, que, si le donateur avoit eu une si grande envie de conserver ses biens, & que les enfants fussent substitués, il les auroit grévés de substitution, ce qu'il n'a pas fait; mais on soutient contre lui qu'il l'a fait, & que, si leur substitution est présumée par les conjectures qu'on a employées, les mêmes conjectures prouvent qu'ils sont grévés de substitution, puisqu'à leur défaut Yves ** est appelé, & que cette substitution graduelle qui va jusqu'à la quatrième génération du plus proche parent après tous les substitués qu'il a appelés, n'est limitée que par l'Ordonnance.

Cet Avocat dit encore, que cette difficulté, à laquelle il a tâché de répondre emporteroit la balance avec quelques autres conjectures; mais afin, poursuit-il, de réussir, il seroit à propos de soutenir que les enfants du donataire & de Joseph-Philippe ** ne sont pas seulement substitués en vertu de sa condition, mais encore qu'ils sont eux-mêmes chargés d'une substitution envers ceux qui suivent leur pere. Ce qu'il ne sera pas aisé de faire entendre, le plus proche parent ou les plus proches parents de l'estoc & ligne n'étant substitués qu'en cas de décès de Louis ** qui est le dernier de ceux qui sont appelés communément par le donateur.

On

On répond, que l'on prouve que les enfants sont grévés de substitution, en prouvant qu'ils sont substitués; ainsi l'ouvrage n'est pas si difficile que le croit cet Avocat.

Je crois avoir détruit tous les moyens de ces quatre Avocats : rien ne prouve mieux la force de la vérité, puisqu'avec son secours j'ai combattu l'ouvrage d'Avocats qui me sont supérieurs en lumière & en expérience.

Domat dit que les substitutions ont pour fondement la liberté générale de disposer de ses biens, la vue de conserver les biens dans les familles, l'utilité d'ôter à de certains héritiers ou légataires la liberté de disposer dont ils pourroient faire un mauvais usage, & d'autres motifs semblables.

La Loi Papia, qui a introduit divers moyens par lesquels les dispositions testamentaires, qui demeuroient caduques, étoient déferées au Fisc faute de les recueillir par celui qui étoit appelé, fut cause qu'on substitua plusieurs héritiers les uns aux autres, afin que, si la succession n'étoit pas recueillie par le premier héritier, elle fût prise par le substitué, & qu'elle échappât au Fisc. Dans la suite, les substitutions fidéicommissaires furent introduites par un mauvais principe : les Loix ayant défendu de disposer au profit de certaines personnes, les Testateurs, pour lui faire passer leur succession, en ont nommé d'autres qu'ils ont chargés tacitement de les leur rendre : delà les substitutions fidéicom-

miffaires ont eu d'autres ufages dont on a parlé.

Ricard dit, que la matiere des fubftitutions eft celle qui a fervi davantage à groffir les Volumes des Jurifconfultes. En effet ils les ont hériffés de plufieurs queftions épineufes, & ils ont réuffi par leurs Commentaires à rendre ce fujet fi ténébreux, qu'il eft devenu un des plus abstraits de la Jurifprudence, de forte qu'on ne peut que louer les Nations qui n'admettent point les fubftitutions, & je raconterai à ce propos le trait fuivant.

Juge-
ment
fensé
rendu en
Suiſſe.
Naïveté
de cette
Nation.

On fait en Suiſſe l'honneur au bon ſens d'un Artifan de lui faire diſpenſer la Juſtice, on n'admet point les Tailleurs à cette fonction, parce que la raillerie ne veut pas que leur probité ſoit hors de ſoupçon. Un Gentilhomme de Breſſe, à qui il étoit échu en Suiſſe, par la voie de la ſubſtitution, un bien confidérable, prétendoit ſ'exempter de payer les dettes contractées par celui à qui il ſuccédoit. Il fut obligé de plaider, & fit venir de Bourg un habile Avocat. Il fut fort étonné, en entrant dans la ſalle de l'Audience, de voir dans le Tribunal ſon Cordonnier, qui venoit de lui prendre la meſure d'une paire de ſouliers. L'Avocat plaida avec beaucoup de vivacité, il cita du Latin, citation perdue. Comme il ſe promenoit dans les vaſtes champs que ſon éloquence lui avoit ouverts, le Juge frança le ſourcil ; & cédant à ſon impatience, il dit au Gentilhomme dans un patois qui

est en usage dans ce pays-là : *Faites quasi votron parlaire* : Faites taire votre parleur. L'Avocat, qui avoit enflé les voiles de son éloquence, faisoit toujours beaucoup de chemin, & prouvoit avec un air victorieux, que les biens substitués devoient revenir à ceux qui les recueilloient, exempts de toutes dettes. Le Juge, qui ne goûtoit point cette maxime, interrompant le Plaidoyer, se leva brusquement, & prononça dans ces termes élégants : *E prou substituteia, que substituteia; qui a lou bien paye les charges* : Ce qui est substitué a beau être substitué; qui a le bien doit payer les charges. Le Greffier prit la plume, & rédigea cette Sentence judiciaire.

Il faut pourtant que je réponde au reproche qu'on fait à notre Nation d'aimer les Procès, & d'avoir des Loix qui semblent les favoriser. Que la Science du Droit parmi nous, dit-on, est vaste, puisqu'elle comprend la Jurisprudence du Droit Ecrit, des Ordonnances, des Arrêts, & des Coutumes ! Et, dans toute cette étendue, qu'elle a peu de principes fixes & certains ! Les Loix suivant lesquelles on se règle, sont susceptibles de plusieurs explications. La Jurisprudence des Arrêts varie tous les jours, je ne dis pas dans les différents Parlements du Royaume, mais dans un même Parlement. Les Commentaires de la Loi ont encore augmenté l'incertitude. Comment marcher sûrement dans un pays où l'on a ouvert une infinité de

routes différentes, quoiqu'il n'y en ait qu'une de véritable? Et comment discerner celle-là? Une voix confuse de Jurisconsultes, dont chacun s'est frayé un chemin nouveau, nous crie : C'est ici par où il faut passer, vous vous égarez en prenant une autre voie. Les Ordonnances d'un grand Roi, digérées par les meilleures Têtes du Royaume, dictées par la Sagesse même, quoiqu'elles n'aient été composées que pour abrégér la procédure, ont fourni de nouvelles ressources à la Chicane. Les Procureurs se sont creusé des mines d'or dans ce nouveau Pérou.

Enfin, le Dédale de nos Loix, le Labyrinthe de notre Science du Palais, & la Réputation qu'ont parmi nous les Normands & les Dauphinois d'être les peres de la Chicane, donne lieu de dire que les Suisses & les Turcs, qui nous cedent en science & en politesse, démêlent plus sûrement que nous la vérité de la Justice. Je ne veux point faire ici l'apologie de ceux qui aiment les Procès; mais je dirai qu'on concluroit mal, en disant que les Suisses & les Turcs ont moins de cupidité que nous, parce qu'il paroît qu'ils aiment moins les Procès : la cupidité est égale dans le cœur de toutes les Nations : s'il y en a qui disputent mieux les biens qu'ils possèdent, c'est parce qu'ils sont plus ingénieux que ceux qui ne peuvent pas les défendre, leur esprit sert mieux leur convoitise, & leur fait trou-

ver une éloquence plus séduisante. Si le Turc & le Suisse avec ce bon-sens qu'on leur attribue, avoient comme le François un esprit de ressource, ils plaideroient avec la même ardeur, & aussi long-temps que nous, & ils auroient des Procureurs aussi raffinés que les nôtres. C'est donc un faux raisonnement de conclure que, parce que leur Justice a banni la Chicane, leurs ames sont privilégiées, & exemptes de cupidité; ils doivent ce bonheur, qui regne dans leurs Tribunaux, plutôt à l'indigence des ressources de leur esprit, qu'à leur droiture, & au détachement de leurs biens. Ce malheur, que notre esprit nous attire, n'est-il point racheté par d'autres avantages qu'il nous procure? D'ailleurs, sommes-nous les seules Nations où regne cet Art de plaider, & ne serions-nous point les Ecoliers des Italiens, ou du moins ne fraterniseroient-ils point avec nos Plaidiers les plus subtils?

Fin du treizieme Volume.



T A B L E

D E S M A T I E R E S

Contenues dans le XIII. Volume.

- L** *La Marquise de Saffy accusée du meurtre de son mari, & d'une supposition de part*, page 1
- Histoire du Procès, 2, &c.
- Moyens de Mr. de Villiers accusateur, 13, &c.
- Défenses de Madame de Saffy accusée, 20, &c.
- Premiere Proposition. Mr. de Saffy n'a point été tué, 24, &c.
- Seconde Proposition. Supposé qu'il vive, comme on ne peut en douter, Mr. de Villiers son beau-frere ne peut jamais être écouté dans l'Accusation qu'il forme contre Madame de Saffy, d'avoir comploté pour faire assassiner son mari, 26, &c.
- La troisieme. En supposant que Mr. de Villiers fût recevable à accuser la Marquise de Saffy d'un tel complot, il s'y trouveroit certainement très-mal fondé, 31, &c.
- La quatrieme. Mr. de Saffy vivant, il ne peut jamais être permis à Mr. de Villiers d'accuser Madame de Saffy d'avoir supposé un enfant à son mari, 33, &c.
- La cinquieme & derniere Proposition. Dans les circonstances de cette affaire, une Partie légitime ne pourroit éviter la condamnation des Accusateurs qui succombent.

Cette Proposition se trouve renfermée dans la preuve que la Marquise de Sassy fait de son innocence, accusée d'une supposition de part, 41, &c.

Réponse de Mr. de Villiers, 47, &c.

Sentence du Châtelet définitive du 20 Mars 1706, 65

Lettre du Gouverneur de l'Isle de Gerfay, 67

Procuration qui n'engage point le Mandataire à rendre compte en Justice, 69

Moyens d'appel de Mr. de Villiers, où il établit que la décharge d'un Accusé n'emporte pas nécessairement une condamnation de dommages & intérêts contre l'Accusateur, 70, &c.

Réponse de Madame de Sassy, où elle établit qu'elle n'a pas eu au Châtelet une réparation suffisante, ni des dommages proportionnés, 74, &c.

Peinture vive que fait Mr. de Sacy de ce qu'à souffert Madame de Sassy, 75, &c.

Parallele que fait Mr. de Sacy de l'Affaire de Madame de Sassy avec celle que poursuit Mr. de Vervins contre l'Abbé de Grand-Maison & Mr. le Comte de Joyeuse, 96, &c.

Arrêt définitif du Parlement, 102

Observations sur l'Arrêt, 103, &c.

Eloge de Mr. de Sacy, Avocat au Conseil, 108, &c.

Histoire de Jean Maillard, ou mari qui, après quarante ans d'absence, vient accuser sa femme d'adultere & de bigamie, 114, &c.

Premiere Question. Si le témoignage des Experts & Maîtres-Ecrivains, qui déposent de la conformité des écritures, est une preuve

<i>suffisante pour la reconnoissance d'un homme,</i>	129, &c.
Seconde Question. <i>Si la ressemblance établie par témoins est une preuve certaine pour la reconnoissance d'un homme, & si des témoins fort vieux, qui font cette reconnoissance, peuvent déposer de ce qu'ils ont vu étant impuberes,</i>	141, &c.
Troisieme Question. <i>Si l'on peut opposer à Jean Maillard son absence pendant quarante-trois années, comme une fin de non recevoir contre son appel comme d'abus interjetté de la célébration du mariage de sa femme avec un autre mari,</i>	163, &c.
Quatrieme Question. <i>Si le mariage du Sieur de la Boissiere a été contracté de bonne foi,</i>	177, &c.
Cinquieme & sixieme Question. <i>Premièrement, si Marie de la Tour ou son second mari, ou l'un ou l'autre étant dans la bonne foi, leur mariage, quoiqu'en figure, peut produire quelque effet en faveur des enfants qui en sont nés,</i>	183
<i>Secondement, si leurs enfants, nés avant leur mariage, peuvent être légitimés par le mariage subséquent, quand il y en a un précédent qui subsiste,</i>	187, &c.
Arrêt définitif,	202, &c.
Principes pour la légitimation par mariage subséquent,	204, &c.
Observations sur l'Arrêt,	209
Eloge de Mr. Pageau, Avocat,	210
 Dom Carlos, fils de Philippe II. Roi d'Espagne, condamné à mort par son pere,	 211
Portrait de Philippe II,	213
Portrait de Dom Carlos,	ibiâ. &c.

DES MATIERES. 337

Leur parallele,	214
Belle Harangue de Philippe II. à Charles V. lorsqu'il abdiqua,	215
Trait de l'enfance de Dom Carlos,	216
Eloge de la beauté de la Reine d'Espagne fille d'Henry II,	220
Education de Dom Juan, fils naturel de Char- les V,	221
Quelle fut sa mere, dans la note qui est au bas de la page,	<i>ibid.</i>
Lettre de Dom Carlos au Comte d'Egmont,	225
Philippe II. fait arrêter Dom Carlos, 226, &c.	
Lettre que Philippe II. écrit à l'Impératrice sa sœur au sujet de Dom Carlos qu'il a fait arrêter,	229, &c.
Lettre qu'il écrivit au Pape sur le même su- jet,	231
Philippe II. assemble son Conseil pour faire le procès à Dom Carlos,	233, &c.
Plaidoyer pour Dom Carlos,	234
Plaidoyer contre Dom Carlos,	236
Supplice des fils de Brutus, dans la note qui est au bas de la page,	238, &c.
Philippe II. abandonne son fils au Jugement des Inquisiteurs,	241
Entreprise de l'Inquisition contre la mémoire de Charles V,	243, &c.
Les Inquisiteurs opinent pour condamner à la mort Dom Carlos,	249
Philippe II. Signe la Sentence,	<i>ibid.</i>
Dom Carlos choisit le genre de sa mort,	251
Il se détermine à se faire ouvrir les veines, & à mourir dans un bain,	253
Récit tout différent qu'un autre Historien fait de la mort de Dom Carlos,	254

Magnifiques obseques qu'on fait à Dom Carlos,	259
Traits historiques sur le Cardinal Spinola, dans la note au bas de la page & dans les suivantes,	261, &c.
Trait & sentiment de Philippe II.	262, &c.
Traits historiques sur l'inquisition,	272, &c.
Mort funeste de la Reine Elisabeth,	274
Dom Juan est empoisonné,	275
Frayeur que cause à Philippe II. un lion de Dom Juan,	276
Epitaphe satyrique de Philippe II.	378
<i>Alexis Pétrowits Czarewits, héritier présomptif de l'Empire de Russie, condamné à mort par son pere,</i>	
	279, &c.
Remontrances faites au Czarewits par son pere dans un Ecrit,	280, &c.
Réponse du Czarewits dans une Lettre,	287
Derniere monition du pere au fils,	288, &c.
Réponse du fils,	291
Lettre que le pere écrit à son fils de Copenhague,	293
Evasion du Czarewits,	295
Lettre du Czar au Czarewits à Naples,	296
Réponse du Czarewits,	298
Le Czarewits revient à Moscou,	299
Manifeste du Czar, où il explique les raisons qui l'ont obligé à dépouiller le Czarewits de la Succession à la Couronne, & à y appeller son second fils,	302, &c.
Ecrit que le Czarewits remit à son pere, par lequel il se soumet à sa volonté,	316
Confession que fait le Czarewits à son pere,	319
Le Czar se détermine à faire juger son fils; il consulte son Clergé,	326, &c.

DES MATIERES. 539

Il donne le pouvoir aux Sénateurs de juger son fils,	328
Les Sénateurs rassemblent les autorités de l'Ecriture Sainte, & des Constitutions de Russie,	330, &c. & suiv.
Les Archevêques en usent de même, & y joignent les passages de saint Chrysostôme, & disent leur avis,	335
Sentence des Sénateurs contre le Czarewits	339, &c.
Mort du Czarewits,	348
Déclaration du Czar sur la Succession à la Couronne,	351, &c.
Explication du Bagdogi, châtiment des criminels de Moscovie,	354
Explication du Knout, châtiment plus sévere des Moscovites,	356, &c.
Parallele du Czar & de Charles XII. Roi de Suede,	359
Vers de la Comtesse de Konigsmarc à la louange du Roi de Suede,	361
<i>Majorat de Rye,</i>	363
Définition du Majorat,	364
Analyse du Testament de Ferdinand de Rye, Archevêque de Besançon, qui est le sujet du Procès,	365, &c.
Histoire du Fidéicommis du Testament,	372
Moyens de la Comtesse de Poitiers, Fille du dernier Possesseur du Fidéicommis,	374, &c.
Moyens contre Mademoiselle de Poitiers, qui prétendoit recueillir la Succession par la voie de la substitution,	397, &c.
Le Marquis de la Baume autre prétendant à la succession par la même voie, établit sa	

540 TABLE DES MATIERES.

prétention par les Loix des Majorats,	415, &c.
Comment le Comte de Beaujean attaque le Marquis de la Baume,	435, &c.
Moyens du Marquis de la Baume contre le Comte de Beaujean,	462, &c.
Replique du Comte de Beaujean,	467, &c.
Plaidoyer de Mr. de Lamoignon de Blancmesnil,	475, &c.
Eloge de Mr. Le Camus, Lieutenant-Civil, & de son Successeur, dans la note qui est au bas de la page,	476,
Eloge de l'Archevêque de Besançon,	504,
Conclusions de Mr. l'Avocat Général,	<i>ibid.</i>
Illustration & ancienneté de la Maison de Lamoignon, dans les notes au bas des pages,	505, &c.
Arrêt définitif,	507
Déclaration du Roi concernant les Substitutions de Franche-Comté, donnée à Paris le 14 Septembre 1721,	508
Disertation où l'on agite la Question qui a pour objet de savoir si les enfants de Jean Philippe ** Donataire, qui sont dans la condition de la substitution de la donation entre-vifs de Philippe ** Donateur son oncle, sont dans la disposition,	514
Jugement sensé rendu en Suisse sur les Substitutions. Naïveté de cette Nation,	530

Fin de la Table du treizieme Volume.

THE HISTORY OF THE UNITED STATES

The history of the United States is a story of growth and change. It begins with the first settlers, who came to the Americas in search of a new life. They found a land of opportunity, but also one of hardship. The early years were marked by struggle and sacrifice, as the settlers fought to establish a new society. Over time, the United States grew from a small colony into a powerful nation. It was a process of constant evolution, shaped by the dreams and aspirations of its people. The story of the United States is a testament to the power of the human spirit and the ability to overcome adversity. It is a story of hope and progress, of a nation that has always been looking forward.

THE END OF THE WORLD IS NEAR











